

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

SITUATION JURIDIQUE
DES
ROUMAINS DE TRANSYLVANIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le jeudi 2 mars 1916 à 1 h. 1/2.

PAR

Mircea RUSSU SIRIANU

Président : M. LARNAUDE, professeur

Suffragants { MM. WEISS, professeur
LESEUR, professeur

PARIS

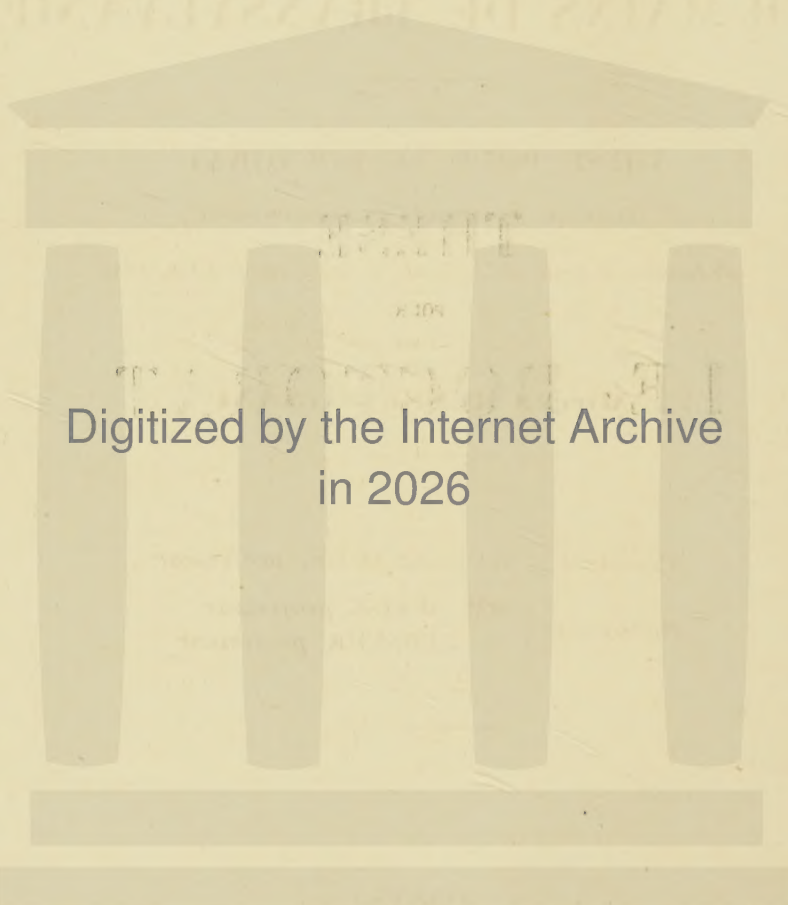
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine (VI^e)

1916



THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

SITUATION JURIDIQUE
DES
ROUMAINS DE TRANSYLVANIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le jeudi 2 mars 1916 à 1 h. 1/2.

PAR

Mircea RUSSU SIRIANU



Président : M. LARNAUDE, professeur

Suffragants { *MM. WEISS, professeur*
LESEUR, professeur

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine (VI^e)

1916

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

AU GÉNIE IMMORTEL
DE ROME

*Qui ressuscite dans les âmes des nations
latines les vertus ancestrales.*

SITUATION JURIDIQUE

DES

ROUMAINS DE TRANSYLVANIE

INTRODUCTION

Deux grands principes, qui ont régi les diverses civilisations, sont en lutte à l'heure actuelle : *le Droit* et *la Force*. Au principe du droit, qui s'est fait, plus ou moins, valoir depuis que la grande Révolution a édicté la nouvelle devise : Liberté, Égalité, Fraternité, s'oppose, avec une réalité brutale, le principe de la force pure, rien que de la force. Après avoir subi pendant douze siècles le joug de la *féodalité* — organisation de conception et d'origine barbares, — après avoir connu les bienfaits de la *Liberté* que lui a donnée le triomphe de *la conception latine des Droits de l'homme*, la civilisation européenne semble être de nouveau menacée par la résurrection du *Faustrecht*. C'est, depuis la chute de l'empire romain, qui a mis fin à la plus puissante des civilisations, la plus grande lutte que les nations aient livrée pour établir un ordre.

De l'issue de cette crise, qui est non seulement politique et économique mais aussi juridique, puisqu'elle consacrera *le Droit* qui s'imposera universellement ou presque universellement, dépend le sort de tant de nations. Pour les grandes, il s'agit seulement de la rectification de leurs frontières, d'une modification de leurs domaines coloniaux ou bien d'un gain ou d'une perte aux points de vue politique, moral et économique. C'est beaucoup, il faut le reconnaître. Mais, pour les petites nations, le résultat du grand combat a une importance capitale : leur *existence* même est en jeu. La France a vécu pendant quarante ans amputée des deux belles provinces que la force brutale lui a arrachées en 1870, et l'Allemagne vivra sans doute après avoir restitué le territoire qu'elle a injustement pris. Il peut y avoir, c'est vrai, une question de grande douleur morale, de dépit, de revanche, mais il ne s'agit pas d'être ou de ne pas être.

C'est cette dernière question qui se pose actuellement pour un certain nombre de petites nations. Peut-on avoir vraiment des doutes en ce qui concerne la Belgique, la Serbie, ou le Monténégro en cas d'une victoire définitive des empires germaniques ?... Ne faut-il pas reconnaître que, si la France, l'Italie, l'Angleterre, nations qui se trouvent à la tête de la civilisation, risquent, dans cette guerre, une grande partie de leurs domaines, leur bien-être

et leur prestige, il y a des états qui risquent absolument *tout*, c'est-à-dire leur existence même ? Pour souhaiter la victoire définitive des Alliés, qui luttent pour le droit et la liberté, pour y travailler avec toute la force et tout le dévouement que mérite ce grand idéal humain, cet argument de l'existence ou de la non-existence de certaines petites nations qui ont saigné pour le droit et *d'autres qui saigneront encore*, n'est-il pas d'une force toute particulière ? Gardons-nous de n'envisager que le côté sentimental de cet argument. Ce serait dangereux. Car, il faut bien le répéter, il s'agit ici non seulement des cas spéciaux, des questions, purement politiques, du moment, mais aussi et *surtout* de la défense d'un principe éternel, pour le triomphe duquel la France et d'autres nobles nations ont sacrifié le meilleur de leur sang : *la Justice*. Comme toutes les grandes vérités, ce principe ne souffre pas de palliatifs, de marchandage : ou bien il existe, ou il n'existe pas. Par-dessus toutes les questions du moment, qui intéressent la politique et la richesse des nations, il y a donc cette *question de droit*, question primordiale, question capitale, qui intéresse toute la civilisation humaine, car c'est d'elle que dépend *la loi* qu'on édictera pour tous.

La Révolution française, grande source du droit moderne, a fait triompher les deux principes juridiques qui, tout en bouleversant les traditions de la

féodalité et de la monarchie, de droit divin, ont ouvert la voie du progrès. Il ne faut pas, cependant, penser que la liberté et l'égalité juridiques sont les seuls legs de la grande Révolution. Il y a encore un autre principe, qui a contribué aux transformations qui se sont opérées en Europe depuis 1789 d'une manière aussi puissante que ceux-là : c'est *le principe de nationalité*, fruit des convulsions de la Révolution et de l'Empire, qu'ont consacré tous les événements importants du XIX^e siècle. Après l'avoir enfanté, la France en a été la victime, car l'unité allemande et celle de sa sœur italienne ont été faites sur les ruines de l'hégémonie française. Il n'y a pourtant personne en France qui regrette qu'après avoir montré aux peuples le chemin de la liberté et de l'égalité, la France leur a encore enseigné un noble principe : *celui de la liberté, de l'indépendance et de l'autonomie des races*. Jusqu'à l'Assemblée nationale de Versailles, qui proclama que la nation est une et indivisible, c'étaient les rois qui avaient des peuples, n'importe la variété de leurs races — regardez les Habsbourg — et non les peuples qui avaient des rois. La France a donné à l'Europe, fatiguée de l'émiettement si contraire à la logique du système féodal, le premier exemple de *la nation unie et indépendante*.

Ce principe très ancien, que la religion et les anomalies du moyen âge ont mis cependant sur le

second plan, a-t-il partout triomphé en Europe?
Non.

Il suffit de se rappeler la situation des Polonais, gens sans patrie, pour se dire que le principe des nationalités n'a pas encore vaincu tous les obstacles qui s'opposent à son triomphe général. Ou bien il suffit de jeter un coup d'œil sur une carte ethnographique de l'Autriche-Hongrie, cette curieuse mosaïque de toutes les races européennes, pour voir toute une foule de nationalités, mêlées les unes aux autres, séparées de leurs états nationaux, soumises à un gouvernement central essentiellement autoritaire, donc naturellement mécontentes. Nous sommes donc bien loin du triomphe général du principe de la liberté et de l'indépendance des nationalités, et une des tâches les plus difficiles des Alliés vainqueurs sera, sans doute, celle de délivrer les nationalités asservies et de leur attribuer, dans le futur statut de l'Europe, la place que chacune d'elles mérite par son nombre, ses qualités et son passé.

Le problème des nationalités en Europe est donc vaste et difficile en même temps. Le démantèlement de l'Autriche-Hongrie, — cet autre *homme malade* de l'Europe — occupera à lui seul la plus grande partie de l'échiquier. Il y a, dans ce vaste empire de l'Europe centrale, où le hasard de l'histoire a réuni tant de races différentes, un tel chaos de revendications politiques que, pour résoudre d'une manière juste le

problème en donnant satisfaction à toutes les nationalités qui composent l'empire dualiste, il faut étudier cette question si complexe avec la plus grande attention et pour chaque nationalité à part. Il importe surtout d'éviter la superficialité, car, après avoir mis fin à une situation intolérable, il peut y avoir le danger d'en créer une autre non moins condamnable.

Les proportions de cette étude ne nous permettent pas d'aborder le problème du partage de l'Autriche-Hongrie tout entier. C'est à peine si nous en ferons une esquisse sommaire, tout en mettant cependant en lumière le vice du système actuel et en essayant de formuler une solution générale. Il y a un côté tchèque, un côté polonais, un côté serbe, un côté italien, etc..., et un côté *roumain* du problème austro-hongrois. C'est ce dernier qui sera étudié dans notre livre, et nos principaux efforts seront consacrés à démontrer que le point de vue roumain est celui de la justice, de l'équité, du droit, que ce point de vue n'est pas en contradiction ni avec la conception française — donc européenne — du principe des nationalités, ni avec les intérêts permanents des puissances civilisées de l'Occident, qui ont besoin d'un État puissant, d'âme et d'organisation latines, aux portes de l'Orient, pour y faire régner l'ordre et la mesure, pour représenter la classique civilisation gréco-latine que le génie de la France a su si magnifiquement développer et moderniser.

Le côté roumain du problème austro-hongrois, c'est tout nettement, *la question de Transylvanie*. L'objet de cette étude sera donc d'examiner la situation juridique dans laquelle se trouvent les Roumains qui occupent la partie intégrante de l'empire dualiste connue sous le nom de Transylvanie, de faire l'examen historique de la question de Transylvanie en suivant l'évolution politique de cette province depuis la naissance de la race roumaine — ce qui coïncide avec la conquête de la Transylvanie par les Romains — jusqu'à nos jours. Notre tâche sera aussi, après avoir étudié le problème de Transylvanie à tous les points de vue, de poser très nettement les questions suivantes : La domination austro-hongroise est-elle une usurpation, oui ou non ? La Roumanie a-t-elle des droits souverains en Transylvanie ? Quels seront les moyens à l'aide desquels la Roumanie pourrait entrer en possession de cette province ?

L'histoire politique de la Transylvanie n'est que la suite ininterrompue des convulsions pour reconquérir sa liberté, son indépendance. Pays barbare et riche, dont tous les anciens historiens, à commencer par Hérodote et en finir par Tacite et Eutrope, vantent l'abondance et la variété, elle était habitée par la vaillante mais sauvage race des Daces quand les légions romaines, apportant la civilisation, franchirent le Danube et en commencèrent la conquête. Après de longues luttes, au cours desquelles

Rome fit des sacrifices considérables, l'empereur Trajan dompta la résistance de Decebal et transforma la Transylvanie — que les Romains appelaient la Dacie — en province romaine (107 après J.-Chr.) Par la fusion des légionnaires et des colons romains avec les restes épars des tribus daces, une nouvelle nation néolatine vient de naître : les Roumains. La Transylvanie est donc le berceau de la race roumaine, c'est la terre promise du Roumanisme. Sous la domination romaine la Transylvanie, devenue province impériale, connut toutes les splendeurs de la civilisation romaine, qui marquait son apogée et Trajan et ses successeurs appliquèrent à la nouvelle province toutes les règles et les institutions juridiques que Rome avait l'habitude d'instituer partout où son droit succédait à l'empire de ses légions. Trajan avait fondé une nouvelle Rome aux portes de l'Orient : l'Ulpia Trajana, et l'organisation solide, politique et militaire, qu'il avait donnée à la province est bien la preuve qu'il entendait faire de la Dacie — la Transylvanie d'aujourd'hui — le poste avancé de la puissance romaine, la sentinelle vigilante de la civilisation latine contre les invasions barbares, qui menaçaient déjà la cité souveraine. Mais la domination romaine proprement dite fut courte, elle ne dura que 167 ans (107-274). Sous la poussée des Germains, l'empire retire ses légions de Dacie et la population romaine — on pourrait la nommer déjà *roumaine* — qui y

reste se voit privée de l'appui précieux de l'officialité au moment le plus difficile de toute l'histoire du peuple roumain : au commencement de la grande invasion des Barbares. Les Roumains de Dacie (Transylvanie) gardent pourtant leur indépendance. Organisés militairement, divisés politiquement en un certain nombre de duchés autonomes groupés d'après les cours d'eau, les Romains, devenus Roumains, se retirent dans les hautes vallées des Carpathes, où ils survivent à l'interminable série des invasions asiatiques. Les Huns, les Gothes, les Avars, les Bulgares, les Petchinègues, les Coumanes, les Mongols, les Turcs passent comme l'orage par-dessus la tête de cette race latine, que sa noble origine et la montagne ont conservée pendant dix-huit siècles. De tous les Barbares, ce sont les Hongrois seuls qui réussirent à se fixer en Dacie et y restèrent. Ils y sont encore. L'usurpation hongroise, possible par un nombre de circonstances qu'on examinera dans un des chapitres suivants, mit fin à la souveraineté roumaine en Transylvanie. La plus grande partie de la population roumaine est réduite par les nobles hongrois à l'état de servage. Les persécutions politiques, économiques et morales, qui commencèrent contre l'élément roumain depuis les premiers jours de l'usurpation hongroise et qui, après dix siècles, durent encore aujourd'hui, mirent les Roumains de Transylvanie dans un état de douloureuse infériorité : les descen-

dants de la nation souveraine devinrent les esclaves des barbares usurpateurs. Pour se soustraire à l'autorité du roi de Hongrie et pour vivre une vie libre, des princes roumains de Fagarash et Maramouresh (Transylvanie) passent, avec leurs nobles et leurs hommes, les Carpathes et fondent, vers la fin du ^{xiii}^e siècle, les deux principautés danubiennes, la Valachie et la Moldavie, dont l'union (1859) créa la Roumanie moderne. Mais le sort des Roumains de Transylvanie fut moins brillant que celui de leurs frères d'outre-Carpathes. Les révolutions roturières de 1437 et 1514 furent étouffées dans le sang par la noblesse hongroise. Survint l'invasion turque, la plus terrible de toutes parce qu'elle a duré le plus. La Valachie, la Moldavie et la Transylvanie, c'est-à-dire les Roumains des trois provinces roumaines, devinrent le rempart vivant contre lequel s'usa le premier et meilleur élan de la conquête turque. Après avoir terrassé les pays balkaniques, la Valachie, la Moldavie et la Transylvanie, les Turcs arrivèrent, au ^{xvi}^e siècle, devant Buda-Pest et Vienne, mais ils avaient déjà consommé l'élan de leur jeunesse dans les innombrables luttes avec les Roumains et les Slaves balkaniques. Les Roumains de Transylvanie, bien qu'asservis, prirent une part glorieuse et très considérable à ces luttes contre le Croissant. Le plus grand héros de la Chrétienté, dans cette époque, fut un Roumain de Transylvanie : Jean

Huniade le Corvin « le chevalier blanc des Valaques », comme l'appelle Philippe de Comines. Et le plus grand roi de cette Hongrie qui a ruiné l'indépendance de la Transylvanie, fut également un Roumain : Mathias le Corvin, fils de Jean Huniade. Par une sorte d'ironie du destin, les plus grands hommes de la Hongrie triomphante, sortirent du sol de la Transylvanie soumise. Ce n'est qu'un seul moment que les Roumains de Transylvanie entrevirent le rayon de la liberté : quand, en octobre 1599, Michel le Brave, le grand prince de Valachie, écrasa l'armée hongroise à Schellenberg et conquit, d'un seul coup, toute la Transylvanie et certaines parties de la Hongrie. Mais Michel le Brave fut assassiné deux ans plus tard (1601) par les instruments de l'Autriche, et avec lui disparut le plus bel éclair qui a jamais illuminé l'horizon sombre de la Transylvanie asservie. Déjà, depuis le commencement du xvi^e siècle, l'Autriche cherchait à s'assurer la possession de la Transylvanie. Les Turcs l'en ont empêché pendant longtemps et durant deux siècles la Transylvanie a joui sous des princes hongrois d'une autonomie considérable, tout en étant tributaire du Sultan. Le déclin de la puissance turque, auquel a contribué si efficacement le roi polonais Sobieski, facilite les intrigues autrichiennes en Transylvanie. Le *Diploma Leopoldinum* (1691) attache la Transylvanie aux possessions de la maison de Habsbourg, et c'est cette dynastie germa-

nique qui la possède encore. L'empereur Joseph II (1780-1790), influencé par les idées françaises de la fin du XVIII^e siècle, tout en poursuivant la germanisation des peuples de l'Autriche-Hongrie, voulait introduire certaines mesures libérales, notamment la suppression de l'esclavage qu'on pratiquait d'une manière extrêmement brutale en Transylvanie. Ses voyages en Transylvanie, au cours desquels il s'intéresse au sort du peuple, excitent les esprits, surtout qu'on le savait ennemi de l'aristocratie magyare. Un paysan roumain intelligent, *Horia*, instruit par plusieurs voyages à Vienne, où il a plaidé la cause de ses conationaux, se met à la tête du mouvement populaire. La révolution nationale — ce n'est plus une révolution purement roturière — de Horia éclate quelques années avant la Révolution française et est provoquée, indirectement et en partie, par les idées des encyclopédistes. Mais la révolution, manquant d'armes et d'une organisation sérieuse, fut étouffée dans le sang par l'autorité, et Horia et son premier lieutenant Closca périrent sur la roue. Cependant le libéralisme national hongrois, inspiré de la même grande source de la Révolution française, faisait ses progrès. Son principal défaut était qu'il était chauviniste, car, tout en prêchant la liberté de l'élément dominant hongrois, il cherchait à maintenir les nationalités non-hongroises (Roumains, Serbes, Slovaques, Croates, etc.) dans la servitude. Voilà

pourquoi, lorsque, en 1848, le conflit entre la nation magyare et la cour réactionnaire de Vienne éclata ouvertement, les Roumains et les autres nationalités non-magyares se rangèrent aux côtés des réactionnaires autrichiens. La révolution victorieuse de Kossuth édicta l'union de la Transylvanie avec la Hongrie, son incorporation pure et simple. C'est surtout contre cette tendance, désastreuse pour la nation roumaine de Transylvanie, que lutta le soulèvement national d'Avrame Iancou, jeune héros roumain qui avait pris comme devise : « La Hongrie aux Hongrois, la Transylvanie aux Roumains. » C'est le seul mouvement révolutionnaire roumain, en Transylvanie, qui, bien organisé militairement par Iancou, ne put pas être contenu par les Hongrois. L'armée de Kossuth fut écrasée sous le poids des armées russes, envoyées par le tsar Nicolas I^{er} au secours de la monarchie des Habsbourgs. La Transylvanie, comme la Hongrie d'ailleurs, connurent la rigidité, les chicanes, les injustices de l'absolutisme autrichien. Il n'y avait point de reconnaissance pour les Roumains — *die braven Rumänen*, comme Vienne les appelait quand elle avait besoin d'eux — qui avaient versé leur sang pour la maison d'Autriche. Iancou mourut fou de douleur. Magenta, Solferino. Sadowa survinrent. Ses revers en Italie et en Bohême obligèrent l'Autriche à faire la paix avec la Hongrie. Evincée par l'ambition croissante de la Prusse, de

son hégémonie germanique, l'Autriche, toujours en quête de nouveaux territoires, cherchait une consolation dans le *Drang nach Osten*. Après son installation définitive en Hongrie et Transylvanie on la verra bientôt, suivant l'inspiration bismarckienne, chercher la fortune dans les Balkans... Le Dualisme austro-hongrois (1867), tout en serrant les liens entre la maison impériale des Habsbourgs et la nation magyare, sacrifiait aux Hongrois les nationalités non-magyares, ces mêmes nationalités qui, en 1848 et 1849, avaient sauvé le trône autrichien par leur fidélité. C'était là la reconnaissance de l'Autriche pour les services rendus. Couverts par leur accord avec l'Autriche, les Hongrois, qui forment dans leur État une *minorité*, inaugurèrent leur fameuse *politique de magyarisation*, qui est le démenti le plus formel à leur prétendu libéralisme et les range parmi les peuples barbares. Cette politique dépourvue de toute logique, par laquelle un peuple de 8 millions essaye, par des moyens d'intimidation et de corruption, de dénationaliser des nationalités qui forment un bloc de 12 millions, dont 3.300.000 Roumains, a duré jusqu'à nos jours. Ce sont les plus douloureux jours qu'ait connus la Transylvanie pendant tout son long calvaire. C'est aussi le chapitre le plus riche en détails de cette étude, car il renferme la longue série de persécutions, vexations et chicanes de toutes sortes que subissent les Roumains de Transylvanie

dans tous les domaines de la vie publique et même dans leur vie privée. On verra, quant à leur situation juridique, qu'ils sont réduits à l'état de vrais *parias* de la vie publique, car, bien que l'article 44 de la loi sur les nationalités de 1868 — l'une des lois fondamentales de la Hongrie — ait énoncé clairement que « toutes les nationalités sont égales devant la loi », la situation réelle est tout autre. Cet article, favorable aux nationalités non-magyares, n'est pas appliqué, ce que les jurisconsultes et publicistes hongrois aiment à passer sous silence. Bien contrairement, tout en laissant lettre morte la loi de 1868, les gouvernements hongrois, qui se sont succédé depuis l'établissement du Dualisme, ont fait adopter une série de lois, notamment la loi sur les colonisations, la loi sur l'enseignement public (1907, loi du comte Apponyi), la nouvelle loi électorale (1914, à la veille de la guerre) et la loi de presse (1914), par lesquelles les Roumains de Transylvanie sont réduits à l'état d'une complète impuissance politique. Les décrets, ordonnances, circulaires de l'administration, munis d'ailleurs, en Hongrie, d'un pouvoir judiciaire assez étendu, complètent le reste en achevant l'asservissement des Roumains de Transylvanie. La justice elle-même est devenue un instrument puissant de persécution politique : les nombreux condamnés politiques roumains : journalistes, hommes politiques, prêtres, instituteurs, qui encombrant les prisons, en sont une

vivante preuve. Les amendes judiciaires qu'ils ont payées s'élèvent à des centaines de milliers de couronnes. Quant à la population rurale, elle est dominée à l'aide des gendarmes — agents sur lesquels repose l'unité de l'État hongrois — et des amendes administratives. L'oppression morale et économique n'est pas moins organisée et moins efficace que la persécution politique.

Telle était la situation des Roumains de Transylvanie lorsque la guerre européenne a éclaté, promettant de redresser tant de torts. La Transylvanie réduite à l'état de simple partie intégrante du royaume hongrois — on pourrait dire à l'heure présente de *l'empire allemand*, puisque c'est l'Allemagne qui commande à présent en Transylvanie — sa population roumaine en proie à la terreur administrative, les régiments roumains presque complètement détruits dans les batailles de Galicie, de Pologne et de Serbie, les *chefs roumains incarcérés ou fugitifs*, telle est la situation actuelle.

Pour les Roumains de Transylvanie, réduits à l'état de serfs des empires centraux, la victoire des Alliés, qui luttent pour le rétablissement du droit, est une question de vie ou de mort. Il ne peut y avoir, après tout ce qui s'est passé et qui se passe encore, qu'une seule solution de la question de Transylvanie, satisfaisante au point de vue du droit : c'est l'incorporation de cette province qui, malgré

tout, est restée roumaine, à la Roumanie indépendante, son *annexion* pure et simple. On a songé, tant en Transylvanie qu'en Roumanie, avant la guerre, à une autonomie de la Transylvanie, tout en la laissant sous le sceptre des Habsbourg, et le publiciste roumain Aurel C. Popovici, ami de l'archiduc héritier François-Ferdinand, assassiné à Sarajewo, avait même publié le projet d'une constitution fédérale des « États-Unis de la Grande-Autriche », qui eut un grand retentissement et fascina les esprits de beaucoup de Roumains. Popovici réservait, dans cette confédération autrichienne, à la Transylvanie, la place d'une principauté autonome avec une administration roumaine. Mais les événements, à commencer par la mort même du prince qui favorisait ces projets, ont empêché la réalisation des plans de Popovici. Aujourd'hui il n'y a de choix qu'entre ces deux solutions : l'indépendance (c'est-à-dire l'annexion de la Roumanie) ou le renoncement, la vie ou la mort.

Entre l'asservissement et l'indépendance, entre la tyrannie et la liberté, entre la force aveugle et le droit, le choix n'est pas difficile. On peut rattacher la conception française de droit à l'idée gréco-romaine, ennoblie par le principe de l'égalité des nations, héritage du Christianisme. Cette conception affirme le droit pour l'individu de développer pleinement sa nature, de vivre une vie libre, et donne le

même droit de liberté, d'indépendance politique, économique et morale, aux nations considérées comme autant d'individualités. Voilà la véritable conception du principe de nationalité, conception d'origine gréco-latine et chrétienne, développée et mise en pratique par la France. Le droit public français s'inspire de ces idées-là, et on ne saurait renoncer à leur application en France et dans les états européens dont les constitutions imitent celles de la France, sans ouvrir les portes à la pire réaction. La liberté, l'égalité, la justice, le droit, ce ne sont là que de simples mots de parade. Ce sont des principes fondamentaux qui forment la base de notre civilisation moderne, qui ont facilité et même provoqué le merveilleux progrès général des *xix^e* et *xx^e* siècles, qui ont amené de nombreuses et utiles réformes sociales, qui ont contribué à faire l'unité de certaines nations (dont l'Allemagne elle-même), et dont la mise en échec, ou la ruine serait un désastre pour la civilisation et signifierait le retour à la barbarie. Il faut élever la devise : « Le droit prime la force », qu'a si magistralement soutenue M. Paul Deschanel à la Chambre, à la valeur d'une loi générale, loi intangible, réglant la vie des individus et *surtout* celle des nations.

Que voit-on de l'autre côté de la barricade ? Quels sont les principes juridiques, l'idée de droit de l'homme et des nations, que représente l'Allemagne ? C'est le chancelier de l'empire allemand lui-même

qui les a caractérisés avec ses déclarations désormais célèbres : « la force prime le droit, les traités ne sont que des chiffons de papier. » C'est l'idolâtrie de la force. C'est le poing, *die Faust* ! l'emportant sur la justice, sur l'équité, sur le droit légalement acquis. Malheur aux faibles, malheur aux petits, même s'ils ont cent fois raison. C'est M. Émile Boutroux qui, dans une magistrale étude sur « l'Idée de liberté en France et en Allemagne », donnée, le 5 décembre 1915, aux conférences de « Foi et Vie », a très bien caractérisé la conception juridique allemande. « *La force* devient d'abord le symbole de Dieu se réalisant dans l'État prussien et devient ensuite *l'expression même du droit à commander*. L'individu oublie alors la liberté pour se perdre dans l'État qui fait sa force. ». Et M. Émile Boutroux conclut : « Nous avons fait notre choix entre ces deux idéals. Nous lutterons jusqu'au bout sous le signe de la liberté ».

C'est à la Roumanie, qui, sans ce berceau de la race roumaine qu'est la Transylvanie, restera toujours un état incomplet, un vrai torse ; c'est aux Roumains qui, comme descendants du peuple, dont l'esprit et l'éducation juridiques sont, aujourd'hui plus que jamais, admirés, doivent s'inspirer de la même conception latine du droit que leurs frères français et italiens, que s'adresse le même appel au choix. Nous voulons croire que la Roumanie, dont l'unité s'est faite en 1859, avec l'appui de la France, a fait, elle

aussi, son choix. En se rangeant aux côtés des puissances civilisées qui luttent pour la défense du Droit, la Roumanie ne fera que son double devoir : 1° envers ses conationaux qui attendent la délivrance d'un joug millénaire ; 2° envers l'humanité, qui a besoin des efforts de tous les bons pour vaincre les barbares. C'est par le triomphe du Droit que la question de Transylvanie recevra sa juste solution après une si longue attente. .

PREMIÈRE PARTIE

Depuis la Conquête romaine
jusqu'à l'Usurpation hongroise

CHAPITRE PREMIER

La Conquête romaine

Les Roumains, comme les Français, sont nés de l'alliance des Romains avec certains peuples barbares. Il y a une merveilleuse analogie entre l'origine des Français et celle des Roumains. D'abord, l'existence de ces deux peuples est due à la même cause : la conquête romaine. Sans la forte colonisation romaine qui s'est ensuivie tant en Gaule qu'en Dacie, ces deux pays seraient aujourd'hui encore des domaines barbares. En Gaule comme en Dacie, nous trouvons le même élément barbare, sauvage mais brave, dont les origines se perdent dans les ténèbres asiatiques et qui a fourni aux conquérants de la péninsule latine la même tenace et héroïque résis-

tance. Sous la pression du danger suprême, que leur instinct a déjà deviné, les tribus gauloises et daces s'unissent sous la commande d'un chef militaire et politique unique : en Gaule, nous avons Vercingétorix ; en Dacie, c'est Decebal qui est le héros de l'indépendance barbare. Mais la même volonté de fer du conquérant civilisateur, la même ténacité, le même art supérieur — politique et militaire —, brisa la résistance des Barbares : en Gaule, César, en Dacie, l'empereur Trajan sont les représentants du génie conquérant et civilisateur romain. Et, après la victoire définitive, œuvre de longues années en Gaule comme en Dacie, c'est la même activité grandiose de colonisation, de romanisation, qui est déployée par *le génie fécondant de Rome* ; c'est la même œuvre de haute civilisation qui s'accomplit. Rome transplante son sang, son âme, son esprit, ses institutions sur les bords de la Seine, du Rhône et de la Loire ainsi que dans les hautes vallées de la Transylvanie. Un espace d'à peine cent cinquante ans sépare les dates de naissance de deux grands peuples de race latine et de langue néolatine : les Français et les Roumains.

On sait beaucoup de choses sur les Daces, sans connaître cependant leur origine, leur filiation, pour lesquelles il faut se contenter de la grande controverse qui sépare, en ce point, tous les auteurs. Il est certain cependant qu'ils appartenaient au groupe des

peuples sarmatho-scytho-traciens, dont parlait déjà Hérodote et qui occupaient toute la partie orientale du continent. Comme les Gaulois, les Daces sont de conformation haute et puissante, plutôt blonds. Ils sont vaillants, braves jusqu'à l'intrépidité. Ils croient, comme les Gaulois, à l'immortalité de l'âme ; leur caractère national ressemble beaucoup au caractère gaulois, et une grande partie de leurs institutions rappellent celles des Gaulois. Aimant le combat et le butin ils font — comme les Gaulois — de nombreuses incursions dans les pays voisins et arriveront naturellement en conflit avec l'État qui faisait alors la police du monde : Rome.

Le roi Boerebiste (50-40 a. J.-Chr.), après avoir donné à la Dacie une sorte de constitution par laquelle il affirma son pouvoir, soumit tous les peuples voisins et, passant le Danube, attaqua l'Illyrie, la Macédoine et la Grèce, provinces appartenant déjà à l'empire romain. C'est la première fois qu'il s'attaque à l'autorité de Rome. Jules César, qui se rendait compte que le péril pour l'État romain était au Rhin et au Danube, avait préparé 16 légions et 10.000 chevaliers pour soumettre ces nouveaux ennemis de la civilisation romaine : les Daces. Il se proposait d'atteindre le Danube et la Dacie par l'Adriatique et l'Illyrie (1). Mais César tomba frappé par les poi-

1. Strabo, VII, 3, 5. Mommsen I., *Roemische Geschichte*, V. 8.

gnards des conspirateurs de Brutus, Cassius et Casca (15 mars, 44 a. J.-Chr.), et la conquête de la Dacie ne fut réalisée que cent cinquante ans plus tard, après des efforts dont ne se doutait certainement pas César. Heureusement pour la tranquillité de Rome le roi Boerebiste fut détrôné par une révolution (40 a. J.-Chr.) et son royaume perd son unité. Le résultat de cette crise intérieure fut, à l'extérieur, un arrêt dans le développement de la puissance dace, pendant une certaine époque (1). Octave s'occupe aussi du projet de la conquête de Dacie. En 35 a. J.-Chr., quatre ans avant la bataille d'Actium, il bat les Japydes et les Pannonnes, peuples qui habitaient le territoire entre l'Illyrie et la Dacie, occupe Segestica et fait d'une île formée par les rivières Save et Culpe une puissante forteresse, d'où les Romains dirigeront leurs attaques contre les Daces, et leurs alliés, les Bastarnes, peuple germanique très sauvage (2). En même temps une petite escadre est instituée sur la Save. Les Daces, sous le commandement leur roi Dicomenes et secourus par les tribus bastarnes, font une incursion en Moesie et battent les

1. B. Maniu, *Disertatiune istorico-critica*, (*Dissertation historico-critique*), p. 54 et suivantes. Hunfalvy, p. 43-45.

2. Tacite, *Germania*, 46. — Roesler, *Das vorroemische Dacien*, XLV, 322. — *Sitzungsberichte d. kais. Academie der Wissenschaften*, Vienne. — Milleker B., *Delmagyarország az őskorban* (*La Hongrie méridionale à l'époque ancienne*), p. 2.

Tribales, les Dardanes et les Denteletes. Octave se rend compte du danger et envoie au secours de ses alliés le consul M. Crassus, qui écrase les hordes bastarnes, de même que les Daces du roi Dapix, qui, assiégé dans ses forteresses par les Romains victorieux, se suicide (3) Roles, l'un des rois daces, devient l'allié de Rome. M. Crassus assiégea et conquît ensuite la forteresse Genucla sur le Danube. Le roi dace Zyraxes, qui la tenait, s'enfuit chez les Scythes.

Les Romains ont su s'assurer l'alliance du roi Remetalches, chef des tribus thraces, grâce à laquelle ils maintenaient la Moesie sous leur autorité. Cependant les Sarmathes, peuple nomade et belliqueux (2), qui disposaient d'une cavalerie assez bien armée, attaquèrent les Romains en Moesie, mais il furent rejetés sur la rive gauche du Danube par le proconsul L. Asinius Gallus. Encouragés par l'exemple des Sarmathes, les Daces, sous leur roi Cotiso, passèrent le Danube gelé, pillèrent et ravagèrent la Moesie et la Pannonie, et ne se retirèrent que battus par les légions de Cn. Lentullus (10 a. J.-Chr.) (3). A Rome, on était inquiet au sujet des affaires de Dacie. Tiberius Nero passe le Danube et

1. Roesler, *Das vorroemische Dacien*, p. 31. — Milleker B., *Dél-magyarország az őskorban*, p. 3.

2. Tacite, *Germania*, 46.

3. Tacite, *Hist.*, IV, 44. — Borovsky, *A Dakok*, p. 41. — Milleker, ouvrage cité, p. 4.

écrase les armées de trois chefs daces. Des camps retranchés (*castra*) sont organisés sur la rive gauche du Danube. A cette époque, les Daces se trouvaient sous l'autorité de cinq rois, ce qui était une faiblesse. Sextus Aelius Catus en profite pour coloniser une cinquantaine de mille de Daces en Moesie (5 a. J.-Ch.), où ils sont vite romanisés,

En l'an 9 après Jésus-Christ, après avoir étouffé la révolte de Pannonie, l'empereur Auguste transforme la Moesie en province romaine. Une révolte des Odrises, en l'an 26 après Jésus-Christ, provoque la même mesure de la part de Rome pour la Thrace. Ces provinces obtinrent des légions stables, et les lieutenants du César avaient la mission formelle de veiller, sur le Danube, à la sécurité de l'empire. De même que le Rhin, dans l'Ouest, le grand tributaire de la mer Noire devint l'obstacle le plus sérieux aux poussées barbares qui venaient du Nord et du Nord-Est. Les Daces restèrent tranquilles pendant presque un demi-siècle. Pendant ce temps-là les garnisons romaines des nouvelles provinces furent portées de 2 à 10-12 légions, sans compter les cohortes auxiliaires. Sous le règne de Néro une autre masse de 100.000 Daces, nobles et peuple, fut colonisée en Moesie (1). Mais, pendant la guerre civile entre Otto

1. Roesler R., *Das vorrömische Dacien*, p. 30. — Grégoire Tocilescu, *Dacia înainte de Romani* (La Dacie avant la domination romaine), Bucarest, 1880, p. 511.

et Vitellius. les Daces, profitant de l'absence du légat Aponius Saturnin, passent le Danube et menacent encore les provinces romaines. G. Lici-nius Mucien, envoyé par l'empereur Vespasien, arrête l'invasion et écrase les armées daces.

Sous le règne de Domitien la puissance dace par-vint à son apogée par l'avènement du roi Décébal, qui mit fin aux querelles entre les diverses tribus et concentra tout le pouvoir dans sa main. Les écri-vains romains, et plus spécialement Dio Cassius, l'historien de l'époque, admirent les grandes qualités politiques et militaires de ce roi barbare (1). En 86 après Jésus-Christ, Décébal, passant en Moesie, bat et tue le consul Opius Sabinus. L'empereur Domitien décide d'aller lui-même punir les Barbares, mais il s'arrête en Moesie pour s'amuser et envoie contre Décébal son général Cornelius Fuscus, qui se fait battre. Les aigles des légions mêmes tombent au pouvoir des Daces (2). Décébal risque une seconde, invasion en Moesie, mais les légions disciplinées de Tertius Julien ont raison de lui : battu, il doit repas-ser le Danube. Sans les incursions des Quades et des Marcomanes, qui obligèrent les Romains d'inter-rompre leur campagne en Dace, cette victoire de

1. Dio Cassius, LXVII, 6.

2. Tacite, *Hist.* III, 4. — Martialis, VII, 76. — Grégoire Toci-lesco, ouvr. cité, p. 511. — Roesler, *Das vorræmische Dacien*-p. 36, et d'autres auteurs.

Tertius Julien aurait pu être fatale pour les Daces. Domitien, pour se débarrasser au moins de Décébal, conclut avec lui une paix humiliante (90 apr. J.-Chr.). Décébal reconnaît, par ce traité, la souveraineté du César, mais Domitien s'oblige, en échange, à lui payer un tribut annuel et à mettre à sa disposition des architectes romains et grecs, à l'aide desquels Décébal fit construire en Dacie des ouvrages de défense faits à la manière romaine. C'est par ces conditions onéreuses que Domitien crut devoir acheter la tranquillité de l'empire, ce qui ne l'empêcha point de célébrer à Rome le triomphe de sa campagne en Dacie et de prendre le nom « Dacicus ». Dans les dix ans de paix qui suivirent, Décébal se prépare pour une lutte décisive : il achève la construction des forteresses, réorganise l'armée, conclut des traités d'alliance avec les ennemis des Romains, assure définitivement l'unité politique et militaire de la Dacie, qui devient une puissance de premier rang, *presque une seconde Carthage*. Le faible Nerva, qui succède à Domitien, ne put pas empêcher cet essor.

C'est le successeur de Nerva, le vaillant et énergique Trajan (janvier 98-août 117), qui résolut la perte de la puissance dace et qui, avec une volonté admirablement soutenue, réussit non seulement à maîtriser les Daces mais même à transformer leur pays en province romaine. Du Rhin, où il se trouvait à la mort de Nerva, Trajan va directement au

Danube et passe l'hiver 98-99 dans de grandioses préparatifs de guerre. Ses ingénieurs achèvent la grande voie stratégique de la rive droite du Danube, commencée sous Tibère en 33 ou 34. Sept légions sont préparées pour prendre part à la grande expédition. Les Germains, Sarmathes et autres Barbares soumis à l'autorité romaine durent fournir des troupes auxiliaires ; la cavalerie était mauritaine. Les auteurs apprécient la totalité des troupes employées par Trajan dans cette première entreprise de 50 à 100.000 légionnaires et auxiliaires. Deux escadres, l'une pannonique, l'autre, moesique, faisaient la police du Danube. Le point principal de la concentration était Viminacium, capitale de la Moesie supérieure. En mars 101 après Jésus-Christ, Trajan quitte Rome pour prendre personnellement le commandement suprême de l'armée. Un grand nombre de généraux et de nobles l'accompagnent. On sait peu de chose sur les mesures prises par Décébal pour faire face au péril. Il a dû sentir son infériorité, car il envoie à l'empereur une ambassade en demandant la paix. Mais Trajan refuse, il est inébranlable. Les Romains passent le Danube à Lederata (Rama), sur un pont improvisé. L'empereur lui-même commande le gros des forces, M. Laberius Maximus commande une seconde armée. L'année 101 se passe sans aucune lutte décisive. L'hiver interrompt les hostilités. Trajan fait bien reposer ses troupes dans des quartiers

d'hiver admirablement organisés. Au printemps de l'an 102 l'armée de Décébal livre enfin une grande bataille à Tapæ. Les Daces sont battus et Décébal se retire dans les Carpathes, où il commence une lutte de guérilla mais où Trajan le poursuit sans relâche, prenant successivement toutes les forteresses daces. Les aigles perdues par Cornèle Fuscus sont reconquises. Les lieutenants de Trajan, Laberius Maximus et Lucius Quietus (qui commande la cavalerie numidienne), refoulant partout l'ennemi, achèvent le mouvement tournant de l'armée romaine. Décébal, qui se défend encore dans sa capitale Sarmisegethuse, est obligé de demander la paix. En voici les conditions : Décébal devient l'allié de Rome, les amis de l'empire deviennent ses amis, les ennemis ses ennemis. Le roi dace est obligé d'extrader tous les officiers, ingénieurs et les prisonniers romains, de rendre tous les appareils de guerre et tout le butin, de raser toutes ses fortifications et de retirer ses troupes des territoires injustement occupés. Les Romains ont le droit de laisser des garnisons dans les principales villes et notamment à Sarmisegethuse. Décébal est obligé de souscrire à ces conditions. Il vient dans les camps romains et, comme Vercingétorix, il jette son bouclier aux pieds du vainqueur. Mais Trajan lui laisse son royaume. Le Sénat sanctionna la paix. De retour à Rome, l'empereur

célébra par un triomphe sa victoire et prit à son tour l'épithète de « Dacicus ».

Mais il était évident que la paix ne pouvait être durable. Décébal était trop fier pour se résigner aux conditions humiliantes que lui avait imposées son adversaire, et la puissance dace disposait encore d'assez de ressources pour tenter un dernier coup, de désespoir, celui-ci, contre les Romains. Décébal se prépare de nouveau pour la lutte. Il fait reconstruire ses forteresses, réorganise son armée entamée par la dernière guerre, prend dans son service des fuyards romains, harcèle les amis de Rome. Le Sénat déclare de nouveau la guerre à la Dacie, et Trajan jure de transformer ce pays en province romaine (1). L'empereur prend lui-même la direction des opérations. Au printemps de l'année 104 il concentre les légions du Danube. Partout il fait construire de grandes chaussées stratégiques, des forteresses solides aménagées pour l'hiver, des dépôts, etc. Son esprit organisateur prévoit tout. Pour créer une communication permanente entre les deux rives du Danube, en liant ainsi la Dacie plus étroitement à l'empire, il fait construire, par le célèbre ingénieur Apollodor de Damasque, un pont en pierre (103-104 ap. J.-C.), construction monumentale dont on voit encore les traces à Turnu-Severin (en Roumanie). Ce pont était

1. *Ammianus Marcellinus*, XXIV, 3. 9.

un vrai symbole de la puissance civilisatrice de Rome.

La deuxième guerre de Trajan contre la Dacie (104-107 après J.-C.) est beaucoup plus difficile et plus sanglante que la première. En automne 104 l'empereur quitte Rome et passe l'hiver en Moesie, où il s'occupe de la concentration de ses légions. Il appelle à son secours les légions de Germanie et de Pannonie. La Dacie est envahie par deux armées romaines, dont une, sous le commandement d'Hadrien, arrive de l'Est, l'autre, commandée par l'empereur même, débouche en Dacie du côté Sud, probablement par la vallée de l'Olt, rivière qui sépare la grande Valachie de la petite Valachie. La guerre est longue et extrêmement sanglante, — nous ne voulons pas en décrire les innombrables et héroïques péripéties. Longinus, un des lieutenants de Trajan, tombe au pouvoir des Daces, qui en profitent pour demander à l'empereur des conditions de paix avantageuses. Longinus se suicide héroïquement pour ne pas entraver la politique de son maître. L'action se poursuit avec une énergie extraordinaire. Les défilés des Carpathes, défendus par les Daces avec des moyens sauvages, sont pris d'assaut. Après de nombreux combats qui remplissent les années 105, 106 et 107, la capitale, Sarmisegethuse, est prise par les Romains. Décébal et les principaux chefs daces préfèrent la mort à l'esclavage et se suicident. Une grande partie de la

population dace quitte le pays se retirant dans les Carpathes du Nord, où elle va disparaître, mais une autre partie — probablement la moins guerrière et la moins nombreuse — reste en Dacie et donnera naissance, par son alliance avec les légionnaires et les colons romains, à une nouvelle race : *les Roumains*.

C'est ainsi que la Dacie, qui avait bravé la puissance de Rome pendant plus de cent cinquante ans, fut conquise par Rome. La tête du dernier roi, Déeébal, fut transportée à Rome, ses trésors furent confisqués par l'État. La Dacie fut, selon le vœu de Trajan, incorporée à l'empire romain. La victoire fut célébrée à Rome par des fêtes extraordinaires, comme on n'en avait jamais vues. Leurs proportions indiquent bien l'importance de cette conquête. Des envoyés de tous les peuples, de l'Atlas jusqu'aux Indes, vinrent féliciter le Sénat et le prince de ce grand succès militaire et politique. Des monnaies commémoratives furent frappées, une ville, Nicopolis, fut fondée pour rappeler la victoire. Et pour assurer plus encore le souvenir de sa conquête, Trajan fit élever, au milieu de la Ville, la magnifique colonne qui porte son nom et qui reste encore aujourd'hui un des principaux monuments de l'antiquité romaine.

CHAPITRE II

L'époque romaine *La Transylvanie province romaine* (107-274 après J.-C.)

C'est un phénomène remarquable, qui est la meilleure preuve de la puissance civilisatrice extraordinaire de Rome, que cette survivance d'un noyau de Latins, d'un État ayant hérité de l'esprit et des institutions de Rome, au milieu des nombreuses races barbares qui peuplaient et peuplent encore cette partie de l'Orient.

On peut juger la solidité des institutions de Rome, l'attraction qu'exerce son *droit*, l'effet rapide et durable de ses colonisations, et, surtout, les qualités assimilatrices extraordinaires de sa *langue*, qui chasse partout les idiomes barbares, par l'œuvre romaine en Dacie. Bien que l'époque romaine proprement dite n'ait pas duré plus de cent soixante-sept ans, de 107 à 274 après Jésus-Christ, ce court intervalle a été suffisant pour romaniser complètement la nouvelle province et pour en assurer à l'avenir la latinité. Il faut bien reconnaître que l'influence romaine s'est exer-

cée en Dacie bien avant 107 et que la conquête de Trajan ne vint que secourir des *populations romaines qui se trouvaient déjà en Dacie* et accomplir ainsi une œuvre commencée. L'historien roumain, M. Nicolas Iorga dit : « Après l'œuvre de dénationalisation (c'est-à-dire de *romanisation*) accomplie par le peuple, est venu ensuite l'empereur, qui a développé cette œuvre. » (1) Mais il n'est pas moins vrai que cette première activité romaine en Transylvanie (Dacie) n'était que superficielle et faible, car elle n'avait pas encore la consécration juridique que l'officialité seule lui pouvait donner et n'était pas soutenue par les institutions qu'a introduites l'empereur. C'est donc bien Trajan qui est le vrai organisateur de la Transylvanie romaine, c'est bien l'an 107 qui marque le commencement de cette courte époque de romanisation étatique à laquelle est due la naissance d'une nouvelle nation, héritière de Rome : la Roumanie.

Après sa victoire de l'an 107 Trajan resta encore quelque temps en Dacie, pour en organiser l'administration, pour présider à l'œuvre de *colonisation officielle* qui commença tout de suite, pour distribuer des terres à ses vétérans, pour récompenser ses généraux et ses soldats, et, enfin, pour assurer la

1. N. Iorga, *Istoria Românilor din Ardeal si Ungaria* (Histoire des Roumains de Transylvanie et Hongrie). Bucarest, 1915, t. I, p. 20.

défense militaire de la nouvelle province en construisant de nouvelles forteresses et en élaborant un nouvel ordre de bataille de ses légions.

La Dacie romaine comprenait, selon Eutrope, toute la Transylvanie (qui formait le centre de la province), le Banat de Temesvar, la petite Valachie tout entière, et des parties de la Valachie et de la Moldavie, c'est-à-dire *exactement* le territoire occupé actuellement par les Roumains.

Trajan a voulu donner à la colonisation de grandes proportions. Par suite de l'exode d'une partie considérable de la population barbare la province, assez fertile pour nourrir de nombreux colons, était demeurée presque sans habitants. L'empereur songea à y remédier par une très forte colonisation. Voici ce que dit Eutrope, historien bien renseigné, à ce sujet : « Traianus victa Dacia *ex toto orbe romano infinitas eo copias hominum* transtulerat ad agros et urbes colendas. » Pour assurer à la Dacie un assez grand nombre (*infinitas copias*) de colons, Trajan avait puisé partout dans le réservoir d'hommes de son vaste empire. Les diverses inscriptions antiques, trouvées dans le sol de la Transylvanie, nous prouvent qu'il y avait, parmi les masses de colons venues en Dacie, des Romains d'Italie, de Sicile, d'Espagne et même de l'Asie Mineure. Les nouveaux habitants étaient des Romains ou bien des barbares romanisés qui parlaient le latin rustique. La langue

romaine s'était répandue dans le pays déjà au temps d'Auguste. Voici ce que dit à cet égard Velleius Paterculus, contemporain d'Auguste et de Tibère : « In omnibus autem Pannoniis *non disciplinæ tantum modo sed lingue quoque notitia Romanæ* plerisque etiam *litterarum usus* et familiaris armorum erat exercitatio (1). » Depuis Claude (268-270) les habitants qui ne connaissaient pas le latin ne pouvaient pas jouir du droit de devenir fonctionnaires de l'empire : *Non romanum jure esse, qui sermonem eum nesciret*. Il faut bien se rappeler d'ailleurs que, d'après la théorie de M. N. Iorga et d'autres auteurs remarquables, une assez importante colonisation non officielle avait précédé celle effectuée par l'État. On a parlé, au bas Danube, le latin depuis Auguste jusqu'à la fin du règne de Constantin Pogonate.

La population romaine de la Dacie se composait de deux éléments : 1° les légionnaires ; 2° les colons. Il y avait, naturellement, aussi la classe des fonctionnaires — les hauts fonctionnaires devaient être de véritables Romains — mais elle était la moins nombreuse. Les légions : XIII Gemina, V Macedonica, I Minervia et IV Flavia, qui formaient l'armée permanente de la nouvelle province, se recrutaient d'éléments romains, pannoniens et moesiques. Mais il

1. Velleius Paterculus, 2, 110, dans la collection : *Denkschriften der kaiserlichen Akademie der Wissenschaften in Wien, Philosophisch-historische Klasse*. Vienne, 1901, p. 10.

y avait encore des troupes auxiliaires d'origines différentes : la cohorte qui stationnait à Orshova était la première cohorte britannique, à Pojejena stationnait la cinquième cohorte *gauloise*, dans le Banat de Temesvar il y avait des troupes originaires d'Espagne. Trajan avait une grande confiance dans ces éléments ibériques, étant lui-même originaire d'Espagne. Outre ces légions et cohortes, déjà si variées, il y avait encore des troupes auxiliaires d'Illyrie, de Moesie, de Germanie et même d'Asie et d'Afrique. Toutes les parties du vaste empire étaient représentées dans les populations civile et militaire de la Dacie, et cette variété d'éléments réunis et dominés par l'admirable esprit organisateur de Rome, représentait bien *l'unité politique* de l'empire et prouvait le génie civilisateur romain. Nous trouvons en Transylvanie les traces de 15 légions : on gardait bien la nouvelle province, et il est évident que Trajan comptait faire de la Dacie romaine un rempart puissant contre les invasions barbares qui ne cessaient pas de menacer cette partie exposée de l'empire.

L'organisation politique et administrative de la Dacie fut accomplie par Trajan entre 107 et 112 (1). L'ancien royaume dace fut transformé en *province impériale* romaine, administrée par un *legatus Au-*

1. Th. Mommsen, *Roemische Geschichte*, V, 204. — Dio Cassius, LXVIII. — Eutrope, VIII, 3.

gusti proprætores ; plus tard : *pro consule*. Pour faciliter l'administration de la province, Trajan divisa la Dacie en deux provinces : *Dacia superior* et *Dacia inferior*. Sous Antonin Pie (138-161), successeur d'Adrien, cette division fut encore complétée : la Dacie fut divisée en trois provinces, dont les capitales furent *Apulum* (aujourd'hui Alba-Julia, en hongrois Gyulafehérvár), *Porolissum* (Mojgrad) et *Malva* (en petite Valachie)(1). Mais, malgré cette division, la haute administration gardait son *unité*, car les trois provinces étaient gouvernées par un seul chef, représentant l'empereur : *legatus Augusti proprætores trium Daciarum*. C'est lui qui était le chef de l'administration civile et le commandant de toutes les légions de Dacie. Il présidait l'assemblée provinciale, le *concilium trium Daciarum*, qui se réunissait chaque année à Apulum et comptait des représentants des trois provinces. Cette assemblée n'était pas un organe administratif proprement dit, car elle s'occupait plutôt des fêtes organisées en l'honneur des officiers impériaux et du culte du César. La capitale des trois provinces était *Apulum*, au centre de la Dacie. Ulpia Trajana, la ville romaine qui s'éleva à la place de Sarmisegethus, n'était qu'une localité secondaire.

1. N. Iorga, *Geschichte des rumänischen Volkes*. Gotha, 1905, vol. I, p. 47, se basant sur un texte de Dexippus, auteur romain.

La *condition juridique* des habitants était la même que dans les autres provinces romaines. Il y avait des citoyens, des Latins, des pérégrins, etc. Les *légionnaires* étaient tous citoyens. Partout, en Dacie on imitait *l'organisation municipale* qui, ayant comme modèle Rome elle-même, fleurissait alors partout dans l'empire. Certains municipes (*municipii*), et surtout ceux qui étaient formés par des colons originaires d'Italie, jouissaient du *jus italicum*, par exemple : *Municipium Tibiscum*, *municipium Zernensium*. Caracalla (211-217), dans le but d'accroître l'impôt et de remédier ainsi à la crise financière causée par les dépenses énormes de l'empire, rendit, par un édit de l'an 212, commun à tous les habitants de l'empire, le titre de *citoyen romain*. Outre les taxes que payait déjà la Dacie, comme province impériale, il lui fallut encore payer les tributs particulier aux citoyens romains, tels que l'imposition si fructueuse du vingtième sur les héritages et les legs. Tant que le titre de citoyen ne fut accordé qu'aux habitants de l'Italie, les privilèges que ce titre donnait compensèrent les inconvénients qui y étaient attachés ; mais quand tout l'empire eut le droit de cité, les privilèges disparurent naturellement, et il ne resta, de cette réforme de Caracalla généreuse en apparence, qu'un accroissement des impôts que payait la Dacie.

L'industrie était très développée en Dacie. De

nombreux ouvriers arrivaient pour exploiter les mines d'or de l'Ouest de la Transylvanie (dans les *Munti Apusenii*, les montagnes de l'Ouest), les mines de fer et de cuivre de la région de Carash-Séverin, et les mines de sel du centre. Ces artisans se groupaient, comme on faisait partout dans l'empire, en *corporations* (*collegia*), dont beaucoup étaient très florissantes. De nombreuses antiquités romaines ont été trouvées précisément dans la région minière, par exemple à Rosia (Verespatak); la plupart d'entre elles prouvent le degré de puissance auquel étaient arrivées ces corporations, qui avaient non seulement une importance économique et sociale, mais aussi une portée *juridique*, puisqu'elles jouissaient de privilèges spéciaux et étaient encouragées par l'État. Ces faveurs, auxquelles l'officialité donnait une grande publicité pour attirer du monde dans la nouvelle province, ont décidé de nombreux colons et habitants d'Illyrie de venir en Dacie travailler dans les mines (1). On a trouvé les traces de mines romaines à Sasca, Bocsha, Moldova-Noua, Oravita, Ciclova, Rosia, Maidan, Dubova, Dognacica, Petnic et Tincova, d'où on extrayait l'or, l'argent, le cuivre, le fer, et d'autres minéraux que renfermaient les riches montagnes de la Transylvanie. A Verciorova, Valea-Mare, Turnul et Borlova,

1. A. D. Xénopol, *Istoria Românilor* (*Histoire des Roumains*), 1. I, p. 206-238. De même dans C. Jirecek et Szentklaray.

on voit encore des traces des installations pour le lavage de l'or.

Il y avait donc, en Dacie, une excellente organisation politique et administrative. Mais il me semble que Trajan et les plus importants de ses successeurs ont voulu donner à la nouvelle province plutôt un *caractère militaire*. L'intention de Trajan était évidemment de créer au bas Danube une citadelle de l'empire romain, une sorte de poste avancé de la civilisation latine destiné à repousser les attaques des Barbares qui descendaient des plaines et bois mystérieux du Nord. Ce caractère de *marche*, la Dacie romaine l'a gardé jusqu'à ce qu'elle ait sombré sous les coups répétés des Barbares, et la nouvelle nation qui s'est formée sur les ruines de l'ancienne province, les Roumains, ont hérité de cette mission d'être les champions de la politique et de la civilisation latines dans cette partie du continent si exposée aux poussées barbares.

Pour notre thèse roumaine sur la possession de la Transylvanie, il est très important d'accentuer ce caractère militaire de la domination romaine en Dacie car ce sont les *institutions militaires* des Romains et leur esprit militariste, qui ont influencé d'une manière décisive sur les institutions de la Transylvanie indépendante et sur l'esprit de la nation roumaine, qui posséda ce pays jusqu'au moment de l'usurpation hongroise.

Dans aucune partie de l'empire, Rome ne concentra tant de troupes qu'en Moesie et en Dacie. Sous le règne de Trajan, douze légions stationnaient dans ces deux provinces. La Dacie, en particulier, regorgeait de légionnaires. A partir du règne d'Adrien et surtout sous Marc-Aurèle (161-180), qui concentre ici presque toutes les forces de l'empire pour maîtriser les Marcomanes, les Quades, les Iasyges et d'autres populations barbares, 100.000 à 150.000 légionnaires et auxiliaires, c'est-à-dire un tiers de la force armée de Rome, sont concentrés d'une façon permanente en Dacie, Moesie et Illyrie. Les légionnaires étaient *citoyens*. Leur service durait vingt, vingt-cinq ans. César considérait comme jeune la légion ayant servi cinq, six ans (1). Les légionnaires qui terminaient le service obtenaient des terres, d'habitude dans la province même où ils avaient fait leur service. C'est ainsi que les légionnaires appartenant à la légion XIII Gemina, qui n'avait à aucun moment quitté la Dacie, obtinrent des terrains en Transylvanie. Durant leur service les légionnaires vivaient plus ou moins isolés du reste des habitants, mais au temps des Césars la discipline n'était plus si sévère et beaucoup d'entre eux épousèrent des femmes barbares, contribuant ainsi, dans une mesure

1. Voir : lieutenant-colonel (aujourd'hui général) de *Maud'huy*, Infanterie.

puissante, à la romanisation du pays. En quittant le service militaire ils devenaient des citoyens de la province, se mêlaient complètement à la population civile et formaient d'habitude des colonies florissantes, qui devenaient les centres de la vie romaine en Dacie. Ces colonies d'origine militaire, on les retrouve partout dans le voisinage des grandes voies stratégiques, par exemple la colonie Tibiscum. Outre les fonctionnaires et les colons de langue et d'origines romaines, les légionnaires et les vétérans sont les principaux agents de romanisation par la langue, le sang et les mœurs. C'est dans l'armée que la langue romaine s'est conservée le plus. Même après la chute de l'empire occidental (476), les principaux commandements dans l'armée byzantine se donnaient en latin : *sta, move, cede, transforma, largiter ambula*, etc., etc. Théophilacte (mort en 640) et Théophane (mort en 817) nous ont conservé même les mots : *Torna, retorna, fratre*, prononcés dans une bataille contre les Avars, en Thrace (579), mais cette dernière phrase *est déjà du roumain pur*. Rien ne pouvait donc être plus romain que l'armée. Pour la thèse roumaine il est donc d'un grand intérêt de constater que l'élément militaire a été très nombreux et très puissant en Dacie, et qu'il a été un des principaux facteurs de romanisation. Des sept légions qui participèrent à la conquête de la province sous Trajan, quatre restèrent d'une façon permanente en Dacie : la I Adju-

trix, la V Macedonica, la IV Flavia et la XIII Gemina. Cette dernière, plus forte que les autres (Gemina), était la légion dace proprement dite ; c'est d'elle que parlent la plupart des inscriptions et c'est elle aussi qui a quitté la dernière la province. Son siège principal était Apulum, la capitale, mais on trouve les traces de ses cohortes aussi à Tibiscum, point stratégique très important. A Rafna, Jidovini et Boesha on a trouvé des traces de la légion IV Flavia, qui défendait Bersovia, un autre point stratégique important. Les diverses inscriptions et autres antiquités trouvées en Transylvanie nous prouvent le séjour, plus ou moins prolongé, en Dacie *d'un nombre total de quinze légions.*

Il y a lieu à conclure que la militarisation et colonisation de la Dacie ont été parfaites. Il y a, il faut bien le reconnaître, des éléments divers d'origine barbare, des restes épars de l'époque dace, des colons venus d'autres pays que le Latium et l'Italie, des légionnaires ou auxiliaires d'origine barbare, mais il n'est pas moins vrai que *l'élément romain l'emportait sur tous les autres.* D'ailleurs, l'histoire nous prouve que le puissant génie politique de Rome et les irrésistibles qualités d'assimilation de la langue latine ont fait complètement cette œuvre de romanisation, à laquelle nous devons l'existence d'un nouveau peuple : les Roumains. Au point de vue purement juridique, il importe d'établir que toute

l'organisation politique, militaire et administrative était, dans l'époque qu'on étudie, *purement romaine*. Les fonctionnaires de la Dacie romaine étaient des Romains. Nous avons vu qu'un texte de Claude (268-270) interdisait à ceux qui ne connaissaient pas le latin, l'accès aux charges publiques. *La souveraineté romaine en Dacie était complète*, elle était établie à l'aide des institutions éprouvées par un usage de tant de siècles et elles ont fait la gloire du droit romain. Comme partout où ils sont passés, les Romains se sont installés en Dacie comme s'ils devaient y rester toujours. Leurs institutions avaient un caractère de *stabilité*, que même les plus acharnés adeptes de la thèse allemande et hongroise ne peuvent pas contester. Ce n'est d'ailleurs que par l'influence profonde et durable qu'exerça sur la population *entière* de la Dacie l'œuvre de la civilisation romaine, que s'explique la naissance d'une nouvelle nation romaine précisément là où l'ancienne a dû sombrer sous le poids, pendant longtemps victorieusement supporté, des invasions barbares.

L'essor de cette jeune et florissante province de Rome que les auteurs nommaient déjà *Dacia felix* et *Dacia augusta*, fut de courte durée et entrecoupé de nombreux arrêts causés par les invasions. Trajan, le fondateur et le grand protecteur de la province, mourut le 10 août 117. Son pupille Adrien (117-138) est moins énergique. Les auteurs, notamment Dio

Cassius, l'accusent même d'une jalousie rétrospective quant à l'œuvre de Trajan. Toujours est-il vrai que le premier acte de l'administration d'Adrien fut presque l'abandon des conquêtes de Trajan. Adrien aurait voulu renoncer complètement à la Dacie, mais on l'en détourna en lui représentant qu'il y avait un trop grand nombre de citoyens romains pour qu'il pût honorablement l'abandonner. Toutefois, comme mesure de sûreté contre les Barbares, ou par envie, comme disent ses détracteurs, il abattit les arches du pont magnifique que Trajan avait jetées sur le Danube, et mit à mort Apollodore de Damasque, l'artisan du pont. C'est probablement sous le règne d'Adrien que fut érigé, dans l'Ouest de la Dacie, le *limes dacicus* (1), grand ouvrage de défense contre les incursions des Iasyges, Quades et autres barbares. Antonin Pie (138-161), issu d'une famille gauloise, passe son règne à voyager dans les provinces. C'est un empereur juste et aimé. C'est lui qui fait la division de la Dacie en trois provinces. Une révolte des Daces, sans grande importance, est apaisée par ses lieutenants. Les Germains, les Maures et les Alains, qui inquiètent l'empire, sont vaincus. Le successeur d'Antonin Pie, Marc-Aurèle (161-180), bien que surnommé « le philosophe »

1. L. Böhm, *Geschichte des Temeser Banats*. Leipzig, 1861, p. 8-9. — N. Iorga, *Gesch. d. rumæn. Volkes*, vol. I, p. 38. — Torma Karoly, *A Limes dacicus felsœ*. Budapest, 1880.

à cause de son grand amour pour les lettres, battit, dans plusieurs campagnes, les Marcomans, Iazyges, Sarmates, Hermondures, Cattes et autres peuples barbares qui menaçaient la Dacie et l'empire. Les Iazyges ont dû délivrer les 100.000 prisonniers romains qu'ils avaient faits en Dacie et Pannonie. Marc-Aurèle mourut à Vindobona (Vienne) sous sa tente, à deux pas des Barbares. Le fils et successeur de Marc-Aurèle, Commode (180-192), était un monstre de cruauté, d'insolence et de débauche. Il se hâta de traiter avec les Barbares pour retourner à Rome, où il s'abandonna à la volupté. Les Iazyges furent obligés de se tenir à une distance minime de 40 stades de la frontière de Dacie (1). Les guerres qui eurent encore lieu pendant le règne de Commode en Dacie furent conduites avec succès par ses lieutenants qui étaient encore des généraux formés à l'école de son père. Après les troubles qui suivirent l'assassinat de Commode et pendant lesquels règnent éphémèrement Pertinax et M. Didius Julianus, c'est Septime Sévère (193-211) qui devint empereur. C'était un homme cruel, mais au moins c'était un empereur qui tenait d'une main ferme le gouvernail et qui faisait sentir sa force à tous les ennemis de Rome. C'est lui qui, pour renforcer la garnison de la Dacie, fixa à Turda, dans le centre de la Transyl-

1. Th. Mommsen, *Römische Geschichte*, t. V, p. 214.

vanie, le siège de la légion V Macedonica (1). Après avoir tué dans les bras de sa mère son frère Géta (212), Caracalla (211-217) règne seul. Il fait une guerre heureuse contre les Iazyges, mais pille et ruine ses provinces pour solder ses troupes et pour acheter la paix des Barbares. Ce fut lui qui donna le droit de cité à tous les habitants des provinces (212), mais c'était pour les assujettir à la taxe romaine du vingtième sur les héritages et les affranchissements, qu'il changea bientôt en dixième. Caracalla a visité presque toutes les provinces romaines et a séjourné aussi en Dacie. Une ville de la petite Valachie, Caracal (actuellement chef-lieu du département Romanati), porte son nom. Caracalla fut tué par le préfet du prétoire Macrin, jurisconsulte et chevalier dont le règne fut court (217-218). Les hordes mécontentes des Daces inquiètent de nouveau l'empire. Sous Élagabal (Marcus Aurelius Heliogabalus, 218-222) ce n'est plus un Romain, mais bien un roi d'Orient qui règne à Rome avec son sérail, son conseil de femmes et sa divinité orientale : une pierre noire conique... Aussi le règne de ce débauché reste-t-il sans importance pour la Dacie. Sous le jeune Alexandre Sévère (222-235), les Barbares du Rhin, du bas Danube et des confins de la Dacie s'agitent de nouveau. Les Ger-

1. L. Boehm, *Geschichte des Temeser Banats* (*Histoire du Banat de Temesvar*). Leipzig, 1861, p. 11.

maines s'étaient jetés sur l'empire pendant que les légions combattaient les Perses. Il fallut marcher contre eux pour sauver la Dacie et l'Illyrie de leurs ravages. Quant à l'administration de l'empire, la présence du *jurisconsulte Ulpien* dans le conseil du prince nous permet de penser qu'elle fut régulière, qu'il y eut moins d'arbitraire, moins de vexations que sous Caracalla ou Élagabal. C'est sous le règne d'Alexandre Sévère qu'a vécu l'historien Dio Cassius, le grand commentateur des événements de Dacie. Avec Maximin (235-238), géant thrace qui d'un coup de poing brise la mâchoire d'un cheval, les Barbares montent sur le trône. C'est à peine s'il pouvait dire quelques mots de latin. Déjà Rome avait vu Élagabal dans ses murs avec un sentiment de honte ; l'avènement d'un Thrace ne pouvait être mieux accueilli. Mais ses armes furent heureuses, car ce Barbare savait au moins faire la guerre : les Daces et les Sarmates furent battus à plusieurs reprises. Maximin préparait une nouvelle expédition contre les Sarmates et les Daces quand un complot du Sénat le priva du trône et le tyran fut tué avec son fils par ses propres troupes. Ce fut dans Rome, qui était encore romaine, une ivresse, un enthousiasme général. Les règnes de Maximus Puppienus et Claudius Balbinus (238) passent sans laisser de traces en Dacie. Gordien III (238-244), parvenu jeune au trône, avait des qualités heureuses. Il fortifie la

Dacie en étendant le *limes daccius* et en élevant de nouvelles forteresses. Son assassin et successeur Philippe (244-249) eut à soutenir des luttes avec les Carpes, peuple très sauvage, qui habitait la région des Carpathes du Nord et qui donnèrent leur nom à ces montagnes. Les Carpes attaquèrent avec une grande violence la Dacie et c'est avec peine que les Romains réussirent à s'y maintenir. Le successeur de Philippe, l'énergique Decius (249-251), qui était né en Pannonie, à Sirmium, était un vaillant homme de guerre et un homme de bien. Il était parvenu au trône grâce aux légions de Pannonie, Dacie et Moesie. Les incursions des Barbares l'appelèrent bientôt sur les bords du Danube. Une nouvelle race de guerriers était descendue du Nord, plus terrible que toutes celles qui l'avaient précédée : c'étaient les *Goths*. Decius défendit résolument la Dacie, mais il ne put empêcher une grande invasion des *Goths* en Moesie, où ils massacrèrent 100.000 habitants. Cet échec abattit l'insolence des légions qui depuis cent ans s'occupaient plutôt des prononciamentos auxquels les divers empereurs devaient leur trône, que de la défense de l'empire ; elles étaient honteuses du pouvoir qu'elles avaient exercé jusque-là et qu'elles ne savaient pas faire respecter des Barbares. Les *Goths* revinrent bientôt à la charge, mais cette fois ils furent repoussés partout, et les aigles romaines traversèrent victorieuses les pays au delà du Danube.

Decius mourut dans une grande bataille qu'il livra aux Goths, qu'il voulait exterminer. Gallus (251-253) s'empresse d'éloigner les Goths au poids de l'or, et consent ignominieusement à leur payer un tribut annuel. Le peuple murmure et, tout habitué qu'il est à la servitude, il flétrit pourtant de son blâme la paix honteuse de Gallus. L'Emilianus, gouverneur de Mœsie, qui s'était mesuré plus d'une fois avec les Goths sur les frontières de sa province, rassemble ses légions, marche contre les Goths, qu'il défait dans plusieurs rencontres, et distribue à ses soldats, sur le champ de bataille, le tribut qu'il devait, au nom de Gallus, payer à l'ennemi. Grâce aux victoires d'Emilianus, la situation s'améliore de beaucoup en Dacie. Sous Valérien (253-259) l'activité des Barbares se prononce. Le Nord et l'Est sont en feu : les Barbares assiègent l'empire par toutes ses frontières. Les Alémans pénètrent jusqu'à Ravenne. En cette occasion, le Sénat retrouva encore quelques germes de ses anciennes vertus : il leva une armée et fit reculer les Alémans. Les Marcomans et les Goths continuaient à menacer la Dacie. Valérien laissant à ses lieutenants la défense du Danube et du Rhin, marcha à la défense de l'Euphrate, où il se fit battre par le roi perse Sapor et mourut dans une captivité humiliante. Sous le faible Gallien (259-268) l'empire paraît près de se dissoudre ; il semble qu'il va se démembrer en vingt

États : dix-neuf prétendants au trône s'élèvent en même temps. Cependant l'empire échappa à cette crise. Les usurpateurs disparurent et les Barbares reculèrent. Ceux-ci n'étaient point encore préparés pour la grande invasion, ils n'attaquaient que par bandes, et non en corps de nations, comme il advint plus tard quand les Huns effrayèrent les Goths et les jetèrent sur l'empire. C'est sous le règne de Gallien que Tibiscum, importante colonie formée par des vétérans et des colons romains, devint *municipium*. Les Romains se maintiennent encore, avec des efforts considérables, en Dacie (1).

Dans cette époque mouvementée, les provinces sont tellement épuisées, la vie pratique si bien éteinte, qu'elles songent uniquement, dans cet immense chaos, à profiter du désordre pour vivre une vie isolée. Elles souffrent et se taisent, ne prenant intérêt ni aux révolutions qui se succèdent, les unes aux autres, ni aux maîtres que les légions leur imposent. Les légions du Danube, parmi lesquelles il faut compter aussi celles de Dacie, ont créé plusieurs empereurs, sans jamais profiter de ce fait. Aussi voyons-nous, dans cette époque qui présageait déjà la chute de l'empire romain, la Dacie vivre une vie provinciale, municipale, isolée presque du reste de l'empire. C'est pendant cette époque que se forme,

1. Th. Mommsen, *Roemische Geschichte (Histoire romaine)*, t. V, p. 226.

en Transylvanie, du mélange de l'élément romain avec les colons des autres parties de l'empire et les restes de la population dace, une nouvelle nationalité, parlant le latin rustique : *les Roumains*.

Claude II (M. Aurélius Claudius, 268-270) fut élu par l'armée. Il était né sur les bords du Danube et connaissait bien la Dacie et ses doléances. C'était un brave soldat et un excellent capitaine, un de ces hommes fortement trempés, comme il en fallait pour résister aux barbares. Il commence cette suite de princes d'origine militaire qui redonnèrent quelque vie à l'empire. Tous sortent de l'Illyrie, de ces provinces du Danube qui, depuis longtemps, fournissaient de bons soldats aux armées romaines. Les Goths se précipitent de nouveau sur l'empire (269), envahissent la Dacie et la Macédoine et se jettent sur Thessalonique. Claude délivra l'empire par les victoires les plus signalées, tailla presque tous les barbares en pièces, et repoussa les débris de cette immense armée jusque dans les rochers du mont Hémus (270), où ils périrent presque tous de la peste ou de la faim. Mais le fléau l'enleva bientôt lui-même, et il mourut à Sirmium au milieu de ses légionnaires.

Aurélien (Domitius Aurelianus, 270-275), fils d'un paysan, mais chef militaire distingué, était à la tête des légions du Danube quand Claude II mourut si inopinément. Désigné par Claude avant la mort de

celui-ci, il prit la pourpre. Il devait avoir à combattre tous les ennemis de l'empire. Voulant concentrer les forces romaines sur un territoire moins étendu, pour défendre l'empire plus facilement, Aurélien, bien que victorieux, *abandonna aux Goths la Dacie et en retira les légions et les fonctionnaires romains* pour fonder, avec leur aide, sur la rive droite du Danube (en Moesie), la *Dacia Aureliana* (274). Voici les textes à ce sujet : « Provinciam Daciam intermisit, vastato omni Illyrico et Moesia, desperans eam posse retineri abductosque Romanos ex urbibus et agris Daciæ in media Moesia collocavit, appellavitque eam Daciam, quæ nunc duas Moesias dividit, et est in dextra Danubio in mare fluenti, antea fuerit in læva » (Eutrope, IX, 15) « Cum vastatum Illyricum ac Moesiam deperditam videret, provinciam transdanubiam Daciam, a Traiano constitutam, sublato exercitu et provincialibus, reliquit, desperans eam posse retineri, abductosque ex ea populos in Moesia collocavit appellavitque suam Daciam, quæ nunc duas Moesias dividit » (Flavius Vopiscus, § 39).

Cet abandon de la Dacie par Aurélien est un événement de la plus haute importance pour l'avenir de la Dacie et de sa population romaine *ou roumaine*, car il marque bien nettement la fin de la domination romaine en Transylvanie et le commencement d'une nouvelle époque dans l'histoire natio-

nale des Roumains. Les Romains cèdent le terrain en Dacie ; sous la poussée des hordes barbares ils se replient pour chercher une meilleure ligne défensive où ils essayeront de se maintenir : ce sera celle du Danube. Mais *l'abandon de la Dacie n'est pas complet*. C'est seulement *l'officialité* qui se retire. La population, cette nouvelle race qui naquit sur un nouveau sol, était déjà trop attachée à sa nouvelle patrie, elle avait déjà pris des racines trop profondes dans cette fertile terre de la Dacie, pour pouvoir la quitter sans renoncer à son caractère indépendant qui s'était formé sous l'époque des Césars, à son unité, à son existence nationale. Quitter la Dacie, c'était aller vers l'inconnu. Elle *restera* donc. Il y eut, tout de même, des Romains de Dacie qui suivirent la retraite d'Aurélien sur la rive droite du Danube pour se mêler au chaos de nationalités qui peuplaient la péninsule : ce sont les Macédo-Roumains, les Roumains des Balkans. Ils ne réussirent jamais à constituer un état indépendant, tandis que leurs frères, restés en Dacie malgré les invasions, purent, avec des sacrifices immenses que réclamaient l'époque orageuse qui suivit et la situation géographique de leur pays — Trajan les a placés au boulevard de toutes les invasions — former une nation *d'une parfaite unité ethnique* et constituer un *État* qui n'a pas encore achevé son unité politique, mais qui a toutes les chances de le faire. La

naissance d'une nouvelle nation n'eût pas été possible sans cette fidélité des Roumains au sol où leur empereur les avait placés et où le destin leur a confié une mission historique : *celle d'être les gardiens de la civilisation latine et les défenseurs de la conception romaine du Droit dans cette partie exposée de l'Europe*. Rome a dû quitter la Dacie, mais la sentinelle que le génie de Trajan y avait placée, est restée. Elle y est encore, malgré dix-huit siècles de luttes contre tous les barbares qu'a connus l'Europe.

CHAPITRE III

La Continuité de l'élément roumain en Transylvanie.

— *Les Invasions. — L'Époque militaire. — La Transylvanie indépendante.*

(274 — 1000 environ)

De toutes les questions juridiques qui intéressent le problème de Transylvanie, celle de la continuité de l'élément latin en Dacie est la plus importante. Il s'agit d'établir jusqu'à quel point l'abandon de la Dacie trajane a été réel, de déterminer s'il y a ou non continuité de l'élément romain depuis la colonisation de 107 jusqu'à nos jours.

Les opinions des auteurs peuvent être groupées en deux principales théories. Les Allemands et les Hongrois, qui sont politiquement les maîtres de la Transylvanie, croient avoir intérêt à démontrer que l'abandon de la Dacie romaine par Aurélien (274) fut complet, que les Magyars et les Germains, quand ils s'y fixèrent, n'y trouvèrent aucune population romaine (ou roumaine). D'après les auteurs allemands et hongrois (1), ce serait à une époque très postérieure

1. Les principaux défenseurs de cette thèse sont l'Allemand R. Roesler (*Romaenische Studien*. Leipsick, 1871) et les Hongrois

que les Roumains auraient *reparu* dans les Carpathes et au bas Danube, après avoir quitté complètement la Transylvanie sous le règne d'Aurélien. Par conséquent, d'après cette théorie, ce ne sont pas les Hongrois et les Allemands qui ont dépouillé les Roumains, qui ont usurpé la domination de la Transylvanie, mais ce sont les Roumains qui vinrent s'établir au milieu des populations magyares et allemandes. D'après la thèse allemande, ce sont donc les Roumains qui sont les intrus en Dacie, — *rien d'étonnant* si leur population s'y est trouvée réduite à l'état de servage, *si elle est encore aujourd'hui privée de la plupart de ses droits politiques*.

On remarque tout de suite la tendance purement *politique* de cette théorie à laquelle Roesler, Hunfalvy et les autres auteurs germano-hongrois ont essayé de donner une allure scientifique. Cette théorie, de date assez récente, est inventée pour justifier, au point de vue du droit historique, l'usurpation austro-hongroise en Transylvanie. Les auteurs roumains, français, italiens ont depuis longtemps réduit à néant l'argumentation sophistique de la thèse magyaro-allemande, en prouvant que son but unique était de démontrer l'absence des Roumains en Tran-

P. Hunfalvy (*Az olahok toerténete*. Budapest, 1894 et *Die Rumänen und ihre Ansprüche*), et Jancso Benedek (*A roman nemzetiségi toerekvések toerténete es jelenlegi allapota*, Budapest, 1896).

sylvanie au moment où l'usurpation hongroise s'y est produite. Les auteurs roumains Shinceaï, Petru Major, N. Densoushano, V.-A. Ureche, A.-D. Xénopol (membre de l'Institut de France) et tout récemment M. Nicolas Iorga, dans ses remarquables œuvres sur l'histoire des Roumains (1), ont accumulé un nombre extraordinaire d'arguments historiques, de textes, philologiques, ethnographiques, géographiques, etc., en faveur de la *thèse roumaine* qui affirme la continuité de l'élément roumain en Transylvanie. L'usurpation politique des Hongrois et des Allemands *n'a même point l'excuse d'une priorité de droit*. A part les légions et une très faible partie des colons qui ont pu être transplantés en Moesie et s'éparpillèrent parmi les nombreuses races qui occupaient la péninsule balkanique, la masse de la population roumaine est restée en Transylvanie, gardant sa terre à ses risques et périls. Il y a donc, d'après cette thèse des auteurs latins à laquelle nous nous rallions, une *continuité parfaite de l'élément romain en Transylvanie, depuis 107 jusqu'à nos jours*.

Les arguments en faveur de la thèse roumaine sont

1. N. Iorga, professeur à l'Université de Bucarest, *Geschichte des Rumaenischen Volkes*, 2 volumes. Gotha, 1905. *Istoria Românilor din Ardeal și Ungaria* (Histoire des Roumains de Transylvanie et Hongrie). Bucarest, 1915, et bon nombre d'autres œuvres.

si nombreux qu'il nous est impossible, dans le cadre de cette étude, de les énumérer tous. On se contentera de citer les principaux : (1)

1^o *Arguments de textes.*— Bien que la période des invasions asiatiques soit assez pauvre en textes en ce qui concerne l'histoire des Roumains, il y en a pourtant un nombre assez considérable de textes qui prouvent irréfutablement la présence des Roumains en Transylvanie *avant* l'arrivée en Europe des Hongrois. C'est Nestor, moine russe du XI^e siècle, qui affirme que les Hongrois rencontrèrent, à leur arrivée en Pannonie, les Roumains en même temps que les Slaves (vers l'an 898) et qu'ensuite les Slaves continuèrent à habiter avec les Roumains. Les textes mêmes des anciens historiens hongrois sont en faveur de la thèse roumaine. C'est l'archidiacre hongrois Thomas qui atteste que la Transylvanie *dicatur antiquitus fuisse pascua Romanorum*. C'est l'historien hongrois Simon Kéza (1205) qui affirme que les Vlaques, (2) « anciens

1. Une grande partie des arguments que nous citons sont renfermés dans les divers ouvrages des auteurs roumains et français, notamment dans ceux de MM. N. Iorga, A.-D. Xénopol, G. Popovici, Ernest Lavisse, et dans ceux des anciens auteurs comme Ureche, Major, Shincăi, N. Densoushanu, Cantemir. Nous avons groupé et systématisé les arguments de ces divers auteurs en essayant de leur ajouter quelques nouveaux raisonnements.

2. Nom donné par les Hongrois, Allemands et Slaves aux Roumains. C'est d'ailleurs le nom que donnent aux Latins les Barbares du moyen âge (*Vlokh* : homme noir, homme brun, en slave. *Welches*, nom donné par les Allemands aux Français et Italiens. Une autre forme de ce nom : *Wallons*).

pasteurs et colons des Romains » sont restés spontanément en Pannonie. C'est le Notaire Anonyme du roi Béla qui atteste, dans son histoire de l'occupation hongroise, que les Hongrois, à leur arrivée en Pannonie, trouvèrent *plusieurs duchés roumains en Transylvanie* et décrit même longuement les luttes de conquérants magyars avec les Roumains, en disant, à la fin, que la lutte s'est terminée par la défaite des Roumains qui conclurent un traité d'alliance avec les vainqueurs. Il y a beaucoup de littérature dans ce que raconte le Notaire Anonyme, mais il faut tout de même retenir le fait qu'il y a, sur le point de la priorité des Roumains en Transylvanie, tradition constante chez les anciens historiens hongrois dans le sens nettement favorable à la thèse roumaine. Bonfinius, l'historien du roi hongrois Mathias Corvin, atteste aussi que les Roumains habitent la Transylvanie depuis un temps immémorial, étant les descendants des colons de Trajan. Cette tradition, nous la trouvons non seulement dans les textes des anciens historiens hongrois, mais aussi dans de nombreuses chartes émanant des rois de Hongrie, datant des ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles. En 1222, le roi Andréas II donne à l'abbaye de Kerez une terre *exempta de Blaccis*. Une autre charte royale, de 1231, affirme que le prince roumain de Fagarash (Transylvanie), Trule, fils de Ciorus, possédait la contrée « *a tempore iam humanam memoriam transeunte, per majores, avos ata-*

vosque... possessa ». (1) Un autre document, datant de 1260, dit qu'il y avait des soldats roumains dans l'armée du roi Béla IV. D'ailleurs cette tradition de la présence des Roumains en Transylvanie avant l'occupation hongroise est générale aussi dans les vieux textes allemands. Le poème des Niebelungen (*Das Niebelungenlied*), qui date de l'époque de l'invasion des Huns, nous parle aussi des *Vlaques* (*die Wluchen*, plus tard *die Walachen*, d'où le mot *Walachei*, Valachie), habitant sous leur duc Ramung (le Romain) dans le voisinage de la Pologne, c'est-à-dire dans la Transylvanie septentrionale, limitrophe à la Pologne méridionale. Un autre texte, datant de 1165, de l'historien grec Nicetas Choniates (2), nous signale aussi les Roumains dans le voisinage de la Galicie (Pologne méridionale), en Transylvanie du Nord. Enfin, de très nombreux textes hongrois, allemands et grecs nous confirment la présence des Roumains en Transylvanie dans les premiers siècles de l'occupation hongroise. Les Roumains obéissent à leurs chefs nationaux (ducs et juges) ; ils prennent part aux assemblées de comtés (*congregationes*) : ils ont des communautés (*universitates*) qui revendiquent des droits et jouissent de certains privilèges ; ils ont

1. A.-D. Xénopol, *Românii si Maghiarii* (Les Roumains et les Magyars dans les Annales de l'Académie roumaine, Bucarest, 1900, s. II. t. XXIII, p. 8).

2. Nicetas Choniates, *Annal. libri IV*, p. 68. Venise, 1729.

une brillante *aristocratie militaire*, très écoutée, qui ose braver les rois de Hongrie ; ils ont enfin, d'après les documents hongrois mêmes, une certaine organisation politique nationale qui ne peut pas s'improviser et que ne pouvait pas posséder un peuple *nomade* fugitif, émigrant des Balkans en Transylvanie, — comme les Roumains sont présentés dans la théorie magyaro-allemande *moderne*. Cette contradiction si évidente entre les *anciens* historiens hongrois, qui étaient de bonne foi parce qu'ils ne jugeaient pas nécessaire d'appliquer à la question de Transylvanie la maxime *Qui prior tempore potior jure*, et entre les auteurs hongrois et allemands *modernes*, qui veulent à tout prix nier la continuité de l'élément latin en Transylvanie, est un fait remarquable. Il nous prouve jusqu'à quel point peut aller l'aveuglement des écrivains allemands et hongrois qui prétendent cependant faire de la science, quand ils poursuivent un but nettement politique : celui de justifier la tyrannie de leurs maîtres en Transylvanie.

2° *Arguments historiques*. — La théorie allemande sur la continuité des Roumains en Transylvanie suppose une émigration *totale* des Roumains de Dacie lors de la retraite d'Aurélien (274), et une *réémigration* des Roumains de la péninsule balkanique en Dacie (Transylvanie). Cette double opération, qui ne devait pas être facile vu le grand nombre des colons romains en Dacie, ne pouvait certai-

nement pas se faire d'une manière clandestine, sans bruit, sans laisser aucune trace. Or, *il n'y a nulle part* dans l'histoire des peuples orientaux, ni dans les textes, ni dans les antiquités, ni dans la tradition, *la moindre trace* d'une réémigration des Roumains balkaniques en Transylvanie. L'émigration des Roumains de Dacie, établis, d'après la théorie magyaro-allemande, dans la péninsule balkanique, vers le Nord, à travers les peuples qui encombraient cette partie du continent qui appartenait alors à *l'empire byzantin*, aurait certainement impressionné les nombreux historiens byzantins de l'époque *qui l'auraient signalée*. Et comment les Roumains auraient-ils eu la fantaisie de quitter la péninsule balkanique, où ils devaient se trouver plus en sûreté que de l'autre côté du Danube, et où ils devaient jouir de la protection immédiate et directe de l'empire romain de l'Est (l'empire byzantin), pour s'aventurer dans les vastes régions de la Dacie qu'ils auraient quittées une fois précisément parce qu'elles étaient trop menacées par les Barbares? Mais même en supposant que ce *va-et-vient* si illogique de la *totalité* des Roumains ait eu lieu, il est permis de demander aux polémistes allemands et magyars où ils ont trouvé, dans toute l'histoire de l'Orient, le moindre compte rendu sur cette prétendue émigration et réémigration. L'histoire ne dit *rien*, absolument rien d'elle, tout simplement parce qu'elle *n'a pas eu lieu*. Les Roumains

de Transylvanie n'ont pas bougé de leur place. Quand, après la longue série des invasions barbares, ils reparaissent dans l'histoire, pour la première fois depuis 274, c'est en Transylvanie qu'ils reparaissent, les textes nous l'ont bien prouvé.

Mais ce qu'il y a de plus extravagant dans la thèse magyaro-allemande et ce qui la rend suspecte dans la plus haute mesure, c'est que les siècles, pendant lesquels, d'après cette thèse, les Roumains se seraient absentés de Transylvanie, forment précisément l'époque où les Hongrois sont arrivés en Europe et se sont fixés en Transylvanie... Pour pouvoir appliquer à la possession de la Transylvanie l'adage : *Qui prior tempore potior jure*, les savants hongrois et allemands avaient besoin d'une *absence* de quelques siècles des Roumains, dont la présence en Dacie au moment de l'usurpation hongroise gênait les théories des usurpateurs. On a donc *commandé* une petite éclipse, justement pour le temps nécessaire aux Hongrois de s'établir, en faisant, avec une facilité étonnante, émigrer, théoriquement, les Roumains aux Balkans et en les faisant revenir après coup... Ce n'est pas pour rien que les inventeurs de ces théories hardies, en flagrant délit avec les textes et la vérité historique, ont été accusés de mauvaise foi, ce qui n'empêche pas qu'ils soient en grand honneur chez leurs compatriotes.

3^e Arguments géographiques et philologiques. —

C'est la *toponymie* du territoire habité par les Roumains qui nous fournit des arguments irréfutables en faveur de la continuité de l'élément latin en Transylvanie. Tandis que la toponymie des plaines est barbare (slave, koumane, etc.), celle de la *partie montagneuse* est latine. Les Roumains s'étant réfugiés, pendant les premières grandes invasions (Huns, Avars, Petchinègues, Koumanes, etc.), dans les hautes vallées et le massif montagneux de la Transylvanie, ils ont donné aux monts, aux rivières de la montagne, aux forêts, aux agglomérations nées dans les hautes vallées, des noms roumains, tandis que la plaine restant longtemps sous l'influence barbare a reçu une toponymie slave, koumane, etc. Les noms d'origine latine sont beaucoup plus nombreux dans la Transylvanie, qui est montagneuse et forme le centre du vaste amphithéâtre occupé par la race roumaine que dans la Valachie et, surtout, dans la Moldavie, qui sont moins montagneuses et plus éloignées du noyau latin. Il est donc évident que la Transylvanie, qui forme le centre de la Dacie, est le berceau de la nation roumaine : c'est dans ses montagnes, inaccessibles pour les cavaleries barbares, que la race a pu se conserver malgré les invasions et se développer. C'est de cette forteresse nationale que sont descendus, dans les plaines de Valachie et Moldavie, les princes fondateurs de ces deux États dont est issue la Roumanie moderne, et

les premières capitales des principautés (1) se trouvaient dans la montagne et non dans la plaine. Il y a une marche successive des Carpathes au Danube — et non du Danube aux Carpathes — ce qui prouve bien qu'il faut chercher l'origine des Roumains dans les hautes vallées de la Transylvanie et non dans les Balkans.

De puissants arguments d'ordre philologique viennent à l'aide de cette démonstration. La langue roumaine possède un certain nombre de mots d'origine non latine, bien que l'énorme majorité des mots roumains soient d'origine latine et que la grammaire et la construction soient latines. Ces mots d'origine barbare on les retrouve surtout dans les dialectes des habitants de la plaine, tandis que la langue a conservé son caractère latin dans les régions montagneuses et *surtout* en Transylvanie. A cette constatation, il faut en ajouter une autre : le dictionnaire dont usaient les Roumains pendant l'époque où ils vivaient retirés dans le cirque montagneux formé par les Carpathes transylvains, avait un caractère beaucoup plus latin que celui d'aujourd'hui, après le mélange avec les éléments barbares de la plaine. *Tous* les mots qui correspondent aux notions élémentaires, indispensables à la vie familiale, militaire

1. Câmpu-lungu, la première capitale de la Valachie, se trouve dans les Hauts-Carpathes. Tergovishte, la seconde capitale, est toujours dans la région montagneuse. Bucarest, la troisième et dernière capitale, est, enfin, dans la plaine.

et nationale, sont de provenance latine : mama (*mater*), parinte (*pater*), frate (*frater*), sora (*soror*), ginere (*gener*), casa (*casa*), masa (*mensa*), arbore (*arbor*), seminta (*semens, sementis*), soare (*sol*), luna (*luna*), rege (*rex*), domn (*dominus*), tara (*terra*), scut (*scutum*), lance' (*lanx, lancis*), etc., etc. D'autre part, les mots qui indiquent un progrès de la civilisation dans la plaine et les mots et expressions employés dans l'Église sont d'origine non latine, surtout slave. Ces faits prouvent irréfutablement que pendant une première époque de leur vie nationale, quand ils vivaient dans la montagne ayant une *organisation militaire*, les Roumains ont habité la Transylvanie et que ce n'est que plus tard qu'ils sont descendus dans la plaine, où avec le sang slave, qu'ils ont assimilé, ils ont adopté des mots slaves et autres mots d'origine non latine. Ces considérations philologiques prouvent aussi qu'il y a eu une marche des Roumains des Carpathes vers la plaine et le Danube, ayant comme point de départ le massif montagneux de Transylvanie, et non une marche du Danube vers la Transylvanie. Comment accorder ces constatations, qui sont à la portée de tous, avec la prétendue « réémigration » des Roumains de la péninsule balkanique en Transylvanie? Et comment se fait-il que, ayant habité pendant six à sept siècles l'empire byzantin, les Roumains n'aient pas apporté avec eux, dans leur forteresse carpathine, une certaine quan-

tité de mots *grecs*, un certain lustre de cette civilisation byzantine qui vivait alors ses plus beaux jours ?... Voilà des questions auxquelles on ne peut pas échapper avec des sophismes. Les défenseurs de la thèse allemande ont oublié ou ont fait semblant d'oublier de les envisager.

4° *Arguments ethnographiques.* — Le type d'homme le plus fréquent dans le territoire habité par les Roumains est *celui de la campagne romaine* : taille moyenne, cheveux noirs, yeux bruns ou noirs, visage ovale, nez aquilin, teint brun et tête brachycéphale. Ce sont les signes caractéristiques de la race roumaine en général, mais on trouve aussi le type dolicocephale, avec cheveux blonds et yeux bleus, surtout dans la plaine et sur les bords du Danube et du Pruth, où le mélange avec les éléments étrangers (slaves, etc.) a été plus fort. Le vrai type du légionnaire romain s'est conservé dans la montagne, et surtout en *Transylvanie*, ce qui prouve encore une fois que c'est le centre montagneux de la Dacie, c'est-à-dire la Transylvanie, qui est le berceau de la race roumaine, et non les bords du bas Danube ou la péninsule balkanique. De même les *usages romains* pour les fêtes, mariages, funérailles, etc., se sont mieux conservés dans les Carpathes que dans la plaine, et il y a là, chez les Roumains, une tendance générale à ne considérer comme Roumains de race latine que ceux qui ont leurs origines dans les régions

montagneuses, qui ont conservé à la race son caractère romain.

5° *Arguments logiques*. — Nous avons vu dans le second chapitre que sous Hadrien il avait été question d'abandonner la Dacie romaine. Mais les conseillers de l'empereur, parmi lesquels il y avait sans doute des amis et admirateurs de Trajan, l'en détournèrent, *ne multi cives romani barbaris traderentur* (Flavius Vopiscus). S'il est donc prouvé que déjà sous Hadrien (117-138), quelques années après la colonisation qui a commencé en 107 sous les auspices de Trajan, il y avait un nombre si important de citoyens romains en Transylvanie que l'empereur n'osa pas les sacrifier en abandonnant la Dacie, combien de citoyens devaient se trouver cent cinquante ans plus tard, en 274, quand Aurélien retira les légions et les fonctionnaires ! Il est impossible d'ailleurs qu'une si grande population ait évacué totalement une province qu'elle a habité pendant cent soixante-huit ans et qu'elle regardait comme sa vraie *patrie*. En admettant même que les fonctionnaires et la classe des riches, qui aimaient se trouver sous la protection immédiate des légions, aient quitté la Dacie, *la grande masse de la population rurale*, qui formait sans doute la majorité, puisque la plupart des colons étaient agriculteurs, n'a pas voulu quitter le sol qu'elle avait défriché et cultivé pendant cent soixante-huit ans et qu'elle savait fécond. Cette masse de colons était déjà attachée à sa nouvelle

patrie, elle ne concevait point l'idée de l'abandonner pour suivre un destin incertain et entendait défendre et maintenir sa terre à ses risques et périls. Quant au voisinage des Barbares elle s'y était déjà habituée : depuis que les Romains s'étaient fixés en Transylvanie, il y avait toujours eu des incursions barbares. Les Goths, qui étaient les voisins immédiats des Roumains à l'époque où Aurélien avait retiré les légions, étaient considérés comme *fœderati* et avaient perdu beaucoup de leur caractère sauvage. On sait qu'ils ont embrassé bientôt le christianisme et qu'ils sont devenus les alliés de Rome dans les guerres contre les Huns. Tous ces arguments logiques plaident en faveur de la continuité de l'élément roumain en Transylvanie.

M. Nicolas Iorga (1) ajoute à ces arguments un autre, très clair, très logique, qu'il serait dommage de ne pas reproduire. « Les Romains n'ont-ils pas abandonné la Gaule, où une seule province est restée sous la souveraineté romaine, « l'île » (*insula*) de Sygarius ? L'Ibérie n'a-t-elle pas été abandonnée aussi ?... Et n'est-ce pas un pays néo-latin que la France, qui a conservé son caractère latin, bien que la Gaule eût été évacuée par l'empire romain ? »

1. N. Iorga, *Istoria Românilor din Ardeal si Ungaria* (Histoire des Roumains de Transylvanie et Hongrie). Bucarest, 1915, vol. I, chap. II, p. 21.

Cette analogie entre la Gaule et la Dacie est saillante. Il est évident que la même chose s'est passée en Dacie et en Gaule : l'*officialité* romaine, voyant le désastre, pressentant la fin de l'empire romain, a quitté ces provinces pour se retirer dans la partie la mieux protégée de l'État. Mais la *population*, la grande masse du peuple latin de Gaule et de Dacie, qu'on ne peut pas déplacer comme on transporte quelques centaines ou milliers de fonctionnaires ou quelques légions (habituéés aux déplacements !), cette population qui s'attache au sol qui la nourrit, qui n'aime pas quitter la terre de ses pères, de ses aïeux, la *patrie*, est restée, en Gaule comme en Dacie. C'est grâce à ces sentiments conservateurs, qui caractérisent tous les peuples agriculteurs, qu'est due l'existence de la France comme celle de la Roumanie.

Il reste donc prouvé qu'il y a continuité parfaite de l'élément roumain en Transylvanie depuis la colonisation trajane jusqu'à présent. Mais il faut bien reconnaître que si cette continuité a été parfaite au point de vue de l'existence des Roumains comme *unité ethnique*, la question change si nous envisageons le côté *politique* et *juridique*. La situation politique et juridique des Roumains de Transylvanie a connu bien des changements depuis la fin de l'empire romain jusqu'à nos jours. Au point de vue du droit public, la Transylvanie a connu pour ainsi dire toutes les phases dans lesquelles peut se trouver un pays : souveraineté

complète, autonomie, asservissement complet à une autre nation et perte de la liberté et de l'indépendance. On examinera ces différentes phases de l'évolution juridique de la Transylvanie dans les chapitres qui suivent.

La première phase est celle de l'indépendance, de la *souveraineté nationale*. Dans cette période des invasions, lorsque, pendant plusieurs siècles, des hordes barbares se succédèrent dans les plaines, les descendants des colons de Trajan durent abandonner les plaines du Danube et de la Tisa (Theiss) pour se retirer dans le centre montagneux de la Dacie : la *Transylvanie*. C'est ici que prit naissance la nationalité roumaine, c'est ici qu'est née l'idée de l'unité politique des Roumains, idée qui a survécu à tous les désastres et dont la réalisation est la tâche de la Roumanie moderne.

La première organisation de la Transylvanie indépendante fut *militaire et régionale* (1). La totalité du territoire national était divisée en plusieurs *duchés*, dont les titulaires étaient des chefs essentiellement *militaires*. Ces ducs nationaux (*voévods, duci, duces*) étaient les chefs des expéditions nationales dirigées

1. Des détails sur l'époque militaire en Transylvanie dans les ouvrages de : N. Densusianu (chapitre « Epoca militară » de son ouvrage *Revoluțiunea lui Horia*). — N. Iorga, *Histoire des Roumains de Transylvanie et Hongrie*, 1915, vol. I, p. 24 et suiv. — A.-D. Xénopol, etc.

contre les barbares. Les textes nous ont conservé les noms de plusieurs ducs roumains de Transylvanie (*dux Blaccorum*). Ainsi la chronique du Notaire Anonyme du roi Béla nous décrit longuement les combats que les ducs roumains Gélus, Glade et Salane soutinrent contre les Hongrois envahisseurs, pour la défense de la Transylvanie indépendante.

Le duc était maître absolu du gouvernement *politique* et *militaire*. Il était le chef suprême de la *justice*. Ses pouvoirs étaient plus étendus en temps de guerre qu'en temps de paix ; mais, comme les trêves étaient très rares, le duc se trouvait être le souverain absolu de ses sujets. Il était secondé par une *noblesse militaire*, sélectionnée par la naissance et le mérite (boéri, bellatores, les boyards, les nobles). Les ducs étaient les chefs de la noblesse. La dignité ducale fut d'abord héréditaire, ensuite, quand l'organisation politique des Roumains fut réduite aux deux principautés de Valachie et de Moldavie, élective. Tout laisse croire que les ducs et les nobles descendaient directement des familles des anciens légionnaires romains ; on suppose que les familles ducales étaient des anciennes familles de centurions ou autres chefs militaires romains. En tout cas, cette noblesse militaire devait avoir ses origines dans les colonies fondées par l'élément militaire romain (les vétérans), puisqu'ils ont hérité de leur esprit et de leur organisation. Cette théorie est confirmée non seulement

par la forte tradition qui existe dans certaines régions de la Transylvanie (1), mais aussi par le fait que les régions qui ont fourni aux Roumains leur noblesse sont précisément les régions le plus fortement colonisées par l'ancien élément militaire romain, par exemple la vallée *Hatzeg* où se trouve l'ancienne *Ulpia Trajana*.

La première classe de la nation étant formée par les nobles, la seconde était formée par le peuple, qui était *libre* et fournissait aux ducs l'armée. Chaque Roumain était libre, mais il avait l'obligation de suivre les boyards et le duc. Cette grande classe des guerriers libres (*liberi milites, mosneni, ruzesi*) formait l'armée nationale ; c'est à elle que la nation roumaine doit son existence, c'est elle aussi qui fournira plus tard aux princes de Valachie et de Moldavie les meilleures armées dans leurs guerres pour l'indépendance. L'institution du servage n'existait pas dans cette première période de l'histoire des Roumains. De même la bourgeoisie était inexistante, car il n'y avait plus de villes.

L'organisation militaire se basait donc sur ce système de classes, que la naissance et le mérite sélectionnaient, et sur la liberté nationale. Il y avait plu-

1. On consulte avec fruit pour ce chapitre les livres du D^r Georges Popovici, *Istoria Românilor Banateni* (Histoire des Roumains de Banat), Lugoj, 1904 et le livre de S. Puscariu sur la noblesse roumaine.

sieurs duchés en Transylvanie, mais il paraît que les ducs se secouraient entre eux contre des ennemis communs. Il n'existait donc pas une *unité politique nationale*. C'est le seul reproche qu'on peut adresser à ce premier système politique des Roumains. Mais ce morcellement des nations qui persiste en Europe jusqu'à la grande Révolution française, n'est-il pas une des curiosités caractéristiques du moyen âge ? La France, avant la consolidation définitive de la monarchie capétienne, ne présentait-elle pas aussi une mosaïque assez complexe de duchés, comtés, etc. ? Il ne faut donc pas s'étonner de ce manque d'unité politique chez les Roumains qui a empêché la Transylvanie de devenir un État unitaire, et qui fut si fatal aux Roumains lors de l'invasion hongroise. C'est ce manque d'unité qui a rendu possible l'usurpation hongroise en Transylvanie.

Les duchés occupaient des territoires de dimensions différentes, décrits par les vallées des fleuves. Il y avait un duché dans la vallée de l'Olt (le duché de Fagarash), un autre dans la vallée de la haute Tisza (duché de Maramuresh), du Somesh, du Mouresh, du Crish. Les habitants portaient d'habitude le nom de leur contrée. Chaque grande vallée représentait une vie politique spéciale, ayant un chef militaire et politique : le *voévod*, le duc (1).

1. N. Iorga, ouvr. cité, vol. I, chap. II, p. 24.

L'organisation politique était plus simple que l'organisation militaire. Chaque duché était divisé en un grand nombre de circonscriptions politiques, administratives et judiciaires nommées *judetze* (du latin *judex*, *judicis*). Dans certaines régions on appelle les judetzes aussi *cnezate*, expression empruntée aux Slaves. Le *jude*, le *cneaz* (le *judex*, le juge) était le chef de cette communauté : il était le représentant du duc, les nobles comme le peuple devaient lui obéir. Le *jude* (*cneaz*) était le chef du pouvoir militaire, administratif et judiciaire. Il cumulait donc, comme le duc, les pouvoirs exécutif et judiciaire. Les textes parlent souvent de ces chefs provinciaux : *Andreas judex foceam fudit*. Cette institution des juges, chefs militaires et administratifs, est purement nationale (1). Les principales attributions de ces chefs étaient de fournir des guerriers au duc et de rendre la justice.

On ne peut encore signaler l'existence d'un pouvoir législatif ; il paraîtra plus tard dans les principautés. Durant cette époque orageuse des invasions asiatiques, quand l'élément militaire était naturellement appelé à jouer le rôle principal dans la vie nationale des Roumains de Transylvanie, on ne songeait pas à instituer un pouvoir législatif. Il en existe cependant un embryon, c'est le *sfatul domnesc*, le

1. *Ibid.*, p. 29.

consilium principis, le conseil ducal formé par les principaux nobles et évêques.

C'est à cette époque de développement national que les Roumains, qui étaient devenus chrétiens sous les derniers empereurs romains qui favorisèrent le christianisme (1), embrassèrent l'orthodoxie de l'Église gréco-orientale schismatique. Pourquoi ne sont-ils pas devenus catholiques ? Une raison d'ordre purement géographique explique ce phénomène : ils étaient plus près de Byzance et d'Ochrida, centres de l'orthodoxisme, que de Rome. C'est par l'influence slave que les Roumains adoptèrent cette religion. La langue slavone resta longtemps la langue officielle de l'Église roumaine, et l'alphabet paléo-slave remplaça bientôt l'alphabet latin.

L'époque militaire roumaine, qui dura jusqu'au règne des premiers rois de Hongrie, et qui a survécu à toutes les invasions barbares, peut être considérée comme l'âge d'or de la Transylvanie roumaine. C'est la seule époque où la Transylvanie fut la patrie de la totalité de la race roumaine, c'est aussi la seule époque où elle fut, politiquement, *roumaine* et, juridiquement, *indépendante*. Grâce à la vigoureuse

1. De nombreux documents et des arguments philologiques irréfutables nous font croire qu'il y avait déjà des chrétiens parmi les légionnaires et colons de Trajan. La nouvelle religion s'était vite répandue, n'étant pas poursuivie comme elle l'était à Rome.

organisation militaire que nous avons étudiée, les Roumains ont pu conserver leur individualité nationale, repousser toutes les incursions des Barbares et garder leur liberté, leur indépendance, les plus précieux legs que leur ait laissés Rome, leur mère.

DEUXIÈME PARTIE

Depuis l'usurpation hongroise jusqu'au commencement
de la domination autrichienne

CHAPITRE IV

L'usurpation hongroise. — Le servage

La domination hongroise en Transylvanie ne peut pas être justifiée juridiquement. Voilà pourquoi elle n'est qu'une simple usurpation, une *situation de fait* et non de droit. Mais pourquoi alors la conquête romaine n'est-elle pas aussi une usurpation ? Pourquoi faire cette grande différence entre l'établissement des Romains en Transylvanie et celui des Hongrois ? Simplement parce que les uns, ayant à leur actif une civilisation presque millénaire, venaient de la péninsule italique tandis que les autres arrivaient, en état de complète barbarie, des steppes sauvages de l'Asie ? Non. Outre ces considérations de civilisation générales il y a aussi des raisons juridiques

qui nous commandent d'établir une différence entre le caractère de la souveraineté romaine en Transylvanie et celui de la souveraineté magyare. De ce parallèle entre les deux dominations résulteront les motifs qui nous empêchent de qualifier la conquête hongroise autrement qu'une intrusion.

Il faut d'abord constater que l'action que Rome fut amenée à diriger contre les Daces était une action purement *défensive*, ayant comme but de sauvegarder l'intégrité territoriale et le prestige de l'empire, de mettre une fin à des incursions d'un caractère sauvage de ces barbares qui ravageaient les provinces, et de défendre une vieille civilisation. On a vu que, avant de procéder à la conquête de la Dacie, l'empire romain a supporté patiemment les excès et l'insolence des rois daces, qu'il a toléré qu'ils s'alliassent aux ennemis de Rome, et que le faible Domitien est allé encore plus loin avec ses concessions : il a consenti à payer aux Daces un tribut annuel, s'achetant ainsi une tranquillité problématique. Mais il y a des limites qu'un état souverain ne peut pas dépasser sans porter atteinte à son prestige, à sa sûreté, à son indépendance. Trajan l'a compris et a décidé, provoqué par ces considérations qu'on peut *justifier* politiquement et juridiquement, la soumission de la Dacie. Après une première guerre, mû toujours par une conception généreuse, il a laissé à la Dacie son autonomie, il ne l'a

pas réduite en province. Mais cette seconde Carthage s'entête à vouloir détruire l'État romain, elle ne respecte pas les conditions du traité conclu, elle provoque de nouveau, justifiant ainsi la seconde campagne de Trajan et donnant à cet empereur le droit de se garantir contre de nouvelles agressions par l'annexion de la Dacie. On voit donc que c'est une idée purement défensive, *une idée de droit*, qui a présidé à l'action de l'empire romain contre les Daces. La conquête romaine se justifie d'ailleurs, dans la suite, par une œuvre de colonisation pacifique admirablement conduite et par la brillante civilisation gréco-latine qu'elle a transplantée dans cette région barbare de l'Europe.

Voilà pour la domination romaine. La conquête hongroise se présente sous un aspect bien différent. *L'idée de droit y est totalement absente* ; on ne peut trouver ici que l'idée de *force*, de cette force brutale qui a livré la Transylvanie aux Hongrois et qui seule maintient la souveraineté hongroise dans cette ancienne province romaine. Il ne peut être question de droit ; c'est purement et simplement une situation de fait, basée sur la force seule et qui s'écroulera au premier moment où cette force lui fera défaut.

Si on a pu justifier la souveraineté romaine en Transylvanie par une idée juridique, par le droit qu'a chaque État de défendre son territoire, son indépendance, son honneur, on ne peut guère

invoquer cette même idée juridique à l'appui de l'intrusion hongroise. D'abord l'idée défensive est totalement absente. Personne n'inquiétait les Hongrois qui vivaient dans les immenses plaines de l'Asie. Leur *esprit agressif* les a amenés en Europe, et ce sont eux qui sont tombés, comme la foudre, sur les Roumains de Transylvanie, ce ne sont pas les Roumains qui les ont attaqués. On ne peut même excuser cette agression par des raisons économiques : la vaste plaine de la Hongrie centrale et les fécondes régions de la Pannonie suffisaient complètement pour nourrir les quelques centaines de mille de cavaliers hongrois envahisseurs avec leurs familles (1). Aujourd'hui encore la Hongrie centrale qu'occupent les Hongrois, serait parfaitement suffisante à l'existence de cette race. D'ailleurs les Hongrois habitant la Transylvanie sont peu nombreux (500.000 h.), ce qui prouve bien qu'au point de vue de leur économie nationale ils pourraient se passer de la Transylvanie, province occupée par les Roumains. Il n'y a donc que leur esprit de domination brutale, *l'insatiabilité* caractéristique aux races barbares et leurs *tendances parasitaires*, qui les ont poussés à usurper la souveraineté de la Transyl-

1. Après un séjour millénaire en Europe, la nationalité hongroise ne compte aujourd'hui qu'un total de 9 millions d'individus. Juifs et nationalités assimilées, y compris. Les Juifs s'élèvent au nombre d'un million.

vanie. D'autre part, leur domination ne se justifie point, comme c'était le cas pour celle de Rome, par l'apport d'une civilisation, par une œuvre de progrès pacifique, par des institutions libérales et utiles, par un esprit de justice et de droit, par des conceptions généreuses. Les Romains ont donné aux habitants de la Dacie le droit de cité, la liberté et l'égalité ; les Hongrois ont réduit les Roumains de Transylvanie au *servage* et, aujourd'hui encore, les descendants des colons et légionnaires de Trajan se trouvent dans un état d'infériorité juridique — pour ne pas parler de l'infériorité politique — et subissent un régime de persécutions. Les Romains ont donné la liberté, les Hongrois l'ont reprise. Rome a créé une civilisation basée sur le droit, les Hongrois l'ont détruite. Voilà pourquoi la domination hongroise en Transylvanie doit être considérés comme une *usurpation*, comme un simple état de fait.

Les Hongrois, peuple nomade appartenant à la race *mongole*, arrivent en Europe vers la fin du ix^e siècle, après avoir vécu jusqu'alors, inconnus et dans un état de complète barbarie, dans les immenses steppes de l'Asie centrale. Ce sont les chroniqueurs byzantins qui signalent pour la première fois ces nouveaux envahisseurs vers l'an 890. L'empereur byzantin Léon VI (889-912), aux prises avec les Bulgares — autre peuple barbare de race *mongole* — appela les Hongrois au secours et réus-

sit à battre le tsar bulgare Siméon, avec leur aide. Mais les Bulgares se vengèrent bientôt ; ils s'allièrent aux Petchinègues et poussèrent les Hongrois vers l'Ouest. Les Hongrois, sous leur chef *Arpad*, passent les Carpathes et occupent la plaine qui s'étend entre le Danube et la Tisa (Theiss), et une partie de la Pannonie (vers l'an 895). Cette conquête fut faite par les armes. Les éparses populations slaves et bulgares qui habitaient la Pannonie, ne purent pas déployer une résistance sérieuse, car elles manquaient d'une organisation militaire comparable à celle des Hongrois qui étaient tous aguerris et obéissaient à un seul chef. La plaine fut donc conquise sans beaucoup de difficultés :

De nombreux textes et la tradition prouvent que, lors de l'établissement des Hongrois dans la plaine, les Roumains occupaient la Transylvanie. L'empereur grec Constantin Porphyrogenitos (911-945) écrit sur ce point : « Au bas Dniepre habitent les Russes qui, en descendant le fleuve, arrivent *chez les Roumains* (*πρὸς Ρωμάνους*) ». Le chroniqueur russe Nestor écrit vers l'an 1100 que les Hongrois, en passant le Dniepre et les « monts qu'on appelle à présent les Monts hongrois », c'est-à-dire les Carpathes, arrivèrent chez les Roumains et les Slovènes, avec lesquels ils guerroyèrent. Et le Notaire Anonyme du roi hongrois Béla nous parle de *Gelus, dux Blacorum* qui commandait dans le centre de la Transylvanie, de

Glade *dux Bulgarorum et Blacorum* et d'autres chefs roumains. Cet historien décrit même longuement les luttes des conquérants avec les Valaques (Roumains). D'autre part, toutes les chroniques et les chartes hongroises reconnaissent que les Hongrois ont trouvé les Roumains en Transylvanie, à leur arrivée d'Asie. Les nationalités non-magyares immigrées plus tard en Hongrie sont qualifiées dans les chroniques comme *advenis*. Les Valaques non. (1).

Il s'agit d'établir de quelle manière les Hongrois s'emparèrent militairement et politiquement de la Transylvanie. C'est par une sorte de *lente infiltration* que les maîtres de la Pannonie réussirent à assurer leur domination en Transylvanie. En tout cas, la souveraineté hongroise ne pouvait pas s'établir dans l'ancienne Dacie au cours des ix^e et x^e siècles, car les chroniques et les historiens hongrois les mieux renseignés reconnaissent qu'il ne pouvait pas avoir été question d'une domination hongroise en Transylvanie avant 1075 (2). Jusqu'à cette année il n'est, dans les chroniques, question que d'un *castrum quod vocatur Turda*, et cette localité

1. Il serait trop long d'énumérer toutes les chroniques contemporaines ou antérieures à l'occupation hongroise qui attestent la présence des Roumains en Transylvanie à cette époque. Rappelons encore les chroniques de Cedrenus (976), de Nikita-Choniates (1019), du polonais Dlugos, etc.

2. N. Iorga, *Istoria Românilor din Ardeal si Ungaria*, vol. I, p. 31.

était dans une région purement roumaine ce texte est plutôt une preuve qu'à cette époque les Roumains gardaient encore une certaine autonomie. L'historien roumain N. Iorga, nous montre qu'alors les Hongrois considéraient la Transylvanie comme un *desertum* que les rois de Hongrie ne colonisèrent que deux siècles plus tard avec l'élément hongrois et allemand. Tandis que la nomenclature de l'ancienne Pannonie devient hongroise, ce qui est bien le signe de la nouvelle conquête, la nomenclature en Transylvanie reste roumaine, preuve infail-
lible que les Hongrois ne s'y établirent que *plus tard*, en tout cas bien après leur installation en Pannonie (1). Pendant cette première époque de l'usurpation hongroise, les ducs roumains gardèrent leur autorité, la Transylvanie garda son autonomie, bien que celle-ci fût, probablement, amoindrie par une sorte de lien de *vassalité* qui paraît avoir uni les ducs Roumains à la Hongrie. Le Notaire Anonyme, qui nous rapporte les premières luttes entre les conquérants hongrois (Tuhutum) et les ducs roumains, parle de ce lien de vassalité établi entre les souverains roumains et le prince (plus tard roi) de Hongrie. Mais, en tout cas, il est permis d'affirmer que la Transylvanie n'a pas été l'objet d'une défaite

1. M. N. Iorga développe savamment cet argument dans son *Histoire des Roumains de Transylvanie*, Bucarest, 1915, vol. I, p. 27.

militaire incontestable. C'est plutôt un lien de vassalité légère, d'un caractère amical, qui s'est établi, dans cette première période, entre elle et la Hongrie.

C'est après 1075, par une action constante des rois de Hongrie, que la Transylvanie fut attachée, peu à peu, à la couronne de Saint-Étienne. Les Hongrois ont eu la grande chance d'être plus près de Rome que les Roumains et d'embrasser la religion catholique, qui les a magnifiquement servis dans leur carrière politique. Dans la période qui dura depuis leur arrivée en Pannonie (895) jusqu'à leur christianisation (vers 1000), c'est-à-dire pendant plus d'un siècle, les Hongrois entreprirent de nombreuses expéditions de pillage dans l'Europe occidentale, pillant et incendiant l'Italie du nord, la Provence, la Germanie et allant jusqu'en Aquitaine et en Espagne. Ils étaient déjà condamnés à subir le sort des Avars, c'est-à-dire d'être anéantis complètement par les puissances occidentales, quand leur prince Geyza christianisa son fils et héritier, Étienne, et sauva la Hongrie. Le pape Sylvestre II envoya à Étienne I^{er} (997-1038) une couronne royale et lui accorda le titre de *roi apostolique*. C'est grâce à ce titre et à la protection du monde chrétien de l'Occident que les rois de Hongrie purent organiser leur État sur le modèle occidental (centralisation militaire et décentralisation administrative ; *comtès*, *comites* *regis*, sur le modèle de Charlemagne ; système des

classes : haut clergé, petit clergé, haute noblesse, petite noblesse, classe des soldats ; *jobbagnes*, bourgeoisie, serfs). Cette organisation de l'État, empruntée aux nations plus civilisées de l'Occident, consolida l'autorité royale et créa en même temps une puissante noblesse qui, d'abord composée de différentes nationalités, fut *magyarisée* dans la suite et devint, peu à peu, un terrible *instrument d'oppression* nationale et sociale dans les mains des Hongrois (1). C'est grâce à cette aristocratie, qui aujourd'hui encore est une des plus fières et réactionnaires dans toute l'Europe, que les Hongrois réussirent à séparer, pendant le moyen âge et jusqu'à notre époque moderne, les chefs des nationalités non-magyares, nobles aussi, de la grande masse, roturière, de leurs conationaux. C'est exactement la même chose qui se passe en Transylvanie : la qualité de noble *l'emportait*, à cette époque *si peu nationaliste* du moyen âge, sur celle de Roumain, et la grande majorité de la noblesse roumaine, si nombreuse et puissante à l'arrivée des Hongrois, fut, avec le temps, absorbée dans la masse, plus nombreuse et plus protégée par les rois et l'officialité des nobles magyars. *La magyarisation de la noblesse roumaine de Transylvanie* est une des

1. Des détails nombreux sur la tyrannie de cette aristocratie existent dans l'ouvrage de Jean Russu Sirianu, *Iobagia (le Servage)* Arad (Transylvanie), 1908, t. I, p. 12 et suiv.

causes de l'asservissement de cette province à l'autorité hongroise. Voici ce que dit, sur ce point, l'écrivain politique roumain *J. Russu Sirianu* : « Nous avons alimenté ainsi la haute noblesse magyare dans une mesure qui prouve bien des qualités nationales distinguées. Les Corvins ont été les plus brillantes figures de l'histoire de l'État hongrois, et Jean Corvin, le Héros, et Mathias le Juste et Sage, sans pareils dans l'histoire hongroise, furent *Roumains*. Et s'il est indiscutable que pour briser la tyrannie oligarchique, en 1437, le sang roumain ait coulé dans les vallées de Transylvanie, il est aussi incontestable que dans les nombreuses armées avec lesquelles Jean de Huniade (le Corvin) a mis en échec le Croissant, il comptait sur les bras héroïques de ses Roumains. »

Ce sont les rois de Hongrie, principalement Étienne I^{er}, Ladislas le Saint, Andréas II et Geyza II qui, aidés par la noblesse magyare et par les *hospites* nobles et colons étrangers, notamment Allemands, appelés en Transylvanie pour être les agents de la royauté, établirent définitivement et consolidèrent la domination hongroise en Transylvanie. Outre la population *roumaine* il y aura désormais en Transylvanie : 1^o un élément *hongrois* : les nobles hongrois établis en Transylvanie et qui accaparèrent dans la suite l'administration des *comitats* (comtés) royaux ; 2^o un élément *székler* (une sorte de tribu hongroise composée en majorité de petite noblesse ; on les

appelle en roumain *sécouïis*, en hongrois *székelyek*, en allemand *székler*), habitant l'Est de la Transylvanie ; 3° un élément *allemand* composé de *chevaliers teutons*, que le roi Andréas II appela en Transylvanie pour leur confier certaines marches, privilège confirmé en 1222, et de *colons allemands*, originaires probablement de Franconie, qu'on appela dans la suite *Saxons*. Ces colonisations entreprises par les rois de Hongrie avaient comme but la consolidation du gouvernement hongrois en Transylvanie et, en même temps, l'affaiblissement de l'élément roumain. Les rois hongrois donnent à ces colons étrangers des terres qu'ils n'hésitent pas à prendre, avec violence, aux Roumains. C'est ainsi qu'un document du roi Andréas II parle d'une *terra exempta de Blaccis* (terre ravie aux Roumains) que le roi hongrois accorda à une abbaye. On verra ces trois éléments non roumains : Hongrois, Allemands et Széklers, s'allier bientôt contre les « Valaques », d'autant plus haïs qu'ils regardaient les nouveaux maîtres du pays comme intrus, comme usurpateurs.

Mais malgré l'oppression *politique et sociale*, à laquelle viendront s'ajouter les *persécutions religieuses* — les Roumains étant orthodoxes étaient persécutés par les rois de Hongrie, rois catholiques « apostoliques » — les Roumains réussissent à conserver pendant plusieurs siècles une partie de leur autonomie

nationale. Les documents parlent de plusieurs hauts dignitaires de race roumaine. Ainsi un acte mentionne que le ban (*duc*) de Séverin Ugrinus possédait cette dignité depuis 1268, et qu'il avait des terres en Transylvanie, à Fagarash et à Sâmbata, « terres qui lui viennent de ses ayeux, *antecessores sui* ». Certaines régions roumaines, comme par exemple le Fagarash et Maramuresh conservent encore leur autonomie sous leurs ducs nationaux. On signale un grand-duc roumain (*voévod*) en Transylvanie, en 1299. En 1303, Nicolas, fils de Maurice, est *duc de Transylvanie et comte de Maramuresh* et d'Ugocea, régions roumaines. Son fils, Étienne, que les documents appellent *magister*, était comte de Maramuresh en 1326, ce qui prouve que cette dignité était héréditaire dans ce pays. *Bogdan*, descendant de cet Étienne, fut *le fondateur de la Moldavie indépendante* (1). De même on trouve, au XIII^e siècle, une race ducale roumaine à Fagarash et Amlash, qui était presque indépendante des rois de Hongrie. Les documents nous signalent encore un grand nombre de *villæ olachales* (villages roumains) ou *keneziales*, c'est-à-dire villages administrés par des *cneazi*, juges autonomes. Une lettre du roi Sigismond au pape, datée de 1412, proclame le caractère polyglotte de

1, N. Iorga, ouvr. cit., vol. I, p. 72.

la Transylvanie (*promiscuarum gentium et linguarum*) et parle des Roumains qui habitent en Transylvanie, *cohabitantium Valachorum*, sans dire que ce peuple était *advenis*, comme les *hospites*. On lui reconnaissait encore l'autochtonie et il jouissait de certains privilèges.

Telles étaient encore les traces de l'autonomie nationale des Roumains de Transylvanie au commencement du xv^e siècle. Mais l'*oligarchie féodale* magyare qui était la maîtresse de la Hongrie et imposait sa direction même au roi — Andréas II fut obligé de lui confirmer les privilèges par l'*aurea bula* de 1222, la « Magna Charta » des Hongrois — avait fait, pendant l'époque des rois arpadiens et angevins, bien des progrès. En Transylvanie la grande masse des habitants roumains, qui étaient au commencement de la domination hongroise des *jobagiones castri*, *liberi milites*, *soldats libres*, auxquels les rois confiaient la défense des places fortes (*castra*) furent réduits peu à peu à l'état de *servage*.

Le titre de *jobagiones*, qui était au commencement du régime hongrois un titre honorable puisqu'il était celui d'un soldat libre, d'un hobereau, devient à partir du xv^e siècle, sous le règne du roi Sigismond, le nom des *serfs*. Car la noblesse hongroise réussit à accaparer complètement le service armé. L'armée fut composée, peu à peu, de nobles et de ceux des anciens *jobagiones castri*, qui consentirent à se faire

Magyars. C'est le premier grand pas vers la magyarisation de la noblesse roumaine, car, pour faire partie de la classe privilégiée, beaucoup de nobles roumains renoncèrent aux biens qui les attachaient à leurs nationaux, à la grande masse de la population roumaine, qui ne put s'élever entière aux grades privilégiés et fut réduite, par l'action constante de l'oligarchie hongroise, au servage. D'ailleurs, pour s'acheter la paix avec la noblesse féodale, toujours en conflit avec la couronne, les rois de Hongrie sacrifièrent le peuple. La *iobagia* (le servage) fut bientôt une institution consacrée juridiquement, de droit commun, et *ce n'est que la Révolution de 1848 qui l'abolit*. C'est en vain que le roi, ennemi naturel des féodaux magyars, décréta le 4 août 1347 que « les hommes sont égaux et libres, et que le servage est une institution des hommes, non de la nature » ; la noblesse féodale traite les *iobages*, les serfs, si durement qu'ils se plaignent d'avoir un sort plus lamentable que les esclaves achetés (1). Les féodaux hongrois réussissent à s'assurer un régime privilégié dans l'armée qui, jusqu'au règne de Sigismond (1387-1437) comprenait encore des iobages ; le noble qui

1. Russu Sirianu, *Iobagia (Le Servage)*. Arad, 1908, vol. I, p. 271. — Acsady, *A magyar jobagysag toerténete*, Budapest, 1906, p. 146.

désertait payait seulement une amende, le *iobage* de sa tête.

Pour ce régime d'oppression politique et sociale, l'institution autonome roumaine que nous avons déjà étudiée : duchés et villages autonomes (*cneazate*, *villae olochales*, *keneziales*) étaient un permanent défi. Aussi voyons-nous la noblesse féodale hongroise s'acharner à détruire ces bastions de l'autonomie nationale roumaine. Le roi Louis d'Anjou, sur l'instigation de l'oligarchie, décréta que les Roumains (ou Russes) *de religion catholique*, seuls, auront désormais le droit de posséder un domaine seigneurial et d'être juges autonomes (*cneaz*). C'était de la propagande *catholique*, un des moyens de *magyarisation*. Un très grand nombre de nobles et *cneazs* roumains, pour ne pas perdre leur droits de noblesse et leurs propriétés, se firent *catholiques et hongrois*, mais la grande masse de la population roumaine, fidèle à sa religion et sa à nationalité, resta orthodoxe et roumaine et subit le servage. Ce fut le grand coup donné à l'autonomie nationale de Transylvanie. Le décret du roi Louis fut confirmé par un décret de 1422 du roi Sigismond. Les duchés et les juges autonomes (*cneazats*) disparurent. Le servage devint général. La Transylvanie avait plié le genou. Son indépendance et son autonomie nationale étaient perdues.

Mais on verra que les descendants des légion-

naires et des colons de Trajan, incapables de supporter ce joug, firent des efforts constants pour reconquérir la liberté perdue. La longue série de révolutions et de mouvements séparatistes commencent et, aujourd'hui encore, elle n'est pas terminée.

CHAPITRE V

Les premières révolutions, 1290, 1437-1438, 1514.

L'exode

Les nombreuses révolutions des Roumains de Transylvanie, dirigées contre l'autorité hongroise — en 1290, 1437-1438, 1514, 1784 et 1848-1849 — ont eu des caractères différents, suivant l'esprit de l'époque : tantôt *religieux*, tantôt *social*, tantôt *purement national*, mais elles concordent toutes par leur but essentiel : celui de secouer le joug que l'étranger a imposé par la force à la Transylvanie roumaine. Et si toutes ces révolutions ont été étouffées dans le sang, si l'État hongrois a toujours réussi à les réprimer cruellement et à en tuer les chefs, la cause de ce phénomène historique constant est à chercher chez les Roumains eux-mêmes ; ils étaient, hélas ! trop faibles pour se mesurer avec le puissant royaume hongrois, ils devaient bientôt n'avoir plus de classe dirigeante, de noblesse, ils n'avaient plus leur organisation militaire d'autrefois ; d'ailleurs, une grande partie de leurs nationaux, qui ne purent supporter la domination étrangère, se détacheront d'eux pour

aller fonder la Valachie et la Moldavie, et l'élément roumain en Transylvanie se trouvera sensiblement affaibli par ce double exode. C'est ainsi qu'en face de la nation roumaine divisée en *trois parties* à peu près égales et *sans lien entre elles* : la Valachie, la Moldavie et la Transylvanie, dont la dernière ne comptait plus comme État, se dresse un État *unitaire*, dirigé par une oligarchie ambitieuse et très puissante, protégé et aidé, comme État catholique, par le Saint-Siège et les puissances occidentales. Ce n'est que très tard, en 1859, que deux des provinces roumaines, la Valachie et la Moldavie s'unissent pour former la Roumanie moderne, qui, à son tour, secoua un *autre* joug, celui de la domination turque, et ne devint indépendante qu'en 1877. On comprendra donc pourquoi les révolutions des Roumains de Transylvanie n'aboutirent qu'à des mesures de réaction plus rigoureuses encore que celles qui ont précédé chaque mouvement révolutionnaire.

La première révolution des Roumains de Transylvanie date de 1290. On possède peu de détails sur elle. Nous savons seulement qu'elle a été causée par la *persécution religieuse*, dont la population roumaine fut l'objet de la part des rois de Hongrie, qui se faisaient un titre de gloire de la propagande *catholique* qu'ils faisaient parmi les orthodoxes, Roumains ou Slaves. Mais il semble bien qu'à cette persécution religieuse s'en est jointe une autre d'ordre essentielle-

ment politique, car la révolution de 1290 aboutit à un exode national : le prince roumain Radu Negru (*Radu le Noir*), grand-duc de Fagarash et Amlash, se révolta contre le roi de Hongrie, passa les Carpathes avec sa cour et un grand nombre de nobles, soldats et paysans roumains, et *fonda la principauté indépendante de Valachie*. C'est donc, directement, aux persécutions hongroises qu'est due la naissance d'un État roumain libre : la Valachie. Le prince Radu Negru fixa sa capitale à Câmpu-Lungu, sur le versant méridional des Carpathes. Quelques dizaines d'années plus tard, vers 1343, ce sont les Roumains de la Transylvanie du Nord, du duché de Maramouresh, qui imitent l'exemple des Roumains de la Transylvanie méridionale. Le prince Bogdan, duc de Maramouresh, se révolta contre le roi de Hongrie à cause des persécutions religieuses et politiques. Le roi de Hongrie le qualifie de rebelle, *infidelis notorius*, et lui retire le droit de fief. Bogdan, avec son armée, passe lui aussi les Carpathes et fonde, après avoir vaincu la résistance de quelques comtes, vassaux du roi de Hongrie, la principauté *indépendante* de Moldavie (entre 1360-1365). Il y a donc un parallélisme parfait entre les origines des principautés roumaines. En chassant de Transylvanie cet élément roumain, très vigoureux, la Hongrie a contribué indirectement à la création de la *Roumanie moderne* qui, à l'heure actuelle *revendique* la possession de la Transylvanie.

La partie de la nation roumaine qui a quitté la Transylvanie réussit donc à reconquérir la liberté perdue et à former deux États indépendants. Mais les Roumains qui préférèrent ou furent obligés de rester dans la mère-patrie subirent un sort tragique. On les a vus, dans le chapitre précédent, réduits à l'état de *servage* (iobagia). Ils avaient perdu tous les droits qu'ils avaient conservés jusqu'à la fin du xiv^e siècle. Ils n'avaient plus le droit de porter des armes, ils étaient exclus de l'armée et furent bientôt obligés de travailler comme *serfs* les terres de leurs maîtres qui étaient, quelques dizaines d'années avant, leurs égaux. C'est surtout sous la dynastie angevine et sous Sigismond que leur situation devint insupportable et que cet état de fait fut *consacré juridiquement* par plusieurs *décrets royaux*. Ils devaient payer la *dîme* et faire aux seigneurs hongrois des corvées. Les orthodoxes étaient privés du droit de posséder des domaines seigneuriaux. Des exactions de toute sorte rendaient cette situation intolérable. Le haut clergé, allié à l'oligarchie féodale, se joignit aux seigneurs pour pressurer les paysans : les serfs. Parmi les plus cruels oppresseurs de la population se trouvait l'évêque *Georges Lépes*, chef de l'Église hongroise de Transylvanie, qui fut la cause immédiate de la révolution qui devait éclater bientôt. Ses domaines étaient très étendus et, comme le nombre de ceux qui payaient la dîme était très grand, il

avait à exploiter une masse d'habitants considérable. Le régime financier était à cette époque-là dans un désordre complet ; pour faire face aux dépenses des différentes guerres, les rois avaient pris l'habitude de frapper de la monnaie dont la valeur réelle était au-dessous de la valeur nominale. A chaque frappe de monnaie la valeur de la nouvelle émission s'avilissait. D'autre part, les décrets royaux obligeaient la population à échanger l'ancienne *bonne* monnaie contre la nouvelle monnaie avilie. Pour satisfaire aux dépenses occasionnées par une expédition contre les Turcs, le roi avait permis aux évêques, à *titre exceptionnel*, de percevoir la dime en espèces (et non en nature, comme d'habitude), en obligeant les paysans à payer en monnaie ancienne. Ainsi le roi et les évêques réalisaient un double profit : 1^o la dime payée en espèces ; 2^o la différence entre le cours de l'ancienne bonne monnaie et celui de la nouvelle monnaie dépréciée. L'évêque Georges Lépes rendit cette mesure, que le décret royal entendait appliquer seulement à titre exceptionnel, générale et définitive. Pour avoir une sanction contre les récalcitrants, l'évêque hongrois décréta que tous ceux qui ne payeraient pas la dime en ancienne monnaie seraient *excommuniés*. A cette mesure d'oppression financière, imaginée par l'évêque Lépes, s'ajoutait un événement d'ordre moral et politique : la propagande catholique et magyarisatrice effrénée que faisait

en Transylvanie l'inquisiteur Jacques *Marchia*, propagande dirigée spécialement contre les Roumains orthodoxes (1).

Cette triple persécution : économique, religieuse et politique, fut la cause directe de la révolution qui éclata au printemps de l'an 1437 et fut une des plus sanglantes. Elle commença dans le comitat d'Alba-Inferioara, région purement roumaine qui fut le foyer de toutes les révolutions, et se propagea vite dans toute la Transylvanie et même dans plusieurs comtés voisins de la Hongrie. Les révolutionnaires s'organisèrent en plusieurs bandes, conduites par des chefs paysans, pillèrent et ravagèrent les manoirs des féodaux et les villes allemandes (saxonnes) de Transylvanie. Les nobles et les Saxons s'organisèrent pour se défendre. Une vraie guerre civile commença. Cette révolution de 1437 ressemble beaucoup à la *Jacquerie* qui eut lieu en France en 1358, mais tandis que la *Jacquerie* avait un caractère social, la révolution transylvanienne de 1437 avait un double caractère : social et politique. Ce qui est encore remarquable dans cette révolution roturière et qui prouve bien le degré de désespoir auquel était arrivée la population paysanne de Transylvanie, c'est que beaucoup de serfs (*iobages*) et même de hobe-

1. J. Russu Sirianu, *Iobagia (Le Servage)*, Arad, 1908. Vol. I, p. 296 et suiv.

reaux *hongrois*, qui habitaient dans les régions roumaines et jugeaient insupportable le joug féodal, s'associèrent au mouvement révolutionnaire (1), qui prit ainsi des proportions inquiétantes.

Les révolutionnaires détruisirent un grand nombre de villes, villages et manoirs, et tuèrent les nobles qui ne réussirent pas à se sauver à temps. Comme signe de ralliement ils promenaient dans toute la Transylvanie des épées trempées dans du sang humain. Le prince hongrois de Transylvanie, Csaky Laszlo, lieutenant du roi, et les chefs des Szeklers Kusali Jakch et Tamasi rassemblent cependant les troupes des nobles, mais les divers contingents des révolutionnaires réussissent à faire liaison entre eux et l'armée roturière roumaine occupe une forte position sur les hauteurs Babolna à Olpret (près de Déj, Transylvanie). Les révolutionnaires cherchent à imposer leurs conditions sans verser de sang. Mais le prince hongrois Csaky ne veut pas traiter : il fait pendre les délégués des révolutionnaires. La bataille devint inévitable. Elle fut favorable aux Roumains : l'armée hongroise défaite eut des pertes énormes et les nobles demandèrent la paix. Elle fut conclue le 6 juillet 1437 à Kolos-Monostor. Une *convention* régla les relations futures entre les nobles et les

1. J. Russu Sirianu, ouvr. cité, p. 297 et 298. — Por et Schœnherr, *Az Anjouhaz* (*La Dynastie angevine*), III, p. 601.

paysans ; cette convention était un triomphe des Roumains. Elle reconnaît les torts de l'évêque hongrois Lépes et des autres féodaux.

La population roumaine obtient *le droit d'élire des représentants* qui se réuniront dans une *assemblée populaire* à Balbona, au jour de l'Ascension de chaque année. Le ressort de cette assemblée nationale était : 1° de prendre connaissance de la *publication des nouvelles lois* ; 2° de prendre des *décisions* en ce qui concerne *les affaires de la population roturière* ; 3° de *dénoncer les injustices* et les exactions éventuelles de nobles et d'en rendre responsables les coupables. Voilà en ce qui concerne les affaires d'ordre politique. Pour l'époque à laquelle ces règles juridiques furent créées c'était déjà extraordinaire. En ce qui concerne les devoirs spéciaux des paysans serfs vis-à-vis de leurs seigneurs, ces obligations furent exactement énumérées et *nettement* circonscrites, pour ne plus donner lieu à des interprétations abusives. Voici quelques-unes de ces obligations : chaque serf (iobage) ne devra payer, le jour de Saint-Étienne, *qu'un seul denier* comme contribution annuelle. Il ne pourra pas être obligé de payer davantage. Il est obligé de donner, aux fêtes de Noël, à son seigneur, un cube d'avoine et, à Pâques, deux gâteaux et un poulet. Les iobages doivent accomplir pour les seigneurs différentes corvées : faire la moisson (un seul jour), maintenir le moulin en bon

état, etc. Toutes ces obligations sont énumérées et fixées, les seigneurs ne pourraient leur en imposer davantage. Des *sanctions pénales* sont édictées contre les nobles qui maltraiteraient ou tueraient leur serfs.

La convention de Kolos-Monostor était un échec considérable pour la féodalité magyare. D'abord, après la bataille de Babolna, dans laquelle les *iobages* avaient montré ce dont ils étaient capables s'ils étaient unis et commandés, la haute noblesse hongroise a été contrainte de traiter avec les révolutionnaires roumaines comme avec un parti égal. Elle a été ensuite obligée de reconnaître, par le traité de Kolos-Monostor, aux paysans, certains droits de nature politique, comme, par exemple, celui d'avoir une assemblée annuelle à Babolna. Les tendances des nobles d'augmenter le nombre et la portée des obligations de leurs serfs, d'abuser de leurs biens et de leurs services, se trouvaient, d'autre part, singulièrement paralysées par la définition exacte des obligations roturières. Enfin, le traité de 6 juillet 1437 était pour l'oligarchie magyare un coup que ni son orgueil, ni son prestige ne pouvaient supporter⁽¹⁾. Une *réaction* terrible se prépare contre les *iobages* qui ont osé humilier leurs maîtres, et les Roumains de Transylvanie ont horriblement souffert de cette réaction

1. La convention de Kolos-Monostor ne fut jamais appliquée, à cause de l'intransigence des féodaux. Acsady, *A magyar jobagysag toertenete*, Budapest, 1905. p. 152.

jusqu'en 1848, quand le servage fut aboli. Mais alors l'oppression politique vint remplacer l'oppression sociale, et les gouvernements « libéraux » du Dualisme héritèrent de la tâche magyarisatrice des grands féodaux de 1437...

La première manifestation de la réaction féodale contre le traité de Kolos-Monostor fut *l'assemblée de Kapolna*, convoquée par les chefs de la noblesse hongroise de Transylvanie pour le 16 septembre de la même année. Les *trois nations privilégiées* de Transylvanie, c'est-à-dire la noblesse hongroise, les Széklers et les Saxons y prirent part. C'est dans cette assemblée que fut conclue la fameuse *Unio trium nationum*, convention de ces trois nations non roumaines de Transylvanie, dirigée contre l'élément roumain. Cet acte a une importance extraordinaire pour l'avenir politique de la Transylvanie, car il marque le premier pas décisif vers l'entente des Magyars, Széklers et Saxons ayant comme but de s'emparer définitivement et *complètement* de la souveraineté en Transylvanie, de défendre carrément ses privilèges et de réduire l'élément autochtone — leurs Roumains — à l'état de *paria* de la vie politique. *L'Unio trium nationum* marque le commencement du calvaire que les descendants des colons romains durent gravir pendant cinq siècles et qu'ils gravisent encore. C'est une sorte d'alliance défensive et offensive des Hongrois, Széklers et Saxons dirigée

non contre l'ennemi extérieur, mais contre leurs rivaux *intérieurs*, qui étaient en même temps leurs victimes : les Roumains. La convention dit textuellement : « En jurant fidélité au roi, elles (les trois nations fédérées) se promettent un appui réciproque pour *se défendre contre tout ennemi qui se révolterait à l'intérieur*, et reconnaissent même comme un *devoir* des uns envers les autres de faire cela. » La convention de Kapolna comprend en outre une série de prévisions en ce qui concerne les devoirs des trois nations fédérées pour ravitailler leurs troupes. On prévoit aussi des conflits entre les ressortissants des trois nations privilégiées et on chercha à les éviter ou solutionner. Les procès en cours entre les trois nations, « provoqués par l'envie ou l'esprit hostile » seront clos et on empêchera d'autres procès pareils de naître. Enfin : *Celui qui se rendra coupable de trahison envers cette union aura la tête tranchée*. C'est par cette sanction énergique que les trois nations privilégiées crurent devoir assurer la sévère application de la convention de Kapolna.

Voici ce que l'historien *Engel*, qu'on ne peut pas cependant suspecter de roumanophilisme, écrit à propos de ces événements et de la convention de Kapolna (1) : « Les paysans valaques étaient déjà,

1. Engel, *Geschichte des ungarischen Reiches* (Histoire du royaume hongrois), vol. II, p. 363.

l'année passée opprimés et exaspérés par le père minorite Jacques (Marchia), qui parcourait le pays avec escorte militaire et exécutait les schismatiques (valaques)... » Et sur la convention des trois nations non magyares: «... et dès le début cette union n'était dirigée que *contre les Valaques* et les fidèles de l'Église orthodoxe de Transylvanie. »

L'*Unio trium nationum*, cette convention d'esprit essentiellement réactionnaire par laquelle trois complices voulaient supprimer l'existence d'une nation qui les gênait parce qu'elle *était nombreuse et avait des droits*, restera jusqu'à l'époque moderne le *statut principal* de la Transylvanie.

Assurés juridiquement par la convention de Kapolna, les nobles hongrois font lever une armée et veulent exterminer les serfs récalcitrants, qui demandaient l'application du traité de Kolos-Monostor. Une nouvelle révolution des *iobages* éclate en septembre. Les serfs roumains, se souvenant de leur métier de guerriers d'autrefois, organisent une armée nationale et commencent une lutte désespérée. Ils sont nombreux et combattent avec ténacité. L'oligarchie doit céder de nouveau et les deux partis renouvellent le traité de Kolos-Monostor, favorable aux serfs, le 6 octobre. Une clause spéciale du nouveau traité prévoit que les *relations juridiques entre les seigneurs et les serfs seront réglées par le roi*. La question de la dime fut omise. Une règle très

importante fut édictée : le paysan serf pourra changer de maître, après avoir payé ses dettes, il n'est pas *adscriptus glæbæ*. Les obligations des serfs sont encore plus clairement définies. Mais le seigneur conserve son droit de justice. Ce traité est *moins favorable* que celui de Kolos-Monostor.

Mais les conditions favorables aux serfs du traité ne furent jamais respectées par les féodaux magyars. Une *troisième* révolution éclate en décembre. Mais cette fois-ci les nobles restent maîtres de la situation : l'*Unio trium nationum* joua, les Saxons et les Széklers s'empressent d'envoyer des renforts aux seigneurs. L'armée des serfs est battue à Kolos-Monostor le 8 janvier 1438 ; elle se retire à Cluj et Aiud, où elle est assiégée. *La victoire reste aux trois nations privilégiées*, fédérées par la convention de Kapolna. Les seigneurs se vengent cruellement, des massacres de paysans en grand style eurent lieu, et on écartela les chefs du mouvement révolutionnaire. *Les féodaux restent maîtres absolus de leurs relations juridiques avec les serfs*, car les deux traités conclus en 1437 avec les serfs furent déclarés inexistants, et le roi était trop loin pour pouvoir aider les iobages ; — d'ailleurs, le roi n'avait aucun intérêt à se brouiller avec la puissante classe des nobles pour soulager le sort des serfs. Ils restèrent sacrifiés.

Après leur victoire, les trois nations privilégiées : 1° Hongrois, 2° Széklers, et 3° Saxons, convoquent

une nouvelle assemblée à Turda et renouvellent ici, le 2 février 1438, la convention de Kapolna : l'*Unio trium nationum*, qui a sauvé leur situation pendant la dernière révolution et qui resta en vigueur. Il est dit dans la nouvelle convention que les « Saxons prêteront leur appui surtout dans les luttes contre les ennemis des nobles (hongrois) : les paysans (roumains) révolutionnaires ». C'est ainsi que se fait l'alliance entre *Magyars et Allemands* pour maintenir la féodalité et la souveraineté hongroise en Transylvanie. La révolution des paysans roumains de 1437-1438 se termina donc par l'asservissement complet de l'élément roumain, exception faite pour les nobles, qui s'étaient déjà engagés dans la voie de la dénationalisation.

La révolution paysanne de 1514, dont le chef fut Georges Doja, paysan transylvanien qui s'était distingué dans les luttes contre les Turcs, eut un sort identique. Cette révolution a eu un caractère purement social : des serfs roumains, ruthènes, széklers et même hongrois y étaient mêlés dans la même mesure. Il y eut même beaucoup de petits nobles qui s'associèrent au mouvement, tant la haine contre les grands féodaux était intense. Certains auteurs hongrois ont essayé de démontrer que les Roumains de Transylvanie n'auraient pas pris part à cette révolution. Mais les historiens roumains, V. A. Urechia (1),

1. V. A. Urechia, *Revolutiunea lui Doja*.

M.-R. Sirianu

A. D. Xénopol, etc., ont démontré la participation très efficace de l'élément roumain à ce mouvement. L'article 46 de la loi constitutionnelle de 1514 et un diplôme de 1516 attestent qu'il y avait dans les troupes de Georges Doja un grand nombre de petits nobles et paysans (serfs, iobages) roumains des districts de Maramouresh, Satmare, Bihor, etc. Mais bien qu'on ne puisse pas affirmer que la révolution de 1514 a été due uniquement aux serfs roumains, les *conséquences* de ce mouvement, qui fut également étouffé dans le sang — le chef, Doja, fut brûlé — furent très graves pour les Roumains de Transylvanie. Les conditions du servage furent *aggravées par la législation de 1514 contre les serfs*, dont le sort devint encore plus misérable qu'avant cette révolution. Les lois roturières de 1514, faites par les féodaux après la révolution de Doja, reconnaissent aux seigneurs le *droit de justice* sur les serfs, qui renferme celui de vie et de mort ; les serfs n'auront plus le droit de quitter leur maître et le domaine où ils sont nés, même indemnes de dettes, ils deviennent *adscripti glæbæ* ; les charges fiscales et les services qu'ils doivent rendre à leurs seigneurs se sont accrus ; ils tombent dans une *complète dépendance* de leurs maîtres, ils deviennent la *misera plebs contribuens* dont parle le *Tripartitum* du jurisconsulte hongrois Verboeczy Istvan. Cette aggravation considérable des charges sous lesquelles se courbaient déjà les serfs

frappa vivement l'esprit des nobles roumains, qui craignaient d'avoir le même sort que leurs nationaux réduits en servage à cause de leur intransigeance religieuse et nationale. La législation contre les serfs de l'an 1514 donne à ceux des nobles roumains qui restaient encore fidèles à la nationalité et à la religion des ancêtres, le coup décisif : la plupart d'entre eux passent au catholicisme et on verra la noblesse roumaine de Transylvanie se fondre dans la grande masse des nobles hongrois. C'est pour la nation roumaine le pire des résultats des révolutions paysannes, car elle restera longtemps sans chefs, en proie à l'exploitation féodale hongroise.

CHAPITRE VI

*L'invasion turque. — La dynastie des Huniade
Son esprit démocratique
Sa réaction contre l'oligarchie féodale*

La situation juridique dans laquelle se trouvaient les Roumains de Transylvanie après leurs révolutions de 1437-1438 et la réaction féodale qui en résulta, était celle d'un peuple complètement asservi. Ils n'avaient plus aucun droit de souveraineté sur le territoire dont ils étaient les plus anciens habitants. Toute trace de leur ancienne indépendance, de leur autonomie nationale ou régionale, avait disparu. Ils n'existaient plus en tant que nation politique, puisque les seules nations ayant des droits politiques en Transylvanie étaient celles qui avaient fait la convention de Kapolna, celles de *l'Unio trium nationum* de 1437 : les Hongrois, les Saxons et les Széklers. Les Roumains n'étaient plus une nation juridique, ils ne comptaient plus que comme élément d'exploitation sociale et politique, comme une *misera plebs contribuens*, sans droits, mais avec toutes les obligations. Au point de vue du droit public ils étaient

devenus, grâce à l'alliance de leurs adversaires, une quantité négligeable.

Pourtant c'est de cette nation dépouillée de ses droits, réduite à l'état de servage, que surgirent les plus grands héros des luttes de la chrétienté contre l'invasion turque, qui arrêtaient l'élan du Croissant, qui usèrent leur jeunesse et qui donnèrent à l'Europe le temps d'organiser la défense contre les nouveaux envahisseurs. C'est de cette nation de serfs — mais qui avait la plus noble origine — qu'est issu le plus grand roi de Hongrie, le meilleur organisateur juridique, politique, militaire et économique de cet État, ce roi que le peuple reconnaissant appelait *le Juste* : Mathias le Corvin, fils du grand Huniade.

Déjà sous la dynastie des Angevins, au ^{xiv}^e siècle, les Turcs avaient menacé la Hongrie. Louis d'Anjou réussit encore à les maintenir à distance. Sigismond, successeur des Angevins, remporta, avec le concours précieux du prince de Valachie, Mircea le Grand (1386-1418), plusieurs victoires sur les infidèles. Sous Albert d'Autriche, le premier Habsbourg qui monte sur le trône hongrois, le péril turc devient de plus en plus menaçant. L'empire byzantin n'était plus qu'une ombre de puissance : Constantinople se maintenait encore avec peine, petite île chrétienne au milieu de l'immense empire de l'Islam. Les nations balkaniques : Serbes, Bulgares, Grecs, Albanais, étaient vaincues. Les principautés roumaines du

Danube pliaient aussi sous la pression du colosse turc, malgré les victoires du prince valaque Mircea. La Hongrie et l'Autriche même étaient directement menacées.

C'est alors que cette Transylvanie asservie donna à la Hongrie son plus brillant héros, au monde chrétien son plus grand défenseur : *Jean de Huniade, le Corvin*, prince de Transylvanie et gouverneur de la Hongrie, issu d'une modeste famille roumaine du district de Hunedoara (dans le centre de la Transylvanie), qui grâce à son héroïsme et à ses qualités organisatrices, s'est élevé aux plus hautes dignités et fut, pendant seize ans remplis de faits d'armes éclatants, le véritable roi de Hongrie. L'historien Bonfinius (1), parlant de son origine, dit : « Hic enim *Valacho patre, matre vero Græca natus, industria et virtute supra omnium opinionem, suum genus illustravit : parentibus nequagum obscuris editum tradidere. Pater namque inter Valachos, qui Geta-rum Dacorumque loca nunc incolunt, et e Romanis superfuisse colonis, veluti linguæ similitudo testatar, sane creduntur, plurimum apud eam gentem potuisse dicitur. »*

Cette page de Bonfinius atteste l'origine roumaine (valaque) de Huniade en même temps que la filiation romaine des Roumains. D'ailleurs l'origine roumaine de Jean de Huniade n'est

1. *Hist. hongr.*, p. 331.

nullement contestée ; les historiens hongrois mêmes la reconnaissent, comme par exemple le comte Teleky Iosef, le principal historien hongrois de l'époque des Huniade (1). Le pape Callixte III appelle Jean de Huniade « champion de Crist » : *Unicus Christi fortissimus athleta Ioannes Vayvoda de Hunyad*.

Le grand-père de Jean de Huniade, Serban, était *cneaz* (juge) des Roumains de Hunedoara. Son fils Voïcou, père de Huniade, fut anobli par le roi Sigismond pour ses services dans les luttes contre les Turcs et reçut, comme fief, le château de Huniade (ou Hunedoara), en 1409. Voïcou eut trois fils, tous soldats, dont le plus brave était *Jean*, qui fit une carrière rapide et brillante. Il se distingue déjà au temps de Sigismond qu'il suit au sacre d'Aix-la-Chapelle, au concile de Constanz et dans d'autres voyages et expéditions. Il se distingue dans les luttes contre les hussites. Le nouveau roi, Albert d'Autriche, lui confie en mai 1439 les marches méridionales du royaume, avec les châteaux d'Orshova, Séverin, Michald et Goerény. Après quelques mois d'administration, dans lesquels il fait valoir ses excellentes qualités d'organisateur, le roi le fait *duc* (ban) de Séverin, et le petit-fils du *cneaz* (juge)

1. Comte Iosef de Teleky, *A Hunyadiak kora Magyarországon*.

valaque devient ainsi l'un des premiers aristocrates de Hongrie. Il deviendra bientôt le premier personnage du royaume et le véritable roi de Hongrie. Après la mort d'Albert d'Autriche (1439) la Hongrie se divisa en deux grands partis, dont l'un voulait imposer au pays comme roi le fils posthume d'Albert, Ladislas et l'autre, dont faisait partie Jean de Huniade, soutenait la candidature de Wladislaw, roi de Bohême. Le parti de Wladislaw l'emporta grâce à l'influence déjà prédominante de Huniade. Le nouveau roi se montre reconnaissant, le fait son conseiller et lui confie la forteresse et la ville de Belgrade, point stratégique très important. Huniade s'illustra d'abord par plusieurs grandes victoires sur les Turcs qui voulaient envahir la Hongrie ; Huniade écrase les armées turques à Semendria et Sibiu. Il achève les fortifications de Belgrade et fait construire, en 1443, la forteresse Temesvar, qui resta longtemps un réduit puissant de la chrétienté.

C'est à cette époque que Jean de Huniade prend un ascendant décisif sur le gouvernement de Hongrie. Il devient l'âme de l'armée, le principal conseiller du roi et le directeur de la *politique extérieure* du royaume.

Dans les affaires intérieures Jean de Huniade se fait remarquer par son *attitude nettement hostile à l'oligarchie féodale*, qui l'avait toujours considéré comme un intrus. Ce qui caractérise surtout la poli-

tique intérieure de Huniade, ce sont ses tendances résolument *démocratiques* et son esprit de justice. La Diète (1) de 1444, dans laquelle Huniade fait déjà valoir son influence, promulgua plusieurs *lois dirigées contre la noblesse féodale*. Une loi décréta que le roi seul avait le droit de frapper monnaie et défendit aux grands féodaux d'usurper ce droit royal. Plusieurs droits fiscaux que les féodaux avaient usurpés et qui appartenaient à la Couronne, furent rétablis en faveur de l'administration royale, comme par exemple le *cinquantième* en Transylvanie, le droit sur les fourrures en Slavonie, les contributions des Juifs et des Koumanes, le trentième sur le sel (une sorte de gabelle) et le produit des mines, en Transylvanie, etc. Des mesures sévères sont prises par les lois de 1444 pour *protéger la propriété privée*, pour empêcher les nombreux *abus* des divers dignitaires et fonctionnaires, notamment les usurpations de propriété. Des sanctions sont édictées contre les nobles ayant *usurpé* ou *pillé* les propriétés des autres. Les propriétés usurpées ou indûment confisquées pendant les derniers troubles sont restituées à leurs vrais propriétaires. Un article des lois de 1444 prévoit la *démolition des châteaux forts* des nobles qui ont organisé ou toléré des pillages.

1. Nom de l'ancienne Chambre hongroise composée des représentants des classes privilégiées.

Des sanctions très sévères sont prévues contre les hauts fonctionnaires qui méconnaîtraient les ordres royaux ou en empêcheraient l'exécution. Il est interdit aux nobles de retenir pour leur compte les contributions dues à la Couronne. La loi prévoit également le jugement, la procédure et les peines dans les *procès des nobles* accusés de crime, incendie, pillage ou usurpation. Ils étaient jugés par un tribunal spécial composé de 8 membres (*octavum*) et présidé par le commissaire royal. Le jugement du procès ne pouvait être ajourné, mais *si l'accusé ne se présentait pas il était condamné à la mort et ses biens étaient confisqués*. L'administration des comitats (comtés) est confiée à une commission dans laquelle siègent le commissaire du roi (*foe-ispan*), son adjoint (*vice-ispan*) et 4 délégués nobles, qui jugent et administrent. Contre les arrêts de cette commission il y a *droit d'appel* à la Cour royale (*curia regalis*). Le roi s'oblige à son tour à ne pas faire de donations de fiefs aux étrangers et à ne pas nommer des étrangers dans les fonctions publiques. Le droit de déclarer la guerre et de conclure la paix appartient *au roi seul* (1).

On remarquera que cette législation de la Diète de 1444 est nettement hostile aux tendances de l'oligarchie féodale magyare d'accaparer tout pouvoir dans l'État. Le pouvoir royal est non seulement con-

1. Kovachich, *Sylloge Decretorum*, t. I, p. 74.

solidé, mais étendu, et des sanctions sévères sont édictées contre les nobles rebelles. Les châteaux forts, ces repaires des bandits féodaux, sont en partie détruits. Jean de Huniade, qui *s'appuyait sur la petite noblesse et le peuple*, était, dans cette action contre les grands féodaux, le principal soutien de la Couronne. C'est grâce à son influence croissante et grâce au dévouement de la petite noblesse, que le roi Wladislaw réussit à imposer cette législation qui réduisait sensiblement le pouvoir de la haute noblesse hongroise. A ce point de vue, l'influence de Jean de Huniade dans la politique intérieure de la Hongrie *peut être comparée à celle qu'exerça Richelieu en France* : elle frappait la féodalité.

La législation de 1444 avait été favorable à la royauté, mais elle n'avait rien fait pour le peuple, dont l'immense majorité subissait le servage. Huniade n'est pas assez fort pour imposer ses vues démocratiques à une Chambre composée *exclusivement* de représentants des *ordres privilégiés*. Mais ce qu'il ne peut pas faire officiellement par la loi, il le fait par *son administration* qui était imbue d'un esprit essentiellement *démocratique et égalitaire*, chose extraordinaire pour le xv^e siècle, le siècle de la féodalité par excellence. Le 24 avril 1444 il envoie de Pest, à ses nombreux lieutenants et administrateurs (1), *des*

1. Jean de Huniade était devenu pendant ce temps-là le plus puissant prince de Hongrie. Il était prince de Transylvanie, duc

instructions très précises en faveur des paysans serfs (iobages), leur accordant le droit de changer de seigneur s'ils avaient payé leurs dettes. Les seigneurs ayant leurs propriétés sur les domaines de Huniade avaient ordre de respecter ce droit des serfs, car Huniade considérait sa mesure comme une restitutio in integrum des anciens décrets royaux qui reconnaissaient aux paysans serfs ce droit (1). Jean de Huniade, qui connaissait très bien les doléances des Roumains de Transylvanie, puisqu'il était le fils de ce pays, intervenait d'ailleurs personnellement en faveur des serfs, pour adoucir leur sort.

Le roi Wladislaw tomba dans la bataille de Varna (1444). Huniade restait le premier personnage du royaume, c'est de lui que la Hongrie attendait sa réorganisation après le désastre de Varna et son salut. Les ordres lui confèrent le titre de *capitaine suprême du royaume* qui, en 1446, fut encore changé en celui de *gouverneur (gubernator) du royaume de Hongrie*. Jean de Huniade devint donc chef du pouvoir exécutif et le véritable souverain de la Hongrie. C'est à cette époque (1445-1553) que Huniade put exercer sa plus grande influence non

du Banat de Séverin, comte de Temesvar, marquis, etc., et avait des fiefs, domaines, villes et forteresses partout en Hongrie, Transylvanie et dans le Banat de *Temesvar*, où il avait fixé sa résidence.

1. Législation du roi Sigismond, publiée par Kovachich dans le *Sylloge Decretorum*.

seulement sur la politique extérieure de la Hongrie, *qui se résumait dans l'idée de combattre les Turcs*, mais aussi dans la politique intérieure du royaume, dans laquelle il s'efforçait de *faire régner le droit et la justice*. Il avait à combattre l'opposition des féodaux magyars, qui avaient depuis longtemps reconnu en lui un ennemi puissant et implacable, mais qui étaient impuissants à paralyser son influence parce que Huniade était *l'homme de la situation* : le péril turc, toujours croissant, le rendait indispensable.

La Diète de 1445, réunie à Pest, vint consacrer par l'article 22 de sa loi la manière de voir du gouverneur dans la question du droit des paysans serfs de changer de maîtres. Voici cet article : « Les iobages (serfs) de n'importe quel seigneur, qui auront payé leurs fermages légaux ou d'autres dettes reconnues par la loi, *auront le droit de quitter la terre de leurs anciens maîtres et d'aller s'établir sur d'autres domaines*, après l'application de la peine prévue dans la loi respective du roi Sigismond, notre prédécesseur (1). » On sait qu'en ce qui concerne les Roumains de Transylvanie ils avaient perdu ce droit à la suite de la réaction féodale qui a étouffé les révolutions de 1437 et 1438, et qu'ils étaient *adscripti glæbæ*. Jean de Huniade s'érige donc en

1. Kovachich, *Sylloge Decretorum*.

défenseur des droits des serfs (iobages) et indirectement en champion des intérêts des Roumains de Transylvanie, ses nationaux.

L'administration de Jean de Huniade devait lutter non seulement avec l'opposition, mais aussi avec la mauvaise foi et les malversations des nobles hongrois. Ceux-ci ne se gênaient pas pour utiliser dans leurs affaires privées, ou même dilapider, les fonds qu'ils avaient délégué de percevoir comme contribution de guerre. Les historiens hongrois eux-mêmes (par exemple Fraknoi) citent l'exemple d'un grand seigneur hongrois, nommé Nagyfalvi Gyoergy, qui reçut de Jean de Huniade 500 florins pour recruter des soldats et participer à une expédition contre les Turcs. Le magnat hongrois encaissa la somme, mais ne recruta aucun soldat et se garda bien d'aller se battre. Il n'y avait, en Hongrie, qu'un seul homme qui connaissait et faisait son devoir, qui déployait un courage, une énergie et une probité dont étaient incapables les féodaux hongrois : Jean de Huniade (1).

Les droits du gouverneur étaient *pareils aux droits royaux*. Il est *le commandant en chef des armées hongroises*, il est *le chef de l'administration*. Un conseil composé de deux archevêques, le chancelier palatin, le grand juge et six nobles secondait le gouverneur et exerçait un certain contrôle dans l'admi-

1. Jean Russu Sirianu, *Iobagia (le Servage)*. Arad, 1908, vol. I, p. 354 et suiv.

nistration des biens royaux. Le gouverneur avait le droit de fixer sa résidence dans n'importe quelle ville ou quel château du roi. *La petite noblesse*, qui divisait Jean de Huniade, avait réussi à lui assurer ces droits comme gouverneur dans la Diète de 1446. Elle soutenait le gouverneur contre les intrigues des grands féodaux.

C'est comme gouverneur de la Hongrie que Jean de Huniade a manifesté *ses principes démocratiques* et *sa sollicitude pour la cause de l'élément roumain*. En 1450, le pape avait accordé à la noblesse le droit de pèlerinage. Jean de Huniade écrit au pape en le priant d'accorder ce droit à tous les habitants de la Hongrie car, disait-il, « tous ont une *patrie commune* et des *intérêts communs* » (1). Huniade veillait, comme gouverneur, sur le sort des paysans serfs qu'il protégeait en toute occasion. Il punissait sévèrement les nobles qui, abusant de leurs droits, accroissaient les charges des serfs. Une *protection toute spéciale* accordait Huniade aux Roumains de Transylvanie. Il confirme les anciens privilèges des Roumains du district Joupâni et les dispense de toute contribution (2). Il accorde diverses faveurs et des privilèges importants aux anciens villages roumains

1. Fraknoi, *Magyarország és a Szentsték* (la Hongrie et le Saint-Siège), vol. II, p. 73.

2. E. Hurmuzachi, *Documente*, 1890, p. 745. Bucarest.

autonomes (*les cnezates*) (1), il autorise la fondation d'un grand nombre de villages roumains en Transylvanie, dans le Banat de Temesvar et dans le district d'Oradea-Mare. Avec le consentement du gouverneur, Jean Vitéz, évêque d'Oradea-Mare, accorde, en 1451, aux *iobages* (serfs) de Beius et de neuf villages roumains des environs des privilèges tout à fait exceptionnels, comme par exemple celui de n'être plus jugés par les seigneurs, mais par *ses propres juges et jurés* (2). C'est une sorte de retour à l'ancien état de choses quand les Roumains avaient leur autonomie régionale. Partout le gouverneur laisse sentir son influence en faveur de ses conationaux qu'il savait braves, mais malheureux.

En mars 1452, le jeune prince Ladislas, fils posthume d'Albert d'Autriche, est reconnu roi par la Diète. Le gouverneur de la Hongrie et les dignitaires du royaume vont à Vienne et, après de longues négociations avec le roi Frédéric, tuteur du jeune roi, rentrent en Hongrie avec le nouveau souverain. Jean de Huniade garde son influence prépondérante dans les affaires de l'État, il reste le commandant en chef de l'armée et administrateur des domaines

1. Lehoczky Tivadar, *Toerténelmi tar* (Recueil historique). Budapest, 1890.

2. Acsady Ignacz, *A Magyar jobagysag toerténete*. Budapest, 1906, p. 158.

royaux (1). L'évêque Jean Vitéz, ami de Huniade, est nommé chancelier. Le roi confirme tous les actes administratifs et les donations faits sous le gouvernement de Huniade, et lui donne comme récompense de ses brillants services le comté de Bistritza, en Transylvanie, et les châteaux et terres de Déva et Goergény (2). Le jeune prince Ladislas, fils aîné de Jean de Huniade, est nommé grand duc (*ban*) de Croatie et de Dalmatie. En réalité, Jean de Huniade garde son influence, surtout dans les affaires extérieures et la défense du royaume. Une lettre que Huniade adresse au duc de Milan, Sforza, le 20 avril 1453, et dont l'original se trouve dans les archives de l'État, à Milan, nous prouve que c'est toujours l'ancien gouverneur, Huniade, qui représente à l'extérieur la Hongrie et entretient des relations avec les souverains d'Europe (3).

La puissance et la popularité de Huniade restent inattaquables, malgré les intrigues de l'oligarchie féodale qui demandait au roi la disgrâce de Huniade. La petite noblesse et le peuple n'eussent pas toléré sa disgrâce : on l'idolâtrait. D'ailleurs Huniade était toujours l'homme indispensable car le péril turc menaçait de nouveau la Hongrie et toute la chrétienté. Constantinople était tombé entre les mains

1. Comte de Teleky, *A Hunyadiak kora Magyarországon*, t. X, p. 379.

2. J. Russu Sirianu, ouvr. cité, vol. I, p. 358.

3. *Ibid.*, t. I, p. 347.

des Infidèles (1453) et son conquérant, le sultan Mahomed II, après avoir vaincu la résistance des peuples balkaniques, commença le siège de Belgrade (1456). Si cette ville tombait, les Turcs avaient les portes ouvertes. Le danger était grave, car le sultan était à la tête d'une formidable armée. Le jeune roi Ladislas d'Autriche se réfugia à Vienne, les féodaux hongrois hésitaient : ils ne se sentaient pas capables de tenir tête à l'orage. Jean de Huniade restait seul et seul il sauva le royaume et la chrétienté. La petite noblesse et *le peuple* surtout témoignèrent leur reconnaissance. Les paysans serfs, les *iobages roumains*, n'avaient pas oublié le traitement humain et la générosité dont l'ancien gouverneur les avait comblés (1). Aussi vit-on des dizaines de milliers de *paysans serfs* accourir sous les drapeaux de Huniade que le peuple aimait et admirait et dans lequel il avait une confiance aveugle. Le grand capitaine ne trompa point l'attente du monde chrétien dont le regard était fixé sur lui. Il délivra Belgrade après des efforts extraordinaires et écrasa l'armée du Sultan (1456). La Hongrie entière le salua comme son sauveur. Mais le grand homme, qui avait arrêté l'invasion turque pour cent ans, mourut peu de jours après cette dernière et décisive victoire. Le peuple

1. Acsady Ignacz, *A magyar jobagysag toerténete (Histoire du servage hongrois)*. Budapest, 1906, p. 159.

de Hongrie pleura longtemps son grand bienfaiteur. La petite noblesse, dont il avait été l'idole, montra sa reconnaissance en donnant à son fils, le jeune *Mathias* qui n'avait que dix-sept ans, la couronne. L'esprit du grand disparu dominait encore le pays. C'est ainsi que le petit-fils d'un simple *juge de village* roumain devint, grâce aux mérites de son père roi de Hongrie (1).

La situation juridique des Roumains de Transylvanie reste sous le règne de Mathias de Huniade (ou Matthias, 1458-1490) la même que sous le gouvernement de Jean de Huniade. La politique du nouveau roi s'inspire du même souci de *faire régner la justice*, du même esprit *démocratique* et *hostile à l'oligarchie féodale magyare* et de la même sollicitude pour la cause des paysans serfs (les *iobages*) et du peuple en général. Le fils de Huniade, Roumain par sa naissance et son esprit démocratique et généreux, fut le plus illustre des rois de Hongrie. Il fut non seulement un vaillant guerrier, un conquérant heureux, mais un *législateur* éminent, un protecteur des sciences et des lettres ; il fonda l'Université de Buda. Il créa de nombreuses institutions juridiques, son *administration* fut *honnête* et énergique en même temps ; il

1. Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de relater les nombreuses victoires sur les Turcs de la dynastie de Huniade, ni ses succès dans la politique extérieure de la Hongrie.

fut le créateur de *l'armée permanente* en Hongrie, le défenseur infatigable du territoire. Son esprit de justice est resté légendaire; après sa mort le peuple disait : « Le roi Mathias est mort, la justice est morte avec lui. » Sous aucun roi de Hongrie la justice ne fut mieux organisée et exercée que sous lui ; le roi lui-même présidait dans son tribunal, quant aux petites affaires il en contrôlait personnellement le jugement. Sa sollicitude pour les souffrances du peuple était si grande qu'il se mêlait, travesti, dans le peuple pour se convaincre personnellement de sa véritable situation et de ses doléances. Il cherche à garantir les paysans serfs (*iobages*) contre les injustices, usurpations, exactions et chicanes des grands nobles féodaux ; sa législation est inspirée de l'idée qu'il faut laisser aux serfs certaines libertés (notamment celle de changer de maître) et leur assurer une vie supportable. Dans sa politique extérieure il poursuivait l'affaiblissement de l'empire turc et de l'Autriche, et l'élévation de la Hongrie au rang de *grande puissance européenne*. Cet idéal politique il l'avait atteint à la fin de son règne, car il se trouvait *maître de l'Europe centrale* ayant conquis les principales provinces de l'Autriche (Silésie, Moravie, Basse-Autriche), la Dalmatie, la Bosnie, etc., et avait fixé sa résidence à Vienne. Quant à sa politique intérieure il avait réussi à *maîtriser l'oligarchie féodale*, qui ne cessait pas de conspirer contre lui — comme elle

avait conspiré contre son père — à *raffermir l'autorité royale* et à adoucir la situation des masses populaires par une série de mesures législatives et administratives.

C'est la petite noblesse, qui, ayant rassemblé à Pest une armée de 40.000 hommes, proclama Mathias roi de Hongrie et imposa cette élection aux grands féodaux, hostiles à cette candidature. Mathias a hérité des amis et des ennemis de son père. Comme Jean de Huniade, dans la lutte contre les grands seigneurs, il s'appuie sur la petite noblesse, certaines villes et le peuple. La même Diète du commencement de l'année 1458, qui a élu Mathias, s'est souvenue des mérites des masses populaires dans la dernière guerre turque (1456, la délivrance de Belgrade) et, par l'article 15 de la loi qu'elle vota, *confirma l'ancien droit des serfs de changer librement de maître* (1). Mais l'oligarchie féodale, qui avait fait une constante opposition à Jean Huniade et qui l'avait laissé combattre seul les Turcs, cette même oligarchie qui avait sacrifié à sa haine le jeune duc Ladislas, fils aîné de Huniade et frère de Mathias, *conspira* contre le nouveau roi reçu en triomphe par le peuple. Les magnats Garay Laszlo, Ujlaki Miklos et Giskra étaient à la tête de cette conspiration, à laquelle prit d'ailleurs part aussi le seigneur de Szilagy, oncle de Mathias, mécontent

1. Acsàdy Ignacz, *A magyar jobagysag toerténete* (Histoire du Servage hongrois), Budapest 1906, p. 159.

du rôle peu important que son jeune neveu lui accordait dans les affaires. Mais le jeune et énergique roi ne perdit pas la tête. Il fait arrêter de Szilagyî et le tient en bonne garde dans le château de Siria. Cette mesure énergique ne tarde pas à impressionner les oligarches conspirateurs. La Diète de décembre 1458 consacre la réconciliation, de trop courte durée d'ailleurs, entre le roi et des aristocrates. Cette même Diète vote une série de lois de nature administrative. L'année suivante la Diète fut convoquée à Szegegin. La haute noblesse arrive *armée* et résolue à combattre les tendances trop démocratiques du nouveau roi ; elle demande fermement que le roi réduise les droits « exagérés » des serfs. Sous la pression du nombre et ayant besoin du concours de la noblesse dans la campagne qu'il préparait, Mathias céda aux injonctions des aristocrates et l'article 30 de la loi de 1459 *suspend pour un an le droit des iobages* (serfs) *de changer de maître* ; mais, en réalité, cette suspension dura davantage, car les guerres de Mathias et ses préoccupations de politique extérieure l'empêchèrent pour un certain temps de s'occuper de cette question si contestée du droit des serfs de changer de maître. Ce n'est que le 29 mars 1464 que le roi, ayant consolidé la situation, fut couronné roi de Hongrie, avec la couronne de Saint-Étienne. La Diète de Tolna avait renouvelé, en 1463, l'interdiction pour les iobages de changer de seigneur. Mais le roi ne

s'incline pas. Dans la Diète de 1467 il a le dessus et réussit à imposer aux ordres une série de mesures démocratiques : il *supprime* un certain nombre de *privilèges* financiers des nobles, qu'ils avaient acquis sous les Angevins. Un nouveau complot contre Mathias fut tramé par les grands seigneurs féodaux, à la tête desquels se trouvaient cette fois Szentgyoergyi Janos, duc de Transylvanie, et les seigneurs Istvan et Imre de Zapolya. Les conspirateurs lèvent même une armée et déclarent Mathias déchu. Mais le roi quitte, le 19 août 1468, inopinément sa capitale et poursuit l'armée des rebelles en Transylvanie ; il écrase les conspirateurs à Cluj (Klausenburg). Mais une expédition qu'il dirige contre le prince Étienne le Grand de Moldavie (1457-1504), qui avait trempé dans le complot, est moins heureuse : le prince moldave le surprend, pendant la nuit, à Baïa, en Moldavie, et, après un massacre horrible, l'oblige de regagner la Hongrie. Le roi garde cependant vis-à-vis des aristocrates magyars ses avantages qui se traduisent par une nouvelle *législation favorable à la cause des paysans serfs* (iobages). Le roi lui-même veut donner un exemple d'humanité aux nobles. Voici ce que dit l'article 2 de la loi de 1468 sur la liberté des serfs de changer de seigneur : « En ce qui concerne la liberté des serfs de quitter le domaine où ils travaillent, qu'on respecte l'ancienne loi du royaume, ainsi : les grands propriétaires sont obligés de congédier les

serfs qui désireraient passer sur des domaines plus petits, de même, les petits propriétaires devront laisser s'en aller librement les serfs qui veulent s'établir sur des domaines plus importants. *Cette liberté nous voulons la respecter Nous-mêmes sur nos propriétés* ». C'est ainsi que le roi lui-même donna aux grands seigneurs l'exemple du *respect de la loi* et d'une *conception plus humaine* en ce qui concerne le traitement des serfs.

Cette lutte entre Mathias et l'oligarchie hongroise continue avec des alternatives de succès et d'échecs. En 1470, le roi doit faire au grands seigneurs des concessions et décréter que les serfs qui ont indûment quitté les domaines des nobles pour s'établir sur ceux du roi, de la reine ou des villes, pourront être ramenés chez leurs anciens maîtres *manu militari*. Mais, en 1471, le roi reprend ses avantages sur l'oligarchie; il confirme de nouveau la liberté des serfs de quitter leurs maîtres et édicte que la *noblesse des comtés* — il compte naturellement sur la petite noblesse — *doit prendre les armes contre les grands propriétaires féodaux qui s'opposeraient aux mesures prises par le roi et ses représentants pour la protection des iobages (serfs)*. En automne 1471 et au printemps de 1472, les grands seigneurs féodaux réussissent de nouveau à mettre en échec le roi. L'article 14 de la loi de 1474 suspend de nouveau la liberté des serfs de quitter leurs maîtres. Mais

Mathias ne peut pas tolérer cet échec. Ses victoires sur les Turcs et les Allemands — il poursuit l'empereur allemand, battu, jusqu'à Linz — lui donne la force et le prestige de parler en maître à l'intérieur. Dans la Diète de 1478, il reconquiert les positions perdues. A mesure que sa puissance augmente par ses succès militaires, par ses conquêtes dans la péninsule balkanique et en Autriche, la situation de Mathias vis-à-vis de la noblesse féodale hongroise s'améliore et il peut imposer à la législation et à son administration son esprit de justice et d'égalité. L'article 39 de la loi de 1486 garantissait de nouveau aux paysans serfs leur ancien droit de changer librement de maître; il dit textuellement : « Que personne n'ose, par violence ou par ruse et, contrairement à la coutume du pays, empêcher le serf de s'en aller librement, à fin que le pauvre puisse rester où il veut ou s'en aller où il lui plaît. » On remarque bien la grande sollicitude du roi, issu de la modeste famille roumaine de Hunédoara, pour le sort des serfs dont ils connaissent la déplorable situation. L'article 25 de la même loi (1486) *ordonne aux chefs des comitats (comtés) de protéger les iobages (serfs) contre la rapacité des grands seigneurs (hongrois), de bien contrôler si les taxes et contributions qu'ils perçoivent sont légales, de procéder à une revision des tarifs et d'observer en vertu de quelle loi le seigneur demande la contribution ou la taxe respectives. La*

loi de 1486, inspirée par le roi dit : *Il faut que les rois et princes s'illustrent non seulement par les armes mais aussi par leurs lois, et qu'ils gouvernent leurs peuples plutôt en vertu des institutions bonnes et stables qu'avec la force sévère de leur souveraineté absolue.* Ce seul article de loi, que Mathias a su imposer à une oligarchie imbue d'idées réactionnaires et égoïstes, nous montre son génie dans toute sa brillante splendeur. Pour assurer l'honnêteté et l'indépendance des fonctionnaires il ordonne qu'on nomme dans les fonctions publiques des personnes riches et dont la probité est bien connue. Il introduit l'électivité de certaines fonctions. Il réorganise la Justice, créant le *Tribunal royal*, dont il préside en personne les séances, les « Tables royales », tribunaux régionaux de deuxième instance et les Tribunaux des comitats, qui sont de première instance. Cette organisation servira comme base au pouvoir judiciaire de la Hongrie moderne.

C'est en pleine activité, au milieu de ses succès, que ce roi d'un génie extraordinaire, dont l'œuvre fut prodigieuse, est mort relativement jeune à Vienne (1490). Il n'avait que quarante-sept ans. L'impression de son règne a dominé encore longtemps l'esprit public en Hongrie et le peuple lui garda un souvenir reconnaissant, qui vit encore. Et ce grand roi, cet excellent organisateur, ce juste législateur, ce vaillant conquérant, ce protecteur des sciences et des

arts (1), c'est la Transylvanie asservie qui le donna à la Hongrie conquérante : cruelle ironie d'une époque où l'idée de nationalité était *méconnue*.

Jean Corvin, fils naturel de Mathias et petit-fils de Jean de Huniade, ne réussit pas à s'assurer le trône de son père. L'oligarchie hongroise l'en empêcha. C'est le dernier Huniade.

1. Mathias de Huniade avait appelé à sa cour un grand nombre d'écrivains et d'artistes de *la Renaissance* italienne.

CHAPITRE VII

*La Transylvanie indépendante sous les princes
hongrois. — Pierre Raresh
Michel le Brave. — L'unité roumaine.
(1526-1691)*

La dynastie des Huniade, que les Roumains de Transylvanie avaient donnée au royaume hongrois, a eu un double mérite : 1° elle a su, malgré l'opposition constante de l'oligarchie féodale magyare, assurer le prestige de la Couronne, l'unité politique et l'harmonie sociale du royaume ; 2° elle a su défendre la Hongrie contre l'invasion turque qui était à ses portes, et qui menaçait toute l'Europe orientale et centrale. Le fils légitime du roi Mathias, Jean Corvin, moins énergique d'ailleurs et moins doué que son père et grand-père, fut empêché par les grands seigneurs hongrois d'arriver au trône, et ce dernier Huniade dut assister, impuissant, à l'agonie de la Hongrie. L'anarchie et la décadence s'ensuivirent. Quelques dizaines d'années après la mort de Mathias l'armée hongroise fut écrasée dans la plaine de Mohacs (1526) et le fier royaume des Huniade fut bientôt

réduit en *province turque*. Les Habsbourg, qui, alliés aux derniers rois, avaient des prétentions sur la Couronne de Hongrie, n'empêchèrent guère ce désastre. La Hongrie se divisa bientôt en trois parties : 1^o le centre, c'est-à-dire la grande plaine de Hongrie, le Banat, la Croatie et le « Dunantul » (l'ancienne Pannonie) appartenait à l'empire turc ; c'était la plus grande et la plus riche partie de la Hongrie. Les Turcs s'installèrent à Buda et la province fut divisée en plusieurs districts administrés par des pachas ; 2^o les parties du Nord et Nord-Ouest restèrent à la Couronne de Saint-Étienne ; les Habsbourg, comme les successeurs légitimes de Ladislas II, tombé à Mohacs, occupèrent cette partie, la moins étendue et la moins riche ; 3^o la *Transylvanie* et certains comitats du Nord-Est (Maramouresh, Ung, Bereg, Satmar, Szilagy, etc.) devinrent un *État indépendant*, une principauté gouvernée par des princes issus de l'aristocratie hongroise de Transylvanie.

Cette principauté indépendante, qui devint plus tard le refuge du nationalisme hongrois *en même temps* que celui de la nationalité roumaine, a joué pendant deux siècles un rôle assez important dans l'Histoire de l'Europe. Elle fut d'abord une *citadelle imprenable de la chrétienté* dans ses luttes contre les Turcs. Pour les princes roumains de Valachie et de Moldavie ce fut le refuge suprême dans les heures des grands revers. La Transylvanie devint ensuite,

au commencement du xvii^e siècle, un centre de la résistance protestante (calviniste et luthérienne) contre la persécution religieuse pratiquée par les Habsbourg. Dans la guerre de Trente ans la principauté joua un rôle assez considérable et elle fut mentionnée dans le traité de Westphalie. Enfin elle devint le foyer constant de la résistance nationale hongroise contre les tendances centralisatrices de la maison de Habsbourg : les princes hongrois Bocskai, Gabriel Bethlen, Thoekoely, Rakoczy, chefs des révolutions magyares, furent tous des princes de Transylvanie, et c'est dans cette ancienne province romaine que le nationalisme hongrois puisait des forces dans sa lutte pour l'indépendance de la Hongrie. Ainsi la terre classique du roumanisme, le berceau de la race roumaine, a servi pendant deux siècles de refuge aux adversaires de la nation roumaine. Et cela n'a été possible que parce que la population roumaine — au moins sa grande majorité — était réduite à la servitude, parce que les Roumains de Transylvanie n'étaient plus souverains de leur pays.

La principauté put, grâce à sa situation géographique exceptionnellement favorable et surtout *grâce à l'appui des principautés roumaines* du Danube : la Valachie et la Moldavie, qui formaient, au sud, une barrière vivante que les Turcs ne purent franchir, conserver son indépendance jusqu'à la fin du xvii^e siècle, quand la maison d'Autriche, victorieuse des

Tures, réussit, après une longue série d'intrigues, à imposer sa domination à la Transylvanie.

La situation juridique des Roumains n'a pas changé pendant cette période-là. La convention de Kapolna de 1437, par laquelle *les trois nations privilégiées* s'obligèrent à se soutenir réciproquement au cas d'une révolution roumaine, était toujours en vigueur. Elle fut *renouvelée*, officiellement, par écrit, en 1542, à Turda, mais elle était reconnue existante aussi par un tacite consentement des nobles hongrois, Saxons et Széklers, formant cette *Unio trium nationum* qui assurait à la race magyare la souveraineté de la principauté indépendante. La *grande masse* de la population roumaine subissait toujours la *iobagia*, ce servage organisé si adroitement pour servir les intérêts économiques et politiques de la noblesse hongroise. Les *privilèges* que la dynastie des Huniade avait, par un esprit de justice et de clairvoyance patriotique si généreusement accordés à de nombreux villages roumains, avaient peu à peu disparu ou étaient singulièrement réduits sous les successeurs de Mathias, médiocres et sans clairvoyance politique. L'oligarchie était devenue toute-puissante. L'article premier de la loi votée par la Diète de 1492, deux ans après la mort de Mathias, avait consacré définitivement les privilèges et l'autorité presque sans borne des grands seigneurs ; l'article 9 de la même loi ose même réduire les droits souverains du roi

(Wladislaw), lui interdisant de faire certaines donations par lesquelles il aurait pu se créer des amis puissants. La loi de 1492 était, pratiquement, une arme dans les mains des grands féodaux. Le roi lui-même se plaint du pouvoir trop grand de l'oligarchie et, dans la Diète de 1493, il accuse les aristocrates hongrois de vols et de malversations. Quant à la situation des serfs, elle devient de plus en plus insupportable et amènera la *révolution paysanne de 1514*, conduite par le paysan székler Georges Dozsa (Doja). Si les successeurs des Huniade avaient pratiqué la politique sage et généreuse qui a caractérisé cette dynastie d'origine roumaine et dont le trait principal était *précisément* une grande sollicitude pour la situation des paysans serfs, la révolution de Doja n'aurait pas éclaté et la Hongrie n'aurait pas souffert des conséquences politiques et morales désastreuses de cette révolution sociale cruellement réprimée. Voici ce que dit l'historien hongrois Ignacz Acsady sur cette *crise générale* dans laquelle se débattait la Hongrie et la Transylvanie à cause de l'esprit égoïste et étroit de l'oligarchie magyare : « Dans l'organisme de l'État vient de naître ce terrible procès intérieur qui, dans la langue des nobles, s'appelle *auto-intoxication* et qui, en pénétrant dans toutes les entrailles de l'État, l'ont paralysé et mis dans l'impossibilité de remplir sa mission. Même les Széklers libres étaient traités de telle manière qu'ils émigrèrent en masse dans les

principautés valaques voisines et menacèrent même de quitter tous la patrie (1492-1493). » (1) On peut s'imaginer facilement quelles devaient être les misères de la population paysanne si un historien hongrois les dénonce en termes si énergiques. Après la révolution de Doja, étouffée dans le sang par les troupes de l'oligarchie hongroise de Transylvanie, la Diète de 1514 prononça des sanctions sévères contre les paysans serfs. La principale fut qu'ils *perdirent définitivement le droit de changer de maître*, ce droit pour lequel Jean et Mathias de Huniade avaient fait tant de sacrifices. Après la défaite de Mohacz (1526) il y aura deux catégories de servages : 1° *le servage hongrois*, dans les régions appartenant encore à la Couronne de Hongrie, et 2° *le servage turc*, dans les régions occupées par l'empire turc. Et, chose singulière, il y a de nombreux témoignages authentiques qui prouvent *que le servage turc était moins dur, moins barbare que le servage hongrois*. Les « infidèles » se montraient plus doux, plus humains avec la population iobage que les grands seigneurs hongrois, les historiens hongrois mêmes le reconnaissent.

En Transylvanie, la situation des serfs n'est pas meilleure. Jusqu'en 1526 la Transylvanie appartenait directement à la Hongrie. La législation de la Diète

1. Acsady Ignacz, ouvr. cité, p. 169.

de 1514, si onéreuse pour les serfs, était donc en vigueur quand la Transylvanie fut séparée de la Hongrie habsbourgeoise par l'invasion turque. Les aristocrates hongrois, les Saxons et les nobles széklers n'avaient d'ailleurs point besoin de l'appui de la loi hongroise : ils étaient les seuls privilégiés, les seuls maîtres dans la principauté ; les Roumains n'étaient qu'une *nationalité tolérée* sans aucun droit politique. Il existait chez ces trois nations privilégiées un « principe de l'infériorité humaine du Valaque » (1), qui les empêchait de considérer le Roumain comme un être humain susceptible d'avoir des droits égaux à ceux de ces trois nations maîtresses. Mais deux princes roumains : *Pierre Raresch* de Moldavie (1527-1538 et 1541-1546) et *Michel le Brave* de Valachie (1593-1601) se chargèrent de leur démontrer que les Roumains ne sont pas tout à fait inférieurs à ces trois races qui s'étaient alliées pour imposer leur joug aux anciens propriétaires du pays. La principauté de Transylvanie faillit déjà devenir possession roumaine sous Pierre Raresch. Elle le sera sous Michel le Brave, le seul prince roumain qui ait réussi, depuis l'usurpation hongroise, à imposer à la Transylvanie la souveraineté roumaine.

Pierre Raresch de Moldavie, fils du célèbre prince moldave Étienne le Grand, fut un vaillant homme

1. N. Iorga, ouvr. cité, vol. I, p. 131.

de guerre, un ambitieux et un conquérant. Au début de son règne Ferdinand I^{er} d'Autriche et le prince Zapolya de Zips se disputaient la couronne de Hongrie et, en même temps, la possession de la Transylvanie. L'ambitieux Pierre Raresch de Moldavie, qui avait déjà conscience que la Transylvanie est une terre roumaine et que les Hongrois y sont des usurpateurs, voulait profiter de cette rivalité pour reconquérir la Transylvanie (1527). Ce n'est pas pour la première fois qu'un prince roumain a des visées sur la Transylvanie ou sur certaines de ses régions. Les princes de Valachie s'intitulent ducs de Fagarash et d'Amlash, ce qui montre bien qu'ils possédaient des fiefs en Transylvanie, qu'ils ont probablement conservés depuis l'époque où ils n'avaient pas encore quitté la Transylvanie pour fonder la Valachie. Étienne le Grand (1457-1504), prince de Moldavie, vainqueur à Baïa du roi Mathias, et son fils et successeur Bogdan, possédaient déjà, en 1501, des domaines (commorantes) à Reteg, en Transylvanie, et ils osent même s'emparer des fiefs de Sân-Margitta, Keresztur et Uriul-de-Sus. C'est en vain que le roi de Hongrie veut reprendre Sân-Margitta du prince Bogdan. Les châteaux de Ciceu et Cetatea de Balta ont appartenu plusieurs fois aux princes roumains.

Pierre Raresch se rendait bien compte du péril qui résultait pour les principautés roumaines du voisinage de l'Autriche, grande puissance aux ambitions

dangereuses pour les petites nations. Aussi acceptait-il mieux le prince Zapolya, comte de Zips, que Ferdinand d'Autriche sur le trône voisin. Tous les deux prirent d'ailleurs le titre de roi apostolique de Hongrie. Quant à la Transylvanie, Pierre Raresch voulait à tout prix empêcher Ferdinand I^{er} et ses successeurs de la maison de Habsbourg de s'y installer. C'est pourquoi Raresch incite Zapolya à ne pas céder aux intrigues autrichiennes et à ne pas reconnaître Ferdinand I^{er} comme roi et comme souverain de Transylvanie ; il lui offre même son appui militaire. En 1527 déjà, le roi Zapolya est forcé de céder à son ami Pierre Raresch la région de Bistritza, en récompense ce qu'il l'a reconnu prince de Transylvanie. On voit que le prince de Moldavie faisait payer au roi de Hongrie et prince de Transylvanie son amitié, sa bienveillance. En 1529, Pierre Raresch passe les Carpathes pour aller au secours du roi Zapolya, mais, en réalité pour tenter de s'installer en en Transylvanie. Les Saxons, amis de la maison de Habsbourg, et les Széklers, qui font de l'opposition, sont menacés et ils doivent reconnaître Pierre Raresch comme leur seigneur. *Les Saxons* et les nobles hongrois hostiles à l'intervention du prince roumain, tentent un coup contre celui ci, mais le prince moldave écrase l'armée magyaro-allemande à *Feldioara* (1529) et reste maître d'une grande partie de la Transylvanie. *La conscience de l'unité nationale des Roumains*, leur

fraternité, se manifestent pour la première fois durant cette campagne du prince moldave : l'évêque roumain de Vad, *Anastase*, vient avec sa suite et ses hommes d'armes et prend place parmi les généraux et conseillers de Pierre Raresch. Cet évêque roumain de Transylvanie, homme instruit parlant plusieurs langues étrangères et patriote éminent, sera l'homme dévoué du prince de Moldavie ; c'est lui que Pierre Raresch envoie comme négociateur chez Zapolya.

En 1530, le prince Pierre Raresch est toujours en Transylvanie, sa victoire sur les Saxons lui assure une influence croissante. Il possède déjà les forteresses de Ciceu, Cetatea-de-Balta, les terres de Reteg, Bistritza, Bârsei, les terres comitats des Szeklers : Bretzcou. Ses lieutenants s'emparent des points stratégiques importants, ses troupes occupent les forteresses et les châteaux. Il est maître de la Transylvanie, *il parle déjà en son propre nom* et il n'entend pas quitter le pays, renoncer à sa conquête. Il vient en Transylvanie non comme le vassal de Zapolya, du roi de Hongrie, *mais comme prince roumain de Moldavie*, comme souverain indépendant. Sa conscience de race parle fortement en lui. Il déclare qu'il a « conquis la Transylvanie avec l'épée et qu'il ne la donnera à personne, ni à Ferdinand ni à un autre ». Cet *autre* c'était le roi de Hongrie, Zapolya. Les Saxons disent de lui : « Le Moldave, le traître, il veut garder le pays pour soi-

même (sein eigen zu sein) » (1). Et, tandis qu'on voit Michel le Brave accomplir la conquête de la Transylvanie à l'aide de troupes mercenaires, Pierre Raresch gagne la bataille de Feldioara seul avec ses Roumains : ses troupes moldaves. Mais la campagne qu'il entreprend contre la Pologne (1531-1532), qui avait dû céder à la Moldavie, en 1530, une grande province : la Podolie (en moldave : Pocoutia), échoue ; Pierre Raresch est battu à Ober-tyu, il perd la Podolie et ses ennemis de Transylvanie profitent de cette défaite pour s'emparer de ses possessions. Une seconde intervention du prince moldave en Transylvanie échoue également, devant la résistance du prince Mailat, partisan de Ferdinand de Habsbourg. Raresch est obligé de renoncer à ses ambitieux projets à l'égard de la Transylvanie, de reconnaître Ferdinand comme souverain de celle-ci et de se contenter de quelques possessions (Ciceu, Cetatea-de-Baltà, Ungurash et Bistritza), pour lesquelles il doit reconnaître comme suzerain le roi Ferdinand. L'ambition de se maintenir en Pologne a fait perdre à Pierre Raresch le terrain en Transylvanie. Une nouvelle campagne malheureuse contre la Pologne lui fait perdre le trône (1538). La Transylvanie le voit fugitif ; il se réfugie dans son château

1. N. Iorga, ouvr. cité, v. I, p. 143.

de Ciceu où, trahi par d'anciens serviteurs, il est délivré par la population des villages roumains environnants. Il réussit à faire un voyage à Constantinople et à reconquérir le trône moldave à l'aide de la Porte (1541). Après une nouvelle tentative infructueuse de s'installer comme maître en Transylvanie (1542-1544), où il doit céder devant la supériorité numérique des armées impériales de Martinuzzi et Castaldo, lieutenants de Ferdinand I^{er}, Raresch doit renoncer définitivement à ses projets de conquête et perd la plupart de ses possessions transylvaniennes. Il meurt en 1546.

La domination moldave en Transylvanie bien qu'éphémère a fait une profonde impression sur l'esprit de la population roumaine. On voit des évêques roumains de Transylvanie passer avec leur suite et leurs troupes du côté du prince *national*, du frère qui arrivait de l'autre côté des Carpathes comme libérateur. On voit des paysans roumains de la région de Ciceu intervenir énergiquement pour sauver leur prince *roumain*. *La conscience nationale* se réveille, Voici ce que le secrétaire du roi Ferdinand I^{er} de Hongrie écrit à ce sujet : « Si le prince de Moldavie entrait en Transylvanie, il y en a beaucoup qui croient qu'il a des intelligences avec les széklers, qui sont des gens astucieux, fourbes et inconstants. *Et certains Roumains possèdent une grande partie du pays et s'uniraient facilement à lui car ils ont la*

même langue (1) ». Les adversaires mêmes de la nation roumaine reconnaissent donc qu'il y a déjà, à cette époque si peu favorable à l'essor du nationalisme, une conscience nationale chez les Roumains de Transylvanie.

L'influence de Pierre Raresh fut éphémère comme sa conquête. Celui qui exerça sur les Roumains de Transylvanie une influence beaucoup plus puissante et féconde et qui réussit à réaliser pour un court instant l'idéal de *l'unité politique roumaine* en réunissant la Transylvanie, la Valachie et la Moldavie sous une seule domination roumaine, ce fut *Michel le Brave* (1593-1601), le plus illustre souverain roumain par ses talents, ses conceptions et ses actes. Issu de la dynastie nationale des Bassarab, qui a ses origines en Transylvanie, dans la région de l'ancienne Ulpia-Trajana, ce prince était un *patriote* ardent qui *haïssait également toutes les dominations étrangères* sous les jougs desquelles gémissaient les trois provinces roumaines : les Turcs qui exploitaient la Valachie, les Hongrois qui humiliaient la Transylvanie, les Polonais qui voulaient assujettir la Moldavie. On le verra lutter tour à tour contre les Turcs, contre les Hongrois et les Autrichiens, contre les Polonais ; on le verra triompher en Valachie, dans les Balkans, en Moldavie, en Transylvanie, et on

1. N. Iorga, ouvr. cité, v. I, p. 148, d'après *Veress*, II, p. 306-307 et *ibid.*, X, p. III.

admirera l'œuvre de son génie politique en même temps que les victoires éclatantes de son génie militaire. Puisque c'est lui le seul souverain roumain qui ait osé entreprendre la grande œuvre de l'unité nationale et le seul qui ait réussi dans cette entreprise, la nation roumaine s'attachera à sa mémoire comme à un symbole. Dans l'histoire roumaine qui, depuis la chute de l'empire romain jusqu'à nos jours, n'est qu'une interminable série de luttes stériles pour l'indépendance et l'*unité* nationales, Michel le Brave nous offre le seul point lumineux, il est le seul phare qui éclaire la véritable voie des destins nationaux des Roumains, il est le seul à nous prouver que l'idéal de l'unité nationale roumaine est *réalisable*, puisqu'il l'a réalisé.

Le prince Michel débute par déclarer la guerre aux Turcs. Sa fierté nationale s'était révoltée à voir les Turcs se comporter en maîtres en Valachie et à prétendre insolemment au payement du *tribut* (que la Valachie devait annuellement à la Porte) et des « dettes », anciennes et nouvelles dont les princes valaques étaient débiteurs du Sultan pour les avoir reconnus dans leur dignité princière. Michel le Brave décide de *seconer le joug turc* et, pour rendre impossible une réconciliation avec la Porte, il organise un massacre général des Turcs de Bucarest. Mais, pour braver le puissant empire ture, pour sauvegarder l'indépendance conquise par un coup

d'audace, Michel doit songer à se créer des alliés, des amis. L'occasion s'offre à lui. Sigismond Bathory, prince de Transylvanie, un ambitieux qui caressait des rêves de domination magnifiques, veut combattre les infidèles et organise une expédition dont le théâtre devait être la Valachie (1594). Michel le Brave a besoin de ce puissant allié, comme d'ailleurs celui-ci avait besoin des services du prince valaque, gardien du Danube. Mais Sigismond Bathory, prince hongrois, veut profiter de cette circonstance pour imposer à la Valachie et à la Moldavie sa suzeraineté. Il cherche même à remplacer Michel le Brave qui lui paraît par trop énergique pour un prince valaque. Il ose s'intituler prince de Valachie et de Moldavie, et parle en maître. Michel est obligé de s'incliner pour le moment, car le danger turc est imminent : le Sultan prépare une armée formidable qu'il lance contre les principautés roumaines. Mais l'année 1595 est une année de victoires et de gloire pour Michel le Brave. Sans attendre le concours de son prétendu suzerain le prince de Valachie attaque les Turcs et les Tartares qui avaient envahi le pays en janvier 1595. Michel le Brave écrase l'armée turco-tartare dans trois batailles successives. Dans la troisième bataille, Michel fait personnellement des miracles de bravoure ; il bat le Khan des Tartares et les généraux turcs accourus pour l'aider, passe avec son armée le Danube et poursuit les débris des armées

turques vers Andrinople. La riche ville valaque de Braïla est délivrée par Michel le Brave. Mais le Sultan veut réparer cet échec considérable et honteux pour son prestige. Il envoie le vieux grand vizir Sinan-pacha avec une armée plus nombreuse encore contre les Valaques. L'armée turque passe le Danube à Roustchouk et se dirige vers Bucarest. Michel le Brave, avec une armée peu nombreuse composée presque exclusivement d'éléments roumains, occupe le défilé de *Calugareni*, entre Giurgiu et Bucarest. C'est ici qu'a eu lieu la plus célèbre des batailles que les Roumains aient livrée aux Turcs (23 août 1595). La journée semblait déjà perdue pour les Chrétiens quand Michel lui-même, l'épée à la main, se jette au milieu des Turcs et en tue beaucoup de sa propre main. L'exemple personnel du prince donne du courage aux troupes, les dernières réserves interviennent et, malgré la supériorité numérique écrasante des Turcs, la victoire reste à l'armée roumaine. Ce succès militaire donne à Michel un grand prestige dans le monde chrétien. La campagne se termine, après une courte poussée des Turcs vers la montagne, où Michel se retire pour attendre les renforts de Transylvanie, par la déroute complète de l'armée turque qui se retire en désordre sur la rive droite du Danube. Michel la poursuit, la décime et prend la forteresse de Giurgiu.

Ces victoires donnent à Michel le Brave la gloire

et la liberté d'action, en même temps que l'indépendance. Il refuse désormais de reconnaître Sigismond Bathory, qui n'a eu aucun mérite dans la conduite des brillantes opérations contre les Turcs et dont le prestige est amoindri, comme suzerain. Michel parle avec lui comme son égal et parlera bientôt en maître. Sigismond se fait battre par les Turcs à Keresztes, en 1596, malgré l'appui des troupes allemandes, et, découragé par ces échecs et ses ennuis personnels, renonce au trône de Transylvanie qu'il cède à la maison de Habsbourg. L'archiduchesse Marie-Christierne, sa femme, reste maîtresse du pays ; l'empereur Rodolphe II lui envoie trois commissaires pour l'aider à gouverner la principauté. Mais l'inconstant Sigismond Bathory regrettait, dans sa solitude de Silésie, où il s'était retiré, sa carrière aventureuse d'autrefois. Il arrive inopinément à Klausenburg (Cluj), où ses fidèles Hongrois le reçoivent tout de suite. Mais il ne peut pas se maintenir sur le trône à cause de l'opposition des Impériaux. Au printemps de 1599 il renonce à la dignité princière en faveur de son cousin, l'évêque Andréas Bathory, protégé et ami du puissant seigneur polonais Zamoiski et ami des Turcs. C'est donc un ennemi de Michel le Brave qui monte sur le trône de Transylvanie.

Michel le Brave, qui, dans cet intervalle, avait consolidé sa situation à l'intérieur, chassé les dernières hordes tartares et réorganisé hâtivement son armée

et son administration, ne pouvait pas tolérer sur le trône de Transylvanie un ami des Turcs et des Polonais, peuples qui menaçaient constamment l'indépendance des principautés roumaines. Michel avait des visées secrètes sur la Moldavie, dont le faible prince, Eremia Movila était un protégé des Polonais. Mais, pour pouvoir songer à la conquête de la Moldavie il fallait d'abord se consolider à l'arrière par la conquête de la Transylvanie. Le prince décide donc de commencer sa série de conquêtes en vue de réaliser l'unité des pays roumains sous son sceptre, par une expédition contre Andréas Bathory. Pour n'avoir pas trop d'ennemis il avertit l'empereur Rodolphe II de ses projets en l'assurant qu'il va en Transylvanie « en son nom » ; mais Michel le Brave entendait faire cette conquête pour son propre compte et *garder son indépendance. On le verra combattre les troupes impériales de la maison d'Autriche comme il a combattu les armées du Sultan.* L'idée directrice de sa politique c'est d'assurer à son État l'indépendance.

Michel connaissait la Transylvanie pour avoir fait, en 1596, un voyage à Alba-Julia et Cluj ; il avait été reçu alors à la Cour des Bathory avec tous les égards dus à son rang et à l'immense prestige de ses victoires. Il savait que la Transylvanie, vaste citadelle fortifiée par la nature, ne pouvait être prise, sans grandes pertes, que par une surprise. Il concentre, en octobre 1599, son armée dans la région de

Ploesti et passe, en un seul jour, les Carpathes avec une armée de 30.000 hommes. Avec la rapidité de l'éclair il apparaît au centre de la Transylvanie. *Les Roumains le reçoivent comme leur libérateur.* Michel le Brave parle en maître. Dans une seule grande bataille il écrase l'armée hongroise d'Andréas Bathory à *Selimber* (Schellenberg, près de Hermannstadt ou Sibiu, en Transylvanie), le 28 octobre 1599. Ici encore, la bravoure personnelle de Michel décide la victoire. Le prince hongrois battu cherche à gagner la Pologne, mais des paysans *széklers* — de ceux qui ont tant souffert des persécutions de l'oligarchie magyare — le font prisonnier et le tuent. On a apporté sa tête sanglante au nouveau maître ; Michel le Brave versa quelques larmes de pitié devant le cadavre de son rival vaincu.

Après la Transylvanie ce fut le tour de la Moldavie. Sans s'inquiéter de la *défense impériale de poursuivre ses conquêtes*, Michel le Brave, après avoir occupé toute la Transylvanie et même plusieurs châteaux de la Hongrie au nord-est, passe avec son armée en Moldavie et en chasse le prince Eremia Movila, protégé des Polonais. Il installe en Moldavie comme en Transylvanie un gouvernement composé de ses lieutenants les plus fidèles, mais *pas de prince souverain*. Il voulait être *le seul souverain des trois pays roumains* réunis sous sa couronne après une campagne de quelques mois. Après avoir assuré sa

domination en Moldavie, le prince retourne en Transylvanie où il fixe sa résidence à *Alba-Iulia* (l'ancien *Apulum*). Il considérait la Transylvanie comme la plus importante de ses trois provinces roumaines et il fera les plus grands sacrifices pour la garder malgré les Hongrois et malgré l'Autriche, qui s'allieront bientôt pour « chasser le Valaque ».

La domination de Michel le Brave en Transylvanie dura à peine un an : du 28 octobre 1599 au 18 septembre 1600, c'est-à-dire depuis la victoire de Michel à *Selimber* jusqu'à sa défaite de *Mirislau*.

Quelles sont les causes du caractère si éphémère de la souveraineté valaque en Transylvanie ? Il y en a beaucoup, mais elles peuvent être groupées dans ces deux points principaux :

1° *L'alliance austro-hongroise* se fait aussitôt contre le prince « valaque ». Tout ce qui n'était pas roumain en Transylvanie : nobles hongrois, Saxons et nobles *széklers*, les anciens ennemis de l'élément roumain alliés contre celui-ci depuis la convention de *Kapolna* (1437), tout ce qui appartenait à la maison impériale d'Autriche ou à la maison royale de Hongrie, conspiraient contre le souverain roumain de la Transylvanie, que ces étrangers considéraient comme usurpateur. *Les éléments non latins* : Hongrois et Allemands, s'allient *instinctivement* contre le prince de race latine qu'on sait brave, intelligent, capable de donner à la Transylvanie une nou-

velle organisation politique ayant comme base l'élément roumain, donc dangereux. C'est en vain que Michel le Brave cherche à s'assurer les sympathies de la noblesse hongroise par son pardon et par une générosité sans bornes : il ne fait que l'encourager à la trahison, car elle sait que Michel la ménage parce qu'il la redoute, parce qu'il a besoin d'elle. C'est en vain qu'il essaye de gagner les cœurs des Saxons en leur accordant des privilèges considérables et en les comblant de bienfaits : ce sont des *Allemands* qui haïssent le Valaque, et entre l'empereur Rodolphe II de la maison de Habsbourg et le prince Michel le Brave de la maison roumaine de Valachie, ils ne choisiront pas, certes, ce dernier. Et c'est en vain que Michel le Brave cherche à négocier avec Rodolphe II d'Autriche pour s'assurer la possession de la Transylvanie. L'empereur allemand, jaloux de la puissance déjà trop considérable du prince roumain, n'entendait pas céder à la Valachie un pays si grand, si riche et politiquement si important que l'était la principauté de Transylvanie. Ce fut du temps perdu celui que Michel employa à négocier avec la Cour de Vienne et avec les représentants de Rodolphe II, l'un plus fourbe que l'autre. C'est la *diplomatie autrichienne* qui a provoqué la chute de Michel le Brave, et c'est un instrument des Habsbourg, le général Georges Basta, qui acheva cette œuvre en faisant assassiner le souverain des pays

roumains (19 août 1601). Au lieu de perdre son temps à gagner les sympathies de ses ennemis irréconciliables et de négocier la paix avec un empire étranger qui voulait sa perte, Michel le Brave eût mieux fait de s'appuyer sur le seul facteur politique qui lui était dévoué en Transylvanie : ses *conationaux*, les Roumains de Transylvanie, et de se créer une *armée nationale* roumaine assez nombreuse pour résister victorieusement aux troupes mercenaires de l'Autriche. Mais cette constatation engendre l'examen de la seconde grande cause de la chute de ce prince qui a su vaincre mais qui, comme Pyrrhus, n'a pas su profiter de ses victoires.

2° La seconde cause pour laquelle Michel le Brave n'a pas réussi à se maintenir en Transylvanie, c'est son *manque d'esprit démocratique*. Il avait sous la main, à son entière disposition, les grandes masses des *serfs* (iobages) *roumains*, des anciens soldats, armée roturière excellente qui aurait servi avec un dévouement absolu le brillant prince qu'elle savait être de race. Quand Michel le Brave fait son apparition en Transylvanie, ces serfs, exaspérés par une oppression multiséculaire, viennent en masses nombreuses offrir leurs services au nouveau prince qu'ils saluent comme leur Messie. Ils étaient sûrs d'être agréés, de trouver chez Michel protection et bienveillance parfaite. Ils osent même se révolter contre leurs seigneurs, les nobles hongrois, sachant que

le prince, « *qui est de leur race* » les défendra.

Michel le Brave a trompé ces espérances. Il était trop imbu de l'esprit de caste qui caractérisait son époque, il était trop grand seigneur pour accueillir fraternellement les mains qui se tendaient vers lui, pour prendre comme base de sa politique en Transylvanie l'élément roturier. Il a préféré se servir des nobles magyars qui guettaient le moment de le trahir, que d'accepter l'aide toute-puissante d'une armée de plusieurs centaines de mille de paysans, tout dévoués à sa cause. Ce sont donc les *préjugés* sociaux de son temps qui ont empêché Michel le Brave de devenir le véritable libérateur des Roumains de Transylvanie et de sauver les trois couronnes princières réunies sur son front.

Il ne faut pas cependant trop condamner les actes politiques de Michel le Brave en Transylvanie. Il n'a pas délivré l'élément roturier roumain de son joug séculaire, il faut bien le reconnaître. Mais, avec ses *boyards* (nobles) roumains, il a cherché tout de même à donner à l'administration de la Transylvanie un caractère roumain. Il confie à ses lieutenants valaques les postes les plus importants, militaires et politiques, dans la principauté. Les gouverneurs de toutes les villes importantes et les commandants des forteresses et châteaux sont des Roumains. Dans les villages roumains, Michel laisse nommer des *juges roumains*. Les chartes, les ordres qui émanent

de lui sont rédigés en partie en roumain (1). Il sépare les régions roumaines de Transylvanie des régions hongroises en donnant aux villages roumains une administration roumaine. La langue de la correspondance dans l'intérieur du pays est le roumain ; ses capitaines et boyards correspondent avec les villes saxonnes en roumain. La langue administrative *officielle* devient bientôt le roumain ; tous les districts, toutes les régions, les villes, les villages sont nommés dans les documents par leurs noms roumains. Il est évident qu'il y a, sous le court règne de Michel le Brave, un *procès de roumanisation* de la Transylvanie usurpée par l'étranger.

Le caractère éphémère du règne de Michel le Brave en Transylvanie n'a pas empêché les Roumains asservis de se rendre compte des bienfaits d'une administration nationale et d'entrevoir la liberté. Michel a rendu à ses conationaux le grand service de leur montrer la puissance, on pourrait dire même la supériorité des armes, de la civilisation roumaines. Il a commis des fautes irréparables qui lui ont coûté le trône et la vie ; il a compromis vite sa conquête faite trop en hâte, sans préparation sérieuse, il a donné à ses adversaires l'occasion de se venger ; mais ses mérites sont incomparablement plus grands

1. Il s'intitule dans ces documents : « Michel, par la grâce de Dieu, prince de toute la Valachie et seigneur de Transylvanie et de Moldavie. »

que ses fautes, car il a montré aux Roumains de Transylvanie, par un des coups d'audace qui le caractérisaient, la voie de l'indépendance et de la liberté !

TROISIÈME PARTIE

Depuis le commencement de la domination autrichienne
en Transylvanie
jusqu'à l'établissement du Dualisme austro-hongrois
(1691-1867)

CHAPITRE VIII

Les persécutions politiques et religieuses contre les Roumains de Transylvanie. Le « Diploma Leopoldinum » (1691) et ses conséquences. Caractère de la domination autrichienne. L'union avec l'Église romaine.

Le court règne de Michel le Brave n'a été, pour les Roumains de Transylvanie, qu'un rayon de soleil passager dans l'horizon sombre de leur patrie asservie. A peine ont-ils entrevu la liberté, l'indépendance nationale, qu'ils doivent renoncer à elles comme à des illusions trop chères pour être réalisables à cette époque de servitude sociale et politique. La Transylvanie retombe donc sous le joug

qu'elle ne se résigne cependant pas à porter malgré une habitude vieille déjà de six siècles. On la verra bientôt faire des efforts répétés pour le secouer et pour se déclarer indépendante d'une autorité qui l'accablée de tous les maux.

C'est depuis longtemps que la maison d'Autriche cherchait à s'assurer la possession de la Transylvanie, vaste forteresse naturelle, dont la richesse et *l'importance stratégique surtout* formaient des points d'attrait pour tous les États environnants. Mais la tentative du général autrichien Castaldo, venu en Transylvanie pour recueillir l'héritage de Zapolya pour son maître, avait échoué (1545). Celle du général Georges Basta, l'assassin et le successeur de Michel le Brave, envoyé en Transylvanie par Rodolphe II pour chasser les Bathory et *le Valaque*, échoua plus pitoyablement encore. C'est à peine s'il put s'y maintenir pendant quelques mois. L'aristocratie hongroise de Transylvanie était encore trop ambitieuse et trop turbulente pour supporter la rigide domination des Habsbourg et les insolences de ses mercenaires. Basta fut chassé par un soulèvement des nobles hongrois, et les Boeskey, les Bathory, les Bethlen, les Rakoczy et les autres familles aristocratiques magyares restent maîtresses de Transylvanie jusqu'à la fin du xvii^e siècle, quand les victoires de la maison d'Autriche, aidée par le héros polonais *Sobieski*, lui donnent la force et le prestige néces-

saïres pour s'installer, cette fois définitivement, en Transylvanie (1691).

L'époque qui sépare la mort de Michel le Brave (1601) de la révolution de Horia (1784) fut pour les Roumains de Transylvanie une époque de persécutions politiques et religieuses ininterrompues. Ce fut d'abord une réaction sanguinaire de la noblesse hongroise et de ses alliés contre le règne de Michel le Brave, persécutions purement politiques. Ensuite, ce furent les tentatives des princes de la dynastie des Rakoczy et de ses successeurs pour *magyariser* l'élément roumain par l'Église, en imposant aux Roumains orthodoxes la religion calviniste hongroise. Et, après l'installation de l'autorité autrichienne en Transylvanie, ce fut une autre série de persécutions. Les princes hongrois voulaient faire des Roumains des calvinistes fanatiques, la Cour de Vienne voudra les convertir au catholicisme et les *germaniser*. La religion n'était que le paravent derrière lequel se cachaient les tendances *politiques* des Hongrois et des Allemands, c'était le prétexte pour justifier la magyarisation ou la germanisation des Roumains de Transylvanie. Avec l'avènement de l'Autriche, c'est d'ailleurs la politique de *divide et impera* qui est inaugurée en Transylvanie. Pour tenir en bride les nombreuses nationalités qu'elle domine, la maison impériale d'Autriche s'efforcera de maintenir et d'encourager leurs rivalités nationales, en les sacrifiant les unes

aux autres d'après les nécessités du moment. En Transylvanie, les sacrifiés furent presque toujours les Roumains. La raison en était très simple ; ils avaient le moins de chances et de forces pour *s'imposer*. Le premier acte juridique de l'Autriche en Transylvanie, le *diplôme de l'empereur Léopold I^{er}* (*Diploma leopoldinum*, 1691) ne faisait que consacrer l'ancienne situation juridique des Roumains : *le diplôme ne leur reconnaît aucun droit*, les seules nations privilégiées restent les Hongrois, les Allemands (Saxons protestants et Autrichiens catholiques) et les Széklers. La domination autrichienne n'apportera donc *aucun changement* dans la situation de droit public des Roumains : ils restent toujours les *parias* de la vie politique ; ils ont changé de maîtres, voilà tout.

La première conséquence de la défaite de Michel le Brave à Mirislau (18 septembre 1600) fut une sanglante réaction organisée par les Hongrois et les Allemands contre tous ceux qui ont favorisé le prince roumain ou qui ont eu simplement des relations avec lui. Les lieutenants, les capitaines, les administrateurs, les soldats, les partisans, les simples admirateurs de Michel furent recherchés et mis à mort. De vrais massacres furent organisés. A Sibiu (Hermannstadt, Nagyszeben), dix-huit voitures bondées de femmes et d'enfants des nobles valaques furent surprises ; tous ceux qui s'y trouvaient

furent passés par les armes (1). Michel le Brave lui-même parle avec indignation de ces massacres de chrétiens : « Partout où ils trouvent des gens à nous ils les tuent, les massacrent. Nous fuyons les Turcs et à présent nous tombons partout dans leurs mains... » Les Hongrois *chrétiens* étaient plus cruels que les infidèles. L'ordre officiel des Hongrois était d'ailleurs formel : « Partout où vous trouverez des Roumains ou des Serbes ou n'importe quelles gens appartenant au prince valaque, donnez l'alarme partout qu'on les tue, qu'on les massacre... » Il n'y avait de pitié pour personne. Le duc Mihalcea, un des principaux lieutenants de Michel le Brave, un vieillard instruit, prudent et généreux fut massacré dans sa prison. Baba-Novac, un des capitaines les plus célèbres de l'époque, d'origine serbe, qui avait suivi Michel en Transylvanie, fut empalé et brûlé ; un autre capitaine, Sava Armasul fut torturé et jeté ensuite dans un puits.

Mais ces répressions continuèrent non seulement contre les partisans de Michel le Brave, mais en général contre tous les Roumains de Valachie ou de Transylvanie. La Diète prononce la punition des Valaques. Et les suites de la courte domination roumaine en Transylvanie se firent sentir aussi sur le terrain

1. Collection de documents de Hurmuzaki, Académie roumaine de Bucarest, t. IV, p. 134. — N. Iorga, *Istoria Românilor din Ardeal si Ungaria*. Bucarest, 1915, vol. I, p. 213.

social et économique : *les charges* augmentèrent. Les Roumains serfs devaient supporter les dépenses occasionnées par la campagne contre Michel, ils devaient payer les troupes qui avaient causé la chute de leur libérateur. La Diète de Cluj ordonne une contribution d'un florin (deux couronnes, somme considérable pour l'époque) pour chaque serf roumain, et pour les veuves aussi. En janvier 1601, la Diète ordonne une contribution personnelle de deux florins, payable par *le clergé* roumain seulement, accusé d'avoir favorisé Michel. C'est ainsi que les Roumains de Transylvanie furent encore les victimes de l'insuccès du prince valaque.

Sous Georges Bocskay et Gabriel Bethlen, princes d'une mentalité distinguée et protestants qui combattaient eux-mêmes pour l'indépendance religieuse et politique de la Hongrie menacée par l'action centralisatrice de l'Autriche, les persécutions contre l'élément roumain cessèrent. Mais Gabriel Bathory, le dernier de cette dynastie ambitieuse et turbulente, se brouille, fidèle à la tradition de sa famille, avec les Roumains et entreprend même une campagne de conquête en Valachie, contre le prince Radou. Mais le prince valaque l'attaque à son tour et, passant les Carpathes, écrase son armée à Brasov (Kronstadt). Bathory sauve à peine sa vie.

A cette époque-là la question de nationalité était très liée à *la question religieuse*. Nous sommes

à l'époque de la guerre de Trente ans. L'ambition de la maison d'Autriche, catholique, était de vaincre le protestantisme allemand — tâche dans laquelle elle a échoué — et d'imposer aux peuples non catholiques de son empire son absolutisme centralisateur en même temps que la religion catholique. Les princes hongrois, protestants; de Transylvanie, comme par exemple Bocskay et Bethlen, avaient lutté avec beaucoup de succès contre ces tendances de l'Autriche. Mais si les princes hongrois de Transylvanie avaient prétendu que les empereurs d'Autriche respectassent *la liberté religieuse* en Hongrie, ils ne savaient pas respecter cette liberté quand il s'agissait des Roumains, leurs sujets. Sous Bocskay et Bethlen la situation des Roumains est encore tolérable : ces princes sont trop occupés à faire la guerre à l'Autriche pour s'occuper des questions secondaires. Mais déjà Gabriel Bethlen songe, vers 1624, à entreprendre une propagande calviniste parmi les Roumains de Transylvanie. Il crée une imprimerie roumaine à Alba-Julia et songe à faire traduire des livres religieux à l'usage des prêtres et fidèles roumains. Sa mort (1627) l'empêcha de continuer cette œuvre qui peut-être, dans la conception de ce prince exceptionnel, ne servait pas de mauvaises intentions (1). Bethlen était un protestant presque

1. Jancso Benedek, *A Roman nemzetiségi törekvések története és jelengi állapota* (Histoire et état actuel des aspirations nationales roumaines. Budapest, 1896, vol. I, p. 516).

fanatique, et on peut expliquer ses projets de propagande calviniste par son zèle religieux un peu naïf peut-être : il voulait se vanter devant les princes protestants de l'Occident : le roi de Suède, l'électeur de Brandebourg, etc., d'avoir gagné à la cause protestante de nouveaux prosélytes. Il est mort sans souiller son nom par des persécutions inhumaines. Son successeur, Georges Rakoczy 1^{er}, fait une politique religieuse agressive. Il use vis-à-vis des Roumains des moyens très énergiques pour leur imposer la religion calviniste. Au clergé orthodoxe roumain, qui était sous la juridiction religieuse du patriarche de Valachie ou de Moldavie, il oppose un clergé à lui, fait de ses créatures et payé du budget de l'État. Il inaugure l'ère des chicanes, des vexations, des destitutions, des procès, de *la terreur*, contre les évêques, les prêtres et les fidèles restés attachés à la religion nationale roumaine : l'orthodoxisme.

La propagande calviniste sous Georges Rakoczy 1^{er} commence par l'*impression du catéchisme calviniste* en roumain. C'est le zélé évêque calviniste Géley, le chef de la propagande du prince hongrois, qui fit traduire et imprimer ce catéchisme en vingt jours, profitant de la grave maladie de l'évêque orthodoxe roumain Ghénadie. L'évêque Iorest, qui avait fait son éducation religieuse à Putna, en Moldavie, succède à celui-ci. Le nouveau chef de l'Église orthodoxe roumaine manifeste une *opposition* énergique contre

la propagande de Rakoczy. Le prince ordonne son arrestation et de faux témoins l'accusent de vie désordonnée. L'évêque Iorest est traduit devant un tribunal civil qui le *condamna à neuf mois de prison, à 1000 florins d'amende et à la torture*. Le chef de l'Église roumaine est insulté et battu comme le dernier des serfs pour n'avoir pas voulu abjurer et pour avoir défendu la religion de ses ancêtres (1643). Après avoir souffert dans la prison hongroise toutes les humiliations imaginables, Iorest se retire en Moldavie. Le gouvernement hongrois confisque ses biens. Ses frères de Moldavie le reçoivent comme un martyr, le clergé moldave défend sa cause et le recommande, le 2 juin 1645, très chaleureusement au Tsar russe, auquel il s'adresse, accompagné de son neveu et d'un moine roumain, pour demander des subsides. La solidarité religieuse se manifesta à Moscou comme la solidarité nationale se manifesta en Moldavie. Cependant la propagande calviniste se poursuit partout parmi les Roumains de Transylvanie. Le synode calviniste de la ville de Debreczen, puissant centre protestant, invite les prêtres roumains à abjurer (1560). En 1569, le prêtre roumain François Achim participe au synode calviniste d'Oradea-Mare. Les documents parlent d'un vicaire du surintendant calviniste à Laz, dans la région de Boroshineu, vers 1670. Le calvinisme fait des progrès assez considérables dans les comitats où le gouvernement du prince a des moyens

plus efficaces pour agir sur le clergé roumain. Un véritable clergé calvinophile est organisé. Les Roumains de Transylvanie résistent cependant avec vigueur contre cette propagande religieuse sous laquelle se cache le problème politique de la magyarisation. Le prince moldave Basile Lupu proteste à la Porte contre les menées hongroises (décembre 1642); le métropolite Varlaam de Moldavie publie ses *Réponses au Catéchisme calviniste* (1645). Un courant général se manifeste dans les pays roumains en faveur de l'ancienne religion. Quant au peuple, il était attaché instinctivement à l'orthodoxie, car il voyait en elle un rempart contre les tendances magyarisatrices de ses gouvernants.

En 1648 le prince Georges Rakoczy II succède à son père. Le nouveau souverain de la Transylvanie est un jeune homme très ambitieux, mais moins capable que son père. Ses rêves de grandeur s'enseveliront dans les plaines neigeuses de la Pologne, dont il ambitionnait le trône. Ce prince aventureux et son successeur *Apaffy* continuèrent vis-à-vis des Roumains la politique méthodique de calvinisation inaugurée par Bethlen et Rakoczy I^{er}. Les persécutions contre les évêques et les prêtres roumains qui manifestaient de la répugnance à embrasser la nouvelle foi recommencèrent. C'est l'évêque *Sava Brancovici*, un Serbe de noble origine, qui fut, pendant cette période, le défenseur de l'orthodoxisme et de la

cause roumaine. Il fut élevé à la dignité d'évêque des Roumains de Transylvanie le 28 décembre 1656, peu de jours avant l'expédition de Georges Rakoczy II en Pologne. Les premières années de son épiscopat furent tranquilles. Brancovici avait fait son érudition religieuse dans le monastère de Comana, en Valachie, et était revenu en Transylvanie avec la décision de contribuer à maintenir l'*autonomie religieuse* des Roumains de Transylvanie, la seule qui leur est restée. Arrivé à la dignité épiscopale, Sava Brancovici s'est efforcé de réaliser ses projets et de maintenir les relations avec l'Église orthodoxe de Valachie, et Moldavie. Rakoczy II fut vaincu en Pologne et perdit son trône. Les règnes de ses successeurs immédiats : Rhédei Ferencz, Barcsay Akos et Jean Kemény furent de courte durée. C'est pendant cette époque troublée qu'eut lieu une grande invasion turque en Transylvanie. Le pacha turc imposa comme prince Michel Apaffy, un noble székler sans mérites. Les persécutions religieuses recommencèrent déjà sous Barcsay qui avait procédé même à la *destitution* de Sava Brancovici, en nommant à sa place l'évêque calviniste Ghénadie. On imposa au nouvel évêque des conditions ; la première était celle de *reconnaître la suprématie de l'évêque calviniste hongrois*. Les nominations dans le clergé roumain ne pouvaient être faites qu'avec l'approbation de l'Église hongroise ; pour la valabilité

des divorces, il fallait la même approbation. Mais Baresay perdit son trône et Sava Brancovici continua à diriger les destins de l'Église orthodoxe roumaine. Le nouveau surintendant calviniste *Toefoei* (Tofeus), un ambitieux qui voulait se mettre en avant se chargea, sous le règne d'Apaffy d'en finir avec Brancovici. Dans le synode ordinaire qui fut tenu au monastère d'Alba-Julia, le 29 juin 1680, des consciences achetées accusèrent le chef de l'Église roumaine d'une série d'actes qui le rendaient indigne de la charge qu'il occupait. Ce procès de calomnies était d'ailleurs une pure comédie pour satisfaire la forme. On nomma même le nouvel évêque, un instrument de l'officialité. Sava Brancovici n'était même pas présent ; le vieux chef de l'Église roumaine était gravement malade. Il fut *condamné*. Les Hongrois l'enfermèrent dans la prison de Vintz où il fut insulté, battu, fouetté. C'était sans doute une manifestation de haine nationale. On la comprend bien, car malgré les persécutions inlassables, les Roumains de Transylvanie ne cessèrent d'affirmer leur individualité nationale et leur nombre s'était considérablement accru. Le prince Apaffy lui-même se plaint, pendant un voyage qu'il fait dans le pays, que « les Roumains sont une race féconde, tandis que le nombre des Hongrois et des Saxons décroît chaque jour » (1).

1. N. Iorga, ouvr. cité, vol. I, p. 270.

L'humiliation que l'Église roumaine et les Roumains en général avaient subie par l'emprisonnement et les tortures de Sava Brancovici fit une profonde impression dans les principautés roumaines. Le prince de Valachie, Serban, somma Appaffy de libérer l'évêque et de lui donner satisfaction en lui rendant sa charge. Serban déclara qu'en cas de refus il se plaindrait au sultan et qu'il était prêt à dépenser un demi-million de francs pour obtenir la disgrâce d'Appaffy. Sava fut délivré, mais il mourut peu de temps après. Les chicanes et les persécutions calvinistes continuèrent jusqu'en 1691, époque où la maison de Habsbourg, victorieuse des Turcs avec l'aide héroïque du roi polonais Jean Sobieski, s'installa en Transylvanie. La *propagande catholique* des Autrichiens remplacera bientôt les efforts calvinistes des hongrois.

Le déclin de la puissance turque, dû aux efforts séculaires de tous les peuples chrétiens, ouvrait, à l'ambitieuse maison d'Autriche qui voulait se compenser par un *Drang nach Osten* de ses échecs dans l'Occident, les portes de toute la Hongrie, de la Transylvanie et des Balkans. Elle héritera sans difficulté des territoires laissés libres par la retraite turque. Après la victoire de Vienne, due surtout à l'aide prompte et au génie de Sobieski, les Autrichiens font, en 1685, leur première apparition en Transylvanie. En mai 1686 le général Scherffenberg,

à la tête d'une armée de 15.000 hommes, pénètre jusqu'au centre du pays pour obliger le prince Apaffy de reconnaître la souveraineté de l'empereur Léopold I^{er}. Mais un diplomate polonais, représentant les *intérêts français* à la cour du prince de Transylvanie, promet à Apaffy la protection de Louis XIV et du sultan, et le prince refuse. Cette première tentative de l'Autriche échoue. Mais en 1687, c'est le duc Charles de Lorraine lui-même qui arrive à la tête d'une armée puissante et *occupe la Transylvanie*. Les trois nations privilégiées concluent, le 27 octobre, une *convention provisoire* avec le représentant de l'empereur, à Blaj (Blasendorf).

La situation juridique de la Transylvanie vis-à-vis de la nouvelle domination fut, après des négociations laborieuses entre la cour de Vienne et la noblesse magyare, représentée par les aristocrates Teleki et Nicolas Bethlen, définitivement réglée par le *Diplôme de Léopold I^{er}* (appelé *Diploma Leopoldinum*) accepté par les trois nations privilégiées de Transylvanie, Magyars, Saxons et Széklers, dans la Diète qui se réunit le 10 janvier 1691 à Fagarash. L'empereur prend le titre de prince de Transylvanie. Voici les principales dispositions de cette charte octroyée par la maison d'Autriche à la Transylvanie et qui restera, jusqu'en 1848, la base du droit public de cette province.

Le premier article établit la liberté religieuse pour

les religions catholique, calviniste et luthérienne (il ne dit rien sur la religion orthodoxe).

ART. 2. — Les chartes et décrets des anciens rois et princes accordant des donations ou privilèges et les titres, fonctions, dignités, droits financiers et autres sortes de bénéfices concernant le monde laïque ou clérical, sont approuvés et confirmés. Les possesseurs de ces privilèges et bénéfices, *même si c'étaient des personnes ayant abjuré la foi catholique*, ne seront pas inquiétés par procès de la part du prince ou des autorités laïques ou religieuses (c'est un article mettant les Hongrois et Saxons protestants à l'abri d'une persécution catholique).

ART. 3. — Les lois constitutionnelles nommées *Approbata* et *Compilata* (1), les décrets des anciens rois, le *Tripartitum* de Verboeczi, le décret du roi Andréas, exception faite pour les articles abrogés par la Diète de Pressbourg, les lois municipales et les lois spéciales concernant la nation saxonne *restent entièrement en vigueur*. (C'est l'article le plus important de la charte léopoldine, car *il laisse subsister parfaitement l'ancien système hongrois*, basé sur la convention de Kapolna de 1437, dans lequel les Hongrois, Allemands et Széklers seuls ont des

1. Recueils de lois, approuvés par le prince de Transylvanie, regardant exclusivement ce pays. Les privilèges des « trois nations » s'y trouvent confirmés.

droits publics. Les Roumains seront privés, dans le système autrichien comme dans le système hongrois, de tout droit politique.)

L'article 4 laisse debout tous les règlements et usages des pouvoirs législatif, administratif et judiciaire en vigueur dans le système hongrois. Il y a droit d'appel au roi (empereur) dans les affaires de grande importance.

Art. 5. — *Les fonctionnaires publics ne pourront être que des citoyens hongrois, saxons et széklers, sans distinction de religion.* L'empereur, d'accord avec les États, pourra faire des recommandations pour les naturalisations. (On constate que cet article *exclut complètement les Roumains des fonctions publiques.* La naturalisation est prévue pour les Allemands immigrés en Transylvanie et non pour les Roumains).

L'article 6 prévoit que les propriétés confisquées par le fisc pour le cas de mort ou haute trahison seront distribuées toujours aux citoyens de nationalité hongroise, saxonne ou székler. L'article 7 établit que le gouverneur de la Transylvanie, son lieutenant, le commandant en chef des armées, le chancelier, les secrétaires d'État, les chefs des comitats (*fovispanok*), les capitaines des comitats széklers, les juges principaux, etc., seront choisis exclusivement parmi les « citoyens nobles » de la province, magyars, saxons ou széklers. Les autres articles —

il y en a en tout 18 — concernant les autres détails administratifs (1). Une autre charte de Léopold I^{er}, de moindre importance, datée du 14 mai 1693 et appelée *Alvincziana resolutio*, complète les dispositions du diplôme de 1691 sans rien y changer.

On voit que la charte octroyée par la maison d'Autriche *ne changea nullement la situation juridique des Roumains de Transylvanie* ; elle n'a fait que *confirmer les privilèges des Hongrois et des Allemands*, sur lesquels l'Autriche entendait appuyer sa domination en Transylvanie. *L'alliance politique créée entre l'élément magyar et allemand en 1437*, cette même alliance qui a provoqué la chute de Michel le Brave et de sa politique roumaine, subsiste donc et elle portera des fruits magnifiques pour la monarchie des Habsbourg. C'est grâce à cette alliance, consacrée après Sadowa par la grande puissance prussienne, que la Transylvanie a pu être maintenue jusqu'à l'heure présente sous la domination austro-hongroise, soumise depuis l'automne 1914 au contrôle souverain de l'Allemagne.

La première manifestation du gouvernement autrichien vis-à-vis des Roumains fut une énergique *propagande catholique* menée par des agents jésuites et protégée par la Cour. Le motif de cette activité

1. Dosa Elek, *Erdélyhoni jogtudomány* (Sciences juridiques de Transylvanie), vol. I, p. 49-52. — Jancso Benedek, ouvr. cité, vol. I, p. 598-601.

était dans l'esprit du clergé catholique une ambition de caractère religieux : prendre une revanche sur les calvinistes qui avaient été jusqu'alors les maîtres en Transylvanie. Quant au gouvernement de Vienne, il poursuivait par cette propagande qui, on le verra, ne sera pas sans résultat, un but essentiellement *politique* : rendre les Roumains, devenus catholiques, plus malléables aux intentions du gouvernement autrichien, les préserver de *l'influence russe* devenue inquiétante, et préparer ainsi le terrain à leur germanisation.

Le moine jésuite Paul Baranyi commence la propagande catholique parmi les Roumains de Transylvanie, dès le début de la domination autrichienne. Le 23 août 1692, l'empereur Léopold établit par une charte la situation de l'Église catholique des Ruthènes *uniates*, convertis depuis peu de temps. Les Ruthènes (petits Russes) appartenaient jusqu'alors à l'Église orthodoxe grecque, comme les Roumains et leurs conationaux de Russie. La charte du 23 août 1692, valable pour la Hongrie seulement et non pour la Transylvanie, assimile le clergé orthodoxe converti au catholicisme à l'ancien clergé catholique. Comme cette assimilation juridique avait une grande portée morale, politique, sociale et, surtout *économique* — car elle donnait aux orthodoxes convertis, jusqu'alors simplement *tolérés*, de nombreux privilèges financiers — elle était un stimulant puissant en

faveur de la conversion. Le jésuite Baranyi étudie la question de la conversion des Roumains et fait un voyage à Vienne pour faire au gouvernement autrichien des propositions réelles à cet égard. Celui-ci, redoutant l'influence croissante de la Russie orthodoxe sur les Roumains, approuve les projets de Baranyi, qui revient en Transylvanie pour en préparer la réalisation (février 1697). L'évêque roumain *Théophile* et le synode qu'il convoque en février 1697 sont *favorables à l'idée de conversion*. La perspective de voir l'Église roumaine, jusqu'alors si pauvre et détestée, élevée au rang des autres religions officiellement reconnues (*religiones receptæ*), la joie d'échapper dans l'avenir aux persécutions et *d'obtenir des droits*, des privilèges, et, enfin, la *possibilité de conquérir, grâce à l'égalité religieuse, l'égalité politique* dans l'État, déterminèrent l'évêque Théophile et les douze protopopes (archiprêtres) de son petit synode à accepter les « quatre points » de la conversion : 1° la suprématie du Pape ; 2° le purgatoire ; 3° l'origine du Saint-Esprit (*filioque*) ; 4° l'hostie, pour le Saint-Sacrement. Le « grand synode » rédige un *décret* (le 21 mars) qui renferme ces quatre conditions reconnues par Théophile et ses sectateurs. Baranyi se charge de porter le précieux document à Vienne. Le commencement de la conversion des Roumains est fait ; la brèche dans l'unité religieuse des Roumains de Transylvanie est faite. Mais la

grande majorité du clergé et des fidèles roumains n'avait pas suivi Théophile et ses douze apôtres; les Roumains l'accusent de trahison, le métropolite Théodore de Bucarest l'anathémise. La mort, survenue subitement, délivra Théophile de ces difficultés (1697). Son successeur est l'évêque *Athanase* qui continua l'œuvre de la conversion et fut le fondateur de l'Église uniate (catholique) roumaine de Transylvanie, qui compte actuellement 1.600 000 fidèles environ, donc presque la moitié de la totalité des habitants roumains de Transylvanie et Hongrie. Athanase, jeune homme très instruit, élevé dans le milieu catholique de Bobâlna, respecte d'abord la religion orthodoxe et fait même un voyage à Bucarest où il promet au métropolite et au prince même de Valachie, qui le comble d'attentions, de rester fidèle à l'ancienne foi. Le prince Brancovan, pour mieux le lier à l'Église orthodoxe, lui fait des cadeaux précieux et lui promet un subside annuel de plusieurs *mille de lei*. La réponse de Léopold I^{er} au décret du synode de 21 mars, par lequel Théophile et ses adhérents se sont convertis, arrive cependant en Transylvanie. Elle est favorable. L'empereur promet aux évêques et prêtres orthodoxes roumains, convertis au catholicisme, les mêmes droits, privilèges et faveurs dont jouissait le clergé catholique. Ce décret impérial laisse d'ailleurs aux Roumains le choix d'embrasser n'importe quelle religion officiellement

reconnue. Athanase, dont l'élection n'était pas encore confirmée par le gouvernement, craignant d'être destitué s'il ne suivait pas l'exemple de Théophile et se laissant impressionner par le décret de Léopold I^{er}, convoque, en octobre 1678, le synode, accepte les quatre points admis déjà par son prédécesseur et passe au catholicisme suivi d'un grand nombre de prêtres, moines et fidèles. Athanase eut cependant soin de stipuler dans l'acte de conversion que l'Église roumaine uniate gardera le calendrier grec (julien), le rite orthodoxe et tous les anciens usages d'origine orthodoxe. Les « quatre points » seuls lièrent la nouvelle Église roumaine à l'Église catholique romaine et à l'officialité austro-hongroise.

Les Roumains, les orthodoxes surtout, ont regardé pendant longtemps la conversion de l'évêque Athanase comme une véritable trahison nationale. L'histoire, qui témoigne des difficultés inextricables dans lesquelles se débattait l'Église orthodoxe roumaine à l'époque d'Athanase, et les *résultats favorables* à la cause nationale roumaine que donna dans la suite l'union avec la grande Église romaine, atténueront sans doute ce jugement sévère. L'union avec l'Église romaine a fait une brèche dans l'unité religieuse des Roumains de Transylvanie et a causé beaucoup de difficultés au point de vue politique roumain à cause de la rivalité entre les Roumains orthodoxes et uniates. Mais elle a rendu aussi des

services extrêmement importants. Car il ne faut pas oublier que la *renaissance nationale* roumaine a eu comme berceau l'Église romaine et comme point de départ la petite ville catholique roumaine de Blaj, « la Rome des Roumains ». Les grands historiens et patriotes roumains : Sincaï, Innocent Micou Clain, Pierre Major, Ilariano, ont puisé leurs magnifiques inspirations dans le passé glorieux de la cité éternelle où les avait conduits la foi catholique. C'est la conscience de sa *latinité* qui a valu au peuple roumain une vie vraiment nationale, et cette conscience lui est venue par l'intermédiaire de l'Église romaine. C'est ainsi que les efforts catholicisateurs des adversaires des Roumains de Transylvanie ont servi à rappeler à ces serfs leur origine latine et ont contribué indirectement au réveil de la conscience nationale roumaine qui se produira au commencement du XIX^e siècle. Mais jusque-là le peuple roumain aura encore à traverser des jours critiques, notamment ceux de la Révolution de Horia, cet énergique mais tragique effort de la nation asservie à reconquérir ses droits..

CHAPITRE IX

La Révolution de Horia (1784-1785)

A l'époque même où en France les encyclopédistes préparent le terrain pour les grandes transformations sociales et politiques de la Révolution, la situation juridique des Roumains de Transylvanie atteint le dernier degré de la servitude et va provoquer une révolution qui aura, cette fois, non seulement un caractère agraire, mais aussi un caractère essentiellement national : la Révolution de Horia. Tandis que l'Occident se prépare à recevoir les idées de liberté et d'égalité qui féconderont l'activité des nations et ouvriront de nouvelles voies aux progrès, la Hongrie est encore plongée dans les ténèbres les plus noires de la féodalité magyare. Ce contraste ne manquera pas de frapper l'esprit de justice d'un monarque à conceptions généreuses : Joseph II, et sa haute intervention pour améliorer la situation des Roumains de Transylvanie, en même temps que son aversion manifeste pour la noblesse hongroise, contribueront à encourager l'esprit de révolte qui ne s'était jamais éteint chez les Roumains.

Joseph II était sous l'influence des encyclopédistes qu'il admirait et dont il se proposait de réaliser les idées. Ce sont donc les écrivains physiocrates libéraux français du XVIII^e siècle qui ont été ainsi, *indirectement*, les auteurs moraux de la Révolution roumaine de 1784-1785. Un homme d'action décidé, qui aimait ses malheureux conationaux autant qu'il en haïssait les oppresseurs, Nicolas Ursu Horia fut le promoteur direct et le chef de cette révolution sociale et politique à la fois.

Le gouvernement autrichien, soucieux, jusqu'à l'avènement de Joseph II, de ménager les susceptibilités de la noblesse magyare, qui avait montré sa puissance dans les révolutions séparatistes des princes Émeric Thoekoely et François Rakoczy II, n'avait pas touché aux *privilèges* des « trois nations » de Transylvanie. Les Hongrois, Saxons et Széklers détenaient toute l'administration publique, jouissaient de toutes les faveurs, *tandis que les Roumains serfs, sans aucun droit politique, supportaient toutes les charges*. Les gouverneurs de la province eux-mêmes paraissaient inquiets et alarmés de l'anomalie de cette situation et semblaient en redouter les conséquences. Voici, en effet, ce que dit le *baron de Bruckenthal*, gouverneur de Transylvanie à l'époque de Joseph II, dans un *Mémoire* adressé à celui-ci (1) :

1. Joh. Georg Schaser, *Denkwuerdigkeiten aus dem Leben des Freiherrn Samuel von Bruckental*, p. 24. — Jancso Benedek, *ouvr. cité*, vol. II, p. 10-11.

« Les nobles jouissent tous, sans aucune différence de la même liberté. Le magnat, excepté son rang, n'est en rien supérieur au simple noble. Les nobles sont *exemptés de toute contribution*, ils ne sont pas soumis au devoir du quartier, ils ne payent pas le péage, ils jouissent d'une *immunité absolue* pour leur personne et leurs biens jusqu'à la preuve définitive du crime dont ils sont accusés. Dans sa propriété le noble est le premier juge et dans certains cas il a, secondé par un assesseur du comitat, *le droit de vie et de mort*. Il est le maître absolu de son domaine, ses serfs n'ont d'autres biens que le salaire qu'il leur donne. Les serfs (iobages) sont obligés de travailler pour leur seigneur quatre jours par semaine ; les hommes libres, établis sur le domaine du noble, deux jours. Le noble possède son domaine en vertu d'un *droit féodal* ; il tient sa terre de son roi et, s'il meurt sans laisser de descendants mâles, le domaine fait *retour à la Couronne*. Mais il y a des exceptions à cette règle, car dans certains cas le prince (1) autorise l'héritage de la descendance féminine. Les comitats occupent presque les deux tiers de la principauté (1).

1. Depuis l'annexion de 1691 l'empereur d'Autriche était grand-duc (*gross-fuerst*) de Transylvanie.

2. L'autre tiers du territoire était composé du domaine des Saxons et celui des Széklers (*terra Sicularum*), indépendants des comitats hongrois.

L'énorme majorité des paysans serfs est formée par les Roumains, il y a peu de Hongrois et encore moins de Saxons serfs... Les Roumains ne constituent pas une nation juridique, mais seulement une « plebs » une populace sans droits. Ils sont seulement tolérés par la loi et sont rigoureusement exclus de tous les droits et privilèges des autres nations. Ils ne forment pas un ordre ou État à part et n'ont pas un territoire à eux, mais ils sont répandus partout sur les territoires des autres nations, où ils vivent séparés dans leurs villages à part où mêlés aux autres. » Le mémoire dit encore que les Roumains ne possèdent pas de lois et règlements spéciaux, qu'ils sont soumis aux lois des nations parmi lesquelles ils habitent et qu'ils sont plus ou moins contents de leur sort suivant qu'ils servent des maîtres généreux ou durs. « Quant à leurs prêtres ceux qui se sont convertis à la religion catholique jouissent de tous les privilèges et de toutes les libertés dont jouissent légalement les prêtres des religions officiellement reconnues. »

Ce mémoire officiel, adressé à l'empereur d'Autriche, grand-prince de Transylvanie, par le gouverneur même de la province est particulièrement intéressant, car il nous offre une esquisse fidèle de la situation juridique des *maîtres* et des *serfs* du pays. Le mémoire du baron de Bruckenthal a le mérite de dévoiler le contraste frappant entre la situation des nobles hongrois, maîtres de tout droit, de toute fa-

veur, et celle de l'élément roumain, composé presque exclusivement de pays sans serfs (iobages). Le système féodal était entièrement en vigueur au profit des Hongrois. Il n'y a rien d'étonnant à ce que ces conditions politico-sociales maintiennent parmi la population paysanne roumaine l'esprit de révolte contenu depuis plusieurs siècles. La plus petite étincelle allait suffire pour allumer l'incendie, pour précipiter le désastre.

L'empereur d'Autriche lui-même sera le premier agent de la révolte. Joseph II, esprit simple, clair et juste, aimant le fond et non la forme, était le contraire de sa mère, l'impératrice Marie-Thérèse. Il était partisan de l'*absolutisme éclairé*, il voulait faire le bonheur de son peuple. Les idées des physiocrates et encyclopédistes avaient eu une influence décisive sur ses opinions et ses actes. Ses nombreux et longs voyages à l'étranger, du temps où il n'était qu'héritier du trône des Habsbourg, et notamment son *séjour à Paris* avaient puissamment contribué à le convaincre de sa vocation. Il se proposait de réformer complètement l'organisation politique, administrative et sociale de son vaste empire, de porter des coups mortels à la féodalité qu'il haïssait et de faire le bonheur de ses nombreux peuples par un *gouvernement éclairé* qui ne redoute pas la liberté mais qui, au contraire, la cherche. C'est surtout à la noblesse hongroise, solidement retranchée derrière ses privi-

lèges et très jalouse de sa puissance et ses droits, que Joseph II en voulait.

L'intervention de Joseph II dans les affaires de Transylvanie commence par son premier voyage dans ce pays, à l'époque où Marie-Thérèse vivait encore mais où le futur empereur préparait déjà le terrain pour les grandes réformes qu'il imposera à son empire (1773). Le 10 mars 1773, Joseph écrivait au baron de Bruckenthal, gouverneur de Transylvanie, qu'il fera bientôt un voyage dans cette province pour « connaître les relations de ce pays par une expérience personnelle ». Pour faciliter la tâche de son souverain, le baron de Bruckenthal lui adressa un mémoire détaillé sur la constitution de la Transylvanie, sur ses habitants et sa géographie. Joseph arriva, fidèle à ses habitudes simples, peu escorté à Sibiu (Hermannstadt), capitale de la province, le 27 mai 1773 et descendit à l'hôtel qui porte en mémoire de lui l'enseigne « L'empereur romain » (Roemischer Kaiser). Le futur empereur commence aussitôt ses voyages d'inspection en Transylvanie. Il visite les villages, parle longuement avec les paysans serfs, leur demandant des détails sur leur sort, les console, les récompense, leur promet une amélioration prochaine de leur situation. Partout il ne voit que des misères, des abus des seigneurs féodaux et le désespoir éclatant de la population roumaine iobage. Les paysans, d'abord timides, voient en lui le Messie,

le libérateur. Ils exposent sincèrement et longuement leurs souffrances, leurs doléances, leurs revendications; ils ne se gênent pas pour dévoiler leurs humbles misères, ils implorent sa haute protection contre la colère vindicative des seigneurs féodaux qui vont les punir pour les avoir dénoncés à la justice impériale. Les serfs roumains énumèrent à Joseph les charges qu'ils supportent et qui deviennent de jour en jour plus difficiles et plus nombreuses; ils lui dénoncent les actes arbitraires, les exactions et les cruautés des nobles. Certains paysans se présentent devant Joseph II couverts de sang, après les maltraitements subis par ordre de leurs seigneurs. D'autres exposent avec une sincérité saisissante leurs misères, causées par l'avidité et la cruauté de leurs maîtres. Le peuple demande *justice*, il s'adresse à Joseph II avec les paroles : « Imperate, fa dreptate, daca crezi in zeitate » (1). Le gouverneur et les fonctionnaires confirment d'ailleurs à Joseph les affirmations des paysans. On lui dit qu'un grand nombre de serfs roumains se sont enfuis de chez leurs maîtres et mènent une existence à moitié nomade, ne pouvant plus supporter leur dur sort.

L'injustice flagrante de cette situation et les misères qu'il a vues personnellement exercèrent une profonde impression sur l'esprit du futur empereur. Non seu-

1. « Empereur, fais justice, si tu crois à la divinité », phrase restée célèbre dans le langage populaire.

lement il reçoit les nombreuses requêtes et pétitions dont il est assailli de tous les côtés, mais il les examine personnellement et en assure la solution. Il apprend, au cours de ses voyages, plusieurs mots roumains en cherchant à consoler ses sujets dans leur propre langue. « Le peuple se ruait en masse vers lui, — écrit la comtesse Léopoldine Kaunitz à la duchesse de Lichtenstein (1) — étant convaincu que l'empereur les tirera, d'un seul geste de sa main, de leur misère. En général, le peuple était très content de lui, moins la noblesse! »

En 1780, Joseph II devient empereur. Pour manifester son mécontentement vis-à-vis des Hongrois, il ne daigne pas être sacré avec la couronne de Saint-Étienne et manifeste une hostilité systématique envers la noblesse magyare. Il est décidé d'appliquer les idées de Voltaire, il veut être le *souverain éclairé* de son vaste empire peuplé d'une diversité si grande de nationalités. « La politique — dit-il dans un mémoire rédigé vers 1765 — ne peut avoir qu'une seule base solide : *c'est le peuple*, car c'est lui qui donne les soldats et paie les impôts. Voilà pourquoi c'est le devoir de l'État, c'est-à-dire du prince, de *défendre le peuple contre les classes privilégiées*. Qu'on n'extorque pas deux cents paysans pour un noble fainéant. Les

1. A. Wolf, *Aus dem Holleben Maria-Theresias*. Wien, 1859, p. 104. Jancso Benedek, *ouv. cité*, vol. II, p. 2.

droits et les privilèges de certaines classes sociales ne font donc qu'entraver la volonté de l'État qui est celle du prince et en empêchent les manifestations. Voilà pourquoi il faut les abolir. » En cherchant à réaliser ces idées généreuses, l'empereur était fatalement conduit à devenir l'ennemi de la noblesse magyare qui détenait tous les droits et privilèges, et l'ami et protecteur du peuple roumain asservi qui ne connaissait que des obligations et des charges. Malheureusement pour ses sujets et pour son ambition Joseph II était né trop tôt pour pouvoir réaliser ces idées révolutionnaires. L'imposant édifice de la féodalité, solide encore, s'opposera à la volonté impériale et les projets généreux de l'empereur philosophe sombreront devant la résistance tenace de l'oligarchie magyare, dont il ne sera pas la dernière victime.

Le 28 mai 1783, donc précisément dix ans après son premier voyage, Joseph II arrive pour la seconde fois en Transylvanie. Les scènes qu'on a relatées plus haut se répètent. L'empereur ordonne au gouverneur de laisser tous les pétitionnaires, sans distinction d'âge, de religion et de nationalité, et *surtout les Roumains*, entrer au palais et déposer leur plaintes. L'escalier et l'antichambre du département de l'empereur étaient bondés de paysans pétitionnaires, pour la plupart Roumains. L'empereur sortait presque tous les quarts d'heure de son cabinet pour recevoir

ses sujets ; il leur parlait personnellement, recevait leurs requêtes et promettait de résoudre favorablement celles qu'il reconnaissait fondées. Il y avait une foule si considérable de pétitionnaires que beaucoup d'entre eux, ne pouvant plus attendre, laissaient leurs requêtes sur l'escalier ; l'empereur venait les prendre et les classer en personne. Mais comme il y avait plusieurs milliers de pétitions, l'empereur a fait transporter celles qu'il n'a pas pu résoudre, à Vienne, d'où la résolution impériale n'a pas tardé à arriver (1). Cette attitude ne tarda pas à exercer une influence considérable sur l'esprit du peuple qui voyait son empereur toujours soucieux de faire triompher la justice. Le 6 juin 1783 Joseph II quitte Sibiu la capitale. Il se sépare du gouverneur et des autres hauts fonctionnaires avec ces mots : « Adieu, messieurs. Faites honnêtement votre devoir et faites cesser toute chicane. » De Sibiu il va à Brasso, de là à Maria-Radna, toujours dans les régions roumaines et de là en *Bukovine*, autre province roumaine (annexée par l'Autriche quelques années auparavant, en 1774). Partout l'empereur cherche à pénétrer les doléances, les misères de la population paysanne, partout il promet remède, il console. Et il va tenir parole. C'est encore à Sibiu qu'il a signé son

1. Détails contenus dans l'ouvrage de Dr Rudoff Theil : *Michael Conrad von Heyendorf. Eine Selbst biographie, Verein fuer siebenbuergische Landes kunde*, vol. XVI, cahier II, p. 490.

célèbre *décret sur l'abolition du servage* (juin 1783). D'un seul trait de plume il délivre des chaînes féodales des millions de serfs, il s'attaque courageusement au système féodal d'exploitation sociale. Il motive sa décision par ces mots «... Afin que cette humiliation servile et indigne de l'humanité cesse partout tout de suite » (*Damit diese knechtische und sklavische Herabwuerdigung der Menschheit aller Orten ohne weiters aufgehoben werde*).

Le premier agent de la révolution roumaine de 1784 fut donc l'empereur lui-même qui, pendant ses deux séjours en Transylvanie, avait ravivé toutes les espérances de la population paysanne. Un événement d'ordre administratif et l'intervention décisive d'un homme d'action — Horia — vont précipiter la catastrophe.

Joseph II, voulant développer en Transylvanie le système des régions de confins militaires — territoires indépendants de l'autorité civile et placés sous l'autorité directe du gouvernement militaire, jouissant de certains *privilèges* — ordonna, par le décret du 31 janvier 1784, une *conscription militaire*, ayant comme but de renforcer la garde des confins méridionaux de l'empire. Un commissaire impérial arriva de Vienne en Transylvanie pour assurer l'exécution du décret et présider aux opérations dans les villages destinés à être englobés dans le nouveau cordon militaire. Le 22 mai de la même

année le décret impérial fut publié en Transylvanie. Il eut un retentissement et un... succès énormes. La population roumaine surtout -- car elle était visée et intéressée directement -- l'accueillit avec une satisfaction extraordinaire : elle considérait l'érection des régions habitées par les Roumains en territoire militaire comme la meilleure occasion d'échapper aux dures obligations que lui imposait la féodalité et *de reconquérir la liberté tout entière par les services qu'elle espérait rendre à l'empire sur les champs de bataille*. La *virtus romana*, le vieil esprit guerrier hérité de leurs ancêtres les légionnaires de Trajan, se réveilla dans l'âme de ce peuple qu'une servitude presque millénaire n'a pu ni humilier, ni briser. Le décret impérial fut connu d'abord à Alba-Iulia (l'ancien Apulum) où les autorités autrichiennes le publièrent un jour de foire. Les paysans roumains présents ce jour-là dans cette ville répandirent la nouvelle dans toute la région. Le commissaire militaire Ortmayr commença la conscription. Les Roumains habitant le comitat d'Alba-Iulia affluèrent en masse. Pour pouvoir faire les inscriptions sans encombre, le commissaire Ortmayr fut obligé de créer un bureau spécial. Mais le nombre de ses employés fut bientôt insuffisant pour subvenir aux exigences de la foule qui se pressait dans les bureaux et demandait l'inscription. Le commissaire fut bientôt obligé de faire appel aux services des

prêtres roumains, dont six furent employés constamment dans le bureau de recrutement. Mais c'était encore insuffisant. Les recrues affluèrent non seulement du comitat d'Alba-Iulia, mais aussi de tous les comitats environnants : Turda, Zarand, Hunedoara, Tarnava, Sibiu. Tous les serfs roumains voulaient être soldats pour reconquérir la liberté. Enfin Ort-mayer fut convaincu qu'il ne pourrait jamais finir l'opération de recrutement seul ; il distribua donc des formulaires aux prêtres roumains pour y faire les conscriptions dans les villages mêmes et les retourner remplis. Ce système fut très fructueux. En quatre semaines les habitants de 81 villages roumains furent conscrits. Le lieutenant-colonel Karp imita l'exemple d'Ortmayer dans la région de Hatseg, avec le même succès ; ici encore les prêtres roumains furent non seulement les auxiliaires bureaucratiques des commissaires impériaux, mais aussi les promoteurs, les chefs du *mouvement populaire en faveur de la conscription*. Beaucoup de prêtres tinrent des discours patriotiques dans l'église même, et exhortaient les paysans à aller se faire inscrire pour « n'être plus les serfs des nobles hongrois, mais les soldats libres de l'empereur ». Certains prêtres organisaient de véritables troupes qui arrivaient à Alba-Iulia se faire inscrire. Le mouvement prit des proportions générales : *c'était un réveil national*, le premier depuis plusieurs siècles.

La conscription militaire n'était pour les Roumains de Transylvanie qu'un motif — on pourrait dire même un prétexte — pour rompre les chaînes qui les liaient à la féodalité hongroise et pour acquérir la liberté des *droits politiques*. Le courant populaire en faveur de la conscription, qui était général, en Transylvanie, prenait donc un caractère, une allure nettement *politiques* : c'était déjà un soulèvement déguisé pour secouer le joug hongrois. Les paysans roumains parlaient ouvertement de la *révolution* et ils n'obéissaient plus à leurs maîtres. Un paysan d'Ilia disait à un noble hongrois : « Nous reprendrons nos terres ; dans quinze jours, quand nous aurons reçu des armes, nous ne serons plus des esclaves, nous serons les maîtres et nous couperons vos têtes. » Le paysan Jean Lupasiu avait dit en présence de son maître : « Après Saint-Michel nous recevrons des armes et alors nous ne travaillerons plus, mais nous couperons les têtes des nobles hongrois comme on coupe la betterave (1). »

C'est la révolution qui s'annonce. Le mouvement populaire, qui commence à se manifester déjà par des actes d'insubordination et des émeutes, gagne toute la Transylvanie et la région d'Arad, habitée aussi par des Roumains. Les nobles hongrois sont

1. Jancso Benedek, ouvrage cité, vol. II, p. 26. Dans : N. Densusianu, *Revolutiunea lui Horia (la Révolution de Horia)*, de nombreux propos pareils.

alarmés, les autorités commencent à s'inquiéter aussi. Le gouverneur adresse un rapport à la Chancellerie impériale en décrivant le progrès de l'esprit de révolte et en demandant la cessation immédiate des conscriptions. Le gouvernement de Vienne, sur les grandes instances de la noblesse magyare, consent à interrompre les opérations commencées et ordonne une enquête. Mais le peuple roumain ne veut pas croire qu'on a contremandé les conscriptions militaires, il est convaincu qu'il est la victime des intrigues des nobles hongrois. Des émeutes sérieuses ont lieu, en septembre 1784, dans le comitat de Hunedoara, dont la population, très belliqueuse, ne veut rien savoir du nouvel ordre. Les Roumains des communes de Macio, Silvash, Vâlcele s'organisent militairement, ils chassent les autorités hongroises et s'attaquent même aux troupes impériales. Ils ne désarment que lorsque l'empereur lui-même leur fait promettre que la conscription restera valable et les prie de rester tranquilles jusqu'à l'arrivée des armes et munitions. Mais les habitants de Silvash avaient déjà dit aux officiers impériaux que « si l'empereur ne voulait pas leur donner des armes, ils sauraient en obtenir assez *d'autres puissances* ».

C'est dans cette atmosphère chargée qu'apparaît sur la scène la figure héroïque et mystérieuse de *Horia*, le chef et véritable promoteur de la révolution. Quand, en octobre 1784, il donne le signal du

soulèvement général, il était très influent; il était déjà célèbre parmi ses compatriotes pour avoir fait quatre voyages à Vienne et avoir obtenu quatre audiences chez l'empereur Joseph I. au cours desquelles il lui avait demandé d'intervenir dans les relations de Transylvanie en faveur des paysans roumains. A cette époque, Horia n'était plus jeune, il avait plus de cinquante ans, mais son âge et son expérience ne faisaient que lui donner plus d'autorité. Le futur chef de la révolution roumaine s'enveloppait dans un mystère qui contribuait à le rendre important aux yeux de ses compatriotes. Ses fréquentes interventions, toujours suivies de succès en faveur des paysans serfs et de certaines communes roumaines de la région d'Ariesch qui avaient dû subir une aggravation de leurs charges, ses longs séjours à Vienne, ses entretiens mystérieux avec l'empereur, l'autorité avec laquelle il parlait au peuple, le fanatisme avec lequel il prêchait la révolte contre la noblesse hongroise, son instruction supérieure à celle de ses compatriotes et sa grande intelligence l'avaient désigné d'avance comme chef de la révolution. D'ailleurs, pour mieux gagner la confiance des paysans et pour les décider à le suivre, il leur montrait une certaine croix d'or qu'il disait avoir obtenue de Joseph II et certains papiers qu'il portait constamment sur lui et qui contenaient, disait-il, l'ordre secret de l'empereur « d'en finir avec les nobles hon-

grois. » Il n'avait d'ailleurs jamais fait voir à ses partisans ce prétendu ordre, et, au moment de son arrestation, il brûla ces papiers secrets. Le mystère le plus complet règne sur les relations entre Joseph II et Horia. il est certain cependant que Horia a vu plusieurs fois l'empereur, qu'il a obtenu dans plusieurs occasions des concessions en faveur de ses compatriotes et que l'empereur l'a encouragé dans son action contre la noblesse hongroise.

Jusqu'où est allé cet encouragement, cette autorisation impériale ? Allait-elle jusqu'à la révolte armée ? Joseph II voulait-il extirper la noblesse magyare ou seulement l'effrayer ? Voilà ce que les historiens qui ont étudié cette époque mouvementée n'ont pas réussi à déceler, et les secrètes décisions de Joseph II et de Horia resteront peut-être ensevelies dans les documents intimes de la maison des Habsbourg ou dans les tombes de deux grands acteurs de cette époque : l'empereur et le chef de la révolution. Il est très probable cependant que Joseph II ait voulu se servir de Horia comme d'un instrument pour satisfaire sa haine contre l'oligarchie féodale hongroise, mais qu'il l'a sacrifié quand il a vu qu'il allait trop loin. D'autre part il est presque certain que Horia s'est servi du nom de l'empereur et de ses prétendus papiers pour donner une apparence de *légalité* à ses actes révolutionnaires et pour mieux entraîner les hésitants à la révolte. Son

propre nom n'avait pas, au commencement, assez d'autorité pour provoquer une révolution générale des Roumains de Transylvanie et il fallait invoquer l'autorisation de l'empereur, dont on a vu les voyages en Transylvanie et l'attitude bienveillante envers la population roumaine, pour faire marcher les masses populaires. Mais, dans l'intention de Horia, le nom de l'empereur n'est qu'un *instrument* pour servir à la réussite de ses propres projets. Arrivé au sommet de sa puissance, le chef de la révolution n'hésite pas à parler en son propre nom, à se considérer maître de la Transylvanie, à décréter sans aucune autorisation impériale que « les Roumains sont libres et qu'ils sont les maîtres du pays qu'ils habitent ». Ses partisans l'appellent leur *prince*, leur *empereur* (« *Acuma Horia este imperatul nostru* », à présent, notre empereur, c'est Horia), « *rex Daciæ* », et il traite avec les autorités austro-hongroises comme un souverain. De ces constatations il résultait bien que Horia travaillait en son propre nom et *pour l'émancipation politique* — et non seulement sociale — de son peuple. La révolution qu'il a déchainée et conduite est donc une révolution essentiellement politique, d'un caractère général *national*. Il n'y avait d'ailleurs, dans ses troupes, que des Roumains.

Le premier voyage de Horia à Vienne a lieu en 1780. Il intervient à la Chancellerie impériale pour la réduction des charges de certaines communes rou-

maines de l'Ariesch (Vidra, Bistra, Bucium, Arieshul-Mic et Arieshul-Mare, etc.), qui avaient fait jusqu'alors de vains efforts pour réussir. Horia obtient à la Chancellerie de Vienne une enquête. Celle-ci n'était pas encore close quand une émeute éclata dans la région qui se trouvait sous l'influence de Horia (mai 1782). Le tribunal de Zalatna, qui jugea l'affaire, *condamna à mort* cinq paysans, et à des peines variant entre trois mois et deux ans de prison, un nombre de treize paysans (1). Cet arrêt fut prononcé au printemps de l'an 1783. L'arrêt parle à plusieurs reprises de Horia comme d'un « agitateur fameux » (*famosus seductor*) et le tribunal l'aurait certainement condamné à mort comme les cinq autres, mais Horia se cachait bien : on ne put pas le prendre. Pendant ces événements, Horia fit encore deux autres voyages à Vienne, accompagné la dernière fois de son lieutenant Closca et d'une délégation de paysans. Les communes intéressées payèrent les frais de ce voyage. Mais, comme les promesses qu'on leur faisait ne se réalisaient pas, étant donné la mauvaise volonté des autorités régionales hongroises dans l'exécution des ordres impériaux, Horia entreprend un quatrième et dernier voyage à Vienne en décembre

1. Szilagyi Ferencz, *A Horavilág Erdélyben, l'Époque de Horia en Transylvanie*. Pest, 1871. p. 21-22. — N. Densusianu, *Revolutiunea lui Horia*. — Bucarest, 1884, p. 94. Jancso Benedek, *ouv. cité*, vol. II, p. 42.

1783. Mais Joseph II était à cette époque-là à Rome d'où il ne rentra dans sa capitale que le 20 mars. Horia l'avait attendu pendant ces trois mois à Vienne et fut reçu le 1^{er} avril par Joseph. Il paraît que cette audience a été décisive pour la future activité de Horia, car, retourné en Transylvanie, il parle en maître avec les nobles hongrois et prépare le terrain pour l'action révolutionnaire qui devait se dérouler quelques mois plus tard. Pendant cet intervalle eurent lieu les conscriptions militaires et les incidents entre les paysans roumains et leurs maîtres, événements qui avaient contribué à rendre favorable le terrain pour la propagande de Horia et de ses lieutenants Crishan, Closca et les prêtres.

Horia voulait d'abord armer son peuple. C'est pourquoi il attendait patiemment la fin de la conscription militaire, l'enrôlement des conscrits et la distribution d'armes et munitions. Mais on a vu que la noblesse hongroise, effrayée des proportions qu'avaient prises les conscriptions et de l'esprit révolutionnaire qui se manifestait déjà chez les conscrits, était intervenue avec toute son influence à Vienne pour annuler les conscriptions et pour empêcher la distribution d'armes à leurs serfs. Horia décide alors de tenir plusieurs assemblées populaires et de marcher avec la foule sur Alba-Iulia pour demander à l'autorité militaire des armes ou bien pour en prendre par la force. Le plan initial de Horia et de son état-

major était d'attendre le printemps suivant (1785) et de déclencher la révolution en un seul jour dans toute la Transylvanie ; on avait choisi le 24 mai. Mais les événements s'étaient précipités, et Horia se rendait compte qu'il était impossible d'attendre jusqu'au printemps ; il craignait d'ailleurs les délations. La marche projetée sur Alba-Iulia déclancha la révolution, qui commence accidentellement par une action locale à Mesteacan et Coureti, dirigée par Crishan, le second lieutenant de Horia.

Crishan avait convoqué, au nom de son chef, une assemblée populaire à *Mesteacan*, le 31 octobre 1784. Il avait l'intention d'informer le peuple des projets de Horia, de lui dire que l'empereur est favorable à l'action roumaine, que Horia est le représentant de l'empereur, et de l'exhorter à prendre part à la grande marche sur Alba-Iulia qui avait comme but de donner *des armes* aux Roumains. Un grand nombre de paysans des comitats de Zarand et Hunedoara participa à cette réunion qui avait un caractère préparatoire. L'assemblée, convaincue par Crishan, qui lui montrait d'ailleurs la croix d'or de Horia, le prétendu cadeau de Joseph II, approuva la proposition de Crishan surtout parce que celui-ci, au nom de Horia et de l'empereur, lui avait promis *la liberté*. Le prêtre de Mesteacan confirma lui-même les paroles de Crishan, disant qu'il venait au nom de Horia. L'assemblée résolut donc de se mettre immé-

diatement en route vers Alba-Iulia. Horia attendait ce premier contingent à Zalatna. La foule se dirige vers Alba-Iulia par Coureti, où elle arrive dans la soirée. Le préfet du comitat Zarand, Hollaki Istvan, reçoit cependant, par ses espions, la nouvelle de l'assemblée de Mesteacan et il envoie deux sous-préfets avec une escorte pour arrêter Crishan à Coureti pendant la nuit. Mais la maison où habitait Crishan était gardée par sa troupe. L'alarme est donnée. Les Roumains accourent, désarment la troupe hongroise et tuent les deux sous-préfets et un paysan qui avait fait de l'espionnage pour les Hongrois. C'est le signal de la révolution.

Comme toutes les grandes actions populaires, la révolution de Horia se propage avec la rapidité de l'éclair. En quelques jours le mouvement s'étend sur les comitats environnants, en quelques semaines toute la Transylvanie centrale et occidentale est en flammes. Après l'affaire de Coureti les chefs de la révolution voient qu'on ne peut plus attendre, et l'action commence. De Coureti Crishan va avec sa troupe, grossie par ce premier succès, à Christior, où il arrive le 2 novembre. Le château est attaqué, les nobles hongrois sont passés par les armes. *Mais partout les troupes révolutionnaires respectent les femmes et les enfants.* L'action se déroule dans le plus grand ordre, sans aucun acte de cruauté et exclusivement contre l'élément viril. Même les hommes

sont épargnés s'ils consentent à abjurer leur religion. Les femmes et les jeunes filles dont on respecte la vie et l'honneur, sont cependant obligées d'abjurer leur religion et de se faire baptiser suivant le rite orthodoxe (1). Les prêtres roumains, qui suivent en grand nombre les détachements révolutionnaires, se chargent de cette dernière formalité. Il y a aussi des cas où on force les jeunes filles hongroises à accepter comme maris des jeunes gens roumains, et les prêtres président à la célébration de ces mariages. Mais, comme actes de cruauté, c'est tout ce qu'on peut reprocher aux révolutionnaires. A Christior le prêtre Costan, un homme énergique et très aimé de ses fidèles, s'attache aux révolutionnaires et devient un chef écouté et respecté. Il disait chaque jour une messe pour la réussite de la révolution. De Christior un détachement révolutionnaire va à Brad, la ville la plus importante de la région, et un autre détachement marche sur Michaleni. Les châteaux sont détruits, les nobles passés par les armes. Crishan, avec le gros des forces révolutionnaires, marche sur Ribicze, repaire féodal célèbre. Le château, mieux défendu que les autres, est pris avec des sacrifices. Ses défenseurs ont le même sort. En trois à quatre

1. Szilágyi Ferencz, *A Horavilág Erdelyben* (Époque de Horia en Transylvanie). — Jancso Benedek, ouvr. cité, et tous les auteurs hongrois reconnaissent ces faits.

jours le comitat *Zarand* est tout entier en flammes. Le 4 novembre la révolution s'étend aussi dans les comitats voisins, notamment dans celui de *Hunedoara*, la patrie de la dynastie des Huniade. A Baia-de-Crish les nobles se réfugièrent dans le cloître où ils durent se rendre. A Louncoï les révolutionnaires détruisent le magnifique château féodal du comte François de Gyulai. Les manoirs des nobles de Oci, Aciuva, Aciutia, Plescutia, Trestia, Halmagiul-Mare et Halmagiul-Mic, dans le comitat de Zarand, sont aussi détruits. Dans le comitat de Hunedoara, où l'action révolutionnaire atteignit son apogée, les détachements roumains prirent les châteaux et manoirs seigneuriaux de : Ilia, Serbi, Gurasada, Tataresci, Mures-Solimos, Babâlna, Harâu, Chemend, Geoagiul-de-Jos, Bocaï, Lapusnic, Koc-Boldogfalva, Beretaul-Român, Galatz et Zaïcani. Un grand nombre de nobles hongrois périrent dans les combats qui eurent lieu dans cette région et qui rendirent les révolutionnaires maîtres de toutes ces communes. Les troupes révolutionnaires marchent même contre la ville Déva, chef-lieu du comitat, mais ils ne peuvent pas prendre la ville qui était solidement fortifiée et défendue, en plus, par un château fort. Dans les combats engagés autour de Déva, 56 paysans sont faits prisonniers et exécutés dans l'intérieur de la ville.

Crishan annonce par courrier le commencement

de l'action à Horia. Celui-ci décide alors de prendre personnellement la direction des opérations. Il convoque ses deux lieutenants principaux : Crishan et Closca, à *Paltinis*, près de Blajeni, dans la région de Zalatna qui se trouvait sous son influence. Par ses nombreux agents Horia soulève toute la région. Il organise les troupes de paysans et reçoit leur serment de fidélité, il est proclamé officiellement chef de la révolution. Horia voit ses lieutenants à Paltinis et leur donne ses instructions. Il envoie Closca et Crishan contre la ville d'*Abrud*, puissant centre administratif, tandis qu'il retourne à Vidra et à Albac pour punir certains juges roumains traitres. Les trois commandants avaient d'ailleurs réuni à Paltinis leurs contingents et Horia se trouvait alors à la tête d'une petite armée fournie par quarante-cinq communes. Il n'apparaîtra désormais en présence du peuple que suivi de sa garde, composée d'un contingent de jeunes paysans recrutés dans les communes qui lui étaient le plus dévouées.

Horia agit désormais en maître. Partout où il va il proclame la *déchéance* de l'autorité hongroise, l'*abolition des privilèges féodaux* et la *liberté* de la nation roumaine. Arrivé à Vidra et Albac, il remplace les conseils communaux parce qu'ils n'ont pas suivi le mouvement. Il punit sévèrement un certain nombre de paysans qui ont refusé de marcher avec les révolutionnaires. De Vidra et Albac Horia va à Bucium,

dont la population est hésitante. Il tombe même dans un guet-apens, mais il est délivré par Dandea Ionutz, un de ses capitaines. Il reste le souverain de la région.

Cependant les deux principaux lieutenants de Horia, Closca et Crishan, déploient une activité considérable. Quarante-cinq communes qui avaient suivi le mouvement révolutionnaire alimentent leur petite armée. La ville d'Abrud (Abrud banya) est prise au commencement de novembre. Un combat acharné avait eu lieu dans cette ville habitée par de nombreux Hongrois et Saxons. Le 8 novembre Closca prend l'importante commune de Rosia, centre minier. Après la prise de cette ville les révolutionnaires se séparent en deux groupes principaux : l'un, sous la direction de Closca, continue l'action dans la vallée de l'Ariesch, l'autre, commandé par le fils de Horia attaque les nobles de la vallée de l'Ampoiul. Closca prend les manoirs seigneuriaux de Lupsa et Ofenbaia. A Gald il unit ses contingents à ceux de Crishan qui avait opéré dans une autre région ; tous les deux attaquent Craeac. Cependant le jeune fils de Horia (il n'avait que dix-neuf ans) avait déployé une grande activité dans la région de l'Ampoiul, où il avait défait les nobles d'Ighiu, Pataca, Telna, Metead, Bociard. Le 11 novembre il unit ses troupes à celles de Closca et de Crishan.

Le 6 novembre la révolution gagna aussi le comitat

d'*Alba inferioara*, dont le chef-lieu est Alba-Iulia, l'ancienne capitale de la Dacie romaine et de Michel le Brave. Les 6 et 7 les révolutionnaires prennent les châteaux et les communes de Vintul-de-Jos et Borborechi. Le 9 ils détruisent le château du comte Sigismond de Toroczkaï. Quelques jours après dix-sept communes du comitat de *Cluj* (Klausenburg) se soulèvent aussi. La révolution se propage en même temps au comitat d'*Arad*, où elle sévit avec une violence toute particulière. Les paysans de Zam attaquent et brûlent le château de la famille Salbek, à Petris. Le 7 novembre, le château de Soborsin est attaqué et détruit. Les révolutionnaires suivent le cours de la Muresh (Maros) en occupant les communes de Totvaradia, Ghiulitia, Halalis, Gavasdia, Caprutia, Bersova, Milova, Conop et Soimos, d'où ils chassent toute la noblesse hongroise. D'autre part, un autre détachement descendant par la vallée de la Crish (Koeroes) arrive à Siria, dont la population roumaine acclame les révolutionnaires. Le château féodal de Siria est pris. Les communes Borosh-Sebesh, Pancota, Galsa, tombent aussi aux mains des troupes révolutionnaires qui arrivent ainsi devant les murs d'*Arad*.

La révolution avait atteint son apogée. Elle était maîtresse des comitats de Zarand, Hunédoara, Alba-Inferioara et d'une grande partie des comitats d'*Arad* et de *Cluj*. Les préfets des comitats d'Hunédoara et

d'Alba Inferioara : les comtes Bornemissza Janos et Kémény Simon s'étaient réfugiés à Sibiu (Hermannstadt), capitale de la Transylvanie. Le baron de Bruckenthal avait demandé au général Preiss, commandant en chef des armées impériales en Transylvanie, d'intervenir immédiatement contre les révolutionnaires et de réprimer sévèrement le mouvement (4 novembre). Mais le chef de l'armée impériale hésitait à prendre un parti décisif, il ne connaissait pas encore le caractère et l'étendue de la révolution et il voulait attendre les ordres de Vienne. Preiss était d'ailleurs convaincu que les nobles exagéraient à dessein l'importance de la révolte pour excuser d'avance la répression. Cette hésitation du commandant militaire donna aux révolutionnaires le temps d'étendre le champ de leur action.

Le gouvernement de Transylvanie poursuivit cependant son œuvre d'enrayer et réprimer la révolution. Le 8 novembre, le baron Michel de Bruckenthal, frère cadet du gouverneur, est nommé commissaire chargé de réprimer la révolution et d'apaiser les esprits. L'attitude lâche des évêques : Gédéon Nikitici, évêque de Sibiu, Pétrovitch, évêque d'Arad, Popovitch, de Vershetz, et Jean Bob, évêque catholique roumain de Blaj, facilite beaucoup la tâche du commissaire pacificateur : les évêques et un nombre assez grand de leurs prêtres consentent à prêcher la paix parmi les révolutionnaires leur promettant

la satisfaction de leurs demandes et revendications s'ils consentent à cesser leur action. Cette propagande pacifiste des évêques sema la discorde parmi les révolutionnaires de certaines régions et contribua beaucoup à faire échouer la révolution.

Les troupes impériales furent mises vers le 10 novembre à la disposition de l'autorité civile. Le gouvernement cherche à entamer des négociations avec les révolutionnaires. Le lieutenant-colonel Schultz, commandant d'une colonne qui opérait dans la direction de Gald, où se trouvaient, le 10 novembre, Closca, Crishan et Jean Horia, le fils du chef, envoya le lieutenant Probst pour traiter avec les Roumains. Celui-ci rencontra Closca et son escorte dans l'endroit appelé Perăul Turcului (le ruisseau du Turc) où commencèrent les premières négociations. Voici ce que demandait Closca : 1° *l'abolition du servage*; 2° la conscription de tous les paysans roumains comme *soldats libres* de l'empire; 3° la libération des prisonniers roumains qui se trouvaient dans la prison de Gald. La troupe qui accompagnait Closca était évaluée à 1.500 hommes. Le lieutenant Probst communiqua ces conditions à son chef, le lieutenant-colonel Schultz, qui eut lui-même une entrevue avec Closca. Celui-ci déclara être sous le commandement de Jean Horia, le jeune fils du chef. Quant aux conditions qu'il proposa, ce sont les conditions de Horia, le chef suprême de la révolu-

tion. Il paraît que le lieutenant-colonel Schultz fut très satisfait de ses négociations avec Closca, car il adressa au gouverneur un rapport optimiste. Un *armistice* de huit jours fut conclu entre Closca et le lieutenant-colonel Schultz.

Cet armistice fut une faute des révolutionnaires, car il donnait aux nobles hongrois le temps de se ressaisir, de s'organiser pour combattre la révolution et d'obtenir du gouvernement de Vienne l'envoi d'un nombre plus grand de troupes contre les Roumains. Après les huit jours écoulés, un nouveau rendez-vous eut lieu entre le lieutenant-colonel Schultz et les chefs roumains. Horia lui-même y prit part. Schultz avait du gouvernement l'instruction de s'emparer des personnes de Horia et de ses lieutenants ; il savait que, les chefs prisonniers, le peuple se rendrait vite. Mais les Roumains refusèrent catégoriquement de livrer leurs chefs. Et, comme Schultz n'apportait aucune garantie ni même une promesse, les pourparlers furent interrompus et Horia décida de *recommencer la lutte*. Il était pourtant trop tard pour triompher : la noblesse hongroise avait déjà pris ses précautions et le second acte du drame national se terminera par la défaite de la révolution et le supplice de ceux qui s'étaient trouvés à sa tête.

Pour bien juger le but que poursuivait Horia, il est intéressant d'étudier *l'ultimatum* qu'il a adressé, le 11 novembre, aux autorités hongroises du comitat

d'Hunédoara (1). Voici ce précieux document qui nous prouve que ce chef de simples paysans avait pensé à abolir la noblesse avant 1789 :

« Ultimatum du commandant en chef Horia et de son peuple : « 1° Les nobles et tous les propriétaires libres du comitat avec tous leurs descendants doivent abjurer leur religion et embrasser la foi orthodoxe ; 2° *La noblesse est abolie* et les seigneurs ne doivent vivre désormais que des revenus de leurs charges ; 3° Les nobles doivent quitter définitivement leurs propriétés actuelles, dont ils sont dépossédés ; 4° Les nobles payeront les mêmes contributions que le peuple ; 5° Les domaines des nobles seront parcellés et distribués au peuple conformément aux ordres de Sa Majesté impériale. » (L'ultimatum fixe encore les conditions de la reddition de la ville de Déva, chef-lieu du comitat ; on sait que les révolutionnaires y ont échoué.)

On trouve dans ce document, rédigé sans prétentions juridiques ou diplomatiques, deux idées principales : 1° *l'égalité* devant la loi (égalité des charges, abolition de la noblesse) ; 2° *l'expropriation forcée* des grands propriétaires et le parcellement des latifundia en faveur du peuple : l'idée libérale et l'idée socialiste en même temps. Il est évident que ces

1. Szilagyi F., ouvr. cité, p. 141-142. — Jancso Benedek, ouvr. cité, vol. II. p. 107.

idées n'étaient pas réalisables à l'époque de Horia dans un État à constitution si conservatrice et féodale que l'Autriche-Hongrie. Les efforts de Horia et de ses partisans étaient condamnés d'avance.

L'attitude de Joseph II, que le gouverneur de Transylvanie, le baron de Bruckenthal, informait des événements au fur et à mesure qu'ils se produisaient, est singulière. Au commencement il excuse les paysans révolutionnaires et rejette la responsabilité des événements sur la noblesse hongroise, dont il connaissait les tyranniques habitudes et qu'il voulait humilier et affaiblir. Il reproche à ses autorités de Transylvanie de n'avoir pas procédé avec le tact et la bonne volonté nécessaires vis-à-vis de la population, irritable à cause des souffrances séculaires. Il réprouve les condamnations à mort et les exécutions sommaires des révolutionnaires prisonniers qui eurent lieu notamment à Déva. Mais, quand il est informé que la révolution a pris des proportions considérables, que la noblesse hongroise s'arme pour la réprimer, qu'il faut faire marcher les troupes impériales, Joseph II change d'attitude. Il redoute surtout un soulèvement général de la noblesse hongroise qui causerait de grands troubles et massacres en Transylvanie et pourrait même amener une rupture entre la Hongrie et la maison de Habsbourg. L'empereur se décide alors à sacrifier ceux qu'il ne peut pas redouter à cause de leur faiblesse

en comparaison avec le vaste empire austro-hongrois : les serfs roumains. C'est ainsi que les Roumains de Transylvanie furent de nouveau, comme en 1437 et sous Michel le Brave, victimes de leur propre faiblesse : *ils avaient engagé la lutte contre des puissances trop grandes avec des moyens trop faibles. Il fallait encore attendre*

Le seconde révolution de Horia, commencée le 22 novembre après l'échec des négociations avec le commandant des troupes impériales, fut en effet assez vite maîtrisée par les Hongrois et les Autrichiens. La noblesse magyare des comitats d'Alba-Inferioara, d'Hunedoara, de Cluj et des autres comitats menacés par la révolution, qui promet de prendre des proportions encore plus grandes que la précédente, s'arment. Des colonnes puissantes d'infanterie impériale pénètrent, d'autre part, dans l'intérieur des comitats menacés. Horia et ses lieutenants n'abandonnent pas cependant la partie. Les agents de Horia parcourent le pays pour soulever de nouveau le peuple qui n'hésite pas à prendre pour la seconde fois les armes. Les troupes révolutionnaires sont encore plus nombreuses que la première fois. Horia divise son armée en quatre grands détachements commandés par : Closca, Crishan, son fils Jean et lui-même, qui commande le plus important des détachements. Les révolutionnaires obtiennent d'abord des succès : le lieutenant colonel Schultz lui-même est battu dans

le combat de Remete, le 29 novembre, et doit se retirer à Cacova. Les Roumains lui crient ironiquement: *Que le diable t'emporte avec ton empereur ! Nous avons à présent notre empereur, c'est Horia* Horia savait qu'il était abandonné et sacrifié par l'empereur : ne combattait-il pas ses troupes ? Aussi parle-t-il depuis longtemps en son propre nom et les révolutionnaires voyaient désormais en lui, non plus le représentant de l'empereur, mais le chef des Roumains révoltés contre les étrangers, le défenseur de la cause roumaine.

Le 29 novembre les révolutionnaires remportent encore une victoire sur le commandant autrichien Dolcinengo, à Bistra. Mais le 4 décembre le lieutenant-colonel Kray approche avec des forces nouvelles ; l'évêque roumain Nikititch, qui n'avait pas hésité à trahir la cause de son peuple pour sauver son évêché, est avec lui. L'évêque prêche la paix, il conjure la population de se soumettre. Cette activité pacifique a eu un résultat très favorable à la cause des Hongrois : le peuple de plusieurs communes roumaines de la région de Brad mit bas les armes. Cette défection a accéléré le désastre des Roumains. Horia disposait encore d'une armée de 20.000 hommes, mais il savait qu'il ne pouvait continuer la lutte dans des conditions si inégales : ses hommes étaient armés de lances, faux, fourches, sabres, très peu avaient des fusils, tandis que l'armée impé-

riale avait des canons et des fusils en abondance. Le combat qu'il livre à Blajeni laisse l'avantage aux impériaux. Les troupes de Horia sont cernées. Horia décide alors de faire cesser la lutte et fait ses adieux à ses troupes : il leur dit qu'il se sépare d'elles provisoirement, qu'il espère encore reprendre la partie contre les nobles hongrois et leur donner la liberté, et qu'il va pour la dernière fois à Vienne voir l'empereur et le décider à intervenir en faveur du peuple roumain. On veut lui donner une escorte, il refuse. Il part, accompagné de Closca et de quelques fidèles, vers le centre de la région montagnaise, où il se sentait plus en sûreté.

Quelques jours plus tard (le 27 décembre) Horia et Closca, victimes d'une trahison (le gouvernement impérial avait mis sa tête à prix pour 200 ducats d'or), sont arrêtés dans un bois, à Scoracet. On arrête en même temps Crishan et les autres capitaines de la révolution. La période de la répression commence. Le 2 février 1785 Horia et Closca périrent sur la roue, à Alba-Iulia. Crishan n'avait pas attendu le supplice : on le trouva mort dans sa prison. Le drame était fini.

Comme Michel le Brave, Horia n'a pas réussi à donner aux Roumains de Transylvanie la liberté et à restaurer la souveraineté roumaine dans l'ancienne Dacie romaine, parce qu'il n'avait pas une force armée assez considérable, une organisation militaire

assez solide à opposer à la grande puissance austro-hongroise. Mais Horia avait affirmé *les droits imprescriptibles* de la nation roumaine sur cette terre que les Roumains n'ont jamais cessé de considérer comme leur légitime héritage et qu'ils revendiqueront encore, bientôt, les armes à la main. Après la révolution de Horia, celle de Iancou viendra affirmer les droits souverains de la nation roumaine sur la Transylvanie.

CHAPITRE X

*L'influence des idées françaises. Le réveil national.
Le libéralisme hongrois et son œuvre en Trans-
sylvanie. La révolution roumaine de 1848-1849.*

Les grandes monarchies européennes, par leur lente et constante action centralisatrice, avaient brisé la résistance des maisons féodales, fondé les États modernes et préparé, par leurs abus même, le terrain pour la *souveraineté du peuple* qui triompha dans la Révolution française. La liberté, l'égalité devant la loi, la souveraineté nationale devinrent, grâce aux triomphes et aux sacrifices de la première République, des principes dominants qui firent bientôt le tour du continent et du monde. L'empire, issu d'une réaction contre l'abus de liberté, s'est chargé de faire connaître les nouvelles idées dans les monarchies de droit divin où l'avaient conduit ses conquêtes. L'Europe féodale était menacée, les vieilles monarchies avaient prouvé leur incapacité, car pour renverser le titan français il a fallu faire appel aux masses populaires, à cette *force latente* qui seule pouvait entraver la marche du conquérant, mais

que les vieilles monarchies et leurs classes privilégiées avaient jusqu'alors méconnue. Le *principe de nationalité* s'affirme pendant les luttes entre la France libérale et l'Europe conservatrice ; il ira de pair avec celui de la *liberté* et ces deux principes, seuls résultats pratiques des convulsions de la Révolution et du premier Empire, seront les pivots sur lesquels les peuples construiront *un nouvel édifice juridique et social*, qui fera naître un essor du progrès général. Les anciennes barrières sociales, qui entravaient le progrès jusqu'à le faire étouffer dans les préjugés de castes, sont rompues, la civilisation s'achemine vers la démocratie et la justice sociale, qui dans beaucoup d'États européens attendent depuis longtemps leur triomphe.

La Sainte-Alliance et la Restauration ont vainement essayé de réaliser une *restitutio in integrum*. La liberté, défendue par le peuple qui savait l'apprécier parce qu'il l'a goûtée, triompha sur le pavé de Paris. Les révolutions de Juillet 1830 et Février 1848 ont donné le coup de grâce aux monarchies absolues qui s'appuyaient encore sur les épaves du système féodal, et ont imposé à l'Europe sinon la république, assez harcelée même en France, au moins la monarchie constitutionnelle. L'influence de la révolution de 1848 sur l'opinion publique fut surtout puissante et importante, car elle venait de sauver la liberté au moment où elle allait être

étranglée sous les fausses apparences de la réaction déguisée en constitution modérée.

Les événements de juillet 1830 ne restèrent pas sans influence sur l'Autriche-Hongrie et la Roumanie. Un *parti libéral* se forme en Hongrie. L'élite de la nation hongroise en fait partie. Le comte Stéphane Széchenyi, esprit modéré, méthodique, réel, puis le jeune avocat Louis *Kossuth*, tempérament révolutionnaire, idéaliste et fanatique, en sont les chefs. Les libéraux hongrois demandaient l'indépendance politique de la Hongrie — donc sa séparation de l'Autriche — la souveraineté du peuple avec la représentation nationale, l'abolition du servage et des privilèges sociaux, l'égalité devant la loi et dans les fonctions, l'introduction de la langue magyare comme langue officielle (1) et — le point le plus important pour les Roumains — *l'union de la Transylvanie avec la Hongrie*. Le libéralisme hongrois était essentiellement *national*, il était préoccupé exclusivement de faire le bonheur et *la grandeur* — expression du comte Széchenyi — de la nation magyare par la liberté et la collaboration de toutes ses forces. Il se souciait fort peu du progrès des *nationalités non magyares* (Roumains, Serbes, Slovaques, Croates, Ruthènes et Allemands), auxquelles

1. Avant 1848 le latin était la langue administrative en Hongrie et en Transylvanie.

la constitution « libérale » préconisée par Kossuth et ses partisans ne laissait aucune place dans le gouvernement de l'État hongrois. Les principaux caractères du libéralisme de Kossuth étaient donc : 1° *indépendance* absolue vis-à-vis de l'Autriche, réduisant les liens avec cet État à une *union personnelle*, l'empereur d'Autriche restant roi de Hongrie ; 2° *hégémonie absolue de la nation magyare* à l'intérieur, cette nation étant considérée comme le « facteur constituant l'État », donc les nationalités non-magyares sacrifiées ; 3° *union* pure et simple de la Transylvanie et de la Croatie à la Hongrie, donc suppression totale de l'autonomie de ces provinces. C'était un programme parfait au point de vue des intérêts nationaux hongrois, mais il ne s'accordait ni avec les intentions politiques de la maison de Habsbourg, qui rêvait un « empire unitaire », ni avec les *aspirations nationales* des non-Magyars, en premier lieu celles des Roumains de Transylvanie, qui revendiquaient le droit de vivre leur vie nationale à part. Aussi verra-t-on les nationalités non-magyares s'allier, en 1848-1849, à la Cour réactionnaire de Vienne pour sauver leurs existences nationales menacées par le prétendu *libéralisme* hongrois, qui méritait plutôt le nom d'impérialisme.

Le parti libéral hongrois, qui avait déjà enregistré des succès considérables dans le pays et à la Diète, mais dont les membres marquants subissaient les

persécutions et les chicanes de la Camarilla viennoise, se trouvait aux prises avec le parti de la réaction quand, les premiers jours de mars, arriva à Budapest la nouvelle de la Révolution de février 1848. Le 15 mars, la révolution, que dirige Kossuth et ses amis et qu'anime l'idéalisme de la jeunesse, éclate à Budapest, puis à Vienne. Le vieux chancelier Metternich, ce pivot de la réaction autrichienne et européenne, est renversé. L'empereur Ferdinand doit quitter sa capitale, trop peuplée de révolutionnaires austro-hongrois. Le 11 avril l'empereur-roi est obligé de signer une *nouvelle Constitution hongroise*, qui était celle des libéraux nationaux de Kossuth; le programme des patriotes hongrois était complètement réalisé, les Magyars, indépendants désormais de Vienne, étaient les maîtres absolus de leur État, la Transylvanie et la Croatie y comprises. C'est contre ce triomphe complet de la race magyare, qu'inspirait alors le génie persuasif et entraînant de Kossuth, que se redressèrent à la fois l'Autriche, jalouse d'avoir perdu sa vieille influence, et les nationalités non-magyares, redoutant la ruine complète de leurs droits et la fin de leurs individualités nationales submergées dans l'empire hongrois. On verra ainsi les Roumains de Transylvanie, que les expériences séculaires et la révolution, assez récente, de Horia n'ont pas appris à se méfier des services de l'Autriche, s'allier à la réaction autrichienne pour

échapper à la liberté hongroise. Toujours sans l'appui d'une puissance organisée étatique, — la Roumanie moderne n'existait pas pour leur donner un concours ou même un conseil (1), — toujours simples révolutionnaires sans une organisation militaire proprement dite, sans une direction politique unique, ils ne seront qu'un simple instrument dans les mains de l'Autriche, qui le brisera quand elle n'aura plus besoin de lui. En effet, la paix austro-hongroise se fera, en 1867, en sacrifiant les Roumains de Transylvanie et l'alliance étroite de ces deux États, que consacrera le Dualisme, marquera la ruine des revendications si justes des nationalités non-magyares.

Il faut pourtant suivre avec attention les convulsions douloureuses mais salutaires de la nation roumaine à cette époque ; car, si elles n'ont pas abouti à un triomphe politique, elles ont du moins sauvé la *conscience nationale*, elles ont fait revivre l'idéal de *l'unité politique* de la Roumanie et ont eu ainsi une grande portée morale. Comme Horia et ses autres prédécesseurs, Avram Iancou, le chef de la Révolution roumaine de 1848-1849, n'a pas pu triompher militairement et politiquement vis-à-vis de puissances supérieures au point de vue de la *force*.

1. A cette époque, les principautés roumaines étaient occupées par l'armée russe qui avait réprimé les révolutions nationales en Valachie et Moldavie.

Mais Iancou a triomphé moralement *en affirmant les droits imprescriptibles* des Roumains de Transylvanie sur le territoire dont ils sont les plus anciens habitants, il a contribué à faire vivre une *tradition* qui empêche la prescription de ces droits de souveraineté. Voilà pourquoi on ne saurait négliger l'étude du réveil national des Roumains de Transylvanie et leur Révolution en 1848-1849.

La réveil national des Roumains de Transylvanie, qu'a suivi celui de leurs conationaux de Valachie et de Moldavie, commence à la fin du *xviii^e* siècle, quelques années après la révolution de Horia, sous l'influence des historiens roumains qui, étudiant les origines de leur nation, ont puisé dans *la latinité de la race roumaine* la force de prêcher un avenir plus digne à ces descendants des maîtres de l'univers. L'évêque uniате Innocent Micou *Clain* avait déjà été le précurseur de la renaissance nationale. S'inspirant du génie latin de la cité éternelle, frappé du contraste extraordinaire qui existait entre l'origine illustre de son peuple et son état de servage présent, il avait osé demander des droits politiques. Le gouvernement, sur l'instigation des « trois nations », dont l'évêque a osé menacer les privilèges exclusifs, lui fit le procès (1744). Micou mourut à Rome, la ville de ses rêves, où il avait cherché une aide contre la persécution hongroise, mais où il n'a trouvé qu'un fraternel asile. Ce furent, à la fin du *xviii^e* et au commencement

du xix^e siècle, les écrivains politiques : Samuel Micou *Clain*, parent de l'évêque martyr, Georges *Schincai* et Pierre *Maïor*, qui avaient fait leurs études à Rome, qui, par leurs écrits historiques et politiques, firent une propagande extrêmement utile et importante pour l'idée de la renaissance roumaine. Ils accumulaient des preuves en faveur de la latinité de la race roumaine, et c'est au nom de Rome, de sa vieille civilisation, de sa colonisation en Dacie, qu'ils revendiquaient des droits politiques pour leur nation. Ils voyaient en *Rome* non seulement la métropole religieuse des Roumains — ils étaient catholiques — mais encore et surtout la *métropole politique* de leur peuple subjugué par les barbares. Cette propagande, qui était d'autant plus sérieuse qu'elle se basait sur des arguments *scientifiques*, ne tarda pas à avoir un grand retentissement et de produire une profonde impression non seulement en Transylvanie, où elle avait comme siège la petite ville archiépiscopale de *Blaj* (Blasendorf), mais aussi en Valachie et Moldavie, où on verra toute une génération de jeunes boyards roumains se vouer à la cause de la renaissance nationale et un héros issu du peuple, Théodore Vladimiresco, porter le premier coup à la domination étrangère. A cette propagande des historiens latinistes de Transylvanie venait s'ajouter, vers 1820, l'activité intellectuelle que déploya en Valachie le professeur Georges *Lazar*, né en Tran-

sylvanie, et qui, patronnée par les boyards patriotes, eut du succès et trouva des imitateurs. C'est l'instruction nationale, c'est la littérature roumaine qui vont naître de cet essor de la pensée roumaine.

Cette activité intellectuelle et politique donnera bientôt des résultats pratiques. En Valachie et en Moldavie elle contribuera à faire naître le mouvement de Théodore Vladimiresco et des boyards patriotes, qui a chassé les princes phanariotes, et facilitera la formation du *parti de l'union* qui donnera à la Roumanie moderne l'unité actuelle en 1859, l'indépendance et la gloire militaire en 1877, et la royauté en 1881. En Transylvanie, la propagande latiniste se traduira d'abord par le *Supplex libellus Valachorum* (1791) et par la révolution de 1848-1849.

Le *Supplex libellus Valachorum*, pétition adressée par les Roumains de Transylvanie, leurs évêques en tête, à l'empereur d'Autriche, prince de Transylvanie, est un acte politique intéressant par son contenu, bien qu'il n'ait pas produit les résultats désirés par ses auteurs. Il est la conséquence à la fois de la révolution de Horia et de la politique anti-magyare et philo-roumaine de l'empereur Joseph II, et de la propagande latiniste des historiens de Blaj : Micou, Shincăi et Maior. Joseph II avait songé déjà à donner satisfaction aux vieilles revendications des Roumains et à accorder aux Roumains de Transylvanie des droits politiques. Le fonction-

naire de la Chancellerie impériale, *Beyerslag*, avait même élaboré un projet de constitution par lequel l'empereur accordait aux Roumains tous les droits politiques que possédaient les Hongrois, Saxons et Széklers, et élevait la nation roumaine au rang de *quatrième nation* de Transylvanie. Mais ce projet est resté lettre morte : Joseph II mourut en 1790 et il avait dû annuler avant sa mort presque toutes ses grandes réformes.

Dans le *Supplex Libellus* les Roumains de Transylvanie affirment leurs *droits historiques* de souveraineté en Transylvanie, affirment leur *unité nationale* indissoluble et demandent la *liberté* tout entière. Pour une nation de serfs cet acte, même fait sous la forme d'une respectueuse pétition, était téméraire. Mais il était inspiré par les historiens latinistes, auxquels la conviction que les Roumains sont les descendants des maîtres de l'ancienne Dacie avait donné le courage de formuler de pareilles revendications et mêmes d'autres allant plus loin. C'est sur cette filiation romaine qu'était construite toute l'argumentation du document : les Roumains affirmaient être les habitants *les plus anciens*, les habitants autochtones de la Transylvanie, ils produisaient tout un arsenal de preuves pour démontrer qu'il y a *continuité* de la présence de l'élément roumain depuis la colonisation de Trajan jusqu'en 1791. On interprétait d'ailleurs les anciennes lois du pays, qui parlent des

« trois nations », comme favorables à la thèse roumaine, en argumentant que les trois nations étaient : les Hongrois, les Saxons et les Roumains, — le nom *székler* ne représentant qu'une origine, était celui d'une tribu hongroise. Enfin la troisième partie de l'argumentation du *supplex libellus* mettait en relief l'importance numérique de l'élément roumain qui formait les deux tiers de la population totale du pays, et son importance politique, militaire et économique. Puisque ce sont les Roumains qui sont les plus nombreux habitants du pays, disait l'auteur du document, Joseph Mèhès, puisque ce sont eux qui donnent à l'empire le plus grand contingent militaire, puisque ce sont eux qui supportent toutes les charges financières, qui fournissent les ouvriers de la vie économique, n'ont-ils pas aussi le droit de figurer parmi les « nations » de Transylvanie comme quatrième nation, de jouir des droits et prérogatives dont jouissent les autres habitants du pays, moins anciens, moins nombreux, moins travailleurs ?

Voici d'ailleurs ce que demandaient les pétitionnaires : 1° *L'assimilation* complète de la situation juridique des Roumains à la situation juridique des Hongrois ; 2° *Égalité religieuse* : la confession orthodoxe reconnue officiellement et protégée par l'État, exactement comme les autres religions ; 3° *Autonomie administrative* des régions roumaines avec préfets roumains et administration roumaine dans les comi-

tats dont la majorité est roumaine et qui seraient désignés dans l'avenir par des noms roumains :
4° Une *Assemblée nationale*, composée de représentants laïcs et religieux du peuple roumain. Cette assemblée nommerait une commission qui aurait le rôle d'être en contact permanent avec la Cour de Vienne.

Il va sans dire que les nations privilégiées : Hongrois, Saxons et Széklers, qui avaient tout intérêt à maintenir l'élément roumain, si dangereux à cause de son nombre et ses aspirations, dans la servitude, ne voulurent rien savoir de ces revendications. Les Roumains avaient envoyé la pétition d'abord à l'empereur Léopold II, qui l'avait renvoyée à la Diète de Transylvanie avec une recommandation bienveillante pour la « nation valaque de Transylvanie ». Communiqué le 21 juin 1791 à la Diète, *le Supplex libellus* provoqua une émotion considérable. Les privilégiés ne voulaient pas croire à tant d'audace, les revendications des Roumains leur paraissaient extraordinaires. Un rapport fut préparé pour répondre à la Chancellerie impériale ; il disait que les arguments renfermés dans le document roumain étaient du domaine de la fantaisie pure, que les Roumains n'avaient jamais eu de droits politiques en Transylvanie et que, par conséquent, on devrait refuser nettement leur demande. Pour améliorer leur sort, on peut cependant leur accorder quelques facilités écono-

miqués. Ce rapport fut expédié à Vienne et la Cour adopta la solution simpliste qu'il contenait. On refusa nettement.

Les Roumains ne désarmèrent pas, — ce qui prouve qu'ils étaient bien sûrs de leur bon droit. Une seconde pétition, analogue à celle qu'on a vue, fut portée à Vienne par une délégation à la tête de laquelle se trouvaient les évêques Adamovici et Bob (le 30 mars 1792). Mais François II était alors occupé à combattre la Révolution française et il était peu disposé à mécontenter la noblesse magyare. Les circonstances n'étaient nullement favorables à une réforme libérale : l'Autriche combattait alors la démocratie française. On refusa donc d'adopter les théories roumaines et la pétition resta dans les cartons de la Chancellerie impériale. Mais on accorda à l'évêque uniaste certaines concessions économiques et on octroya aux Roumains orthodoxes le droit d'accès aux fonctions administratives. Ces piteuses concessions furent le seul résultat pratique des pétitions de 1791-1792, mais l'effet moral de ce duel scientifique, dans lequel l'argumentation historique et logique des écrivains latinistes l'emporta sur l'incapacité des juristes hongrois, fut considérable. Il contribuera au réveil de la conscience nationale, et les arguments et les revendications de 1791-1792 seront déjà une base assez sérieuse pour les reven-

dications roumaines soutenues par la parole et par l'épée en 1848-1849.

Le terrain, pour la Révolution de 1848-1849, était donc suffisamment préparé. Les historiens latinistes avaient convaincu l'élite, avaient créé des chefs, la révolution de Horia avait préparé l'esprit du peuple aux grandes actions et les professeurs patriotes de Blaj, et la presse périodique naissante donneront, en exaltant l'enthousiasme de la jeunesse prête aux sacrifices, à la veille même des événements de 1848, l'impulsion à l'action. Une femme héroïque, dont l'activité est restée pendant longtemps inconnue, Catherine *Varga*, a joué, dans la période 1843-1847, le rôle de précurseur de la révolution par son activité locale mais très intensive en faveur du peuple, dans la région d'Abrud. Elle avait réussi à faire confirmer par l'empereur Ferdinand certains privilèges très anciens des communes de Bucium, Cerb, Poïana, Izbita, etc., que le fisc de Zalatna ne voulait pas respecter.

Un mouvement révolutionnaire semblait déjà se dessiner dans cette région que dominait entièrement l'esprit énergique et organisateur de l'étrange femme, quand les autorités hongroises s'emparèrent de Catherine *Varga* à l'aide de l'évêque roumain Andréas Saguna, qui ne voulait pas exposer la population roumaine à des répressions semblables à celles qui ont suivi la révolution de Horia. Cathe-

rine fut emprisonnée et l'histoire ne sait nous dire ce qu'elle est devenue (1).

La nouvelle du succès de la révolution de Pest (15 mars 1848) s'est vite répandue dans toute la Hongrie. Dans toute les villes la population l'accueille avec enthousiasme. Les nationalités non-magyares fraternisaient avec les Hongrois, car on croyait que la liberté, les droits que la Révolution donnait étaient *pour tous*, sans distinction de nationalité. On ne se rendait pas encore bien compte des ambitions hongroises, on ne savait pas encore que la nouvelle constitution, élaborée par les amis de Kossuth, ne promettait pas grand'chose aux Roumains et aux autres peuples non-magyars. Les Roumains savaient seulement qu'il n'y aurait plus de servage, plus de classes privilégiées, plus d'inégalité religieuse. Mais ils ne se doutaient pas que le servage social allait être remplacé par l'asservissement politique. On n'avait pas, dans les premiers moments d'enthousiasme avec lequel on saluait la liberté, mesuré toute l'étendue de l'union de la Transylvanie avec la Hongrie, qui figurait cependant dans le programme politique des libéraux hongrois qui a triomphé le 15 mars. Voilà pourquoi Hongrois et Roumains acceptaient avec la même satisfaction les nouvelles des événe-

1. Cet épisode de l'histoire de Transylvanie a été utilisé dans la littérature roumaine : la pièce patriotique de M^{me} Constance Hodos, *Catherine Varga*.

ments de Pest et Vienne. C'est le 23 mars que la grande nouvelle arriva à Osorheiu (Maros-Vasarhely), centre de la vie juridique de Transylvanie ayant une cour d'appel importante (la « table royale »), où faisaient leurs études pratiques un nombre d'environ 200 étudiants en droit, parmi lesquels se trouvaient beaucoup de Roumains, notamment *Aeram Iancou*, le futur chef de la révolution. Ces jeunes gens roumains, qui représentaient l'élite de la nation, prirent part aux manifestations de joie organisées par leurs collègues hongrois. Ils considéraient la liberté à peine née comme une propriété commune, chère à tous. Mais Papiu Ilarianu, en signant l'adresse que les étudiants envoyaient à l'empereur, disait déjà : « Je signe ce document *comme Roumain*. »

Cependant Iancou et ses amis sentaient bien qu'il fallait agir, que les Roumains devaient s'affirmer aussi comme une *nation autonome* et qu'il fallait, surtout, empêcher l'*union de la Transylvanie à la Hongrie*. Le 1^{er} avril Iancou, Papiu Ilarianu, Florian Mikes, Porutiu et Bârlea arrivent à Blaj, où ils voient les professeurs et les personnalités marquantes de l'Église catholique roumaine. Une conférence a lieu le même jour. On décide l'action. Le professeur Aron Pumnul rédige un appel à la nation roumaine, la conviant à se réunir dans une assemblée le jour de Saint-Thomas, pour délibérer sur les événements. « Le moment est venu — disait le manifeste — pour

les Roumains de revendiquer aussi leurs droits et de les conquérir... Le peuple roumain ? Oui, mais il n'est pas représenté à la Diète. Qui parlera donc en son nom ? Le peuple lui-même, dans sa totalité. C'est dans ce but qu'il faut qu'il se réunisse et qu'il délibère. » Les étudiants, que dirige déjà l'esprit énergique et clairvoyant de Iancou, se chargent de répandre ce manifeste dans les régions roumaines et surtout dans leurs familles. On profite des vacances de Pâques pour faire une propagande utile. La réunion fut *interdite* par le gouvernement, Aron Pummul fut accusé d'agitation subversive et dangereuse pour l'État, et les évêques roumains reçurent l'ordre de faire connaître partout dans leurs diocèses l'interdiction de la réunion. Mais l'œuvre de propagande de la jeunesse avait déjà fait son effet. Malgré la défense gouvernementale, malgré les mesures d'ordre prises par les autorités hongroises, la réunion eut lieu à Blaj. Iancou, Buteanu, Papiu en furent les principaux orateurs. Ce ne fut cependant qu'une réunion préparatoire destinée à tâter le terrain et à mesurer les forces nationales. Malgré l'interdiction gouvernementale appuyée de celles de leurs évêques, le peuple avait répondu à l'appel de ses jeunes dirigeants. Le terrain pour la grande assemblée nationale du 15 mai (3 mai d'après le style grec) était préparé.

Cependant l'agitation grandissait chaque jour. L'assemblée du 15 mai, à laquelle prirent part

40.000 Roumains et qui fut tenue à ciel ouvert dans le vaste champ qu'on appelle depuis *Câmpia Libertatei* (le Champ de la liberté), avait déjà un caractère révolutionnaire. On parlait d'elle comme de la « Diète roumaine ». Toute l'élite des Roumains de Transylvanie était représentée à cette réunion. Les évêques roumains Saguna (orthodoxe) et Leményi (catholique) la présidèrent. Siméon Barnutiu, le jurisconsulte des Roumains, Avram Iancou, chef de la jeunesse, le publiciste Baritiu, Laurianu Trebonianu, etc. furent les principaux acteurs de cette journée historique, qui venait affirmer une fois de plus la volonté du peuple roumain revendiquer les droits dont un passé malheureux l'avait dépouillé.

Voici les points essentiels de la motion adoptée par l'assemblée : 1° L'emplacement où fut tenue la réunion s'appellera *le Champ de la liberté* (*Câmpia libertatei*), en souvenir du jour du 3-15 mai 1848 ; 2° La nation roumaine affirme sa volonté de rester fidèle à la maison impériale des Habsbourg ; 3° La nation roumaine *se déclare nation indépendante* et, en cette qualité, elle se déclare comme étant une partie politiquement intégrante de la Transylvanie, en se basant sur l'égalité des libertés publiques. L'assemblée approuva en outre un *mémoire* contenant seize points et qu'une délégation élue par l'assemblée devait présenter à l'empereur Ferdinand V. Voici

encore les principaux points de ce document : 1° La nation roumaine, se basant sur les principes de fraternité et de liberté, demande son *indépendance* au point de vue politique. Elle demande qu'elle figure dans les actes publics comme « nation roumaine », qu'elle soit *représentée dans le Parlement* proportionnellement à son importance numérique, qu'elle ait *ses fonctionnaires propres* dans toutes les branches de l'administration, de la justice et de l'armée. La langue roumaine doit être employée dans l'administration et la justice pour toutes les affaires intéressant les Roumains. Elle demande le droit de tenir chaque année une *assemblée nationale* ; 2° Elle demande la *liberté et l'égalité religieuse*, le rétablissement de la dignité de *métropolite roumain*, la création d'un synode ecclésiastique, composé des délégués du clergé et des représentants laïques, pour élire le métropolite et les évêques et délibérer dans les affaires religieuses de grande importance ; 3° *Abolition du servage* ; 4° *Abolition des corporations* et des privilèges industriels. Liberté du commerce et de l'industrie ; 5° et 6° de moindre importance : Questions économiques de l'époque ; 7° La nation roumaine demande la *liberté des réunions* et de la *presse*. Abolition de la censure et de la caution en matière de presse ; 8° La nation demande des garanties pour la *liberté individuelle*, pour empêcher les arrestations arbitraires ; 9° Introduction des *cours*

d'assises, du jury et publicité des séances ; 10° La nation roumaine demande la levée en masse et la création d'une garde nationale. Les officiers des troupes roumaines doivent être roumains. Les autres articles sont moins importants.

Ce sont, on le voit bien, les idées de la Révolution française, adaptées aux besoins d'une vie politique moins libre, moins développée ; ce qui est important dans ce mémoire, c'est l'affirmation de l'*unité* et de l'*autonomie* de la nation roumaine, qui ne veut plus supporter sa situation subordonnée et demande une place égale à celles qu'occupent les autres nations de la monarchie. Les Roumains veulent donc s'affirmer comme *facteur politique autonome* dans l'empire des Habsbourg et demandent pour cela des garanties.

On se demande peut-être : pourquoi les Roumains de Transylvanie n'ont-ils pas déclaré leur indépendance complète vis-à-vis de l'Autriche et leur union avec leurs frères de Valachie et de Moldavie ? La réponse est très facile : Ces pays avaient alors perdu leur indépendance, ils étaient des provinces russes et c'eût été secouer un joug pour se courber sous un autre.

L'assemblée du 15 mai avait élu deux délégations, dont l'une devait aller à Vienne pour présenter à l'empereur l'adresse contenant les seize points, l'autre à Cluj (Klausenbourg) pour informer la Diète des privilégiés des revendications des Roumains. Ni

l'une ni l'autre n'obtint un résultat favorable : la Cour n'avait pas encore rompu avec le gouvernement des Kossuth et n'osait pas se mettre en travers des projets hongrois ; quant à la Diète de Cluj, elle était naturellement hostile aux prétentions roumaines. Ainsi *ces démarches pacifiques n'aboutirent à rien*. L'assemblée de Blaj avait élu d'ailleurs un *comité permanent* de 25 membres, présidé par l'évêque Saguna et dont faisaient partie Iancou, Barnutiù, Pumnul, Papiu, Vaida, Buteanu et d'autres personnalités politiques marquantes. Ce comité devait recevoir les réponses de l'empereur Ferdinand et de la Diète et convoquer, s'il y avait nécessité, une nouvelle assemblée nationale.

Cependant les événements se précipitèrent. La rupture entre la Cour — effrayée du succès des libéraux de Kossuth et surtout de l'étendue des concessions qu'elle avait dû faire — et les Hongrois devenait inévitable. Le cabinet Battyanyi, dont faisait déjà partie Kossuth comme ministre des Finances, se prépare pour le conflit. La Diète vote à Kossuth les crédits nécessaires pour créer une armée nationale hongroise. La Cour de Vienne répond en lançant contre le gouvernement hongrois les nationalités non-magyares mécontentes de la situation que leur a créée la constitution de 1848. Les Croates sous leur ban Jella-sich s'arment, les Serbes veulent constituer une principauté autonome, les Saxons se déclarent contre

l'union de la Transylvanie à la Hongrie et contre le gouvernement de Pest, les Slovaques s'arment aussi. Enfin les Roumains ne devaient pas rester spectateurs tranquilles des événements graves qui se préparaient.

Le point principal de la constitution hongroise de 1848 qui mécontentait les Roumains était l'union de la Transylvanie à la Hongrie, que la Diète de Transylvanie avait approuvée malgré l'hostilité des Roumains et des Saxons (30 mai 1848). Il était donc tout naturel que, dans le conflit qui allait éclater entre l'Autriche et la Hongrie, les Roumains deviennent les alliés fidèles de la Cour. Le péril hongrois était imminent tandis qu'un péril autrichien n'existait même pas. Malgré les sévères mesures prises par le gouvernement hongrois : arrestation de plusieurs membres du comité national roumain, exécution sommaire des paysans roumains qui ne voulaient pas s'enrôler dans l'armée révolutionnaire hongroise que Kossuth commençait à lever, le comité dirigeant roumain se prononce contre l'union avec la Hongrie. Barnutiu se réfugie à Orlat, siège d'un régiment composé surtout de soldats et officiers roumains et ne rentre à Sibiu que sous la protection de cette première troupe recrutée à la révolution roumaine. Iancou, Axente et d'autres chefs régionaux organisent déjà des troupes révolutionnaires, notamment dans la région montagneuse des comitats de Zarand et

d'Alba-Inferieure, qui fut aussi le foyer de la révolution de Horia. Le 20 août la foule roumaine des environs de Sibiu fait irruption dans la ville et obtient la libération des membres du comité national Laurianu et Balasiesco. Le comité s'installe à *Orlat* au milieu des troupes révolutionnaires et refuse de reconnaître la légalité du gouvernement de Kossuth, tout en acceptant l'autorité de l'empereur (août-septembre 1848).

La rupture entre la Cour et le gouvernement hongrois dont l'âme était Kossuth s'était déclarée pendant ce temps-là. Une délégation de la Chambre hongroise arrivée à Vienne chercha vainement à éviter le conflit (9 septembre). Le général Jellasich, ban de Croatie, passe la Drave et marche sur Pest (11 septembre). Le 19 septembre les députés saxons quittent le Parlement de Pest pour se réfugier en Transylvanie. Le 22, l'empereur adresse un manifeste à ses peuples de Hongrie, mettant hors la loi le gouvernement révolutionnaire de Pest ; le 28, la foule de la capitale hongroise lynche le commissaire impérial comte de Lamberg. La rupture est consommée. La plus sanglante guerre civile qui ait jamais ravagé la Hongrie éclate. La Chambre hongroise nomme un « Comité de la défense nationale », qui sera le gouvernement révolutionnaire de la Hongrie jusqu'à la répression définitive de la révolution hongroise par les Russes. Kossuth en était le chef.

Les Roumains de Transylvanie tinrent une seconde assemblée nationale à Blaj, cette fois non pour formuler des pétitions, mais pour s'armer. Elle eut lieu le 25 septembre. Iancou s'y présenta à la tête d'une armée de 6.000 hommes, recrutés parmi ses montagnards. Le comité national d'Orlat, que dirigeait Barnutin, arriva aussi avec ses contingents. On décida aussitôt de créer une *garde nationale roumaine*, destinée à défendre les intérêts de la nation roumaine et le trône des Habsbourg contre la Hongrie révolutionnaire de Kossuth. En voici le projet d'organisation : le service militaire est obligatoire pour tous les Roumains valides entre dix-sept et cinquante ans. La totalité des forces roumaines recrutées en Transylvanie sera divisée en 15 *légions*. Chaque légion sera commandée par un *préfet* (*præfectus*) dont le lieutenant sera le sous-préfet. Les légions seront divisées en cohortes ou bataillons, que commanderont les *tribuns* secondés par les vice-tribuns. La cohorte sera divisée en 10 *centuries*, commandées par des *centurions*. Une *centurie* avait 100 hommes, une *cohorte* 1.000. Les légions étaient plus ou moins grandes, d'après le nombre des cohortes qu'elles contenaient. On espérait ainsi créer une armée nationale de 180.000 fantassins et 15.000 cavaliers, ce qui portait le nombre total des forces révolutionnaires roumaines à 195.000 hommes. Il n'y avait pas d'artillerie, sauf quelques pièces

prises aux Hongrois ou des canons improvisés.

L'organisation militaire était, on le voit bien, toute *romaine*. La conscience de leur origine était plus forte que jamais dans ces heures critiques. Le manifeste qu'on adressa à la nation fut rédigé en latin et signé *Populus romanus*. Mais on n'avait pas assez d'armes pour armer l'importante armée dont la levée fut édictée par l'assemblée de Blaj. Le général Puchner, commandant en chef des armées impériales, fut prié par le comité dirigeant roumain de donner aux contingents roumains des armes et des officiers instructeurs. Mais Puchner était un routinier incapable, il hésitait, il tergiversait et fit perdre ainsi aux Roumains un temps précieux. C'est la faute de l'Autriche de n'avoir pas su profiter de la formidable force que la levée en masse des Roumains lui offrait. Iancou, Axente, Buteanu, Balint et les autres commandants durent pourvoir eux-mêmes aux nécessités de l'armée et l'armement de leurs troupes ne fut que trop rudimentaire et insuffisant. Ainsi restreinte, privée de l'appui de l'officialité autrichienne, *méfiant et tracassière même avec ses alliés*, l'action militaire des Roumains ne put pas produire les effets décisifs qu'elle aurait certainement obtenus si elle était entrée en campagne avec l'important contingent qu'avait voté l'assemblée nationale de Blaj. La lenteur, les tergiversations, la méfiance blessante et la condescendance dédaigneuse avec laquelle les autorités

autrichiennes traitaient les Roumains et leurs chefs, firent perdre à l'Autriche le terrain en Transylvanie. *Iancou seul avait réussi à maintenir son indépendance et sa liberté d'action* dans son pays montagneux avec ses troupes d'insurgés. D'autre part, l'incapacité classique des généraux autrichiens dans les luttes qui se déroulèrent en Hongrie fit perdre ici encore le terrain aux impériaux.

Ce n'est que l'armée du tsar Nicolas I^{er} qui sauvera la couronne des Habsbourg et imposera aux Hongrois la paix. Mais jusque-là, quel chemin à parcourir pour ce peuple roumain à peine libéré d'une servitude multiséculaire, sans fortune nationale, sans armée régulière, sans diplomatie, sans une organisation qui aurait pu réaliser une *unité* parfaite dans les efforts, condition indispensable du succès. Car tandis que Iancou, Axente, Buteanu, Balint et les autres chefs des troupes révolutionnaires combattaient dans leurs secteurs respectifs, les *civils* roumains organisaient à Sibiu des « comités pacificateurs » ou s'occupaient à rédiger d'interminables... pétitions qu'on portait à Vienne ou Olmuetz pour les soumettre à la grâce de la majesté impériale. Il va sans dire que cette activité bureaucratique du comité roumain est restée sans fruit : ce n'était pas le moment de faire de la littérature politique. Les troupes de Kossuth gagnaient des batailles tandis que les « pacificateurs » de Sibiu s'humiliaient à présenter des suppliques

plaintives. Iancou et ceux qui ont suivi son exemple ont seuls sauvé l'honneur, et c'est dans leur camp que se trouvait le vrai gouvernement roumain, où on parlait ferme, où on repoussait les propositions de paix que faisait Kossuth victorieux partout en Hongrie et devant lequel Iancou seul était encore debout. Au lieu de déployer une si féconde activité littéraire, au lieu de créer des comités pacificateurs, au lieu de perdre un temps précieux dans les antichambres impériales ou dans des voyages en Valachie pour amener quelques troupes russes, les membres du comité national roumain auraient dû imiter l'exemple de Iancou et *concentrer tous leurs efforts dans l'action militaire*. Le succès des armes roumaines, dont l'honneur a été sauvé par Iancou et ses lieutenants, aurait pu être ainsi complet, les Hongrois auraient dû évacuer complètement la Transylvanie et la nation roumaine, maîtresse du pays, aurait pu *imposer* ses conditions à Vienne au lieu d'accepter, de *subir* celles qu'on voulait bien lui dicter.

Il est inutile, pour la présente étude, de faire l'histoire de l'action militaire. Pendant les premiers mois de la guerre civile, les Hongrois furent partout refoulés, mais, pendant l'hiver, ils prirent leurs revanche, battirent le général Puchner et les Russes accourus pour l'aider et, au printemps, le général polonais Bem, dont Kossuth avait accepté les services, était partout vainqueur, — sauf dans la région où commandait Iancou.

cou. Celui-ci, vainqueur dans une série de batailles désastreuses pour l'armée hongroise, était maître de la partie montagneuse du centre, et ses lieutenants inquiétaient les Hongrois par leurs fréquentes luttes de *guérilla*, toujours favorables aux Roumains. Kossuth envoie enfin un négociateur : le roumain Dragosh (avril 1849). Mais en même temps un fort détachement de troupes hongroises, sous le commandement de Hatvani, s'avance pour surprendre les Roumains au milieu de leurs délibérations qui se tenaient à Abrud. Iancou, informé de cette trahison, interrompt aussitôt les négociations et se rend à l'armée. Il écrase l'armée hongroise dans une bataille qui dura deux jours (9 et 10 mai) et dans laquelle les Hongrois perdirent un millier d'hommes. Les restes de l'armée de Hatvani durent battre en retraite. Iancou, qui disposait encore d'une armée de 12.000 à 15.000 hommes s'attendait à une nouvelle offensive hongroise. Le négociateur Dragosh paya son rôle de sa vie : il fut mis à mort par les soldats de Iancou, mais sans son ordre. Une nouvelle attaque de Hatvani fut également repoussée par Iancou à Roshia et Cernita (19 et 20 mai). Les Hongrois perdirent cette fois 2.300 hommes. Le 15 juin les Roumains gagnent une nouvelle bataille. La victoire de Fontanele sur les troupes de Vasvari, autre général que Kossuth envoie contre Iancou, donne aux Roumains la maîtrise définitive du centre montagneux (*munti Apu-*

seni) de Transylvanie. Vasvari lui-même tombe dans cette dernière bataille qui consacra la valeur militaire des troupes de Iancou. Les Hongrois n'osèrent plus l'attaquer. Les Roumains restèrent partout maîtres des champs de bataille. Quand l'armée de Kossuth et de Goergey dut mettre bas les armes devant les troupes du tsar à Siria (Vilagos), une seule force armée était encore debout : celle de Iancou, dans son inexpugnable citadelle montagnaise.

Mais la victoire facile des armées du tsar, accourues pour sauver le trône des Habsbourg et pour empêcher la révolution de gagner la Pologne, rendit les services de cette poignée de braves inutiles, car « la Hongrie vaincue se trouvait prosternée aux pieds du tsar » (1). Ce ne sont donc pas les Roumains qui ont sauvé l'Autriche, mais bien le tsar. Les Roumains n'ont fait que verser leur sang pour leur empereur. La maison de Habsbourg ne se croyait pas très obligée envers ces humbles sujets qui l'avaient assaillie de leurs pétitions et dont les sacrifices n'ont pu épargner à l'empereur la honte du secours russe. Il ne devait y avoir, d'ailleurs, de reconnaissance ni pour les Roumains ni pour les Russes. Iancou, le chef de la révolution qui avait combattu pour la maison d'Autriche, fut humilié et repoussé par ceux qu'il avait servis. Lorsque le jeune empereur François Joseph I^{er} fit, en

1. Paroles du général Paskiewitch, commandant des armées russes, dans son rapport au tsar Nicolas I^{er}.

1852, un voyage en Transylvanie et visita la région que Iancou avait défendue en 1848-1849 contre les troupes de Kossuth, l'empereur traita Iancou avec indifférence. Il ne fut même pas reçu en audience. Le chef de la révolution roumaine demandait des droits pour sa nation ; le gouvernement autrichien lui offrit des décorations et des avantages personnels que Iancou refusa fièrement par ces paroles : « J'ai combattu pour les droits de ma nation et non pour des faveurs pour moi ». Mais ce n'est pas tout. Iancou, qui était avocat, s'intéressait au vieux procès des Roumains montagnards de la région de Bucium, le même qui a provoqué l'intervention de Horia à Vienne et les agitations de Catherine Varga. Et, comme dans cette époque de troubles éclatèrent dans les communes qu'intéressait ce procès, on accusa Iancou d'avoir suscité ces désordres et on le mit en prison. Ce n'était pas la dernière humiliation de celui qu'on appelait en 1848-1849, « le roi des montagnes ». Dans cette prison d'Alba-Julia, qui a vu tour à tour les supplices de Horia, de Closca, de Catherine Varga, Iancou devait aussi expier le courage de ses actes : on le traita durement et un jour il fut même souffleté par un nommé Hoehn, un allemand, gouverneur de la prison. Ce fut, pour le chef de la révolution roumaine de 1848, la reconnaissance de l'Autriche.

La Révolution de 1848-49 est la dernière que firent les Roumains en Transylvanie pour la défense

de leurs droits. On ne les verra plus s'armer pour secouer cette domination étrangère qui pesait et *qui pèse encore* si lourdement sur eux. Comme les révolutions précédentes, celle de 1848-49 n'a pas réussi à établir la souveraineté roumaine en Transylvanie ; si les Roumains ont eu avec eux le bon *droit*, ils n'ont pas eu *la force de l'imposer* : une armée suffisamment forte pour tenir tête aux ambitions hongroises et à l'ingratitude autrichienne. Mais, comme dans les révolutions précédentes, les Roumains ont affirmé de nouveau, ont scellé de leur sang *leur droit*. Et, puisque l'histoire de ces révolutions inutiles mais nécessaires pour *perpétuer l'idéal* prouve que *Gladius legis custos*, que le glaive est le défenseur du droit, il faut que les Roumains de Transylvanie cherchent et trouvent ce glaive qui leur donnera la possession des droits dont ils ont été dépouillés. Et, puisqu'ils n'ont pas ce glaive ou puisque leur glaive est trop faible pour vaincre le colosse austro-hongrois allié à un autre colosse plus insatiable encore, c'est *le devoir de leurs frères libres*, qui possèdent une armée et peuvent s'assurer de fortes alliances parmi ceux qui défendent le droit, de mettre à la disposition de la Transylvanie enchaînée ce glaive libérateur. C'est un devoir absolu auquel la libre Roumanie ne saurait manquer sans compromettre son honneur, son prestige et son avenir. Il y a, pour les nations, des questions de vie et de mort. La question de Transylvanie en

est une pour la Roumanie, pour la race roumaine tout entière. Le geste libérateur que fera la Roumanie honorera son nom, donnera à ses nationaux qui, malgré dix siècles d'oppression, sont restés fidèles à l'idéal roumain, la liberté et réalisera *l'unité roumaine*, qui est une des nécessités actuelles de la vie internationale. Il faut exclure l'égoïsme qui exagère la prudence dans des moments où il y a, dans cette gigantesque lutte pour la défense de la liberté des peuples, des nations sans territoire et des rois sans patrie. C'est de l'héroïsme d'un moment que naissent les longues années de bonheur et de grandeur. La Roumanie n'oubliera pas son devoir et son origine, principal fondement de son droit.

CHAPITRE XI

L'absolutisme autrichien et le prélude du Dualisme. — Politique de l'évêque baron de Saguna. — L'autonomie religieuse.

(1849-1866)

En août 1849, l'Autriche était maîtresse de la Hongrie et de la Lombardie, dont les révolutions avaient secoué l'empire. Le général Radetzki avait maîtrisé les Italiens, le russe Paskievitch les Hongrois. La maison de Habsbourg avait recouvré son ancien prestige, si compromis pendant une année. L'ère de l'absolutisme commence par le gouvernement centralisateur énergique de Bach.

Quand le général hongrois Goergey capitula à Siria (Vilagos) et que Kossuth, le dictateur déchu, prit le chemin de l'exil, les troupes de Iancou étaient maîtresses du centre montagneux de la Transylvanie. Iancou les licencia ; elles devenaient inutiles. L'empereur, fort du secours russe et disposant de l'armée de Radetzki que la soumission des Italiens rendait libre, n'avait plus besoin des services des insurgés roumains. L'attitude loyale des Roumains vis-à-vis

de la dynastie lors des événements de 1848-1849 et la fidélité des troupes roumaines, qui avaient combattu sous Radetzki contre leurs frères italiens, méritaient évidemment une récompense. Les Roumains espéraient que l'empereur, qui n'ignorait pas ce que ses sujets roumains avaient fait pour sa maison, voudrait bien donner une solution favorable aux pétitions que l'évêque Saguna ne cessait de soumettre à la Chancellerie impériale au nom de son peuple, pendant et après l'action militaire des Roumains. Mais cet évêque trop prudent soucieux uniquement de sauvegarder les intérêts de son Église, ne parlait, dans ses pétitions, que fort peu et fort timidement des mérites militaires de Iancou, « le distingué chef du *Landsturm* roumain » et il n'osait pas présenter l'action militaire des Roumains comme une action indépendante. Il humiliait même Iancou au point de demander à l'empereur, dans une pétition du 3 juillet 1849, alors que les Hongrois résistaient encore, de l'utiliser contre les bandes irrégulières hongroises sous le commandement d'un officier supérieur autrichien.

C'était cependant le moment favorable pour préciser le point de vue roumain vis-à-vis de l'ère nouvelle qui commençait et d'éclaircir la situation juridique des Roumains de Transylvanie, qui avaient rendu des services précieux à la dynastie. Si les Roumains avaient procédé d'une manière plus éner-

gique, plus résolue, et surtout s'ils avaient été plus solidaires, plus unis les uns aux autres, les concessions politiques que les Roumains voulaient obtenir de l'empereur, auraient été certainement beaucoup plus importantes. Mais, malheureusement pour eux, ils n'avaient pas un vrai *chef politique* pouvant parler avec autorité au nom de sa nation. Iancou n'avait jamais été qu'un chef militaire, un bon commandant d'armées, mais c'était tout. D'ailleurs, en ce moment, il était mécontent du peu d'attention que la Cour et même les personnes dirigeantes roumaines avaient attribué à ses mérites militaires ; il était las de cette lutte qui avait coûté aux Roumains tant de sang et dont il prévoyait déjà la stérilité. Quand, en juillet 1852, l'empereur fit un voyage dans la région où Iancou avait gagné tant de batailles pour la gloire de l'Autriche, l'ancien général roumain se déroba à la vue de François-Joseph I^{er} : l'entourage de l'empereur et certains fonctionnaires autrichiens l'avaient offensé et il ne voulait plus voir l'empereur dont il pressentait l'ingratitude envers ceux qui avaient versé leur sang pour son trône (1). Quant à l'évêque uniate Leményi, c'était un homme excessivement prudent, élevé dans l'esprit gouvernemental et incapable de montrer de l'énergie. Son

1. Iancou est mort en 1872, après un pénible séjour dans la prison hongroise.

successeur Sterca-Sulutiu, quoique bon patriote roumain, avait les mêmes défauts d'indécision et manquait d'énergie et d'expérience politique. Restait l'évêque orthodoxe Saguna. C'était un homme instruit, d'une grande intelligence et capable, qui avait une certaine expérience politique et des relations dans les milieux influents autrichiens. Mais si Saguna était un excellent chef religieux, qui a rendu à l'Église orthodoxe roumaine de grands services et qui est le véritable auteur de l'autonomie religieuse des Roumains de Transylvanie, ce n'était pas encore un chef politique capable de diriger les destins d'un peuple de deux millions. Il n'avait pour cela ni le courage ni l'envergure.

Le gouvernement absolutiste de Bach réprima toute velléité de mouvement national. Les facteurs principaux de son ère étaient le gendarme et le fisc. La liberté de presse fut supprimée, la censure fut introduite. Il ne pouvait même pas être question de réunions publiques, Il fallait se contenter des petites concessions que voulait bien accorder aux peuples « sages » le gouvernement, c'est-à-dire la Cour. Le cabinet Bach fut d'abord sévère envers les Hongrois; leur rébellion était trop récente pour qu'on pût les traiter déjà en amis. Mais il n'était pas moins réservé et rigide vis-à-vis des Roumains; on affectait cependant encore vis-à-vis d'eux une certaine condescendance, on était *gnaedig* avec eux. Mais c'était tout.

L'esprit de chicanes a toujours caractérisé l'administration autrichienne. Il florissait surtout à cette période d'accalmie où toutes les nationalités d'Autriche, vaincues par la toute puissance de la dynastie, devaient se taire et subir stoïquement les fantaisies de l'administration. En Transylvanie les *Saxons* seuls jouissaient d'une situation privilégiée, ils étaient de race allemande et le gouvernement de Bach, comme gouvernement absolu et centraliste, n'avait pas oublié les traditions de *germanisation* du temps de Joseph II. L'œuvre de germanisation fut donc commencée aussitôt en Transylvanie sous la direction du gouverneur Wohlgemuth, un fonctionnaire soupçonneux et sans scrupules. Les écoles des confins militaires, roumaines jusqu'alors, furent *germanisées*, notamment celle d'Orlat, l'ancien siège du comité national roumain. On mettait simplement en prison les instituteurs et les particuliers récalcitrants. L'évêque Suguna lui-même n'était pas à l'abri des chicanes du gouverneur Wohlgemuth.

La nouvelle *division administrative territoriale* de l'empire faite sous le gouvernement Bach ne favorisa guère les Roumains. Ceux des comitats de Fagarash et Bistritza furent englobés dans le *Sachsenland* (le pays des Saxons), où ils devaient subir la domination saxonne. Les Roumains de Maramouresh furent annexés au territoire habité par les Ruthènes, ceux de Crishana furent sacrifiés aux Hongrois, ceux du

Banat de Temesvar reçurent comme maîtres les Serbes du Voévodat. C'est ainsi que le nombreux et puissant élément ethnique roumain qui comptait déjà presque 2 millions et demi d'habitants, fut décomposé, désarticulé, pour être réparti sur les territoires saxon, hongrois et slave. L'administration autrichienne appliquait son grand principe : *Divide et impera* : elle a annihilé les forces nationales roumaines, qui avaient *trop* montré, dans la révolution de 1848-1849, ce dont elles étaient capables, en les divisant et les soumettant à l'autorité des ennemis séculaires des Roumains. Bien qu'ils se fussent montrés fidèles à la dynastie, l'Autriche craignait les Roumains et ne voulait pas favoriser leurs ambitions qui, ayant un caractère national, devaient finir tôt au tard par les pousser à se déclarer indépendantes de l'autorité des Habsbourg.

Tous les privilèges, toutes les faveurs furent pour les Saxons, bien que leur rôle ait été très effacé en 1848-1849. Ils n'avaient pas fait les grands sacrifices qu'avaient faits les Roumains et tandis que les troupes de lancou résistaient victorieusement dans leurs montagnes, les Saxons, malgré leurs villes fortifiées, avaient été les premiers à accepter le gouvernement révolutionnaire de Kossuth. Mais pour le cabinet Bach il ne s'agissait pas évidemment de faire de la politique sentimentale — les nations généreuses seules peuvent la faire — ou de récompenser selon les mérites. Les

Saxons étaient des Allemands, ils devaient donc être les pivots de la politique autrichienne en Transylvanie à cette époque où les Hongrois étaient en disgrâce. Aussi donna-t-on à cette *minorité* de 200.000 h. formant à peine 10 o/o de la population totale de la Transylvanie, le rôle *prépondérant* dans la politique de ce pays. Leur ville principale : Hermannstadt (Sibiu) devint le siège du gouverneur. Quand, en 1850, l'empereur François-Joseph I^{er} envoya dans la province un commissaire pour en étudier la situation générale et proposer les mesures nécessaires, on lui adjoignit immédiatement un conseiller saxon. Les Roumains demandèrent aussi à être représentés dans ce conseil important par un commissaire à eux : leur demande fut repoussée. Les Saxons possédaient d'ailleurs une autonomie presque complète ; leur *organisation municipale* était tellement solide, qu'ils se trouvaient retranchés dans leurs villes munies d'un grand nombre de privilèges, comme dans de véritables forteresses. Au point de vue du *pouvoir judiciaire* ils jouissaient également d'une situation privilégiée, si bien que les procès des Saxons étaient jugés de la première instance jusqu'à la cassation par des juges saxons ou bien par des hauts juges qui comprenaient leur langue et se gardaient de toucher à leurs intérêts. *Ce n'était pas le cas pour les Roumains.* On a vu la façon dont le gouvernement Bacht fit la division administrative des territoires

habités par eux ; ils étaient administrés et jugés, dans la plupart des comitats, par leurs adversaires séculaires. Et comme comble à ces mesures de persécution *systématique* du gouvernement autrichien, il faut ajouter que les régiments roumains des confins militaires, qui s'étaient *trop* distingués en 1848-1849 dans les luttes pour la maison de Habsbourg, et qui jouissaient d'un régime spécial comme régiments de frontière, comme par exemple le régiment d'Orlat, furent rayés des cadres de l'armée et leurs officiers et soldats rentrèrent dans le droit commun. Ce fut le coup de grâce que le gouvernement autrichien porta contre la dernière institution ayant un certain caractère politique roumain et jouissant de privilèges territoriaux. Enfin, un ordre administratif de 1861 interdit l'entrée des livres et journaux de Roumanie en Transylvanie.

Cependant la dynastie des Habsbourg s'acheminait vers la réconciliation avec les Hongrois. La véritable disgrâce des Hongrois après leur révolution de 1848-1849 n'avait duré que quelques années. La guerre de Crimée, qui avait isolé l'Autriche et créé l'embryon de sa future grande rivale : l'Italie, l'union des principautés roumaines en 1859 créant la Roumanie moderne, autre menace pour l'empire autrichien, les victoires françaises de Magenta et de Solferino (1859) assurant l'unité italienne, la froideur de la Russie trahie par les Habsbourg dont elle a sauvé le

trône, les ambitions de la Prusse, qui commençaient à se dessiner et, enfin, les agissements continus de Kossuth, Klapka, et des autres révolutionnaires hongrois réfugiés à l'étranger, étaient certes des événements capables de faire redouter à l'Autriche des revers prochains et de lui inspirer l'idée de se réconcilier avec ses ennemis intérieurs. Or, les plus redoutables, les plus obstinés de ces ennemis étaient les Hongrois, dont l'absolutisme de Bach n'avait fait que rendre inébranlable la position dans la monarchie. A mesure que l'Autriche accumulera des échecs dans sa politique extérieure — et ils furent nombreux à cette époque, on l'a vu — elle cherchera à se rapprocher de la Hongrie dont elle avait brutalement détruit les aspirations en 1849.

On assistera donc au prélude du Dualisme austro-hongrois. Les revers d'Italie renverseront l'énergique mais routinier Bach, et Schmerling préparera involontairement le terrain pour les événements de 1866 et 1867. Même avant ses défaites de Magenta et de Solferino, l'Autriche cherchait à faire oublier aux Hongrois les cruelles répressions de 1849 et à attirer les aristocrates hongrois à la Cour. Les événements de 1859 en Italie et en Roumanie, son isolement de plus en plus prononcé et l'impatience croissante des Hongrois jaloux de reconquérir leur ancienne situation privilégiée dans l'empire, rendirent nécessaire la fin du régime trop rigoureux de Bach. L'empereur

voyait la nécessité impérieuse de faire des concessions. Il n'osait pas cependant donner à l'empire la constitution libérale que l'opinion lui demandait, — mais il entra dans la voie des concessions. Le *diplôme du 20 octobre 1860* suivi des *lettres patentes du 26 février 1861* donnèrent à l'empire autrichien — ce n'était pas encore l'empire austro-hongrois — une *constitution* qui restera en vigueur jusqu'en 1867 et sera le fondement principal du droit public autrichien moderne. Mais, avant d'octroyer à l'empire cette constitution, œuvre d'une bureaucratie routinière, l'empereur François-Joseph 1^{er} voulut consulter ses sujets. Une sorte de Sénat, dont les membres furent choisis par le gouvernement lui-même et qui étaient des *notables* de toutes les nationalités de l'empire, fut convoqué en mai 1860. C'était une sorte de conseil impérial renforcé, sans aucun pouvoir législatif. Son rôle était purement consultatif, il devait être l'interprète des dispositions de la population et fournir à l'empereur les éléments de la future constitution. On l'appela le Reichsrath renforcé (*verstärkter Reichsrath*).

Cette assemblée des notables de l'empire ressemblait plutôt à une conférence internationale. Les divers représentants des nombreuses nationalités de l'empire habsbourgeois, si différentes les unes des autres comme origine, religion, mentalité, sentiments et intérêts, s'y rencontrèrent comme se rencontrent

des *étrangers*. Il en résulta un vrai chaos. Les intérêts des diverses nationalités étaient si opposés les uns aux autres qu'un accord entre les membres du Reichsrath renforcé était pour ainsi dire impossible. Il y avait d'ailleurs un certain nombre de représentants qui ne savaient pas eux-mêmes ce qu'ils voulaient, ce qu'ils devaient demander à l'empereur. *Les seuls* qui avaient un programme bien défini, qui savaient prendre toujours une attitude nette et ferme et déployer une énergie utile, *c'étaient les Hongrois*, les seuls d'ailleurs qui avaient l'habitude des débats parlementaires. Aussi verra-t-on les aristocrates hongrois, qui formaient un bloc que l'humiliation du présent et une solidarité de dix siècles rendaient inébranlable, prendre la direction des débats. Les Roumains, qui n'étaient représentés que par leurs évêques, dont on connaît la trop prudente timidité, et par quelques grands propriétaires (*Andréas Mocioni*, etc.), plus timides encore, ne jouèrent dans ce petit Parlement préparatoire qu'un rôle très effacé. Les Hongrois les avaient cependant bien provoqués. Le comte Le Majlath, historien hongrois connu, déclara en présence des représentants roumains : « Quant à moi, je crois qu'en Hongrie il n'y a que des Hongrois, nonobstant la langue qu'ils parlent : l'allemand, le slave, le hongrois ou le roumain ». Il n'y avait personne pour répondre à cette théorie de droit public, dans laquelle l'aristocrate et

historien hongrois avait résumé les ambitions politiques de sa race.

Si les aspirations hongroises à l'hégémonie perçaient déjà dans le Reichsrath renforcé, elles devenaient plus entreprenantes encore après le diplôme du 20 octobre 1860 et la publication des lettres patentes du 26 février 1861, par lesquelles François-Joseph reconnaissait indirectement son impuissance à diriger les destins de l'empire sans l'appui constitutionnel de ses peuples. De plus en plus sûrs de leur fortune future les Hongrois prennent l'offensive aussi bien à Vienne qu'en Transylvanie. Le 15 juillet 1863, la Diète de Transylvanie fut ouverte. Les droits d'égalité des Roumains, comme nation politique, y furent reconnus, mais les Hongrois osèrent déjà parler de l'union de la Transylvanie avec la Hongrie.

Les événements se précipitaient cependant en faveur des Hongrois. Le cabinet Schmerling, encore assez favorable aux Roumains, fut renversé le 26 juillet 1865 et l'action constante des aristocrates hongrois et du grand partisan du Dualisme : François Déak, devenait de plus en plus énergique. Dans la Diète de Transylvanie qui fut convoquée en novembre à Cluj (Klausenburg), les Hongrois demandèrent nettement l'*annexion de la Transylvanie à la Hongrie*, que la Diète vota sous leur pression. Les Roumains protestèrent, mais la Cour n'était plus pour eux. Il fallait se résigner. La guerre avec la Prusse

menaçait, François-Joseph voulait s'assurer l'appui des Hongrois (1865). La Diète fut donc convoquée à Pest pour assister au couronnement du roi avec la couronne de Saint-Étienne ; mais elle devait surtout consacrer la paix entre le souverain et la nation magyare. L'empereur l'ouvrit par un discours dans lequel il critiquait presque le régime antérieur et faisait appel aux représentants de la nation hongroise, « dignes successeurs de leurs ancêtres fidèles à la maison de Habsbourg » (décembre 1865). Les députés de la Diète de Transylvanie furent, eux aussi, convoqués à cette « Diète du sacre » ; c'était déjà un signe que l'Autriche envisageait l'union de la Transylvanie avec la Hongrie. Les Roumains étaient représentés dans la Diète de Pest par 19 députés : ce n'était pas beaucoup pour un peuple de 2 millions, quand le nombre total des députés était de 377. Ils siégèrent jusqu'à la fin de la session et prirent à plusieurs reprises la parole en combattant toujours l'union avec la Hongrie ; ils réclamaient l'*autonomie de la Transylvanie*, ils admettaient que la Transylvanie fût *coordonnée* à la Hongrie, mais non qu'elle lui fut subordonnée. Les plus remarquables discours furent ceux d'Aloys Vlad de Seliste et de Joseph Hodos. Le premier disait : « je ne suis pas centraliste, car je ne suis pas Allemand ; je ne suis pas dualiste n'étant pas Hon-

grois, mais je suis *fédéraliste* »(1). Quant à Hodos, il disait qu'entre la Hongrie et la Transylvanie le souverain seul est commun, l'union opérée en 1848 n'ayant pas été légale, puisqu'elle avait été l'œuvre des révolutionnaires de Kossuth. Il va sans dire que ces discours, fort beaux comme manifestation de la conscience nationale roumaine et utiles comme protestation politique contre la nouvelle usurpation de droits qui se préparait, n'eurent aucun résultat pratique. Deux ans plus tard, la constitution *dualiste* consacrera l'union définitive de la Transylvanie à la Hongrie, sans laisser aucune trace de son ancienne indépendance ou de son autonomie séculaire.

Les seuls résultats pratiques de cette époque furent, pour les Roumains, ceux de la politique prudente et persévérante de l'évêque (plus tard métropolitite), baron Andréas de Saguna, dont on a vu l'échec sur le terrain des droits souverains en Transylvanie. Saguna a fait, avec les faibles moyens dont il disposait dans une époque où les Roumains de Transylvanie n'avaient pas encore l'expérience de la vie politique, ni une organisation assez solide pour imposer le respect à leurs nombreux et puissants ennemis, ce qu'il était possible de faire. On lui reproche avec raison d'avoir été trop timide en

1. On voit que l'idée de la fédéralisation de l'Autriche-Hongrie est née avant l'archiduc François-Ferdinand, qui voulait la réaliser.

1848-1849, d'avoir laissé Iancou supporter seul les difficultés des opérations militaires, d'avoir appelé en Transylvanie les Russes qui avaient réprimé la révolution de Bucarest et étaient les ennemis des libertés populaires, d'avoir déprécié l'action et les mérites de Iancou, de l'avoir même humilié en certaine occasion, et de s'être désintéressé dans le dernier temps de la politique roumaine. Ce sont des torts, de véritables torts, il faut le reconnaître. Mais Saguna a aussi des mérites : il a réussi à faire consacrer officiellement, tant par le gouvernement absolutiste autrichien que par le gouvernement dualiste hongrois, après 1867, la légalité de l'Église orthodoxe roumaine et son égalité devant la loi avec les autres religions reconnues. Dans le long rapport qu'il a adressé à l'empereur le 24 novembre 1852, il a fait un exposé historique d'un intérêt puissant et soutenu et a demandé pour son peuple l'*autonomie religieuse* qui a été définitivement reconnue par le décret impérial du 24 décembre 1864. C'est Saguna qui a obtenu de l'empereur l'érection de son évêché de Sibiu en archevêché et métropole (1864) et a qui créé les évêchés d'Arad et de Caransebes. Il a organisé l'autonomie religieuse des Roumains par le *Statut organique*, œuvre juridique d'une admirable clarté et précision prévoyant tous les détails de l'organisation autonome de l'Église roumaine de Transylvanie et Hongrie, qui forme ainsi un véritable État dans

l'état (25 septembre 1868). Cette autonomie religieuse, qui assure aux Roumains une certaine indépendance de leur vie religieuse et intellectuelle, a été pendant longtemps le seul refuge de leurs aspirations nationales, car c'est grâce à cette autonomie qu'ils peuvent avoir des écoles primaires et secondaires roumaines et peuvent user de leur langue dans l'Église. Ils ont un « Congrès national ecclésiastique » qui élit le métropolite de Sibiu et deux synodes diocésains, à Arad et Caransebes. Le système de l'élection est général pour la création des prêtres, archiprêtres et évêques : c'est une véritable résurrection des temps chrétiens primitifs alors que les fidèles élaient eux-mêmes leurs chefs religieux. Les organes administratifs sont les *consistoires*, ceux de la législation, le Congrès de Sibiu et les synodes d'Arad et Caransebes. Le gouvernement hongrois approuva le « Statut organique » par le décret du 28 mai 1869, se ménageant cependant un certain droit de contrôle, assez restreint d'ailleurs.

L'activité de l'archevêque Saguna se manifesta aussi dans le domaine de *l'instruction laïque*. Il fonda un grand nombre d'écoles. En 1861 fut créée, avec le concours du métropolite uniato Sterca-Sulutiu, de Jean Puscariu et d'autres notables orthodoxes et catholiques, *l'Association transylvanienne pour la littérature roumaine et l'instruction du peuple roumain*, puissante société littéraire qui a joué un rôle

considérable dans la vie nationale des Roumains de Transylvanie. Elle ouvrit ses séances le 4 novembre 1861. Son siège est à Sibiu, où elle a organisé un musée roumain. Elle publia pendant longtemps une revue scientifique et littéraire : *Transylvania*. Elle existe encore et déploie une activité scientifique et littéraire très remarquable.

QUATRIÈME PARTIE

Depuis l'établissement du Dualisme austro-hongrois
jusqu'à la grande guerre européenne
(1867-1914)

CHAPITRE XII

Le Dualisme austro-hongrois. L'hégémonie magyare dans la politique de la monarchie. Les nationalités non-magyares sacrifiées. La Transylvanie annexée à la Hongrie. La loi des nationalités de 1868 et son article 44. La politique de magyarisation.

On a vu la situation juridique des Roumains de Transylvanie sous les divers régimes étrangers, qui laissaient à cette province une autonomie plus ou moins complète. Jusqu'en 1867, année qui marque le déclin définitif de l'impérialisme autrichien et le commencement de *l'hégémonie magyare*, la situation juridique de la Transylvanie est encore tolérable : elle jouissait, sous le régime autrichien, d'une

certaine autonomie territoriale, elle avait une Diète, un gouvernement à elle et les débuts assez faibles de la politique de germanisation ne sont pas à comparer aux effets désastreux de la politique de magyarisation inaugurée par les Hongrois après leur triomphe de 1867. Sous le régime dualiste la Transylvanie perdra tous ses anciens droits autonomes, tous les restes de son ancienne indépendance et, englobée purement et simplement aux territoires de la couronne de Saint-Étienne, elle ne sera plus qu'une *notion géographique*.

C'est la double répercussion des revers autrichiens à l'extérieur et de l'action énergiquement soutenue des Hongrois sur le gouvernement autrichien qui fit pencher la balance en faveur des Hongrois et assura le triomphe des idées de François Deak, principal promoteur du Dualisme. Le 26 juin 1865 le cabinet Schmerling, qui résistait encore aux assauts de l'aristocratie hongroise, laquelle menait fortement l'intrigue à Vienne, apprenait que son grand ennemi le comte Georges de Mailath était nommé chancelier aulique hongrois. C'était évidemment un désaveu formel de la politique magyarophobe de Schmerling. Le cabinet répondit par sa démission. Comme à la chute de Bach les Hongrois, qui gagnaient du terrain à l'intérieur à mesure que l'Autriche en perdait à l'extérieur, étaient au premier rang des vainqueurs. Le ministère de Richard Belcredi, appelé

« le cabinet des trois comtes » à cause de la présence dans ce gouvernement des comtes Belcredi, Mensdorff et Larisch, était celui des grands féodaux, donc favorable à l'action toujours plus accentuée des magnats hongrois. L'autonomie provinciale du diplôme d'octobre 1860 profita aux Hongrois : la Diète de Cluj, convoquée à la place de celle de Sibiu, dissoute, vota, sous la pression de l'opinion magyare qui menaçait de faire revivre les temps de Kossuth, l'union complète de la Transylvanie avec la Hongrie, succès considérable qui prédisait d'autres plus importants encore.

Les élections pour la Diète hongroise de 1865-1866 donnèrent au parti libéral *dualiste* de François Déak une majorité d'une centaine de voix. Il y avait aussi dans cette Chambre des partisans de Kossuth, qui menaçaient de la révolution, et dont Déak exploitait la turbulente activité pour imposer respect à la Cour et aux Autrichiens. Cependant, au printemps 1866, la guerre avec la Prusse et l'Italie devenait imminente. L'Autriche escomptait une victoire pour reprendre l'ascendant sur la Hongrie devenue trop audacieuse ; les Hongrois, au contraire, espéraient que l'Autriche serait vaincue, pour conquérir la place dirigeante dans la monarchie et imposer la constitution dualiste que préparait déjà Déak. Le 24 juin 1866 l'armée autrichienne triomphait des Italiens à Custozza et l'Autriche semblait déjà reconquérir son

ancien prestige. Enhardi par cette victoire complète, le ministère de Vienne prorogeait quelques jours après la Diète hongroise (le 27 juin). Mais la grande défaite de Kœniggrætz-Sadowa suivit de près la victoire de Custoza et en effaça l'impression. La journée du 3 juillet fut décisive : l'armée de Benedek, défaite, se repliait sur Vienne. La Prusse devait bientôt dicter la paix à la rivale vaincue. La première condition du comte de Bismarck fut l'exclusion totale de l'Autriche de la confédération germanique.

Chassée d'Italie, exclue d'Allemagne, dont elle était encore la puissance principale avant les revers de 1849 et 1859, l'Autriche voyait sa carrière politique terminée en Occident. L'unité de l'Italie et de l'Allemagne se faisait sur ses ruines. Elle ne pourrait désormais jouer un rôle considérable qu'en Orient et elle embrassera bientôt la devise de *Drang nach Osten*, le rêve d'arriver à Salonique. Bismarck lui-même lui conseilla de diriger les efforts de sa politique extérieure vers les pays balkaniques et de transférer le *point de gravitation* de sa politique intérieure à *Budapest*. Il était évident que n'ayant plus aucune autorité en Allemagne et en Italie, l'Autriche devait chercher un nouvel *appui*, un point de gravitation plus solide que ceux qui ont sombré en 1859 et 1866 : elle croyait avoir trouvé cet appui chez les Hongrois. Quelques jours après la bataille de Sadowa, l'empereur François-Joseph I^{er} avait

appelé Déak à Vienne (le 17 juillet 1866). Le chef du parti dualiste hongrois plaida adroitement la cause de la Hongrie et celle du compromis austro-hongrois sur la base dualiste. Le 19 juillet la décision de l'empereur était déjà prise, mais on ajourna la réalisation du projet adopté par l'empereur, jusqu'à la conclusion de la paix austro-prussienne. Dans cet intervalle, la jeune reine Élisabeth, qui était une grande admiratrice des manières chevaleresques des magnats hongrois et plus spécialement de celles du comte Jules d'Andrassy, agissait à la Cour en faveur des Hongrois.

Les projets de Déak se réalisèrent en 1867. Le compromis austro-hongrois fut conclu. Le comte Jules d'Andrassy reçut, le 18 février, la mission de former le premier cabinet hongrois de l'époque dualiste, et le 8 juin, François-Joseph I^{er} fut couronné, dans les formes traditionnelles, roi de Hongrie, à Bude. Les Hongrois sauvèrent ainsi leur constitution. Au point de vue du droit, l'époque absolutiste autrichienne était considérée comme inexistante. François-Joseph I^{er} dut jurer fidélité à la constitution et se faire sacrer avec l'ancienne couronne de Saint-Étienne. Il n'était, légalement, aux yeux des Hongrois, roi de Hongrie qu'à partir de ce moment, qui marquait la conclusion d'un pacte entre la nation et lui. Les traditions juridiques de la Hongrie avaient triomphé grâce à la victoire des Prussiens. L'hégé-

monie magyare dans l'empire austro hongrois est donc indirectement une œuvre prussienne.

L'édifice juridique du *Dualisme* que construisit le compromis austro-hongrois de 1867 est particulièrement intéressant. La *monarchie austro-hongroise* prend la place de l'ancien empire d'Autriche. La Hongrie n'est plus une partie intégrante, un *Reichsland* de l'Autriche, mais un état complètement *souverain* qui lui est associé *avec des droits égaux*. Il y a donc ici un *contrat* entre deux états souverains, un contrat qui a bien ses clauses. C'est ainsi que par exemple l'article 12 de la loi hongroise du Compromis dualiste de 1867 stipule en termes exprès que la Hongrie ne traite avec les pays de l'empire autrichien que s'ils sont et pour aussi longtemps qu'ils seront *en possession d'une représentation constitutionnelle*, ce qui est, indirectement, une garantie contre l'introduction de l'absolutisme en Autriche. Le Dualisme a donc créé *deux États*: l'empire d'Autriche et le royaume de Hongrie, qui ne sont pas deux parties d'un État, mais bien deux états souverains. La *monarchie austro-hongroise* n'existe, comme *unité*, que vis-à-vis de l'étranger. La monarchie ne possède donc pas la plénitude des droits souverains : elle ne possède que *certain attributs de souveraineté que les deux États ont mis en commun* et uniquement au regard des pays étrangers. De cette situation juridique résulte que l'étranger seul a

affaire à l'Autriche-Hongrie, les citoyens sont ou Autrichiens ou Hongrois. La meilleure preuve que nous sommes en présence de deux états souverains c'est que cette union politique entre l'Autriche et la Hongrie ne durera, en vertu de la *Pragmatic Sanction* votée par la Diète hongroise en 1713 et qui reste en vigueur, qu'autant que la dynastie de Habsbourg. Avec la mort du dernier (ou dernière) représentant de cette famille la Hongrie recouvrerait sa complète souveraineté et ne serait plus liée à l'Autriche. C'est donc la dynastie qui est le principal lien entre les deux états, bien que ce ne soit pas une union purement personnelle.

L'empereur-roi représente la monarchie au dehors il dirige la politique extérieure, il est le chef de l'armée, il peut renvoyer les ministres, dissoudre les Chambres, refuser de sanctionner les lois. Il a le droit de grâce. Dans l'administration des affaires extérieures l'empereur-roi est assisté de trois ministres, communs ou ministres d'empire : le ministre des Affaires étrangères, de la Guerre et des Finances communes, qui comprennent les dépenses de la monarchie occasionnées par l'entretien de la diplomatie, de l'armée et de la marine. Le contrôle parlementaire sur ces ministres communs est exercé par les *Délégations* autrichienne et hongroise qui siègent chaque année, alternativement, à Vienne ou à Budapest, sans se réunir dans une séance commune et ne

communiquant d'habitude que par écrit. Chaque délégation, autrichienne ou hongroise, se compose de 60 membres du Parlement, dont 40 députés (membres du *Reichsrath* ou de la Chambre des députés de Budapest) et 20 membres de la Chambre-Haute (en Hongrie Chambre des Magnats). La compétence des Délégations est exclusivement budgétaire et non législative. Le pouvoir législatif est propre à chacun des États : l'Autriche a le *Reichsrath* et la Chambre-Haute, la Hongrie, la Chambre des députés et la Chambre des Magnats. La monarchie comme unité politique n'a pas de pouvoir législatif : les lois qui intéressent la défense de la monarchie, la marine, la diplomatie, le commerce extérieur, les douanes, etc., sont votées par chacune des Chambres des deux États. Les dépenses des trois ministères communs sont votées par les Délégations de la manière suivante : la somme des contributions à verser par les deux États est répartie entre eux à raison d'un taux décennal. Ce taux est resté depuis 1867 le même : 70 o/o pour l'Autriche et 30 o/o pour la Hongrie, ce qui est une proportion très avantageuse pour la Hongrie, car la population de l'Autriche n'est ni deux fois plus nombreuse ni deux fois plus riche que celle de la Hongrie. C'est un privilège que les Hongrois ont réussi à s'assurer dans les premières années de l'ère dualiste et auquel le gouvernement autrichien n'a pas osé toucher précisément à

cause de la situation prépondérante de la nation hongroise dans la monarchie. La dépense votée par les Délégations est obligatoire, les Chambres n'ont pas le droit de la discuter, elles doivent la couvrir.

En même temps que la Hongrie, l'Autriche obtenait aussi sa constitution, qui est la même pour les points communs avec la Hongrie. Mais la constitution du 21 décembre 1867 est spéciale à l'Autriche. Elle s'inspire en grande partie du diplôme du 20 octobre 1860, consacrant la décentralisation de l'administration et même d'une partie de la législation : celle qui regarde uniquement les provinces. L'organe législatif central est le *Reichsrath*, qui légifère dans les questions qui intéressent l'empire entier. Les provinces, qui sont administrées par les gouverneurs, jouissent d'une assez grande autonomie. L'organe législatif de la province est le *Landtag*, la Diète provinciale, dont le ressort est restreint aux questions régionales d'intérêt plutôt économique. La particularité de la constitution du 21 décembre 1867 est son article 14, qui empêche toute suspension de la constitution en donnant au gouvernement le droit d'appliquer le budget, de recruter des soldats et en général d'administrer sans l'assentiment des Chambres. La situation juridique *d'ex-lex* n'est pas connue, grâce à l'article 14, en Autriche, mais elle peut se produire en Hongrie où il n'existe pas un article pareil et où l'opposition kossuthiste, en empêchant

par son obstruction parlementaire de faire voter le budget et les lois de conscription, ont déjà provoqué cet état *d'ex-lex*. La responsabilité ministérielle est établie en Autriche comme en Hongrie. Les libertés publiques sont garanties par la constitution ; celle de l'Autriche garantit aussi l'indépendance des juges.

Quant à la Hongrie, le compromis dualiste de 1867 ne changea que ses relations vis-à-vis de l'Autriche et non sa constitution libérale de 1848, dont les dispositions restèrent pour la plupart en vigueur. L'organisation des pouvoirs publics reste à peu près la même que celle qui est prévue dans la constitution révolutionnaire. Les députés sont élus pour cinq ans ; le scrutin est public, le secret du vote n'existe pas. Les membres de la Chambre des magnats sont les « magnats » payant comme contribution directe plus de 6.000 couronnes par an et certains hauts dignitaires, comme par exemple les archevêques et les évêques (1). L'organisation administrative est basée sur l'ancien système des *comitats*, qui jouissent d'une autonomie considérable. Les principaux fonctionnaires du comitat sont élus par l'assemblée du comitat (le conseil général), seul le préfet (*fœ-ispan*) est nommé par le gouvernement. Mais le véritable administrateur du comitat c'est le vice-préfet (*al ispan*),

1. Les métropolitains et évêques roumains sont également membres de la Chambre des magnats.

lui-même élu par le conseil général. La constitution hongroise a voulu concilier ainsi l'ancien système féodal de l'autonomie des comitats avec le système centralisateur moderne. La vie municipale est très développée. Les maires sont élus par l'assemblée municipale. Les municipes jouissent d'une certaine autonomie, leur langue officielle peut être une autre que le magyar : elle est, par exemple, l'allemand à Sibiü (Hermannstadt), l'allemand, le hongrois et le roumain à Brasso (Kronstadt), le roumain dans les villes et communes rurales roumaines. La langue officielle de l'État est uniquement le hongrois.

Le compromis dualiste venait presque légitimer la révolution antidynastique de 1848-1849, puisqu'il consacrait définitivement la législation de 1848, source du conflit entre l'empereur et les Hongrois. Le Dualisme a été conclu par l'Autriche sous la menace de l'effondrement de l'empire, sous la pression de la nécessité. Quand François Déak et le comte Jules d'Andrassy ont imposé à leur souverain les lois dualistes de 1867, les Hongrois étaient les seuls maîtres de la situation, ils pouvaient se créer une situation privilégiée dans la monarchie. On a vu leur habileté de n'accepter que les 30 o/o des charges communes de l'empire : c'était sans doute un privilège. Il y avait donc égalité des droits entre les deux États, mais disparité des charges. Il est certain que le Dualisme profite en premier lieu

aux Hongrois. L'Autriche fut à moitié sacrifiée. Quant aux nationalités non-magyares de Hongrie et en premier lieu les Roumains, qui en 1848-1849 avaient combattu loyalement pour la maison impériale, elles furent *totalelement sacrifiées à l'hégémonie magyare*, qui se manifestera bientôt non seulement dans la politique intérieure de la Hongrie, mais aussi dans la politique *extérieure* de la monarchie dualiste. A l'intérieur l'impérialisme hongrois, fondé par le comte d'Andrassy et développé par tous ses successeurs et notamment par le comte Stéphane Tisza, se manifestera par *la politique de magyarisation*, à l'extérieur il se fera rémarquer par son alliance avec l'Allemagne de Bismarck — œuvre du comte Andrassy — et sa politique nettement hostile à la Russie (manifestations turcophiles pendant la guerre de Plevna, 1877) et à la Roumanie (politique bulgarophile du comte Berchtold, en 1912-1913, dans l'affaire de Silistrie et pendant la conférence de la paix de Bucarest, juillet et août 1913). C'est ainsi que l'hégémonie hongroise en Autriche-Hongrie éloigna l'empire autrichien de tous ses anciens amis pour le jeter dans les bras de l'impérialisme allemand, qui avait précisément besoin d'une grande puissance *vassale*. Voilà comment le nationalisme hongrois contribuera à renforcer le *bloc germanique* contre les puissances de l'Europe occidentale, la Russie et la Roumanie.

Quelle sera la situation des Roumains de Transylvanie dans la nouvelle organisation de la monarchie des Habsbourg ?

Les Roumains se rendaient bien compte du péril qui les menaçait avant la conclusion du compromis dualiste, car ils avaient assisté au prélude : la Diète unioniste hongroise de Cluj et la Diète convoquée à Pest pour le couronnement du roi. Mais les efforts qu'ils firent pour sauver l'autonomie de la Transylvanie restèrent sans résultat : ils étaient impuissants devant le bloc austro-hongrois que les circonstances elles-mêmes et les intérêts de la maison de Habsbourg avaient formé contre les ennemis extérieurs et contre les nationalités non-magyares de l'intérieur. Un *mémorandum* que rédigèrent Ladislas Popp, Baritiu et le docteur Jean Ratiu de Turda et que le métropolite Saguna se chargea de présenter à l'empereur, resta sans conséquences. Les Roumains y avaient demandé la réouverture de la Diète de Transylvanie. La chancellerie leur rendit bientôt le mémoire avec la réponse que l'empereur n'a pas daigné donner cours à cette pétition (1866). En 1867, les Diètes de Cluj et de Sibiu furent définitivement dissoutes, la Transylvanie fut purement et simplement annexée à la Hongrie, perdant ainsi complètement son autonomie séculaire. Elle entra dans le droit commun comme *partie intégrante du royaume de la couronne de Saint-Étienne*, sans que

la moindre différence existât entre sa situation juridique et celle des comitats véritablement magyars de la *pushta* (plaine) de Hongrie. La Transylvanie n'est aujourd'hui qu'une *notion géographique*, au point de vue du droit constitutionnel hongrois (1).

Les Roumains firent entendre des protestations, mais les discours des députés Mocioni, Gojdu et Babes furent trop timides pour attirer seulement l'attention de la Diète sur eux ; ils n'impressionnèrent personne, pas même l'opinion roumaine qui assista froide et muette au triomphe complet de l'ennemi. En décembre 1866, à la veille même de la conclusion du compromis dualiste, arriva à Vienne un *mémorandum* signé par 1.493 électeurs roumains, qui demandait des garanties constitutionnelles pour la nation roumaine. L'empereur, qui se trouvait déjà sous l'influence complète des chefs hongrois et qui allait nommer, quelques semaines plus tard (le 18 février 1867), le comte d'Andrassy premier ministre, répondit par une vague promesse qui ne l'engageait à rien : « Je compte sur Votre fidélité pour l'avenir aussi et je prendrai en considération les désirs et les demandes des Roumains » (2). Mais

1. Les Croates réussirent à assurer, en 1868, à leur pays, l'autonomie. Il y a un Ban de Croatie, une Diète à Agram et une administration autonome croate. Les Roumains furent moins heureux.

2. N. Iorga, *Histoire des Roumains de Transylvanie et de Hongrie*, 1915. Vol. II. p. 229.

ces paroles impériales, qui restèrent des paroles, furent le seul résultat de cette nouvelle intervention. Quelques-uns des députés roumains à la Diète de Pest firent cependant entendre des paroles énergiques. Le 7 mars 1867, le député Ilie Macelariu osa parler en roumain devant la Diète de la Hongrie unifiée ; il commença : *Onorata Camera...* Ce fut un scandale énorme, les députés hongrois l'empêchèrent de parler. Le président intervint pour lui défendre de prononcer son discours en roumain. Mais il fut constaté qu'il n'y avait aucun texte de loi qui défendit l'emploi d'une autre langue que le hongrois et l'empereur-roi dut intervenir par une ordonnance spéciale pour interdire l'emploi du roumain dans les débats parlementaires (1). Macelariu déclara aussitôt au président qui lui retirait la parole : « Sans l'emploi de la langue maternelle, la patrie et la nationalité sont de pures illusions. » Et, quand on lui communiqua l'ordonnance impériale contre le droit d'employer au Parlement la langue roumaine, Macelariu prononça ces paroles restées célèbres : « Oui, mais vous ne pouvez pas effacer de l'âme de la nation roumaine le souvenir de ce droit » (2). Un député roumain a osé parler de Horia et dire qu'il « a lutté pour la justice. »

1. *Ibid.*

2. *Ibid.*

Après le compromis dualiste du 27 juin 1867, qui sacrifiait définitivement les droits autonomes de la Transylvanie et dépouillait la nation roumaine de tout droit à une vie nationale, les députés roumains commirent la faute de rester encore dans l'assemblée qui avait supprimé les droits les plus essentiels de leur nation, de donner par leur présence de la légalité aux actes des usurpateurs, au lieu de crier hautement *l'illégalité* de la loi du 27 juin 1867 et de marquer leur exode de la Chambre hongroise par la protestation la plus énergique et par un acte de grand éclat. Ils continuèrent de siéger parmi ceux qui avaient supprimé l'autonomie roumaine. Ce fut une faiblesse, et ils ont manqué à leur devoir. L'opinion roumaine le sentait et une assemblée de la jeunesse et des intellectuels de Blaj protesta vivement contre l'annexion de la Hongrie en même temps que contre l'attitude peu énergique des députés.

Voilà l'état de la politique roumaine au moment où les Hongrois se rendent maîtres de la Hongrie, Transylvanie et Croatie, et imposent leur hégémonie à la monarchie tout entière. Quel contraste frappant entre ces vainqueurs et les Roumains, les vaincus du sort : la Hongrie possède la plénitude de ses droits de souveraineté, elle est mise sur le pied d'égalité avec cet ancien et prestigieux empire d'Autriche qui, il y a deux, trois siècles, aspirait à la domination universelle. Les Hongrois deviennent

les maîtres absolus dans leur État, l'empereur-roi leur donne *main libre* et ils en profiteront pour inaugurer leur *politique de magyarisation* qui tend à assimiler ou détruire toutes les nationalités non-magyares de la Hongrie. Dans la politique extérieure ils sont les maîtres. Les diplomates hongrois vont occuper les plus importants postes à l'étranger, ils fourniront une série de chanceliers ambitieux et importants par les actes internationaux dont ils sont les auteurs. Le *Ballplatz* n'ose pas contrarier l'aristocratie magyare dont les inspirations dirigent la politique extérieure de la monarchie. Rien ne se fait plus, depuis 1867, sans le consentement de la nation magyare, devenue le pivot de l'empire des Habsbourg. En face de cette force unie, consciente d'elle-même, bien dirigée par une oligarchie qu'une expérience multiséculaire a rendu hardie et persévérante, adroite et prudente, et qui avait la chance de jouir de la faveur du souverain comme de la protection complète de *la loi* dont elle-même est la créatrice, les Roumains de Transylvanie ne représentaient qu'une force relative, très réduite, mal dirigée, sans organisation politique sérieuse et *sans droits*. Qu'est-ce que pouvait faire un peuple de paysans de 3 millions d'âmes, sans aristocratie — on l'a vu donner l'élite de ses guerriers nobles à ses ennemis — médiocrement riche, sans *aucun* appui intérieur ou du dehors contre la nation hongroise protégée par la dynastie,

la constitution faite exprès pour favoriser l'élément magyar, et par toutes les lois que la Hongrie a vues depuis 1867 ? La *race magyare* détient *seule* le pouvoir depuis la conclusion du compromis dualiste et elle n'a pas voulu, pendant les quarante-neuf ans qui se sont écoulés depuis lors, concéder aux nationalités non-magyares la moindre parcelle de la souveraineté. C'est ainsi que les descendants des légionnaires et colons de Trajan, après tant de combats pour l'indépendance et les libertés nationales, retombèrent encore sous le joug d'une domination étrangère, dont le programme politique se résume dans ce seul mot : *magyariser*. Les Roumains de Transylvanie sont à l'heure présente les *parias* de la vie publique de Hongrie. Le *servage* économico-social a été aboli par la *constitution* de 1848, mais la constitution de 1867 a laissé subsister et a même favorisé la *servitude politique* en donnant tout le pouvoir à une seule race, *qui ne forme même pas la majorité* en Hongrie. Il est certain que la prétention des Magyars d'assimiler les 11 millions de nationalités non-magyares (parmi lesquelles il y a aujourd'hui 3 millions et demi de Roumains) restera un des phénomènes les plus curieux de l'histoire des ambitions et utopies humaines. On verra les nationalités attaquées dans leur existence même s'organiser politiquement et s'unir pour résister au courant de magyarisation patronné *par l'État lui-même*.

Les auteurs hongrois affirment que leur constitution de 1867-1868 est libérale et que, notamment par le fameux *article 44 de la loi des Nationalités* (1868), ils ont accordé les garanties nécessaires au libre développement des nationalités non-magyares. Il faut d'abord noter que les prétendues garanties de la loi des Nationalités se réduisent à rien. Aux termes mêmes de cette loi il n'existe, d'abord, en Hongrie, *qu'une seule nation* : la nation *hongroise*, à laquelle appartient exclusivement la souveraineté. Les nationalités non-magyares n'existent juridiquement que comme *parties intégrantes* de cette nation hongroise. Elles ne jouissent d'aucun droit politique spécial en tant que nationalités non-magyares et aucun droit territorial ne leur garantit aucune sorte d'autonomie : Hongrois, Roumains, Serbes, Slovaques, Ruthènes, Allemands sont mêlés les uns aux autres sur le même territoire et ils n'ont des droits qu'en tant que membres de la nation hongroise. Où sont donc les garanties du libre développement national des non-Magyars ? Peut-on concevoir des autonomies nationales sans certains droits territoriaux ou, au moins, sans certains privilèges *politiques* spéciaux, propres à la nation qui jouit de l'autonomie ? Où voit-on tout cela dans la loi des Nationalités de 1868 ? Il faut bien conclure que la distinction que cette loi fait entre les différentes nationalités de Hongrie a un caractère purement *ethnique*, scientifique et docu-

mentaire, et non politique, puisque tous les droits politiques sont concentrés dans les mains de la nation hongroise. Les droits que la loi de 1868 accorde aux nationalités non-magyares ont donc plutôt un caractère *moral* qu'un caractère politique ; ils se réfèrent d'ailleurs, pour la plupart, à la *religion* et à *l'instruction publique*. En tout cas, en abolissant toute trace d'autonomie *territoriale* en ce qui concerne la Transylvanie, les lois constitutionnelles dualistes de 1867 et 1868 ont mis fin à toute velléité de souveraineté roumaine, car *il ne peut y avoir de droits de souveraineté sans territoire*. Les concessions d'ordre moral et humain renfermées dans l'article 44 de la loi qu'on a citée ne peuvent donc être considérées comme une compensation pour l'abolition de l'autonomie ou, ce qui est plus fort encore, de l'indépendance, dont la Transylvanie a joui depuis 1526 jusqu'à la constitution de 1848.

Il convient encore de noter que la loi des nationalités de 1868 établit la prépondérance indiscutable de la langue *hongroise*, la langue officielle de l'État. N'est-ce pas *forcer* toutes les nationalités non-magyares à apprendre le hongrois, car on ne saurait admettre que les citoyens renoncent à connaître la langue officielle. C'est ainsi qu'un peuple de 9 millions impose sa langue à 11-12 millions d'hommes qui parlent d'autres langues, signe infail-

liblé de l'hégémonie que cette minorité homogène prétend exercer et exerce, en effet, sur cette majorité hétérogène. Les langues non-magyares doivent se contenter d'être admises, avec beaucoup de difficultés, dans la vie municipale, dans l'instruction laïque privée et dans l'Église.

Les Hongrois jugent leur constitution très libérale, mais il passent sous silence les innombrables exceptions que subit journellement cette constitution, car elle est restée *lettre morte* dans les parties qui pourraient offrir quelques avantages pour les nationalités non-magyares. L'article 44 de la loi des Nationalités prévoit, par exemple, pour l'administration et la justice, l'emploi de la langue de la nationalité qui forme la majorité absolue dans le comitat respectif. C'est ainsi qu'au termes mêmes de l'article 44 les nombreux comitats dont la population est pour la plupart roumaine (comme, par exemple, les comitats d'Arad, Sibiu, Caras-Séverin, Hunédoara, Alba-Inferioara, etc.), devraient avoir une administration *roumaine*. Mais, comme c'est le gouvernement hongrois qui applique les lois et comme cette disposition de la loi des Nationalités générerait fort la politique de magyarisation, le gouvernement de Budapest use d'un moyen très simple : *il n'applique pas la loi des Nationalités*. Ce n'est pas la Chambre hongroise ni le souverain qui la forceront à respecter cette loi. Quant aux Roumains, qui ne cessent pas de

dénoncer à l'opinion civilisée ce flagrant contraste entre l'apparence et la réalité, ils n'ont aucun moyen constitutionnel de forcer le gouvernement hongrois d'appliquer une loi assez arbitraire encore. Faute d'une sanction, le gouvernement hongrois est maître absolu de ses actes, et cette liberté il la consacre à l'œuvre imaginée par les grands chefs hongrois de 1848 et 1867 : Kossuth, Andrássy et poursuivie par leurs successeurs modernes : Apponyi, Tisza, la magyarisation des nationalités non-hongroises.

En admettant même que la domination hongroise en Transylvanie soit légitime, cette légalité se trouve complètement corrompue, annihilée par le système politique de la magyarisation à tout prix. Parmi les droits naturels auxquels on ne peut toucher sans léser le sentiment d'humanité et les principes les plus élémentaires de droit international, il y en a un consacré par l'histoire moderne : le droit de chaque nation à une vie propre, le principe des nationalités. C'est ce droit que les gouvernements qui se sont succédé en Hongrie depuis 1867 n'ont cessé un moment de méconnaître et de combattre. En voulant imposer aux nationalités non-magyares leur domination, leurs lois, leur langue, leur mentalité, en voulant les assimiler malgré elles, les Hongrois ont porté atteinte aux principes de liberté et des nationalités au nom desquels ils avaient levé le drapeau en 1848.

La politique de magyarisation n'est pas une nou-

veauté pour la Transylvanie. On l'a vu apparaître au temps des anciens rois de Hongrie sous l'aspect sympathique de la propagande catholique. Plus tard, sous les princes hongrois indépendants : les Rakoczy, les Bathory, on l'a vu prendre la forme de propagande calviniste. Kossuth l'inaugura d'une manière sincère, sans paravent, en 1848. Mais elle tomba en même temps que la révolution du grand dictateur hongrois. Les hommes du Dualisme : Déak, le comte d'Andrassy, Kalnoky, Ecetvœs, Coloman Tisza (père du comte Stéphane Tisza) la reprirent après le court intermède de l'absolutisme germanisateur. Deak, esprit modéré et généreux, et Ecetvœs, ministre de l'Instruction publique dans le cabinet d'Andrassy, se montrèrent encore libéraux : ils étaient imbus de la tradition humanitaire de la Révolution française. Mais le comte d'Andrassy et surtout Coloman Tisza montrèrent plus de décision et furent sans égards et sans scrupules. Tisza déclarait à la Chambre « qu'il faut écraser les nationalités », qu'il faut « les presser aux murs » (1). Son administration fut arbitraire, brutale, mais il créa le *système* : user de tous les moyens que peuvent offrir l'État et les particuliers hongrois pour magyariser. Les mesures de Coloman Tisza et de ses successeurs

1. Allusion aux Carpathes qui entourent la Hongrie comme une muraille.

prirent un caractère impitoyable, absurde. « Souhaitons — s'écriait mélodramatiquement à la Chambre de Budapest le député hongrois Hunsdorfer-Hunfalvy, Allemand d'origine, historien d'occasion (1) -- souhaitons que personne ne nous oblige à employer contre certaines nationalités le système de « désagrégation » qui fut mis en pratique en Amérique contre les Peaux-Rouges »(2). Les persécutions nationales prendront un caractère de plus en plus âpre à mesure que s'exaspérera la résistance des Roumains. Au milieu de cet état d'esprit violent, il ne pouvait plus être question de sauvegarder des droits, c'était, comme en temps de guerre, la *force* seule qui dominait sur le théâtre des conflits nationaux. Or, cette force se trouvait du côté de ceux qui détenaient tout le pouvoir : les Hongrois. Encore pouvaient-ils justifier leur arbitraire par un semblant de légalité, par quelqu'un des articles si élastiques de la législation hongroise dirigée contre les nationalités, comme par exemple l'article punissant de la prison et d'une amende de 6.000 couronnes quiconque se rendait coupable « d'agitation contre l'idée d'État

1. Hunsdorfer-Hunfalvy est l'un des adversaires les plus acharnés de la théorie de la continuité de l'élément roumain en Dacie, (V. chap. III).

2. Dr Jean Cantacuzène, *la Question nationale roumaine et les Roumains d'Austro-Hongrie*, dans *la Revue hebdomadaire*, 20 mars 1915, p. 289.

hongrois », formule autorisant tous les abus de pouvoir.

Les divers cabinets hongrois, qui se sont distingués sur le terrain de la magyarisation, ont toujours eu le souci de donner à leurs actes l'empreinte sacrée de la *légalité*. C'est par leur interminable série de lois contre les nationalités non-magyares, déguisées sous les noms les plus différents, que les ministres de Budapest poursuivent leur œuvre de dénationalisation ; *c'est en vertu de la loi qu'on magyarise les Roumains de Transylvanie*. Qu'elle s'appelle loi administrative, loi électorale (1914), loi de la presse (1914), loi sur les colonisations, loi concernant les écoles frœbeliennes (*kisdedovos*) (1875), loi de l'instruction publique (1907), loi sur la création de l'évêché uniате de Hajdu-Dorog (1912), loi sur les noms des communes urbaines et rurales en Transylvanie ou loi sur la magyarisation des noms, ce sera toujours une loi ayant comme but l'affaiblissement des Roumains et leur assimilation forcée. C'est ainsi que le gouvernement hongrois croit donner à son activité purement politique, à sa campagne de dénationalisation, un caractère de légalité et à l'action *défensive* de la nation roumaine un caractère *d'illégalité* révolutionnaire. Pour avoir de nombreuses occasions de frapper, de terroriser, il fallait créer ces occasions. La *législation* hongroise depuis 1867 n'a fait que donner au gouvernement de Budapest des

occasions de manifester son pouvoir en punissant les récalcitrants, en réprimant les voix courageuses, en terrorisant les hésitants et en récompensant les lâches. Par ce système administratif, auquel la Chambre hongroise — dont on célèbre cependant les vieilles libertés -- n'a jamais refusé le sceau de la légalité, les hommes politiques du Dualisme espèrent réaliser leur idéal politique : l'assimilation complète ou l'asservissement définitif et complet des nationalités non-magyares.

Les chapitres qui suivent seront entièrement consacrés à l'étude de la politique de magyarisation, de ses fruits, et à l'examen des luttes politiques que les Roumains de Transylvanie ont soutenues et soutiennent encore pour sauver de ce cataclysme sinon leur droit lui-même, au moins *l'idée*, le souvenir de ce droit. Quant à la réalisation de l'idéal politique roumain concernant la Transylvanie, il fallait encore et il semble qu'il faut encore attendre le moment historique : *la liberté de la Transylvanie roumaine ne sera enfantée que dans les convulsions de la grande guerre des nations européennes*. Jusqu'alors les Roumains de Transylvanie devront encore monter le calvaire et mériter par leurs souffrances, leur martyre, leur patience et leur fidélité à l'idée roumaine la délivrance et la restitution de leurs droits de souveraineté sur la terre de leurs ancêtres, leur légitime héritage.

CHAPITRE XIII

Luttes nationales des Roumains de Transylvanie. L'époque de la « passivité ». Formation du parti national roumain et programme de 1881. Consolidation du Dualisme : politique du comte Andrassy. Première période des persécutions hongroises : Coloman Tisza, Tréfort, le baron Banffy Dezsæ. Le « Mémoire » (1892) et le grand mouvement national roumain (1892-1896). La répression hongroise. Nouvelle passivité.

(1867-1897)

La nouvelle constitution de la Hongrie, qui sacrifiait totalement l'autonomie de la Transylvanie et les droits des nationalités non-magyares, n'était pas faite, certes, pour favoriser le développement national des Roumains. Toute la nouvelle organisation juridique et toutes les aspirations politiques des Hongrois s'y opposaient. Pourtant la nation roumaine ne désarma pas. Dix-sept siècles de résistance victorieuse contre les différentes races de provenance barbare ne s'étaient pas écoulés vainement. « *Romanul nu piere*, le Roumain ne périt pas », dit un vieux

dicton issu de cette notion de résistance nationale qu'a fait naitre et développer, au fond de la conscience populaire, la longue série des attaques victorieusement repoussées. Le compromis dualiste de 1867 n'est ni le premier ni le dernier des coups que ces descendants des Romains eurent à subir de la part des Hongrois. Ilot perdu dans un océan de races ennemies, battu constamment par le flot de l'invasion magyare, triomphant quand même, sans jamais abdiquer ses droits, ses revendications, les Roumains de Transylvanie, après un premier moment de défaillance, reprendront la lutte pour la liberté et l'indépendance. L'action offensive des cabinets de Budapest, dont le but avéré était la dénationalisation des Roumains, a provoqué une puissante réaction défensive : la nation roumaine défendait le peu d'institutions qui lui restaient, sa langue, ses traditions, ses mœurs, le souvenir de son passé et la conscience de *l'imprescriptibilité de ses droits*, son existence même. Au lieu de faire baisser le moral des Roumains, la persécution magyare l'a haussé jusqu'au plus haut degré de conscience nationale, capable de tous les sacrifices. La politique de magyarisation, malgré ses succès apparents qui sont de nature plutôt éphémère, au lieu de servir la Hongrie lui a nui, car elle lui a créé des adversaires irréconciliables et a donné aux Roumains de Transylvanie une arme puissante : la conscience de la supériorité

morale, la conviction que le bon droit est de leur côté. Il serait injuste de perdre de vue ce facteur moral ou de le dédaigner : dans l'histoire des luttes nationales, ce sont surtout les facteurs moraux qui ont remporté la victoire.

Le triomphe de la suprématie magyare par le compromis dualiste et la législation des années 1867 et 1868 a provoqué dans les premiers moments, comme c'est tout naturel chez les vaincus, une dépression morale considérable aux rangs des Roumains. On était comme effrayé de l'inutilité de tant de sacrifices — la révolution de 1848-1849 seule a coûté aux Roumains plus de 40.000 vies —, on accusait d'ingratitude la dynastie des Habsbourg, de trahison le gouvernement de Vienne, comme si les considérations sentimentales étaient jamais entrées dans les calculs de la vieille et rusée diplomatie autrichienne. C'est cet état d'esprit combiné avec le manque d'unité et d'organisation politiques et avec la disparition des grands chefs : Iancou, Saguna, Barnutiu, qui expliquera le manque d'activité qui caractérise la politique roumaine dans la période de 1868 à 1880. On l'appelle l'époque de la *passivité*. C'est la période du repos, du recueillement, de la réflexion qui sera suivie par celle de l'action. Elle se signale uniquement par des progrès sur le terrain littéraire, cultural et économique. Si elle n'a ni l'importance ni l'éclat de l'époque de l'activité qui commencera après 1881, elle n'est pas

moins utile à certains points de vue, car elle a permis aux forces nationales de se refaire durant cette trêve.

Le manque d'activité pendant la période que nous avons fixée entre 1868 et 1880 s'explique malheureusement aussi par une raison spéciale à la vie politique des Roumains de Transylvanie : les *rivalités locales*, les ambitions de chaque région de commander aux autres. Puisque les Roumains de Hongrie et Transylvanie n'ont pas un gouvernement à eux, une capitale à eux, il n'y a pas un centre politique qui puisse imposer sa direction aux autres. Blaj, Sibiu, Arad, Cluj et Brasov se battent pour l'hégémonie. Ces rivalités locales, sont la cause du *manque d'unité* et de faiblesse de l'activité politique après 1881 et de l'activité parlementaire après 1905. Le député Alexandre de *Mocioni*, qui jouissait d'un grand prestige parmi les Roumains du Banat de Temesvar, voulait remédier à cette inertie provoquée par l'éparpillement des forces entre les rivalités régionales, par la création d'un grand parti nationaliste-démocratique, qui comprendrait toutes les forces nationales et se manifesterait par une énergique activité parlementaire ayant comme but de forcer le gouvernement hongrois à satisfaire les revendications roumaines. Mocioni disait aussi : « Seule, la nation qui sait lutter pour sa liberté, l'aura toute entière. » Mais cette initiative louable resta isolée et sans suites. Un an et demi après la conclusion du

compromis dualiste l'assemblée de *Miercurea* décréta officiellement la passivité politique des Roumains de Transylvanie décidant « de ne plus envoyer des représentants dans un Parlement dont on est convaincu qu'il ne fera rien de bon pour les Roumains. » Le même jour, le 14 janvier 1869, l'assemblée de Hunédoara adopta la même motion ; celle de Solnoc, en Hongrie, s'était déjà prononcée dans le même sens (1).

Jusqu'à 1872 la passivité politique est complète. On dirait que les Roumains ont renoncé à une lutte belle comme manifestation platonique, mais stérile au point de vue des résultats réels. Un seul grand événement secoua la *conscience latine* des Roumains de Transylvanie pendant cette période de léthargie : la guerre franco-allemande de 1870-1871. Il y avait des liens moraux et intellectuels très puissants entre les Roumains de Transylvanie, admirateurs du génie français et ceux qui combattaient contre la domination germanique, aussi tyrannique que celle des Hongrois, à Gravelotte et Mars-la-Tour. Sympathie du cœur, non moins que de l'esprit qui s'affirma, à la nouvelle des désastres français, par de publiques et audacieuses manifestations. La presse des Roumains de Transylvanie prit une attitude nette en faveur de

1. Théodore Pacatianu, *Cartea de Aur (Le livre d'or)*, vol. V, p. 61 et suiv. — N. Iorga, *ouvr. cité*, vol. II, p. 247.

la France. De nombreux paysans roumains du Banat envoyèrent à Budapest une délégation qui se présenta à la Chambre avec *une adresse demandant l'intervention en faveur de la France*. Cette adresse fut lue dans la séance à la chambre hongroise et provoqua une certaine sensation. A Brasov, les Saxons osèrent manifester pour l'Allemagne, mais les Roumains organisèrent vite une contre-manifestation en faveur de la France et paralysèrent l'effet de la manifestation germanique. Les journaux, les revues, les livres spécialement écrits et dédiés à la France, faisaient l'éloge de la nation sœur vaincue. On sentait que la victoire de l'Allemagne signifiait la prolongation de l'oppression hongroise et la défaite de la France une défaite de la Latinité.

Il y avait cependant un nouveau facteur politique, dont l'importance croissait chaque jour, qui contribuera beaucoup à faire cesser cette période sans gloire de la passivité : *la Roumanie*. Les progrès continus de leurs frères d'outre-Carpathes n'avaient pas échappé à l'attention des Roumains de Transylvanie. En 1859, grâce à l'appui encore puissant de Napoléon III et au patriotisme infatigable de certains grands patriotes comme Costake Negri, Anastase Panu, le poète Basile Alexandri, Iepureanu, Boeresco, les frères Golesco, etc., l'union des principautés fut réalisée sous le sceptre du grand *prince Couza* (1859 1866), qui organisa la Roumanie

moderne d'après le modèle français (1). Le prince Couza s'intéressait aux Roumains transylvains d'une manière tout à fait significative, et on lui attribue même le projet de la délivrance de Transylvanie. Couza et son grand ministre Kogălniceanu étaient très vénérés et aimés des Roumains de Transylvanie. Les progrès de la Roumanie continuèrent sous le prince (depuis 1881 roi) Charles I^{er} de Hohenzollern (1866-1914), que Napoléon III avait recommandé au plebiscite roumain. En 1877, Jean-Bratiano pousse le prince à la guerre de Plevna, d'où sortira l'indépendance du jeune État. Ces succès éclatants des Roumains de l'autre versant des Carpathes ouvraient aux Roumains de Transylvanie de nouveaux horizons, jusqu'alors inespérés, et leur donnaient du courage et de la confiance en l'avenir dans la même mesure qu'ils provoquaient l'envie et la crainte parmi les Hongrois.

Entre 1872 et 1880, un certain mouvement, une certaine activité politique se manifestent en Transylvanie. Ils aboutiront à la création du « parti national roumain de Transylvanie et de Hongrie » et au *programme de 1881*, qui reste jusqu'à présent la véritable base de l'activité que ce parti a déployée depuis. En 1872, les chefs roumains avaient déjà envisagé la question de l'activité parlementaire, mais on s'était arrêté à la conclusion que, le

1. Une mission militaire française a jeté les bases de l'organisation de l'armée roumaine, sous Couza.

moment n'était pas encore venu de sortir de la passivité. Pour contrebalancer l'effet peu encourageant de cette décision, l'assemblée de 1872 fit une déclaration de « solidarité nationale ». C'est dans cette période que le président du Conseil des ministres, le comte Lonyay, demanda, à titre d'information aux Roumains, des relations sur leurs revendications. On prépara un premier « memorandum », dont les points les plus importants sont : l'introduction de la langue roumaine dans l'administration des comitats roumains, l'admission des Roumains aux fonctions de l'État, l'autonomie de l'Église uniate (d'après le modèle orthodoxe de Saguna), etc. Mais cet acte n'eut aucun résultat, le comte Lonyay ne donna pas même de réponse et les choses en restèrent là.

Les événements internationaux de 1877-1878 eurent, entre autres, le résultat d'avoir créé une Roumanie indépendante, voisine de la Hongrie. Le principe des nationalités triomphait partout dans les Balkans : l'intervention russo-roumaine avait donné l'indépendance aux Serbes, la liberté et l'autonomie aux Bulgares et avait affermi l'indépendance de la Grèce. Le rôle important que joua la jeune Roumanie dans les événements militaires, l'aide efficace qu'elle donna aux armées du tsar dans un moment très critique, son attitude généreuse envers les Bulgares qui considéraient les Russes et les Roumains comme leurs véritables libérateurs, tous les succès militaires

et diplomatiques de l'*État libre* roumain ne tardèrent pas à exercer une puissante influence sur l'opinion roumaine de Transylvanie. On se posa de nouveau la question de savoir si le moment n'était pas venu de sortir de la « passivité » qui paralysait tout essor du génie national. Le principal partisan de la politique de passivité était Georges Baritiu, publiciste, qui avait joué un rôle considérable dans les événements de 1848, et dont le journal *Gazeta Transylvaniei* paraissant à Brasov, jouissait d'une grande autorité. Mais les « passivistes » étaient déjà trop faibles pour contenir l'élan général qui se produisit en faveur de l'activité politique. La politique agressive du ministre de l'intérieur Coloman Tisza, devenu ensuite président du Conseil (il gouverna la Hongrie pendant quinze ans : 1875-1890, depuis 1879 comme chef du gouvernement), contribue à faire pencher la balance en faveur de l'activité parlementaire. Elle n'avait pas encore un caractère général; dans beaucoup de comitats on respectait encore la passivité qui était la politique officielle. Mais la brèche était faite. La campagne électorale commença ardente. Georges Pop de Basesti, devenu plus tard chef du parti national roumain, le général Traian Doda, Alexandre Roman, le financier Parthène Cosma, Georges Serb et d'autres encore entrèrent au Parlement (1878). La première parole des nouveaux députés fut en faveur de la Roumanie que les

hommes politiques hongrois accablaient de leurs soupçons et insultes ; ils ne l'appelaient autrement que la « Moldo-Vlachie », bien que le nom officiel de « Roumanie » ait déjà figuré dans le traité de Berlin. Le député Parthène Cosma fit courageusement l'éloge de la Roumanie et vanta les qualités militaires de la race roumaine.

Cependant la politique de magyarisation inaugurée par *Coloman Tisza* obligea les Roumains à penser à une organisation politique plus sérieuse, capable de résister aux attaques sans cesse renouvelées de l'adversaire. Le ministre de l'Instruction publique *Tréfort* donna aux écoles primaires roumaines (il y en avait déjà plusieurs milliers) le premier coup : il fit adopter par la Chambre une loi de l'instruction primaire aux termes de laquelle les instituteurs roumains devaient apprendre parfaitement le hongrois dans un intervalle de six ans, pour pouvoir faire les cours *en hongrois* (1879). La sanction de cette mesure était le renvoi de l'instituteur incapable ou récalcitrant. Très peu d'instituteurs roumains connaissaient le hongrois et, en Transylvanie, dans les districts purement roumains, il était pour ainsi dire impossible de l'apprendre d'une manière satisfaisante. La loi Tréfort avait évidemment comme but le remplacement des instituteurs roumains par des instituteurs magyars ou magyarophiles. Le contrôle administratif des écoles roumaines devenait en même temps très

sévère. Cette loi est la première de la longue série des lois magyarisatrices. Elle eut un retentissement très considérable dans le monde roumain : c'est elle qui a décidé les esprits hésitants à se rallier au mouvement en faveur de *l'activité* politique et a produit un élan général dont naîtront le « parti national roumain » (1880) et le programme national de 1881, ces deux facteurs principaux de la vie politique des Roumains de Transylvanie jusqu'à la déclaration de la grande guerre européenne. C'est ainsi que, une fois de plus, la mesure d'oppression du gouvernement de Budapest a produit une réaction salutaire qui a eu des conséquences importantes.

L'année 1880 fut remplie par une activité préparatoire. Une réunion fut tenue à Sibiu. Elle organisait l'action. Un comité de sept membres fut nommé pour préparer le terrain pour une action plus grande. Une autre réunion des vingt-deux chefs des Roumains de Transylvanie fut encore tenue à Sibiu, chez M. Parthène Cosma ; celle-ci décida définitivement la création d'un *parti national roumain* et la convocation d'une *assemblée générale nationale* afin d'élaborer un programme politique. L'assemblée eut lieu le 12 mai 1881. Tous les comitats et les arrondissements roumains étaient représentés par 155 délégués, dont 103 pour les Roumains de Transylvanie et 52 pour ceux qui habitaient les comitats hongrois,

L'assemblée siégea les 12, 13 et 14 mai. Son activité fut prodigieuse. Elle déclara d'abord la « solidarité de la nation roumaine », elle protesta contre les « lois très erronées et nuisibles » du gouvernement hongrois, contre les tendances magyarisatrices de l'administration, contre la « déconsidération systématique de l'élément roumain ». Elle créa le « parti national roumain de Transylvanie et Hongrie » et en assura l'organisation. Un *comité exécutif* permanent, de trente membres, fut nommé comme organe exécutif ; un autre comité de neuf membres fut créé pour diriger les affaires électorales. Mais l'œuvre la plus importante de l'assemblée des 12-14 mai 1881 fut la fixation d'un *programme* officiel du parti national roumain. En voici les points essentiels :

1° *Autonomie* de la Transylvanie ; 2° emploi de *la langue roumaine dans l'administration* et la justice des comitats habités par les Roumains ; 3° nomination de *fonctionnaires roumains* ou qui connaissent le roumain dans les mêmes comitats ; 4° *révision* et application sincère de *la loi des nationalités* de 1868 ; 5° *autonomie religieuse et culturelle*, subventions de l'État pour les écoles roumaines ; 6° réforme électorale en introduisant *le suffrage universel* ou, au moins, un cens plus juste ; 7° cessation de la politique de magyarisation ; 8° alliance avec les partis politiques ou nationalités luttant pour le même idéal démocratique ; 9° réserve complète en ce

qui concerne la reconnaissance du Dualisme (1).

Voilà le résumé de ce programme célèbre qui constituera la base de l'action politique des Roumains de Transylvanie dans la période 1881-1914. Il est, dans son essence, la reproduction du programme de l'assemblée nationale de Blaj du 3-15 mai 1848. C'est un programme assez complet, digne de figurer parmi les documents historiques de la lutte nationale multiséculaire des Roumains de Transylvanie. Les éléments opportunistes et les « modérés » l'ont souvent attaqué comme étant « suranné, anachronique » et comme ne répondant plus aux « besoins du moment ». Mais toutes les assemblées nationales qui se succédèrent depuis 1881 jusqu'au commencement de la guerre européenne — et elles sont nombreuses — l'ont approuvé. Sa dernière confirmation eut lieu le 17 février 1914 à Budapest, dans la réunion du Comité national Roumain qui rejeta les propositions pacifiques du comte Stéphane Tisza. Le programme de 1881 est donc une actualité.

Il était temps que les Roumains s'organisent en un parti constitutionnel, qu'ils se donnent un programme, car, pendant cette époque-là, la politique de magyarisation des cabinets de Budapest avait fait des progrès rapides et menaçants.

Les premières années de l'ère dualiste ont été

1. Th. Pacatianu, *Cartea de Aur (le Livre d'or)*. — Sibiu, vol. VII, p. 35 et suiv. avec des détails. — Iorga, ouv. cité, vol. II, p. 271.

employées par les Hongrois à affermir le Dualisme, à consolider la situation acquise. C'est l'œuvre du comte Jules d'Andrassy et de ses premiers successeurs. La reconnaissance du Dualisme imposait aux Hongrois, pour ainsi dire tout naturellement, une tâche de réorganisation nationale et un esprit *offensif*. On a vu que la principauté de Transylvanie perdait son autonomie. Les Saxons perdirent leurs anciennes franchises municipales. Pour donner plus d'autorité au gouvernement, Andrassy restreignit les libertés des comitats. La *centralisation hongroise* s'accrut. La politique de magyarisation est une politique essentiellement centraliste, basée sur le grand pouvoir du gouvernement de Budapest. La majorité déakiste (dualiste) sortit diminuée des élections de 1869 — à cause de l'agitation kossuthiste qui gagnait les hobereaux des comitats — mais assez forte encore pour faire triompher son programme. Les projets de réforme du ministre de la Justice retiraient aux comitats le pouvoir d'élire les juges, et instituaient une magistrature nommée, *plus influençable par le gouvernement*. Dans les procès intentés contre les nationalités non-magyares et surtout contre les Roumains, cette magistrature sera l'organe d'exécution fidèle du ministère public accusateur : du moment que l'accusation existait, la condamnation était sûre. Les projets du ministre de l'Intérieur réorganisaient l'administration des comitats, augmentaient les attri-

butions des représentants du gouvernement central, restreignaient le droit de remontrances. La Cour elle-même rendait au comte Andrassy cette besogne préparatoire facile : les souverains, et notamment la jeune reine Élisabeth, manifestaient publiquement leur sympathie pour les Hongrois.

Un homme gênait cependant les projets d'Andrassy : c'était le ministre des Affaires étrangères Beust (1867-7 novembre 1871), qui avait une revanche à prendre sur Bismarck. Son programme était l'encerclement de la Prusse, puis la revanche. Voici son plan : réconciliation, au moins apparente, avec la Russie, alliance offensive avec la France, collaboration amicale avec l'Italie, le tout dirigé contre la Prusse. Beust conduisit François-Joseph I^{er} à Salzbourg pour tâcher d'établir un plan d'action commune de l'Autriche et de la France. Il négocie avec la Toscane pour s'assurer contre toute surprise du côté de l'Italie, il décide la Turquie à évacuer la citadelle de Belgrade, il se pose en bienfaiteur de la Cour de Hanovre, réfugiée à Hietzing, près de Vienne ; il prend à l'égard de la Prusse une attitude presque provocante. Mais les succès rapides des Prussiens en août 1870 bouleversèrent tous ses projets. Après Sedan et Metz, Beust n'avait plus à espérer de succès en Allemagne. Il ne restait à l'Autriche qu'à se retourner définitivement vers l'Orient, et, on l'a vu, Bismarck avait tout intérêt désormais

à l'encourager de ce côté. Du coup, la Hongrie, déjà très forte après Sadowa, devenait le facteur dirigeant de la politique extérieure austro-hongroise, après Sedan. Le 7 novembre 1871, Beust est obligé de quitter la chancellerie. Son rival, le comte Andrassy, est son successeur et, en 1878, au Congrès de Berlin, l'Autriche-Hongrie sera représentée par le chef de l'aristocratie magyare. La Hongrie avait décidément le vent en poupe. L'œuvre d'Andrassy est d'avoir affermi le Dualisme, consacré l'*hégémonie* magyare et préparé ainsi un terrain d'activité sûr et solide à ses successeurs.

Parmi les successeurs les plus remarquables d'Andrassy à la présidence du Conseil de Hongrie, il faut compter d'abord Coloman Tisza, le père du comte Stéphane Tisza, qui est à l'heure actuelle chef du gouvernement hongrois. En février 1875 s'accomplit la fusion des divers éléments du parti dualiste. Coloman Tisza, qui s'était illustré par son énergie, en devenait le chef. Il était le type et en même temps le chef de cette classe de hobereaux magyars qui était et est encore en Hongrie le véritable ferment des aspirations magyares. Le parti libéral dualiste fusionné comprit tout de suite la majorité de la Chambre. Le 28 février 1875 le Ministère fut constitué sous la présidence du baron Wenckheim. Coloman Tisza prit l'Intérieur, en prévision des élections prochaines. Pour enlever à l'opposition kos-

suthiste, adversaire du Dualisme et partisane de l'union personnelle avec l'Autriche, Tisza inaugura avec grand éclat la *politique de magyarisation*. Toute une *législation spéciale* fut dirigée contre les nationalités non-magyares. L'État jouait le rôle principal dans cette campagne de dénationalisation, mais tous les autres services publics, les comitats, les sociétés dépendant de l'État ou autonomes, les banques, etc. durent seconder les efforts du gouvernement. En Transylvanie fut créée la grande société culturelle, l'*E. M. K. E.* (Erdélyi Magyar Közművelődési Egyesület : Société culturelle magyare de Transylvanie), puissante organisation soutenue par l'aristocratie et toutes les classes hongroises et dont le principal but était la magyarisation. La loi *Tréfort* (1859), qu'on a eu l'occasion d'étudier, commença la *magyarisation des écoles roumaines*. La loi de 1875 sur les « *Kisdédovo* », écoles enfantines, avait déjà autorisé le gouvernement à créer dans les communes non-magyares des écoles enfantines que, sous menace des sanctions les plus sévères, devaient obligatoirement fréquenter les enfants à partir de trois ans, pour y apprendre la langue hongroise. Cette loi fut appliquée avec toute sa rigueur, surtout depuis 1896. D'autre part, diverses lois administratives instituaient des cours de langue magyare pour les fonctionnaires non-magyars et prévoyaient le renvoi de ceux qui n'en profitaient pas assez vite. La pression administrative obligeait

les fonctionnaires roumains à *magyariser leur nom* et *abandonner leur nationalité*, s'ils ne voulaient pas être remerciés. Ces mesures législative et administratives aboutirent à *l'exclusion* totale des Roumains des fonctions publiques, car les quelques-uns qui restèrent dans l'administration perdirent, avec leur indépendance et leur nom roumain, leur nationalité. Les exceptions à cette règle ne sont pas nombreuses.

C'est à cette époque du ministère de Coloman Tisza que se place l'occupation de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie (1878). Deux Hongrois, Andrassy et Tisza, avaient rendu l'occupation possible, l'un en dirigeant la politique extérieure de l'Autriche-Hongrie et s'assurant au Congrès de Berlin l'appui de Bismarck, l'autre en mettant, dans la politique extérieure de la Hongrie, toute son influence au service de la maison de Habsbourg. La prépondérance, déjà si considérable de la Hongrie, n'en sortit que plus renforcée.

Coloman Tisza poursuivit la politique de magyarisation comme président du Conseil. Son long gouvernement (1879-1890) sera pour les nationalités non-magyares une série ininterrompue de persécutions. Même les prudents Saxons, connus par leur inébranlable fidélité gouvernementale, perdirent patience ; ils menèrent à diverses reprises de rudes campagnes contre le gouvernement, notamment à propos de la loi qui magyarisa les noms de leurs

villes. D'ailleurs Tisza eut aussi des difficultés avec les Croates qui, forts de leur autonomie garantie en 1868, s'opposaient vivement à la politique de magyarisation et l'emportèrent sur le gouvernement, notamment dans l'affaire des écussons officiels d'Agram, qu'un Hongrois zélé voulait aussi magyariser. Tisza s'efforce en même temps de favoriser la magyarisation des juifs qui, depuis leur participation aux événements de 1848, comptaient parmi les néo-Magyars les plus zélés. Mais un projet de loi autorisant les mariages entre juifs et chrétiens, adopté par les députés, échoua dans la Chambre des Magnats, devant la coalition des cléricaux et des aristocrates ruinés par la finance juive. Le gouvernement se vengea en procédant à une réforme de la Chambre haute : tous les magnats qui ne payaient pas 3.000 florins (6.000 couronnes) d'impôt foncier perdirent leurs sièges ; la Couronne reçut le droit de nommer des magnats à vie, jusqu'au nombre de 50. Maître ainsi des deux Chambres, le gouvernement pouvait envisager les *réformes politico-ecclésiastiques* (le mariage civil, loi sur les registres de l'état civil) qui marquèrent cette époque. Coloman Tisza, dont l'autorité s'était usée pendant les quinze ans de son gouvernement presque absolutiste, se retira en mars 1890, mais ses successeurs continuèrent l'œuvre commencée par ce vigoureux représentant de l'impérialisme hongrois. Les cabinets Szapary, Wekerlé

et Khuen-Hédervary furent de courte durée : ils tombèrent sur la question du *mariage civil*, qui provoqua la résistance des magnats catholiques. L'habile Wekerlé, rappelé au pouvoir, réussit à faire passer dans les deux Chambres cette loi qui diminuait sensiblement l'autorité du clergé roumain (1894). Mais les intrigues de la Cour, catholique, amenèrent la chute de Wekerlé, le 21 décembre 1894. Après une crise qui dura un an, le baron Banffy Dezsœ, président de la Chambre, fut chargé de former le cabinet (1895). Par une politique adroite, faite d'autorité et de souplesse, il réussit à se maintenir et à obtenir de François Joseph I^{er}, qui hésitait parce qu'il craignait la colère du monde catholique, la sanction et la promulgation de la loi du mariage civil.

Les lois politico-ecclésiastiques, comme presque toute la législation de Coloman Tisza et de ses successeurs, étaient d'inspiration non seulement libérale mais surtout *nationale*. Elles servaient en premier lieu la politique de magyarisation. En ce qui concerne les lois sur l'état civil il faut observer, en effet, que désormais les Roumains, pour la plupart paysans, étaient obligés à aller demander la consécration civile de leur mariage au fonctionnaire *hongrois*, qui avait ordre de ne parler que le hongrois, et non plus au prêtre de leur nationalité. La même intervention du fonctionnaire magyar était demandée

pour l'inscription dans les registres de l'état civil des enfants nouveaux-nés. Le Roumain sera donc contraint à songer avant tout, dans les moments les plus importants de son existence, à sa qualité de citoyen hongrois, à l'autorité étrangère qui présidait ainsi aux actes les plus solennels de sa vie. Quant au clergé roumain il perdait, à la suite de ces lois, une partie considérable des revenus qui lui venaient de sa clientèle nationale. De là la résistance des Roumains à cette nouvelle politique religieuse du gouvernement de Budapest. Le Saint-Siège n'a pas réussi à faire tomber les projets de loi. C'était, certes, une puissance plus considérable que les Roumains de Transylvanie. Il fallait subir ce nouvel ordre de choses qui préparèrent les nationalités non-magyares à tant d'autres persécutions qui vinrent après.

Toute cette activité de magyarisation qui marqua les premières dizaines de l'ère dualiste, jouissait de l'approbation et de la haute protection de l'empereur roi. Le gouvernement hongrois avait reçu plein pouvoir dans les affaires intérieures de la Hongrie. François-Joseph intervint, d'ailleurs, personnellement contre « les agitateurs valaques » pour justifier la politique du gouvernement de Budapest. C'est ainsi qu'il fait, en 1879, à Szeghedin, des observations publiques aux évêques roumains Miron Romanul et Jean Vancea en leur reprochant le peu de patriotisme hongrois des Roumains et en les exhor-

tant au « vrai patriotisme et au respect des lois ». Cette approbation manifeste et brutale de la politique de magyarisation finit par ébranler définitivement la vieille confiance des Roumains « dans leur empereur ». Les évêques roumains, froissés, partirent immédiatement de Szeghedin. Chez eux ils furent reçus par l'acclamation enthousiaste du peuple. Miron Romanul, évêque d'Arad, remarqua alors que « la faveur des grands est changeante, mais les sentiments du peuple sont heureusement plus constants » (1). A ces mauvaises dispositions du souverain, prisonnier de sa propre politique, venaient s'ajouter les agissements de certaines personnalités politiques « modérées » qui essayèrent de créer un nouveau parti politique roumain, en désavouant le programme de 1881. Ces tentatives échouèrent (mars 1884). Parmi ces modérés se trouvaient le magnat roumain Joseph Gall, Szerb et M. Cornèle Diaconovich, qui rédigea même une revue en allemand : *Romænische Revue* (1885-1894), destinée à informer les milieux autrichiens sur les choses roumaines.

Un nouveau facteur politique venait cependant de donner à la vie politique roumaine un élan de jeunesse. C'était le journal *Tribuna*, fondé à Sibiu et transféré plus tard (en 1897) à Arad (2). Ce journal

1. Th. Pacatianu, ouvr. cité, vol. VII, p. 134 et suiv. — N. Iorga, ouvr. cité, vol. II, p. 273.

2. Dirigé d'abord par l'écrivain Jean Slavici. Dirigé depuis 1897, à Arad, par Jean Russu Sirianu (mort en 1909), ce journal principal des Roumains continua à paraître jusqu'en 1912.

groupa un grand nombre d'hommes politiques, écrivains et journalistes, et devint bientôt le centre dirigeant et agissant en même temps de toute l'activité politique des Roumains de Transylvanie. Le groupe que représentait ce journal entretenait d'ailleurs de vives relations avec les Roumains du royaume libre, ce qui contribuait beaucoup à vivifier l'atmosphère politique en Transylvanie. Pour encourager le mouvement national d'outre Carpathes et pour faire connaître à l'étranger les persécutions subies par les Roumains de Transylvanie, les étudiants et intellectuels de Bucarest fondèrent une « Ligue pour l'unité culturalé de tous les Roumains » (1890), qui déploya une propagande patriotique considérable et fut pendant longtemps l'organe dirigeant des mouvements nationaux dans le royaume libre. Un « mémorandum » adressé à l'étranger fut rédigé en 1891. Les étudiants hongrois lui répondirent par un contre-mémorandum assez mal fait. M. Aurel C. Popovici rédigea alors la *Réplique* (*Replica*, 1892), un travail savamment soutenu qui fit impression à l'étranger et exaspéra le gouvernement hongrois. M. Popovici fut condamné à quatre ans de prison et dut quitter la Hongrie. On le verra reparaitre comme le grand adversaire du Dualisme.

Ces événements étaient déjà le prélude de la grande époque de la lutte pour le *mémorandum* adressé à l'empereur François-Joseph I^{er}. C'est la

période des plus nombreuses et plus grandes condamnations qu'eurent à subir les Roumains de Transylvanie (1892-1895). Au printemps de 1892, les revendications des Roumains furent exposées dans un « mémorandum » que le comité exécutif du parti national, à la tête duquel se trouvaient MM. Jean Ratziu, Georges Pop de Basesti, le prêtre Basile Lucaciu, Eugène Brote et Septimiu Albini, fut chargé de remettre à l'empereur François-Joseph. Cette démarche avait été préalablement approuvée par la cinquième assemblée nationale qui fut tenue à Sibiu et dans laquelle les éléments radicaux l'emportèrent sur le parti modéré de Mocioni.

Le « mémorandum » est un document très bien rédigé qui dénonce les lois magyarisatrices du gouvernement de Budapest et les persécutions continues que doivent subir les Roumains de Transylvanie. Il renferme en même temps les revendications roumaines telles qu'elles sont formulées dans le programme de 1881 qu'on connaît. Le 28 mai 1892, la délégation arriva à Vienne. Mais l'audience avait été demandée directement à l'empereur et n'avait pas été, au préalable, autorisée par le ministère hongrois ; aussi ne put-elle être obtenue. M. Jean Ratziu, le président de la délégation, envoya alors au gouvernement hongrois le « mémorandum » dans une enveloppe cachetée. Le ministère renvoya le document, après en avoir pris connaissance, à M. Ratziu,

à Turda. En même temps le gouvernement rendait une décision par laquelle il contestait le droit de la délégation, qui avait présenté le mémorandum, de « parler au nom d'une nation ». La réception qu'on fit aux Roumains à Vienne fut d'ailleurs très froide. Le maire seul, le Dr Karl Lueger, en froid avec la Cour, fit à la délégation roumaine un accueil chaleureux : c'était plutôt pour faire opposition à la Cour et au gouvernement hongrois.

Voilà l'histoire, très simple, du célèbre « Mémorandum ». Mais ses conséquences furent beaucoup plus importantes que la démarche elle-même. Il s'ensuivit une période de persécutions acharnées qui durèrent plusieurs années (jusqu'en 1896). L'activité du gouvernement hongrois commença par l'instruction du procès d'Aurel-C. Popovici, auteur de la « Réplique » ; il fut condamné à quatre ans de prison d'État. En même temps l'opinion hongroise tenait à affirmer son patriotisme et à seconder l'action du gouvernement : les Hongrois dévastèrent la maison de M. Ratziu, à Turda, et faillirent lyncher sa famille. Le procureur *Jeszensky*, un Slave magyarisé, instruisit ensuite le *procès monstre* qui se déroula à Cluj (janvier-février 1894), en plein pays roumain, et donna lieu à des scènes dramatiques. Les chefs Roumains étaient poursuivis pour avoir voulu présenter leurs doléances à l'empereur, à Vienne, et non au « roi » à Budapest, fait qui cons-

tituait aux yeux du procureur une « agitation contre l'idée d'État hongrois ». Les paysans roumains accoururent en foule pour assister au procès, de nombreux roumains du royaume étaient présents aussi. On peut dire que c'est à l'occasion de ce procès que se scella le pacte politique qui liera dorénavant les Roumains des deux côtés des Carpathes. On y entendit la voix grave et mesurée du prêtre Basile *Lucaciu* plaider les droits sacrés de la dignité humaine outragée. (1). *Lucaciu* fut condamné à cinq ans de prison. *Dix-neuf personnalités dirigeantes de la vie publique roumaine furent condamnées à des peines variant de huit mois à cinq ans de prison*. Le procureur général *Jeszensky* déclara aux condamnés, après la séance : « Vous êtes les condamnés ; mais les vaincus, c'est nous. » (Février 1894).

Cette condamnation en masse eut des répercussions considérables en Roumanie. La « Ligue pour l'Unité culturelle de tous les Roumains » demandait l'intervention diplomatique du gouvernement roumain. Le parti libéral dirigé par D.-A. Stourdza mena vivement la campagne. Plusieurs meetings furent tenus à Bucarest et en province. Le cabinet conservateur se retira pour céder la place aux libé-

1. Né en 1852 à Apa, il a fait ses études à Rome. Individualité puissante, considéré comme le meilleur propagandiste de l'idée roumaine. Actuellement président de la *Ligue pour l'Unité culturelle*, à Bucarest.

raux, mais ceux-ci, par des considérations qu'on devine, étaient eux-mêmes impuissants de « s'immiscer dans les affaires intérieures d'une puissance étrangère. » La Roumanie dut assister impuissante aux persécutions de ses conationaux d'outre-Carpathes. Ceux-ci organisaient de véritables pèlerinages aux prisons de Szeghedin et Vatz, où se trouvaient les dix-neuf condamnés de Cluj. Les journaux de Transylvanie : *Tribuna*, *Foaia Poporului*, *Gazeta Transylvaniei*, etc. protestèrent par des articles véhéments contre les condamnations. Le procureur Jeszensky fit leur procès. Il s'ensuivit une nouvelle série de condamnations : c'était celle des *journalistes* (1).

C'est ainsi que les Magyars furent seuls à célébrer, en 1896, le *millénaire* de la fondation de l'État hongrois. Les nationalités non-magyares n'avaient pas envie de fêter leurs oppresseurs. Mais il y eut, à l'occasion du millénaire, une amnistie générale pour les condamnés politiques. Elle profita aux condamnés roumains ; ils furent graciés après avoir séjourné pendant deux ans dans la prison hongroise. Le décret ministériel du 16 juin 1894 interdit l'organisation du parti national roumain. Celui du 6 janvier 1895

1. M. Jean Slavici avait été condamné préalablement à un an de prison, qu'il fit à Vatz. Jean Russa Sirianu fut condamné deux fois à un total de onze mois de prison qu'il fit à Cluj et Szeghedin, de même MM. Roman, Baltesh, etc.

annonçait des pénalités sévères pour les Roumains qui auraient l'intention de réorganiser le parti défait par les condamnations de Cluj. Après l'activité intensive des années 1890-1896 une nouvelle époque de « passivité » suivit ; mais elle ne durera que quelques années : on avait pris goût au combat.

CHAPITRE XIV

Nouvelle phase de la lutte nationale des Roumains de Transylvanie : l'activité de la presse et l'activité parlementaire. L'activité dans le comitat d'Arad : la Tribuna. L'assemblée nationale du 10 janvier 1905. Les élections de 1905 et 1906. L'activité parlementaire : Văida-Voevod, Jules Maniu. La presse officielle du Comité national : Lupta et Românul. Nouvelles persécutions du gouvernement hongrois. La loi Apponyi (1907). Les élections de 1910 et la politique du comte Tisza. Succès de la Roumanie dans les affaires balkaniques (1913) et leur répercussion en Hongrie : nouvelles persécutions. Loi sur l'évêché de Hajdu Dorog (1912) et le procès monstre de Satmar (1914). La nouvelle loi électorale du comte Tisza (1914). Échec des négociations de paix roumano-magyares : la résolution du 17 février 1914 du Comité national roumain. Prélude de la guerre européenne. Projets de l'archiduc héritier François-Ferdinand : Gross-Oesterreich. Son assassinat.

(1897-1914)

Depuis les premiers jours de l'indépendance de la Roumanie moderne, scellée avec le sang libérateur de

Plevna, une nouvelle espérance naquit dans l'âme de la nation roumaine de Transylvanie : elle attendra désormais que sa délivrance lui vienne de ses nationaux libres du royaume. Les Roumains de Transylvanie savent désormais que l'unité nationale roumaine doit être reconstituée politiquement. Ils ont conscience que leur délivrance viendra *tôt ou tard*, mais qu'elle viendra certainement, que c'est certainement la Roumanie qui fera le geste libérateur et que *l'unité politique roumaine ne se fera qu'en même temps qu'un remaniement radical de la carte d'Europe*. On pensait déjà, tout naturellement, à l'Alsace-Lorraine, cette Transylvanie de la France, au Trentin des Italiens, à la Bosnie des Serbes, à la Pologne soumise, mais c'étaient encore des rêves qu'on disait lointains et que les faibles et les pessimistes croyaient irréalisables. On avait *quand même* un but : on savait qu'un royaume indépendant roumain existait, qu'il était florissant et que son développement normal l'amènerait tout naturellement à penser à l'unité nationale et à *agir*, quand le moment serait arrivé. On commençait enfin à se convaincre que ce ne serait certes pas l'empereur d'Autriche qui sacrifiait les Roumains de Transylvanie chaque jour à l'expansion magyare, mais bien la Roumanie qui leur rendrait la liberté perdue. Il s'agissait donc pour les Roumains soumis à la domination hongroise de *résister* victorieusement jusqu'au moment suprême

qui décidera de leur sort, qui leur apportera la liberté ou la servitude définitive.

C'est cette conscience du devoir de résister qui produisit, après une très courte période de découragement qui suivit les condamnations en masse de 1894, une réaction puissante contre la politique de magyarisation du gouvernement hongrois. Elle se manifesta d'abord par l'activité de la *presse* et, depuis 1905, par l'*activité parlementaire* des députés roumains. Après la défaite glorieuse du temps du « mémorandum » on pensa à réorganiser les forces nationales et à réengager la lutte.

Ce furent cette fois les Roumains du comitat d'Arad qui prirent la direction de l'action nationale. Un groupe de jeunes hommes politiques, encouragé par certains cercles officiels de Bucarest, fonda, en 1897, un nouvel organe de combat : la *Tribuna Poporului*, qui était la continuation de la *Tribuna* de Sibiu, dont elle prit d'ailleurs bientôt le nom. Le plus actif journaliste des Roumains de Transylvanie, Jean *Russu Sirianu*, fut son directeur. La *Tribuna* d'Arad gagna, bientôt par sa propagande hardie, la confiance de l'opinion roumaine et fut, pendant une dizaine d'années, l'organe principal des Roumains de Transylvanie et le centre de l'activité politique. Les Roumains du comitat d'Arad, groupés autour de ce journal se signalèrent d'abord à l'attention publique et à celle du gouvernement de Budapest par

leur campagne victorieuse à l'occasion des élections pour le conseil général du comitat et surtout par leurs succès dans la *question de l'évêché d'Arad*, où ils mirent en échec le gouvernement hongrois en faisant deux fois tomber le candidat gouvernemental (l'archimandrite Auguste Hamsea) et en élisant les candidats du parti roumain : Joseph Goldis et, après sa mort, Basile Mangra et l'évêque actuel, Jean Pop. Enfin ils décidèrent de changer le terrain de la lutte et proclamèrent « l'activité parlementaire ». L'opinion tout entière suivit cette initiative. Les Roumains de Transylvanie remportèrent un premier succès à *Dobra*, dans le comitat de Hunedoara, où M. Aurel Vlad fut élu député malgré l'extraordinaire pression que l'administration fit sur les électeurs roumains. Vlad était, depuis une quinzaine d'années, le premier député roumain au Parlement de Budapest qui fût élu avec le programme national de 1881.

L'assemblée nationale qui fut tenue le 10 janvier 1905 à la veille des élections de la Chambre, à Sibiu, consacra la nouvelle politique « activiste ». L'assemblée décida officiellement la participation aux élections et fixa la liste des candidats roumains. Mais la terreur déployée par l'administration et les agents électoraux du comte Tisza — alors pour la première fois président du conseil — empêcha un triomphe complet des candidats roumains, dont huit seulement réussirent à se faire élire : MM. le Dr

Théodore Mihali, Jean Russu Sirianu, Dr Stéphane C. Pop, Dr Jean Suciù, Coriolan Brediceanu, Novac, Basile Damian, le Dr N. Comsa. Les nouveaux députés déployèrent une activité parlementaire et extra-parlementaire considérable, et leurs discours, bien que sans conséquences pratiques, eurent un grand retentissement dans l'opinion roumaine. Mais le comte Tisza fut mis en minorité, dans ces élections, par la coalition des partis radicaux hongrois, dont la majorité se composait de kossuthistes, sous la direction de François Kossuth, fils du dictateur de 1848. La majorité appartenait dans la Chambre à la coalition dont Kossuth, Justh et les comtes Apponyi et Andrassy (fils du chancelier) étaient les chefs. Tisza dut se retirer. L'empereur ne voulait pas cependant accepter un cabinet kossuthiste : il donna le pouvoir au général Fejérvary, son homme de confiance. Le cabinet Fejérvary-Kristoffy inaugura une courte ère absolutiste et faillit provoquer la guerre civile. La coalition kossuthiste triompha. Un cabinet Wekerlé-Kossuth-Apponyi fut constitué (avril 1906) ; les élections de mai 1906 lui donnèrent une énorme majorité à la Chambre. Le comte Tisza avait déjà dissous son parti et se retira provisoirement de la politique.

Le parti national roumain avait profité de cette lutte entre les partis hongrois pour augmenter le nombre de ses représentants à la Chambre. Les élec-

tions de mai 1906, donnèrent au parti roumain 16 sièges. Le Dr Alexandre *Vaida-Voévod*, Jules *Maniu*, le prêtre Basile *Lucacin*, le héros du « mémorandum » (1), Basile Goldis, étaient parmi les nouveaux élus. A la suite de cette victoire, qui, bien que relative, produisit un effet moral excellent dans l'opinion roumaine, le parti national organisa l'activité parlementaire et créa un journal officiel à Budapest, la *Lupta* (la Lutte), le 1^{er} janvier 1907. Parmi les députés qui se signalèrent par leurs discours, il faut noter surtout les noms de MM. Alexandre *Vaida-Voévod*, Jules *Maniu* et Aurel *Vlad*. M. Vaida-Voévod, dont le tempérament combatif domina à plusieurs reprises la Chambre, osa répondre aux insultes des députés hongrois par la lecture d'une satire peu flatteuse pour la nation magyare. Il faillit être lynché et dut quitter la Chambre, où il ne réapparaitra qu'en 1908.

Ce n'est pas en vain que le parti national roumain s'était donné une organisation solide, car dans les années qui suivirent il eut à soutenir des chocs formidables. Le gouvernement de la coalition kossuthiste, sans opposition magyare sérieuse, pour se créer des mérites aux yeux des Hongrois reprit la politique de *magyarisation* et s'acharna tout spécialement contre

1. Il fut élu en août 1907, dans la circonscription de Beius après une campagne qui coûta la vie à plusieurs électeurs roumains.

les Roumains. Déjà aux élections de 1906, faites sous le régime de la coalition, des gendarmes zélés avaient tué 8 électeurs roumains et blessé un nombre encore plus grand. Mais le gouvernement résolut de s'attaquer avec méthode aux institutions restées encore aux mains des Roumains. En 1900, les Roumains de Transylvanie entretenaient à leurs frais 3.279 écoles primaires, dont 1.984 appartenant au rite orthodoxe et 1.295 au rite catholique (uniate). La somme totale consacrée annuellement par les communes roumaines à l'entretien d'écoles et d'églises nationales s'élevait, à la même époque, à 7 millions et demi de couronnes (1). Ces chiffres s'étaient sensiblement accrus en 1907, quand le comte Albert Apponyi, ministre de l'Instruction publique, présenta à la Chambre son fameux projet de loi permettant la *magyarisation graduée des écoles roumaines*. La loi Apponyi inaugura une méthode destinée à exercer sur l'emploi de la langue magyare dans les écoles roumaines un contrôle absolu, en imposant la *fermeture* des écoles roumaines dans lesquelles l'enseignement de la langue hongroise serait « insuffisant ». Grâce à cette formule élastique, le comte Apponyi et ses successeurs ont pu fermer des écoles roumaines par centaines en les remplaçant par des

1. Jean Russu Sirianu, *Românii din Statul ungar (les Roumains de l'État hongrois)*, ouvrage statistique. Bucarest, 1904, chap. IX, p. 284.

écoles hongroises. La loi portait un véritable coup de grâce à l'instruction nationale roumaine. Car il faut observer que ce peuple roumain de 3 millions et demi d'âmes n'a que cinq lycées : le gouvernement hongrois n'a jamais voulu autoriser la création d'autres lycées dont les Roumains ont naturellement besoin et pour la fondation desquels ils sont prêts à fournir les fonds. De même le gouvernement de Budapest a toujours refusé de donner son consentement à la création d'une Université des Roumains de Transylvanie ; c'est ainsi que la Transylvanie ne possède qu'une université hongroise.

La loi Apponyi provoqua un mouvement général de protestation. Les Roumains organisèrent des meetings dans toutes les villes et les comitats roumains. Les députés combattirent le projet d'Apponyi par des discours éloquents. Les journaux publièrent des articles véhéments qui leur valurent une série de condamnations. Mais tout ce mouvement fut réprimé par le gouvernement Wekerlé-Kossuth-Apponyi et l'année 1907 fut riche en persécutions contre la presse roumaine et les orateurs des meetings. Le 27 janvier 1907 le tribunal de Cluj condamne M. V. G. Moldovanu à un an et six mois d'emprisonnement pour agitation. Le 12 juin de la même année, M^{me} Anne Vlad, femme du député Aurel Vlad, est condamnée à un mois d'emprisonnement et 200 couronnes d'amende. Le même jour (12 juin 1907),

M. Voïco Nitzesco, avocat, est condamné à deux mois pour un article paru dans la *Tribuna* d'Arad. Le 3 octobre, M. Basile Macrea, de la *Lupta*, est condamné à huit mois et 800 couronnes. Le 13 octobre, le tribunal d'Oradea-Mare prononce une condamnation sévère contre les électeurs de la circonscription de Tinca ayant voté pour le candidat roumain Dr Aurel Lazar : M. Moïse Cos fut condamné à deux ans de réclusion, M. Georges Cos à huit mois d'emprisonnement et M. Ion Bordea à trois mois, pour résistance aux autorités lors de l'élection de Tinca, où les gendarmes tuèrent l'électeur roumain G. Marcas. M. Georges Cos prouva, avec 36 témoins, qu'il ne s'était même pas trouvé dans le village. Le 20 novembre, M. Ion N. Iova, rédacteur de la *Tribuna*, est condamné à six mois de prison et 500 couronnes d'amende. Le 25 novembre, le Dr I. Lupas, professeur, est condamné à deux mois et 200 couronnes pour un article écrit dans la *Tara Noastra* de Sibiu, dirigée par le poète Octavien Goga. Le 11 novembre le Dr A. Dem. Lascou est condamné à six mois et 500 couronnes pour un article de la *Tribuna*. Le 19 décembre, M. Basile Macrea, de la *Lupta*, qui avait déjà subi une condamnation le 3 octobre, est condamné à six mois et 1.200 couronnes. D'autres condamnations (1) de moindre importance furent pro-

1. Leur liste complète dans *Le Calvaire*, publié en 1907 et 1908, par la presse roumaine.

noncées les 29 juin, 20 août et 18 novembre de la même année. La plupart de ces condamnations furent prononcées pour « agitation contre l'idée d'État magyar », contre des personnes ayant fait opposition au projet de loi Apponyi, qui fut voté, et sanctionné malgré tout (1907).

L'année 1908 s'ouvrit pour le parti national roumain, qui n'avait pas désarmé malgré cette série de persécutions, avec des perspectives plus mauvaises encore. Une tentative du parti pour s'assurer dans le combat parlementaire le concours des Croates, qui disposent de 40 voix à la Chambre, échoua (février-mars 1908). Le gouvernement de la coalition réussit à faire adopter un nouveau règlement à la Chambre qui rendait impossible toute obstruction parlementaire. Le parti des nationalités non-magyares, auquel appartenaient, depuis 1905, les députés roumains, était impuissant contre une majorité écrasante : il ne disposait d'ailleurs que de 25 sièges. La résistance continua quand même, mais l'année 1908 fut non moins riche en condamnations que l'année précédente. Le 12 novembre 1908, le tribunal de Budapest condamne M. B. Macrea, qui avait déjà subi deux condamnations en 1907, à deux ans et quatre mois de prison et 5.200 couronnes d'amende. Un autre rédacteur de la *Lupta*, M. Georges Stoïca, est condamné à un an et six mois de prison. M. N. A. Tulea instituteur, dut connaître pendant six mois la prison

hongroise pour avoir excité contre la loi Apponyi, M. Cornel Popovici, un autre instituteur roumain, fut condamné à quatre mois. Le 17 septembre, M. I. Spuderea, rédacteur de la *Gazeta Transilvaniei* est condamné à trois mois de prison et 300 couronnes pour avoir reproduit une lettre de l'écrivain norvégien Bjoernstjerne Bjoerson, favorable à la cause roumaine. Le 24 septembre M. S. Moldovanu de la *Foia Poporului* est condamné à quatre mois et 400 couronnes, le 20 octobre un rédacteur du *Drapelul* à trois mois et 400 couronnes pour avoir publié un extrait de la lettre de Bjoernson. Le 24 mars, le ministre Apponyi avait déjà ordonné une enquête sévère contre les professeurs roumains de Caransebes accusés d'agitation. Le 20 juin, ce sont les autorités d'Oradea-Mare qui ouvrent une enquête contre 44 instituteurs roumains accusés « d'esprit antipatriotique dans l'école ».

Les condamnations continuent l'année suivante. Le 8 février 1909, M. Cassius Maniu, frère du député Jules Maniu, est condamné à un an de prison et 1.000 couronnes d'amende pour un article paru dans la *Gazeta Transilvaniei*. Le même jour, le directeur de ce journal, M. Victor Braniste est condamné à trois mois et 240 couronnes. En mai 1909, M. C. Savu de la *Tribuna* est condamné à six mois et 400 couronnes, et un nouvel arrêt du tribunal frappe le journal *Drapelul* (*Le Drapeau*) de Lugoj. Le

26 mai, M. Victor Braniste, condamné déjà en février, est de nouveau condamné, par le jury de Mures-Osorhein, à six mois et 1.000 couronnes, pour agitation par la presse.

Cependant la coalition des partis magyars allait vers sa dissolution : les ambitions des chefs la divisèrent. Au mois d'août 1909, le grand parti kossuthiste, qui formait le noyau de la coalition, se divisa en deux fractions, dont la plus importante suivait M. Justh Gyula, président de la Chambre, le rival de Kossuth. D'autre part, le comte Andrassy, le vice-président Navay, le comte Apponyi et toute l'aristocratie combattaient Justh, qui dut quitter la présidence (septembre 1909). La Cour profita de ces divisions des chefs hongrois pour activer ses intrigues et précipiter la chute de la coalition. La nuance modérée (dualiste) d'Andrassy et Navay préparait déjà le terrain pour un retour général à la politique dualiste qui avait tant profité aux Hongrois depuis 1867. Les comtes Khuen-Hédervary et Stéphane Tisza, entourés de la vieille garde restée fidèle à la politique de Déak malgré les succès de la coalition en 1905 et 1906, se chargèrent de reconstituer le grand parti historique dualiste qui prit le nom de « parti national du travail ». Les abus de la coalition avaient usé l'influence jadis si grande de Kossuth, Justh et des autres chefs des partis radicaux. La Cour l'emporta. L'empereur donna le pouvoir au comte

Khuen-Hedervary en même temps qu'il promulgua le décret pour la dissolution de la Chambre (élue en 1906) dans laquelle les kossuthistes et justhistes avaient encore la majorité (avril 1910). Le comte Tisza se chargea de donner à l'empereur et au comte Hedervary une majorité. Les élections de juin 1910 pour le Parlement furent une vraie guerre civile. La terreur et la corruption exercées par l'administration atteignirent leur apogée : jamais les passions ne furent si violentes. Le comte Tisza résolut de briser du même coup la coalition et le parti des nationalités non magyares et spécialement le parti national roumain. Sa « main de fer » y réussit. Grâce à une série de défections regrettables de certains chefs que l'opinion roumaine a flétri du nom de traîtres (1) et à la scission qui se produisit au sein du parti national, le comte Tisza l'emporta presque partout. Cinq candidats roumains réussirent à peine à se faire élire. D'ailleurs l'administration a contribué beaucoup à la défaite roumaine : les gendarmes postés aux carrefours empêchaient les électeurs roumains de se rendre aux locaux du scrutin et firent régner une terreur extraordinaire. *Dix électeurs roumains furent tués et d'autres grièvement blessés dans les bagarres, par*

1. Ce sont notamment les défections du vicaire Basile Mangra d'Oradéa-Mare, et des publicistes Jean Slavici et Eugène Brote, jadis champions ardents de l'idée roumaine, qui démoralisèrent beaucoup le public et les électeurs roumains.

les gendarmes. Les *amendes* administratives subies par les électeurs roumains après l'élection s'élevèrent à des chiffres considérables. Dans certaines communes — nous dit M. Vaïda-Voévod dans une enquête qu'il a publiée en 1913 — qui ont voté pour les candidats roumains le total de ces amendes a dépassé le total des impôts ordinaires payés par les électeurs amendés.

La politique que le comte Tisza inaugura vis-à-vis des Roumains de Transylvanie était adroite et autoritaire en même temps. D'une part, il cherchait à gagner les sympathies des chefs roumains par de prétendues offres de paix et des faveurs personnelles, d'autre part, il s'efforçait de ruiner leur crédit auprès du peuple. Ce double jeu a médiocrement réussi, mais il lui a valu au moins le triomphe électoral de juin 1910 et une certaine démoralisation dans les milieux politiques roumains, dont on a vu la cause. Cependant la politique de magyarisation continua plus forte que jamais. Le 8 février 1911, le poète Octavien Goga fut condamné à trois mois de prison pour ses poésies parues dans la *Tara Noastra*. Le prêtre Aurel Popovici de Ticvanul-Mic (Banat) à un mois et 200 couronnes, pour agitation. L'électeur Gruia Buna de la même commune se vit condamné à deux mois et 600 couronnes pour avoir exprimé son mépris pour les électeurs roumains qui avaient voté pour le renégat Seghesco. Un grand nombre d'autres

condamnations furent prononcées dans divers centres de la Transylvanie. Ce furent surtout les électeurs paysans qui les subirent.

C'est à cette époque (1910-1912), peu favorable pour la cause roumaine, que se place une crise intérieure du parti national, qui en paralysa, pour un certain temps l'activité. Il s'agit de l'opposition ouverte que le journal *Tribuna* d'Arad, dont le directeur-fondateur Jean Russu Sirianu était mort en 1909 et qui subissait depuis 1910 l'influence du jeune poète Goga et de certaines personnalités incapables ou incompétentes, fit au Comité exécutif du parti national. L'opinion de la Roumanie et certaines influences de Bucarest s'en mêlèrent et le conflit se termina en avril 1912, par la disparition de ce journal jadis très important, et par le rétablissement de l'autorité du Comité national. Un nouvel organe, officiel celui-ci, le *Românul* d'Arad prit dès lors la place prépondérante dans la presse roumaine de Transylvanie.

Le gouvernement hongrois avait cependant profité de ces dissensions au sein du parti roumain pour activer sa propagande magyarisatrice. Le comte Tisza reprit le système qui avait si bien réussi à ses prédécesseurs : la magyarisation par la loi. Il s'attaqua cette fois aux Roumains uniates. On sait déjà qu'un nombre de 1.500.000 de Roumains transylvains environ appartiennent à l'Église catholique

romaine et reconnaissent comme chef religieux le Pape. La renaissance nationale roumaine a eu comme berceau la ville catholique de Blaj et les uniates se sentent solidement attachés à cette Église qui fut leur premier guide vers l'émancipation nationale. Par une loi faite pour la circonstance et malgré les protestations de tous les Roumains de Transylvanie, sans distinction de confession, le gouvernement hongrois plaça une partie de l'Église unie sous l'autorité d'un évêché *hongrois* créé *ad hoc* à Hajdu-Dorog. Le *hongrois* y fut introduit comme langue rituelle et les prêtres furent choisis parmi les agents les plus zélés de la magyarisation. Par la bulle *Christi fideles græci rictus catholici* du 8 juin 1912, le Saint-Siège donna son assentiment à cette nouvelle mesure de dénationalisation. Soixante-quinze paroisses se trouvèrent de la sorte arbitrairement détachées de l'Église uniate roumaine. Le parti national roumain organisa un grand nombre de meetings de protestation contre ladite loi, notamment celui d'Alba Iulia, en juin 1912, où des chefs autorisés comme MM. Vaïda-Voévod, Jules Maniu, Basile Lucaciu, le Dr Théodore Mihali, président du Club des Nationalités de Hongrie, s'élevèrent contre la loi magyarisatrice. Un « memorandum », que les paroisses roumaines adressèrent au Pape immédiatement après que la bulle du 8 juin fut publiée, resta sans résultat. C'est en vain que les auteurs de

l'adresse citèrent notamment un passage essentiel de l'Encyclique papale de Léon XIII : *Præclara gratulationis*, qui avait posé catégoriquement le principe de l'intangibilité de l'Église uniate roumaine de Transylvanie. D'autres bulles, constitutions pontificales et encycliques (Pie IX, Innocent) sont encore citées dans le document pour la défense de la thèse roumaine. Mais le cardinal Merry del Val, qui était l'auteur de la Bulle du 8 juin 1912 en faveur de la magyarisation, avait déjà dit son dernier mot : le gouvernement hongrois l'emporta. L'affaire de l'évêché de Hajdu-Dorog a eu des conséquences assez graves. *L'attentat de Debreczin*, qui a coûté la vie à trois personnes (mars 1914) et le *procès monstre de Satmar*, dans lequel le prêtre uniate roumain Georges Muresanu et quatorze paroissiens de la commune de Moftinul-Mic ont été condamnés à des pénalités graves (réclusion, prison, amendes, perte de droits politiques), sont les suites directes de l'affaire (1).

Le grand succès diplomatique de la Roumanie dans les affaires balkaniques, son rôle prépondérant dans la conclusion de la paix de Bucarest, son agrandissement territorial par suite de l'annexion

1. Le procès s'est terminé le 27 avril 1914 par la *condamnation de tous les accusés*, parmi lesquels il y avait des jeunes gens de dix-sept dix-neuf ans, des femmes et des vieillards de soixante-dix ans. Le prêtre Muresanu fut condamné à un an de réclusion, les quatorze autres accusés à des peines variant de trois à huit mois de prison.

du « quadrilatère » (la nouvelle Dobroudja) et surtout sa nouvelle orientation politique vers une entente avec la France, la Russie et l'Angleterre, qui se dessinait déjà après la paix de Bucarest, eurent comme contre-coup en Hongrie une recrudescence de la politique de magyarisation. Mais les succès et l'accroissement continu des forces de leurs frères d'outre-Carpathes ont rehaussé le moral des Roumains de Transylvanie : ils savent que l'armée roumaine, qui a imposé aux nations balkaniques la paix, cette armée pourra se retourner un jour contre les oppresseurs séculaires. Le comte Tisza, tout en ordonnant les diverses mesures de magyarisation, sentait bien la nécessité de faire la paix avec les Roumains de Transylvanie : le prestige de la Roumanie était trop grand. En octobre 1913, deux mois après la paix de Bucarest, Tisza proposa au Comité national roumain de convoquer une conférence pour discuter les conditions d'un accord entre le gouvernement et les Roumains de Transylvanie. Les pourparlers continuèrent pendant l'hiver entre le président du Conseil hongrois et les délégués du Comité national roumain. En février 1914, une grande réunion du Comité national et des notables roumains, fut tenue à Budapest pour discuter les propositions du comte Tisza. Certains membres du Comité étaient favorables à une entente avec la Hongrie, mais les éléments intransigeants étaient en majorité. Le 17 fé-

vrier, le Comité, au nom du parti national des Roumains de Transylvanie et de Hongrie, adopta une résolution qui déclarait les conditions offertes par le comte Tisza inacceptables — elles se bornaient à quelques concessions économiques et administratives et donnaient aux Roumains quelques dizaines de sièges à la Chambre — et les négociations furent interrompues. La *résolution du 17 février 1914* a une grande importance politique pour la nation roumaine de Transylvanie, car elle marque, quelques mois avant la déclaration de la guerre européenne, la volonté de ces Roumains de rester fidèles au programme de 1881 dont le point principal est *l'autonomie* de la Transylvanie. Le 17 février 1914, les Roumains de cette province ne se contentaient pas des concessions problématiques du comte Tisza, ils voulaient l'autonomie. Aujourd'hui celle-ci n'est pas suffisante : c'est leur liberté tout entière, c'est l'indépendance qu'ils doivent revendiquer. En tout cas, la résolution du 17 février 1914 est un acte d'énergie et de haute conscience nationale, car il prouve que, malgré les tentations du moment, qui étaient grandes, les Roumains de Transylvanie n'ont pas abandonné leurs revendications séculaires, n'ont pas renoncé à leurs droits souverains pour des avantages momentanés. Comme telle, la résolution du 17 février 1914 est un acte historique d'une grande valeur morale, politique et juridique.

Le gouvernement du comte Tisza répondit à la résolution du Comité national roumain par une nouvelle série de lois et de mesures administratives en faveur de la magyarisation. Une nouvelle loi électorale, plus draconienne que l'ancienne, une modification de la loi de presse, l'interdiction des assemblées roumaines, l'arrêt dans l'affaire de Satmar, de nouvelles persécutions des couleurs nationales roumaines, une nouvelle série de condamnations, furent la réponse du gouvernement hongrois à l'intransigeance roumaine et remplirent l'intervalle du 17 février au 2 août 1914. A la veille de la guerre européenne, le comte Tisza démontrait ainsi que les Hongrois étaient *encore* maîtres du pays. Il commença par la *réforme électorale*. L'ancienne loi électorale avait déjà comme but d'exclure autant que possible du Parlement les représentants des nationalités non-magyares. Les dispositions de la loi électorale qui prévoyait un cens différent pour les régions roumaines, pour empêcher la population pauvre, très nombreuse, de voter, la division territoriale arbitraire des circonscriptions électorales — les Roumains qui sont au nombre de 3 millions et demi n'avaient la majorité que dans 67 circonscriptions tandis que les Hongrois étaient en majorité dans 300 circonscriptions environ ; et, enfin, les pratiques de l'administration hongroise pendant les campagnes électorales, concouraient au but visé par

le régime de magyarisation : celui d'éliminer les nationalités non-magyares du Parlement et, en général, des affaires publiques, et d'assurer ainsi l'hégémonie incontestable de la race magyare. Le secret du vote n'était pas garanti par l'ancienne loi : il était — et est encore — public, ce qui n'est pas, certes, une garantie de sa sincérité. Les nationalités non-magyares, et les Roumains surtout, on fait leur possible pour déterminer une modification de l'ancienne loi électorale. C'est depuis 1881 déjà que les Roumains réclament le *suffrage universel* secret, avec le droit pour chaque électeur de voter dans la commune où il est domicilié. Mais l'aristocratie magyare et tous les cabinets de Budapest ont systématiquement refusé cette réforme *démocratique* qui favoriserait beaucoup les non-magyars et mettrait un obstacle à la toute puissance magyare. Cependant le suffrage universel, avec vote secret, fut accordé en 1907 à l'Autriche par François-Joseph et, au mois d'avril 1907, la coalition des partis radicaux magyars s'était engagée à l'introduire en Hongrie. C'est surtout M. Justh, alors président de la Chambre, qui faisait campagne pour le suffrage universel. La divergence de vues sur cette question avait été d'ailleurs une des causes de la chute de la coalition.

Le comte Tisza, le principal représentant de la réaction antidémocratique, ne pouvait plus ajourner la question de la réforme électorale, mais au lieu

d'introduire le suffrage universel, il fit voter par sa majorité extrêmement docile une nouvelle loi électorale, qui donnait le droit de vote aux citoyens lettrés les illettrés étant exclus. Or, en raison du système d'oppression pratiqué par le régime hongrois, le plus grand nombre d'illettrés se trouve parmi les nationalités non-magyares. La nouvelle loi devait donc favoriser l'élément hongrois. Mais voici qui permet à cette loi d'atteindre pleinement son but : pour obtenir le droit de vote, tout citoyen doit passer devant une *commission d'examen* composée de fonctionnaires hongrois et sous la dictée desquels le candidat doit inscrire son nom et une phrase quelconque. S'agit-il d'un aspirant au droit de vote roumain ? toute « faute » a pour conséquence l'exclusion systématique du droit de vote (1). Pour mieux accentuer encore l'hégémonie de la race magyare, le gouvernement du comte Tisza a élaboré une nouvelle division des circonscriptions électorales, par laquelle les forces dont disposaient encore au mois de juin 1914 les nationalités non-magyares sont diminuées davantage. Si l'ancienne répartition laissait encore aux Roumains la majorité dans soixante-sept circonscriptions, la nouvelle délimitation combinée avec les

1. Des détails sont parus sur ce point dans le numéro de juillet 1914 du *Bulletin du Bureau roumain d'Informations politiques* paru à Paris.

dispositions de la loi électorale et les pratiques des commissions d'examen, réduit ce chiffre à cinquante environ. Les nouvelles listes électorales, que les autorités hongroises dressaient déjà en juin et juillet 1914, devaient être prêtes pour le 1^{er} août de la même année et les élections du printemps 1915 devaient avoir lieu d'après ces nouvelles listes. La guerre européenne a empêché la réforme de s'accomplir pratiquement, mais elle existe.

Malgré les avertissements sérieux que devaient être pour l'Autriche-Hongrie la visite significative du tsar Nicolas II à Constanza (juin 1914) et l'assassinat de l'archiduc héritier François-Ferdinand (28 juin 1914), le comte Tisza s'attachait à continuer sa politique de persécutions à la veille même de la guerre européenne. Des réunions publiques roumaines, convoquées par le Parti national pour protester contre la nouvelle loi électorale et les autres mesures de magyarisation, furent dissoutes par les gendarmes, comme par exemple les assemblées d'Alba-Iulia et Lazuri (comitat de Bihor). Huit mille personnes avaient pris part au meeting d'Alba-Iulia. Le Comité national était présent. Mais après les discours des députés roumains : Dr Théodore Mihali et Vaïda-Voévod et de l'ancien député Aurel Vlad, le préfet de police, accompagné d'une vingtaine de gendarmes, baïonnette au canon, a déclaré l'assemblée dissoute parce que « les *gendarmes* lui ont communiqué que

MM. les Roumains font des discours qui excitent le peuple ». Ainsi une assemblée de 8.000 citoyens a été dissoute par la simple intervention des gendarmes, qui ne savaient même pas bien le roumain pour comprendre les discours. Les persécutions continuèrent d'ailleurs aussi contre la presse, contre les instituteurs et les étudiants roumains. M. Constantin Savu, rédacteur aux journaux *Românul* et *Poporul Român* d'Arad, qui avait déjà subi quelques condamnations, fut trainé devant le tribunal correctionnel d'Oradea-Mare, accusé d'avoir agité contre l'idée d'État magyar. Le 5 juillet M. Pop, instituteur à Basesti, condamné à quatre mois de prison pour le même délit, fut interné dans la prison d'État de Vatz. La pièce du poète roumain Zacharie Bârsan : *Se face zîua*, a été confisquée par ordre des autorités ; le maître de musique, M. Ionel Radulesco, sujet roumain, a été arrêté à Orastie (comitat de Hunedoara) parce qu'au lendemain de l'attentat de Serajevo il aurait dit à un Serbe que Prinzip et Cabrilovitch seraient des héros nationaux. La femme Maria Indre de Moftinul-Mic fut condamnée à un mois de prison pour agitation contre l'autorité hongroise. En même temps redoublèrent les poursuites contre les couleurs roumaines. Plusieurs étudiants de Blaj furent éliminés de l'École normale uniate de cette ville pour avoir arboré, le 23 mai, le jour de la proclamation de l'indépendance roumaine, un drapeau tricolore rou-

main sur la cathédrale de la ville. Dans le comitat Turda-Aries, plusieurs paysans furent maltraités par les gendarmes pour avoir porté les couleurs bleu, jaune, rouge (1).

Voilà le régime que les Roumains de Transylvanie avaient à subir à la veille même de la guerre européenne. Des statistiques spéciales ont été dressées, par la presse roumaine, pour récapituler les diverses peines auxquelles les Roumains, et surtout les journalistes et les hommes politiques ont été condamnés depuis l'affaire du « mémorandum » jusqu'en 1914. Le 9 avril 1903 la *Tribuna* de Sibiu avait déjà établi son bilan : de 1893 jusqu'à ce jour, soit en dix ans, elle a payé en amendes et frais 56.918 couronnes et a encouru des condamnations allant à deux cent sept mois (dix-sept ans) de prison. Les peines subies par les journalistes roumains dans les vingt dernières années jusqu'au 1^{er} août s'élèvent au total de *cent sept ans de prison et 268.000 francs d'amendes et frais*. Voilà quelle était la situation en Transylvanie quand, après l'ultimatum adressé à la Serbie, l'empereur François-Joseph I^{er} faisait appel « à ses peuples » pour qu'ils se rangeassent sous les drapeaux de la maison de Habsbourg.

C'est l'assassinat de l'archiduc héritier François-

1. Ces répressions sont d'ailleurs communes en Hongrie. Deux jeunes gens de Telna ont été tués par les gendarmes pour avoir défendu les couleurs roumaines (Cas cité par M. Vaïda-Voévod).

Ferdinand qui donna l'occasion aux empires centraux de déclencher la guerre depuis longtemps préparée. Avec l'archiduc c'est le grand héros de la foi habsbourgeoise qui a succombé le 28 juin 1914. Il était le pivot de l'empire et, il faut bien le dire, après sa mort, l'espérance des nationalités opprimées par le régime de favoritisme du Dualisme, dont il était le plus grand ennemi. Il était l'apôtre d'une plus grande Autriche, il encourageait secrètement et même ouvertement le courant qui se dessinait à Vienne pour *l'abolition du Dualisme*, usé par tant d'injustices, et son remplacement par un système de *monarchie fédérative*, dans laquelle devaient prendre part tous les peuples d'Autriche-Hongrie avec des droits sensiblement égaux. C'est la « Grande Autriche », *Grossoesterreich* qui était l'idéal de François-Ferdinand. Il voulait agrandir la monarchie par une guerre au détriment des Italiens, des Serbes et des Russes. C'est lui qui fut le principal artisan de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine (le 6 octobre 1908), c'est lui qui, au moment où l'Italie s'était engagée en Tripolitaine, voulait attaquer cette alliée de l'Autriche-Hongrie, c'est toujours lui qui préconisait en 1912 et 1913, lors du conflit avec les Serbes, tantôt la marche sur Belgrade, tantôt celle sur Kiev. Sans être nullement enchanté de la fortune des Hohenzollern, François-Ferdinand était l'adversaire déclaré de la Russie et des Serbes.

Sa politique intérieure était guidée par le même idéal de relever le prestige de la vieille maison de Habsbourg. L'archiduc était un ennemi déclaré des Hongrois, car il voyait dans l'hégémonie magyare et dans les tendances du gouvernement de Budapest de magyariser les nationalités non-magyares et surtout les Roumains, le principal obstacle au rétablissement de la paix intérieure en Hongrie. Au contraire, François-Ferdinand paraissait vouloir embrasser la cause des Roumains de Transylvanie, cultivait les relations avec la Roumanie (visite, en mai 1909, à Sinaïa avec réception d'une délégation des Roumains de Transylvanie) et promettait de rétablir la justice dans l'organisme politique de la Hongrie dès son avènement au trône. Voilà pourquoi l'aristocratie magyare, les comtes Tisza, Apponyi, Karolyi, etc., en tête, considéraient François-Ferdinand comme un ennemi redoutable. Au contraire, les chefs du parti national roumain et plus spécialement les amis de l'influent M. Aurel C. Popovici, auteur du livre célèbre sur la réorganisation de la monarchie habsbourgeoise sur des bases fédératives : *Die Vereinigten Staaten von Grosseösterreich*, passaient comme les partisans des projets de l'archiduc et de M. Popovici. La presse roumaine de Transylvanie a déploré sincèrement la mort du prince, qu'on croyait le futur « protecteur » des Roumains, et c'est ce mot qui a figuré sur les rubans tricolores de la couronne qu'un

délégation composée de MM. Aurel C. Popovici, Th. Mihali et Vaïda-Voévod a déposé sur le catafalque archiducal.

Avec ses manifestations sentimentales est clos un chapitre de l'histoire des Roumains de Transylvanie. Toutes les espérances concentrées dans la personne de l'archiduc s'écroulèrent. Des horizons nouveaux s'ouvriront pour ces esclaves politiques avec le premier coup de canon de la guerre européenne. Leurs espérances se dirigeront désormais vers toute une nation et vers les puissances qui défendent le droit.

CINQUIÈME PARTIE

La question de Transylvanie pendant la
guerre européenne
(1914-1916)

CHAPITRE XV

*La politique extérieure de la Roumanie et l'idéal
de l'unité roumaine*

Du moment qu'un État roumain indépendant existe, son premier idéal politique ne peut être que la *reconstitution de la Dacie romaine* par l'annexion des provinces soumises aux diverses dominations étrangères. On ne saurait attribuer à la Roumanie moderne une tâche plus logique, plus nécessaire, plus honorable pour elle que la réalisation de l'idéal pour lequel les Roumains, et surtout ceux de Transylvanie, ont tant lutté et tant souffert : l'unité roumaine. Renoncer à cet idéal serait renoncer pour

toujours aux droits de souveraineté roumains sur les territoires qui, juridiquement, appartiennent à la Roumanie. Celle-ci serait indigne de vivre si elle se bornait, dans un but exclusivement égoïste, à conserver ce qu'elle possède en ce moment. Pour l'État roumain, la question de son agrandissement est d'ailleurs une question d'existence, car, en restant sur les positions qu'il occupe, il serait vite débordé par ses voisins du Sud et du Nord. Comme dans toutes les questions vitales, qui se posent aux grandes époques historiques, il y a, dans ce problème de l'unité roumaine, un double intérêt pour la Roumanie : 1° un intérêt politique égoïste, celui d'assurer son existence à l'avenir; 2° un intérêt supérieur, d'ordre moral, celui de sauvegarder son prestige, de faire son devoir vis-à-vis de ses nationaux qui aspirent à la liberté et veulent secouer un joug insupportable. Tous les hommes d'État roumains s'accordent à le reconnaître.

Incapable de résoudre la question de Transylvanie soi-même, l'Autriche-Hongrie sera obligée de confier ce soin à l'Europe. D'une question constitutionnelle, d'ordre intérieur, regardant exclusivement l'Autriche-Hongrie, la question de Transylvanie est devenue une question *internationale*. C'est devant les diplomates des puissances européennes qu'elle se posera lors de la paix. La Roumanie devra alors revendiquer son droit, l'unité roumaine sera réalisable. Mais ne

faut-il pas, pour atteindre ce but, assurer complètement la victoire des puissances qui combattent précisément contre les empires centraux qui empêchent l'unité roumaine de se réaliser ? La Roumanie ne doit-elle pas contribuer effectivement à la dislocation du bloc austro-hongrois, qui tient sous sa domination tracassière les deux provinces de Transylvanie et de Bucovine ? L'État roumain ne doit-il pas, par les efforts qu'il fera et les sacrifices qu'il s'imposera, par l'aide efficace qu'il donnera à ceux qui défendent la liberté de tous les peuples contre les menaces d'une hégémonie universelle, *mériter* la consécration de l'unité politique roumaine par le conseil des grandes nations ? Après avoir affirmé, par les luttes du passé, leur droit de vivre une vie libre et indépendante, les Roumains ne doivent-ils pas demander l'accomplissement définitif de séculaire leur idéal aux sacrifices du présent ?

Voilà la grande question qui s'est posée pour la Roumanie dès le début de la guerre et à laquelle la totalité de la nation — car les quelques personnes qui ont renié le grand idéal ne comptent pas — a déjà répondu par une énergique affirmation. La volonté existe. Mais il faut encore qu'elle se traduise par des actes. C'est une question de gouvernement qu'on ne saurait bien comprendre sans étudier la politique extérieure roumaine par le passé. On s'expliquera

ainsi la situation présente en Roumanie et on pourra faire les conclusions nécessaires.

Au moment où s'est engagée la grande lutte des nations qui dure encore, le roi Carol I^{er} (1866-1914) de Roumanie avait demandé à ses ministres et aux représentants des partis l'intervention de l'armée roumaine en faveur des puissances germaniques. Le roi motivait cette proposition par le traité d'alliance qui liait l'État roumain, depuis une vingtaine d'années, à l'Autriche-Hongrie et qui avait été renouvelé à la veille même des grands événements de 1914, après la paix de Bucarest, par le gouvernement Majoresco. On sait que le conseil de Couronne de Sinaïa (5 août 1914) n'a pas suivi la manière de voir du roi. Le conseil n'a pas cru devoir se considérer lié par le traité, qui prévoyait le concours de la Roumanie seulement pour le cas où l'Autriche-Hongrie serait *attaquée* par une autre puissance, — ce qui n'était pas le cas. La suite directe de cette décision du conseil de couronne fut la déclaration de *neutralité* de la Roumanie qui, pour l'époque à laquelle elle a eu lieu, peut très bien passer pour un succès de la politique nationale : tant était grand le péril que l'ancienne politique officielle, dont le principal inspirateur et directeur était Carol I^{er} lui-même, ne l'emportât sur les sympathies de la nation.

On s'est souvent demandé pourquoi la Roumanie, nation latine dont quatre millions de nationaux

subissent l'écrasante domination austro-hongroise, s'était, pendant si longtemps, inféodée à la politique austro-allemande. Pour abandonner à leur sort les 3.300.000 Roumains de Transylvanie et les 300.000 Roumains de Bukovine, pour les sacrifier en même temps à la politique de magyarisation en Hongrie et à la dénationalisation systématique par l'infiltration ruthène, allemande et juive, en Bukovine, l'État roumain devait, sans doute, avoir des motifs puissants ? Examinons-les.

Ils se résument dans ces deux faits qui ont dominé la politique extérieure roumaine depuis 1878 : 1^o la présence sur le trône, d'un prince allemand, issu de la famille aujourd'hui impériale des Hohenzollern, et 2^o la perte de la Bessarabie, que le prince Bismarck s'est empressé de donner à la Russie, au congrès de Berlin, précisément pour créer une rivalité russo-roumaine. La politique extérieure de Carol I^{er} s'inspirait du souci de garantir le développement de la Roumanie par son attachement aux puissances germaniques. Comme prince allemand, tenu au courant des formidables préparatifs militaires que faisait l'empire allemand, convaincu de tout temps que, dans une future conflagration, la victoire serait aux empires du centre, il n'a pas hésité, dès le début de son règne, même avant que la puissance germanique eût atteint son apogée, à entraîner l'État roumain dans une voie nettement favorable à l'Autriche-

Hongrie et à sa protectrice. Le conflit entre les sympathies latines du peuple roumain et la politique germanophile de son souverain se manifesta déjà en 1870-1871, quand Carol, qui n'occupait le trône princier que depuis quatre ans, manifesta publiquement ses sympathies pour sa patrie d'origine. Le 22 mars 1871 la colonie allemande de Bucarest fêta, par un banquet public dans la salle Slatineanu, le triomphe des armées allemandes. L'opinion roumaine s'était déjà manifestée pour la France et la Chambre avait même voté une adresse de sympathie pour la cause des nobles frères latins. Les étudiants et le public, qui voyaient dans le banquet de la colonie allemande une provocation directe à l'adresse des sentiments de la nation, organisèrent une contre-manifestation, pour la France. Des bagarres eurent lieu et le préfet de police ne parvint pas à assurer la continuation du banquet interrompu. Le prince Carol, qui depuis le début de la guerre franco-allemande avait pris la décision de renoncer au trône roumain et qui avait communiqué ce dessein aux cabinets des grandes puissances, appela le président du conseil Jean Ghica et lui fit part de sa décision. On considéra à Bucarest, pendant quelques jours, l'abdication du prince comme un fait certain. C'est l'intervention énergique de l'homme d'État conservateur Lascar Catargiu qui décida le prince de rester. Ce n'est pas le prince qui a renoncé à son

point de vue : il continua à diriger la politique extérieure roumaine vers l'alliance allemande. Un événement important vint lui faciliter cette tâche : l'annexion de la Bessarabie méridionale par la Russie, à la suite du traité de Berlin.

Il est extrêmement difficile à l'heure présente, où la Roumanie s'apprête à devenir l'alliée de la Russie, de toucher à cette question délicate de la Bessarabie. Il faut néanmoins faire les remarques suivantes : 1^o les relations russo-roumaines, après leur fraternité d'armes de 1877, auraient été beaucoup plus cordiales sans la maladresse commise par le chancelier Gortchakoff qu'a encouragée habilement l'esprit prévoyant de Bismarck ; 2^o la Russie a bien annexé la Bessarabie méridionale (trois départements seulement, les autres, de la Bessarabie du Nord, elle les possède depuis 1812), mais elle a donné à la Roumanie une certaine compensation en lui accordant la *Dobroudja*, vieille province de la Moesie romaine occupée par la Valachie sous le règne de Mircea le Grand (1386-1418). On a aujourd'hui la preuve que cet échange de territoires n'avait pas le caractère désastreux que lui attribuent les amis du bloc germanique. Sans la Dobroudja la Roumanie n'aurait pas les excellents ports maritimes de Constanza, Mangalia et Baltchic, elle ne posséderait pas un littoral de plusieurs centaines de kilomètres et n'aurait pas eu l'occasion de compléter cette posses-

sion par l'heureuse conquête de la Nouvelle-Dobroudja (juillet-août 1913), que la paix de Bucarest lui a donnée et que le génie actif et organisateur de la race roumaine a transformée déjà en une province florissante. Il y a sûrement presque 2 millions de Roumains dans la Bessarabie, qui est une *vieille* province roumaine ayant appartenu à la principauté moldave depuis le ^{xiv}^e siècle, mais il est sûr, cependant, que la Roumanie n'échangerait pas la Dobroudja actuelle contre les trois départements que la Russie a annexés en 1878; 3° c'est la perte de la Bessarabie qui fut une des principales causes de la politique de renonciation que la Roumanie a fait, de 1878 à 1914, en Transylvanie; 4° c'est encore la question de Bessarabie qui est un obstacle sérieux à la réalisation d'une alliance russo-roumaine. Comment se fier à la Russie — disent beaucoup de patriotes roumains — qui nous a payé le précieux concours que nous lui avons donné sous les murs de Plevna en nous enlevant une de nos plus belles provinces? Comment croire que les puissances de la Quadruple-Entente, victorieuses, appliqueront sincèrement le principe des nationalités en Europe quand la Bessarabie, vieille province roumaine dont la population est encore presque exclusivement roumaine, restera aux Russes? Pour pouvoir parler au nom de la justice et du droit, ne faut-il pas qu'on en donne soi-même le premier exemple? La restitution de la Bessarabie à la mère-

patrie ne serait-elle pas le premier acte que la Russie devrait faire pour s'assurer la sympathie définitive et le concours dévoué de la Roumanie ? Ce sont là des questions qu'a fait naître un examen minutieux et, on peut dire, impartial des relations russo-roumaines et que les diplomates européens ne sauraient négliger s'ils veulent établir la coopération russo-roumaine sur une base solide.

Si on ajoute aux circonstances qu'on a examinées deux autres encore : le désintéressement des hommes d'État roumains pour la politique extérieure de leur pays jusqu'en 1912 (ils laissaient la direction de cette politique complètement dans les mains du roi), et le manque absolu de relations politiques amicales entre la France et la Roumanie jusqu'en 1913, on a à peu près tous les éléments qui expliquent l'inféodation, pendant trente-sept ans, de la Roumanie au bloc germanique, jusqu'à la veille même de la guerre européenne.

Durant cette période, où la Roumanie, pour les motifs qu'on a vus, était attachée à son ennemie séculaire, l'Autriche-Hongrie, la question de Transylvanie ne pouvait se présenter que comme une question de politique intérieure de la Hongrie. Liée par sa politique extérieure, la Roumanie n'a jamais pu faire une démarche sérieuse pour améliorer la situation des Roumains d'outre-Carpathes. L'opinion publique, il faut bien le reconnaître, a cependant

toujours manifesté sa vive sollicitude pour la cause des frères opprimés elle est intervenue notamment en créant, en 1891, la « Ligue pour l'unité culturelle de tous les Roumains », en dénonçant, par des brochures et des conférences, au public étranger, les persécutions austro-hongroises et la politique de magyarisation, en organisant des meetings de protestation à Bucarest chaque fois que les Roumains de Transylvanie venaient d'être frappés par quelque nouvelle injustice. Mais la politique *officielle*, le gouvernement, étaient impuissants à faire dans cette question, la moindre démarche diplomatique à Vienne sans que le gouvernement de *Budapest* réponde : « C'est une affaire qui me regarde seul. C'est une question de politique *interieure* hongroise que je tâcherai de résoudre à la satisfaction de mes sujets *hongrois* de nationalité roumaine. » L'opinion roumaine a eu la meilleure preuve de l'anomalie de cette situation quand, en 1896, deux ans après les condamnations dans le procès monstre du *mémorandum*, l'empereur François-Joseph II, au nom duquel furent prononcées ces condamnations, fut reçu à Bucarest par le roi Carol I^{er} et assista à une parade militaire donnée en son honneur et au cours de laquelle le roi de Roumanie, à la tête d'un corps d'armée, défila devant sa Majesté impériale.

Voilà quelle était la politique extérieure de la Roumanie, sous la haute direction de son roi, quand

les deux guerres balkaniques, qui aboutirent à la paix de Bucarest, bouleversèrent l'équilibre des forces en Orient en achevant la ruine de l'empire turc et en créant, dans les Balkans, des puissances slaves ambitieuses qui n'accepteront guère la devise de l'Autriche-Hongrie : *Drang nach Osten*, ni ses ambitions en ce qui concerne Salonique. Mais, outre ces résultats, les événements de 1912-1913 ont eu une autre conséquence encore : l'émancipation de la Roumanie de l'influence austro-hongroise et le commencement d'une *nouvelle orientation* de la politique extérieure roumaine. La duplicité de l'Autriche-Hongrie dans l'affaire de Silistrie, où elle a presque sacrifié la Roumanie pour se ménager les sympathies bulgares, le rôle hostile de la diplomatie du comte Berchtold pendant les négociations de paix de Bucarest, l'étroite amitié qui existait déjà entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie, la campagne révisionniste de la diplomatie austro-hongroise destinée à sauver la Bulgarie en annulant le traité de Bucarest, œuvre de la Roumanie, — tous ces faits ouvrent les yeux aux gouvernants et à l'opinion, et on remarque en Roumanie, dès le mois de juillet 1913, un mouvement hostile à l'ancienne protectrice et alliée. Le gouvernement Majoresco renouvela cependant, à la fin de cette même année, la convention qui liait l'état roumain aux empires germaniques. C'était pourtant, pour l'Autriche-Hongrie, un succès à la Pyrrhus,

car, malgré le renouvellement de la convention — qui ne devait rester qu'un « chiffon de papier » et qui resta d'ailleurs secrète jusqu'au Conseil de couronne de Sinaïa — elle avait perdu, en Roumanie, non les sympathies qu'elle n'a jamais possédées, mais tout crédit.

Cette époque, qu'on peut déjà nommer celle du déclin de l'influence austro-allemande en Roumanie, a été mise à profit par l'opinion publique roumaine et par la France pour resserrer la vieille amitié qui liait ces deux nations. Une grande activité en faveur de l'entente franco-roumaine se manifesta dès le début de la seconde guerre balkanique. Elle dure encore. On peut dire que c'est surtout elle qui a préservé la Roumanie d'une intervention en faveur des puissances germaniques et du sort qu'ont en ce moment la Turquie et la Bulgarie. Des personnalités françaises de marque se rendirent à Bucarest, au mois de mars 1914, pour y tenir, en faveur de l'amitié franco-roumaine, des conférences qui soulevèrent l'enthousiasme public. Des conférenciers roumains, comme par exemple l'historien A.-D. Xénopol, vinrent à Paris pour plaider la même noble cause. Le monde scientifique et littéraire franco-roumain prend contact et les sympathies qui se manifestent spontanément, naturellement à cette occasion ne sont pas sans une arrière-pensée *politique* : on se demande : pourquoi donc ces deux peuples, que leur commune

origine, leurs aptitudes, leurs civilisations, semblent destiner à une fraternelle entente, suivent-ils, dans leur politique extérieure, des voies si différentes ? Et le projet d'une *entente politique* naît déjà de ces conférences qui ne paraissaient marquer d'abord qu'un rapprochement intellectuel. La presse et la jeunesse universitaire secondaient cette activité ; des professeurs des grands publicistes, et des Roumains enthousiastes pour la cause de l'unité roumaine et de l'amitié franco-roumaine faisaient cependant, à Paris, une utile œuvre d'information sur les questions roumaines. La question de Transylvanie et les persécutions hongroises y furent déjà signalées.

On arrive ainsi aux moments historiques des mois de juillet et août 1914. La guerre européenne a surpris la Roumanie comme elle a surpris tant de monde. Quand, après l'ultimatum austro-hongrois adressé à la Serbie, elle devenait certaine et quand, les derniers jours de juillet, elle fut inévitable, trois voies se présentaient à la Roumanie : 1° Provoquer brusquement une révolution en Transylvanie, paralyser la mobilisation austro-hongroise par une offensive foudroyante et marcher à fond contre le bloc germanique ; 2° Donner suite au traité d'alliance austro-roumain et attaquer la Russie en Bessarabie, immobilisant ainsi au moins dix corps d'armée russes rendant ainsi un grand service au bloc germanique ; 3° Se déclarer *neutre*, pour gagner du

temps, pour se préparer, pour réfléchir et, surtout, pour voir qui sera le plus fort, — la politique la plus prudente pour un petit État, disaient la plupart des hommes politiques roumains.

Pour la première de ces trois hypothèses, rien n'était préparé, car on avait prévu, pendant le long règne du roi Carol, précisément le cas contraire. Ni le gouvernement, ni l'armée, ni l'opinion, ni les Roumains de Transylvanie qui auraient dû jouer, dans cette alternative, le rôle important de l'ennemi *intérieur* de l'Autriche-Hongrie, n'avaient prévu le déclenchement si proche et si brusque de la guerre générale, qu'on savait cependant certaine. D'ailleurs, au moment où le Conseil de Couronne de Sinaïa fut appelé à fixer la conduite de la Roumanie, l'Autriche-Hongrie avait déjà pris des mesures de précaution contre une intervention roumaine et surtout contre une révolution intérieure, et la révolution des Roumains de Transylvanie était déjà sinon impossible, du moins assez difficile. Mais ce qui excluait, pour ce premier moment, l'intervention de l'armée roumaine contre les puissances germaniques, c'était à la fois l'opposition formelle du roi Carol I^{er}, dont l'autorité était extrêmement grande, et le manque de décision des hommes dirigeants et de l'opinion roumaine qui n'avaient pas l'audace d'engager la Roumanie dans un conflit gigantesque, où des puissances dix et vingt fois plus grandes que la Roumanie

étaient engagées à fond, et dont on ne pouvait prévoir ni l'étendue, ni la durée, ni l'issue. Il y avait donc trop de circonstances qui s'opposaient à l'intervention immédiate de la Roumanie contre le bloc germanique. On savait bien que les Roumains de Transylvanie, que le haut commandement autrichien avait eu le soin d'envoyer au feu partout dans les premières lignes, seraient sacrifiés, que ces Roumains seraient décimés, mais on savait, d'autre part, que personne n'a prévu le grand moment historique si proche et que rien n'était préparé afin que la Roumanie fût à la hauteur de sa tâche. Aussi voyons-nous, au Conseil de Couronne de Sinaïa, cette première alternative tomber d'elle-même. Le roi Carol I^{er} n'eut même pas à se donner la peine de l'écarter : personne n'osa la proposer.

Quant à la seconde hypothèse : l'entrée en action contre la Russie, elle fut sérieusement envisagée à ce même Conseil. Le roi la proposait et l'appuyait par des arguments de nature militaire qui firent presque fléchir les hésitants. Carol I^{er} mit en lumière non seulement les relations de traditionnelle « amitié » qui existaient depuis une quarantaine d'années entre les empires centraux et la Roumanie, non seulement les intérêts économiques considérables qui liaient déjà depuis longtemps ces nations, mais il s'efforça de convaincre les membres du Conseil de la certitude de la victoire allemande.

Mais les hommes politiques, comme le souverain d'ailleurs, connaissaient les sentiments de l'énorme majorité de la nation qui penchaient décidément en faveur de la France, et ils savaient qu'une guerre contre la Russie serait impopulaire et désastreuse au point de vue militaire. M. P.-P. Carp seul, qui avait fait son éducation en Prusse, prit la parole pour soutenir la proposition du roi, mais il resta isolé. Le gouvernement Bratiano et les chefs de l'opposition, MM. Take Jonesco, Nicolas Filipesco et même M. Alexandre Maughiloman (qui se prononcera quelques semaines plus tard pour l'Allemagne) furent pour la *neutralité*. Le roi Carol I^{er} déclara que, en sa qualité de roi constitutionnel, il se soumettait à cette décision des représentants autorisés de la nation. Un communiqué officiel fut rédigé. Il contenait la déclaration de neutralité de la Roumanie (5 août 1914).

Personne en Roumanie ne considérait cette neutralité comme définitive. Elle n'était qu'une trêve que la Couronne et la Nation s'étaient donnée réciproquement pour que chacune cherchât à imposer sa politique à l'autre. Le roi Carol attendait une victoire décisive ou au moins impressionnante de l'Allemagne pour convaincre le gouvernement de la nécessité d'intervenir contre la Russie, et il promettait, comme résultat de cette politique, la Bessarabie et l'amélioration du sort des Roumains de Transylvanie et de Bukovine. La grande majorité de l'opi-

nion espérait, au contraire, un succès éclatant des Alliés, pour pouvoir forcer la main du roi en imposant l'intervention en faveur de la France et de la Russie. Après la bataille de Charleroi, quand se prononçait la marche stratégique des armées allemandes sur Paris toutes les mesures militaires inspirées par le roi Carol I^{er} et prises par son gouvernement semblaient indiquer la prochaine entrée en action de l'armée roumaine contre la Russie. On affirme que le plan du roi était de proclamer l'état de siège pour réprimer tout mouvement en faveur de la France et de ses alliés, et de mobiliser contre la Russie. L'état d'esprit de l'opinion roumaine était d'ailleurs favorable pour un pareil coup : sans nouvelles de France, inondée des dépêches de l'agence Wolff, qui exagéraient énormément les premiers succès allemands et annonçaient l'écrasement de la France (1), l'opinion roumaine était sans courage, sans initiative, abattue par l'annonce des prétendus désastres de ses amis. Cette crise dura deux semaines. Elle atteignit son point culminant lorsque, après Liège, Namur et Charleroi, les armées allemandes avançaient rapidement vers Paris.

Une partie de la presse, les étudiants et bon

1. Dans une dépêche restée fameuse, l'agence Wolff avait annoncé la révolution en France et l'assassinat de M. le Président de la République.

nombre de citoyens manifestaient cependant pour la France, malgré cette situation qui paraissait aux Roumains d'autant plus critique qu'ils ignoraient complètement que l'armée française n'était pas entamée et que son moral était excellent après la grande bataille de Charleroi. La première manifestation francophile fut organisée quelques jours après la bataille de Charleroi par un groupe d'étudiants arrivés, par Marseille, de Paris (2 septembre). Ils venaient de France avec la conviction que la Triple-Entente ne serait pas vaincue et ils communiquaient cette impression à leurs compatriotes.

Cependant les succès russes en Galicie et en Prusse Orientale, la chute de Lemberg, et, surtout, la victoire de la Marne, qui rétablissait la situation stratégique sur le front occidental et écartait le danger de l'entrée des Allemands dans Paris, opérèrent naturellement un changement radical dans la situation en Roumanie. Il ne pouvait plus être question, pour le moment, d'une intervention contre la Russie — le roi Carol lui-même devait le reconnaître. Au contraire, fascinée par les succès des Alliés et encouragée surtout par les progrès des Russes en Galicie, une grande partie de l'opinion se manifesta ouvertement pour la France et demanda l'entrée en action aux côtés de la Russie. La majorité des professeurs de l'Université de Bucarest, sous la présidence du Recteur même, M. Thomas Jonesco, frère de M. Take

Jonesco, présenta au roi une adresse dans laquelle elle demandait la guerre. Une série de meetings eurent lieu à Bucarest ; ils furent organisés par les professeurs universitaires (1), par quelques publicistes amis de la France et par la jeunesse universitaire, qui déployait une activité remarquable et bien coordonnée. Tout le mois de septembre est rempli par ces manifestations bouillantes. Pratiquement elles n'aboutirent à rien, car elles se heurtèrent à l'opposition formelle du vieux roi, qui menaçait même d'abdiquer, et à la volonté du gouvernement de Jean I. C. Bratiano, qui assumait courageusement toute responsabilité, de maintenir la neutralité.

C'est dans cette période qui a précédé la mort du roi Carol I^{er} (mort le 10 octobre 1914) que se place le conflit entre lui et une grande partie de l'opinion roumaine. Bon nombre de ses sujets l'accusaient de trahison, ils lui reprochaient sa sympathie trop prononcée pour sa patrie d'origine, sa persistance à attendre un revirement favorable à l'Allemagne dans les opérations militaires pour pouvoir encore imposer à la nation sa politique germanique. L'Histoire nous dira, quand l'orage aura passé, si ces accusations sont fondées ou non, il faut cependant les signaler pour comprendre l'état psychologique dans

1. MM. Thomas Jonesco, Em. Antonesco, Jean Tanoviceanu et le Dr Jean Cantacuzène furent les chefs de ce mouvement.

lequel se trouve la nation roumaine et les difficultés *intérieures* considérables contre lesquelles elle doit lutter pour le triomphe de son idéal politique : l'unité nationale roumaine. Cette unité aurait dû être la grande œuvre du roi Carol, après l'indépendance conquise dans les tranchées de Plevna. Il est mort de chagrin et de dépit, en hésitant entre son devoir de roi roumain et son amour pour sa patrie d'origine, dont il avait par-dessus tout le culte. Il a légué à la Roumanie une œuvre *inachevée* et c'est à son successeur S. M. Ferdinand I^{er} de combler cette lacune. La Roumanie espère qu'il le fera.

Pendant les mois d'hiver (1, 14-1915), les deux partis qui s'étaient cependant formés en Roumanie : le parti francophile, auquel appartiennent le parti conservateur démocrate de M. Take Jonesco, le parti conservateur de M. Nicolas Filipesco et la plus grande partie de l'opinion, d'une part, et le parti germanophile qu'une propagande extrêmement active et insolente de l'Allemagne a pu susciter, d'autre part (1), ont gardé leurs positions et ont cherché à gagner du terrain. Le gouvernement Brătianu a observé une loyale neutralité et une réserve explicable par la responsabilité énorme qui lui

1. Les germanophiles sont peu nombreux en Roumanie, mais ils sont dirigés par des personnalités de marque, comme MM. Marghiloman, Carp, Majoresco, C. Arion, le prince Grégoire Cantacuzène, etc.

incombait. Il a pris cependant des mesures militaires qui n'étaient guère dirigées contre la Russie, mais bien contre l'Autriche-Hongrie. Les fortes concentrations de troupes dans les Carpathes, sur la frontière hongroise et les fortifications que la Roumanie y a établies indiquent bien la prévision d'une guerre austro-roumaine. Dès le début de l'hiver, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie refusèrent de continuer de fournir des armes et des munitions à la Roumanie, et celle-ci dut envoyer des missions spéciales en France et en Italie pour pourvoir aux besoins de l'armée. On annonçait l'intervention roumaine pour le printemps.

Elle ne s'est produite ni au mois de mars quand les Russes, après la prise de Przemysl, étaient dans les Carpathes et livraient des combats dans les vallées qui s'ouvrent vers la Tissa (Theiss) et la grande plaine hongroise, ni au mois de mai quand l'Italie a déclaré la guerre à l'Autriche-Hongrie. L'entrée en action de l'Italie n'a pas effacé, en Roumanie, l'impression qu'y a produite la retraite des Russes après l'offensive allemande sur le Dunajetz et en Pologne. Malgré les manifestations de grande envergure des partis interventionnistes de MM. Take Jonesco et Nicolas Filipesco, qui groupèrent leurs forces dans *l'Action nationale* et plus tard (en septembre 1915) dans la *Fédération unioniste*, le gouvernement de M. Bratiano imposa au pays la neutra-

lité. Cette situation n'a pas changé depuis lors malgré l'entrée en action de la Bulgarie, l'évacuation de la Serbie et l'apparition des forces anglo-françaises à Salonique. Le gouvernement, qui assume toute responsabilité, ne croit pas devoir, *pour le moment*, sortir de la neutralité. La dernière grande manifestation interventionniste, organisée par la *Fédération unioniste* (1) le 24 octobre 1915, fut réprimée par la garnison de Bucarest renforcée par quelques régiments que le gouvernement, soucieux de maintenir l'ordre à tout prix, fit venir de la province. Un mort et plusieurs blessés marquèrent les bagarres qui eurent lieu à cette occasion. Le gouvernement, fort de l'obéissance de l'armée, resta maître de la situation, qui n'a pas changé depuis.

On se demande : quelle sera l'attitude de la Roumanie à l'avenir ? Entendra-t-elle rester neutre, assistera-t-elle sans bouger au conflit qui liquide pour l'Europe une situation insupportable et qui offre aux Roumains l'occasion unique de réaliser leur unité nationale tout en embrassant la cause de la justice et des petits peuples menacés d'être écrasés

1. M. Nicolas Filipesco, ancien ministre de la Guerre et chef du parti conservateur, est le président de cette fédération. MM. Take Jonesco, Siméon Mândresco, le prince Michel Cantacuzène, Em. Antonesco, le D^r Jean Cantacuzène, Basile Lucaciu, Jean Gradishtëano, N. Titulesco, Léonte Moldovanu, B. Delavrancea, etc. en sont les membres dirigeants.

par l'hégémonie universelle germanique ? La Roumanie renoncera-t-elle à ses aspirations séculaires qui tendent à la reconstitution de l'ancienne Dacie romaine ? Sacrifiera-t-elle ses intérêts vitaux qui lui défendent de se laisser isoler des puissances occidentales et méditerranéennes par l'établissement de l'Autriche-Hongrie en Serbie et sur le Vardar et par l'hégémonie allemande dans les Balkans, à Constantinople ? Tolérera-t-elle un agrandissement dangereux de la Bulgarie, sa rivale méridionale qui n'a oublié aucune des stipulations du traité de Bucarest et qui, après avoir conquis la Macédoine des Serbes, voudra usurper la Dobroudja des Roumains ? Sacrifiera-t-elle définitivement les Roumains de Transylvanie à la politique de magyarisation qui reprendra sans doute avec une intensité accrue après la guerre, si la Hongrie reste maîtresse de la Transylvanie ? Enfin, laissera-t-elle la France et ses alliés combattre seules pour le triomphe du droit et de la liberté des nationalités asservies ? Ne voudra-t-elle pas participer à la victoire et aux sacrifices pour pouvoir ensuite avoir sa part de gloire et de récompenses ?

Nul patriote roumain ne peut douter que la Roumanie fera son devoir. La conviction générale, c'est que l'intervention roumaine se produira en temps opportun et qu'elle sera encore très utile à la cause de la liberté. Voici d'ailleurs, dans cette question, les déclarations d'un éminent homme d'État rou-

main, grand ami de la France : « Je vois avec certitude la victoire des alliés, la France reprenant la première place en Europe, la réaction allemande définitivement écrasée, une nouvelle ère de vraie souveraineté nationale dans tous les pays, *et le principe des nationalités, qui est la prolongation de la théorie de la souveraineté nationale dans les relations internationales*, triomphant sur les ruines de l'Autriche et de la Turquie, dont l'existence déshonore l'humanité. Je vois le désarmement et une longue paix féconde devenant, d'utopie, réalité. Je vois aussi mon pays, payant sa dette de sang envers lui-même, envers nos frères de Hongrie et envers les nations alliées qui luttent pour notre indépendance et notre liberté. » (1)

Il y a, certes, encore des obstacles qui se dressent devant la réalisation du noble idéal exprimé dans ces paroles réconfortantes. Ceux qui dirigent à cette époque historique les destins de la nation roumaine les connaissent et c'est précisément parce qu'ils les connaissent et en apprécient la portée, qu'ils ont ajourné encore le moment de l'action roumaine. Choisir ce moment, qui ne doit pas être manqué parce qu'il ne se représentera jamais, c'est une question de gouvernement et on sait que la Roumanie pos-

1. Déclarations de M. Take Jonesco au *Matin*, Sinaïa, 4 janvier 1916.

sède assez d'hommes d'État clairvoyants pour ne pas perdre cette occasion unique que l'histoire des nations lui offre pour réaliser un idéal millénaire. Il faut cependant bien reconnaître qu'il y a en Roumanie des symptômes de défaillance ou d'hésitation, comme, par exemple, ceux qui ont été provoqués par la terreur ou la corruption germaniques ; mais ces phénomènes sont assez isolés pour ne pas entacher la grande masse de la nation, qui reste fidèle au drapeau et qui saurait, sans doute, imposer à ses dirigeants une politique vraiment nationale, s'ils ne connaissaient pas leur devoir.

La politique extérieure de la Roumanie a donc, comme but réel, la réalisation de l'idéal qui, sans cette occasion unique offerte par le grand conflit des nations, eût paru une utopie. Aujourd'hui on sait que l'unité nationale roumaine doit être reconstituée *politiquement*, et cet acte ne sera, comme le dit si bien M. le Dr Jean Cantacuzène, que « la phase ultime, l'aboutissement tout naturel d'une longue et douloureuse évolution ». C'est ainsi que le problème de Transylvanie qui était, il y a quelques années, considéré comme une question intérieure de la Hongrie, intéressant la constitution hongroise, fait en ce moment partie du *domaine des revendications que la Roumanie formule au nom du principe des nationalités pour reconstituer son unité politique*. Les luttes sans trêve que les Roumains de Transylvanie ont sou-

tenues contre une domination étrangère autoritaire, arbitraire et brutale dans ses conceptions comme dans ses actes, n'ont donc pas été inutiles. Les Roumains de cette province asservie voulaient vivre libres et autonomes, et en affirmant cette volonté et en conservant leur nationalité intacte, malgré les tentatives de dénationalisation, ils ont contribué à assurer un jour le triomphe de l'idéal de l'unité politique roumaine. Ce jour-là n'est pas loin.

La renaissance, la conquête de la liberté perdue ne sont pas possibles sans des sacrifices. Les Roumains du royaume comme ceux de Transylvanie y sont habitués, car, depuis leur colonisation par Trajan et jusqu'à l'époque moderne, leur existence n'a été qu'une série de luttes pour conserver le territoire ancestral. La Roumanie sera inébranlable dans sa volonté et énergique dans ses actes. Il le faut bien, car elle est arrivée au grand tournant de son histoire. L'annexion de la Transylvanie lui donnera un nouvel essor de puissance et consacrera son prestige. Le renoncement à cet acte de vigueur serait le commencement d'un inévitable et tragique déclin.

CHAPITRE XVI

Les Roumains de Transylvanie pendant la guerre.

Leur état actuel.

Les revendications de la Roumanie.

(Février-mars 1916)

Avec la guerre européenne commence, pour les Roumains de Transylvanie, un nouveau chapitre d'humiliations et de souffrances, le plus douloureux de leur histoire. Sans une organisation militaire qui aurait pu envisager sérieusement la lutte avec le bloc germanique en cas d'une révolution, sans chefs dévoués à une pareille tâche, sans armes, complètement livrés à l'arbitraire des autorités hongroises qui avaient pris leurs mesures de précaution contre une révolution en Transylvanie, ils ne pouvaient attendre leur salut que de leurs frères libres de Roumanie. Ils attendaient le signal du soulèvement, ils espéraient que les armées du roi Carol viendraient les délivrer des chaînes séculaires et les empêcher d'aller mourir pour la défense de leurs oppresseurs.

Ce fut en vain. On a vu les motifs qui ont empêché

la Roumanie d'intervenir en Transylvanie au début de la guerre : il n'était même pas question de cela dans le Conseil de Couronne de Sinaïa. Au contraire, certaines personnalités politiques de Roumanie, pour des raisons restées encore mystérieuses, ont cru devoir se rendre en Transylvanie pour exhorter la population roumaine à aller se ranger sous les drapeaux austro-hongrois pour combattre les Russes, car « les troupes roumaines viendraient les rejoindre bientôt » pour lutter contre l'ennemi commun... les Russes. Les autorités austro-hongroises répandaient, dans les villages roumains, le bruit que les armées russes avaient attaqué la Roumanie et envahi la Moldavie. On leur disait qu'ils devaient sauver leurs frères de Roumanie en danger. Une censure extrêmement sévère empêchait les mobilisés roumains d'apprendre la vérité. Voyant que « la Roumanie n'arrivait pas » ils croyaient aux versions tendancieuses des autorités austro-hongroises et allaient avec enthousiasme à la guerre « pour secourir la Roumanie ». Les autorités leur permirent de porter des couleurs nationales roumaines, jusqu'alors interdites et persécutées, de chanter le *Réveille-toi, ô Roumain* interdit aussi en temps normal, et c'est sous le drapeau roumain et avec la conviction qu'ils lutteront pour le salut de la Roumanie, que les régiments roumains allaient se battre pour leurs ennemis séculaires.

La Roumanie officielle et le Comité exécutif du

parti national roumain de Transylvanie n'ont rien fait pour empêcher cette méprise. C'était d'ailleurs la conséquence logique de l'attitude adoptée par la Roumanie. Ayant déclaré sa neutralité, l'État roumain ne pouvait pas intervenir dans les affaires intérieures de l'Autriche-Hongrie. D'autre part, le Comité national des Roumains de Transylvanie, dont les membres étaient d'ailleurs gardés à vue par la police hongroise dès le début de la crise européenne, ne pouvait que se conformer à l'attitude de la Roumanie. Une révolution en Transylvanie sans l'intervention immédiate ou même préalable de l'armée roumaine eût été une boucherie inutile. Jusqu'à la chute de Lemberg et à la bataille de la Marne on faisait d'ailleurs croire, à Bucarest et à Sinaïa, au Comité national, que la Roumanie marcherait contre la Russie ou qu'elle resterait neutre. Aucun reproche ne saurait donc être adressé à ce Comité : il devait se conformer strictement aux instructions qui lui venaient de Bucarest. Toute la responsabilité de ce qui est arrivé incombe à la Roumanie. Sa neutralité a permis à la mobilisation et à la concentration des corps d'armée austro-hongrois composés de régiments roumains (le 7^e et le 12^e corps d'armée) de s'accomplir dans le meilleur ordre et 200.000 Roumains furent envoyés au feu, en première ligne. Avec les contingents de réserve et les éléments des trois nouvelles conscriptions que l'Autriche-Hon-

grie a opérées depuis le début de la guerre le nombre des Roumains de Transylvanie et de Bucovine qui ont lutté sous les drapeaux austro-hongrois s'élève à 400.000 hommes. Cette armée, qui a été presque complètement détruite en Galicie, Pologne et Serbie, combattant toujours en première ligne, aurait sans doute appartenu à la Roumanie si elle était intervenue en Transylvanie *dès le début* de la mobilisation austro-hongroise.

Le système de recrutement pratiqué par le gouvernement austro-hongrois à la suite de grandes pertes d'hommes, a amené la dépopulation de la Transylvanie. Les conseils de revision qui ont opéré dans les régions roumaines ont envoyé au feu tous les hommes valides de dix-huit à cinquante ans. Il ne reste dans les villages roumains que des vieillards, des femmes et des enfants jusqu'à dix-huit ans. Tandis que les régions habitées par les Magyars ont été épargnées et abondent encore en éléments virils, les comitats roumains ont été littéralement dépeuplés. Et si on ajoute à cette circonstance le fait, déjà signalé, qu'on emploie les troupes roumaines constamment en première ligne et dans les grands assauts, on peut considérer les pertes que les Roumains de Transylvanie ont dû subir en existences humaines pendant cette guerre, comme extrêmement élevées. C'est le plus grand sacrifice que les Roumains aient été obligés de faire depuis leur asservissement par

les Hongrois. Il faut croire que ce sera aussi le dernier.

Les Roumains de Transylvanie, ces esclaves qui versaient leur sang pour défendre le sol de leurs maîtres, se battirent d'ailleurs avec une bravoure que reconnaissent les Hongrois eux-mêmes. Les communiqués officiels de Vienne sont pleins d'éloges pour la conduite brillante des régiments roumains au feu. Dans les listes des citations à l'ordre du jour, des décorés, des blessés et des morts, les noms roumains occupent toujours une place considérable. Les journaux roumains de Transylvanie, qui continuent de paraître sévèrement censurés par l'autorité austro-hongroise, ont publié ces listes qui témoignent des derniers sacrifices que les Roumains ont faits pour la maison impériale de Habsbourg, qui a tant abusé de leur fidélité (1).

Lorsque la vérité sur l'attitude de la Roumanie fut connue, lorsque le bruit fut répandu en Transylvanie que l'armée roumaine passerait bientôt les Carpathes, l'attitude des soldats et des officiers roumains de l'armée austro-hongroise changea tout à coup. Sachant qu'ils avaient été trompés, que la prétendue invasion de la Roumanie par les Russes avait été une

1. M. Octavien *Taslauanu*, directeur de la revue littéraire *Luceafarul* de Sibiu, qui a fait la campagne de Galicie comme officier autrichien, raconte, dans un volume, les souffrances des Roumains de Transylvanie pendant la guerre.

pure invention pour exalter leur enthousiasme belliqueux, les Roumains de Transylvanie, soldats ou civils, chercheront désormais tous les moyens de gagner la Roumanie pour offrir leurs existences à l'œuvre de la délivrance nationale. Il y eut un nombre très grand de désertions. On peut fixer le chiffre des déserteurs et réfugiés roumains de Transylvanie à une vingtaine de mille. De nombreux jeunes étudiants de Transylvanie furent reçus dans les écoles d'officiers de Bucarest. D'autre part, il y a une cinquantaine de mille de Roumains prisonniers en Russie. Toutes ces forces, débris de la belle armée de 400.000 hommes que la Transylvanie et la Bukovine avaient donnée à l'empire austro-hongrois, sont disponibles pour le moment où la Roumanie attaquera les empires germaniques. Ces officiers et soldats de Transylvanie, auxquels le destin a réservé la magnifique tâche de participer, sous les drapeaux de la libre Roumanie, à la libération de leurs frères opprimés, seront, sans doute, à la hauteur de cette unique mission.

* * *

On peut se demander maintenant quels sont, parmi les territoires austro-hongrois, ceux auxquels la Roumanie peut légitimement prétendre, c'est-à-dire sans froisser chez les autres ce principe des nationalités qu'elle invoque elle-même à l'appui de ses revendications.

cations ? Pour essayer de tracer une ligne qui marquerait la future frontière entre la Roumanie et l'Autriche-Hongrie, il faut tenir compte de considérations assez nombreuses et différentes qui peuvent cependant être groupées sous trois points : 1° considérations *statistiques* ; 2° considérations *politiques* et historiques ; 3° considérations *militaires*.

Rappelons d'abord que, sous le nom de « Roumains de Transylvanie », on comprend non seulement les Roumains qui habitent exclusivement la province qui porte ce nom, mais en général *tous* les Roumains qui habitent la Hongrie et dont les premiers ne forment que la moitié (1). Autour de la *Transylvanie*, vaste cirque formé par les Carpathes, centre et place forte naturelle du roumanisme, le pays roumain en Hongrie déborde largement au nord, à l'ouest et sud-ouest, formant les régions roumaines de *Maramuresh* (au nord), *Crishana* (à l'ouest) et le *Banat de Temesvar* (ou « Timishana », au sud-ouest), et présente, à la limite, une zone mixte dans laquelle l'élément roumain devient de plus en plus clairsemé, à mesure que l'on avance dans la grande pleine hongroise (la *puszta*). Au niveau de cette

1. Les données statistiques sont extraites des travaux de MM. Jean Russu *Sirianu* : *Românii din Statul Ungar*, Bucarest, 1904. — Le docteur Jean *Cantacuzène*, *la Question nationale roumaine et les Roumains d'Austro-Hongrie*, article publié par la *Revue hebdomadaire* (20 mars 1915), et de la statistique officielle hongroise de 1900 et 1910.

zone, la frontière qu'on tracera mécontentera fatalement quelques-unes des nationalités qui y vivent mélangées ; mais, si on doit respecter le plus possible les données statistiques, on pourra tout de même arriver à ne pas trop léser le principe des nationalités et les susceptibilités nationales des Magyars, Allemands et Slaves. Il faut, en effet, se laisser guider par un *principe de justice*, pour ne pas causer aux Hongrois et aux autres nationalités non-roumaines le tort dont on se plaint à propos des Roumains de Transylvanie et pour ne pas reconstituer aux nouvelles frontières de la Roumanie un foyer d'agitations et de révoltes nationales. Il ne faut imiter ni l'injustice, ni la tyrannie hongroises et la Roumanie doit *mériter* la possession des territoires qu'elle revendique en premier lieu par l'établissement d'une ligne de frontière *équitable* et ensuite par une administration juste et généreuse. Car, si elle imitait les Hongrois, elle leur donnerait une arme morale dangereuse qui tournerait contre ceux qui jadis se plaignaient de la tyrannie et qui la pratiqueraient à leur tour. Pour donner satisfaction à peu près à toutes les nationalités qui se rencontrent dans le Banat de Temesvar et dans la vallée de la Tissa (Theiss), il faut étudier soigneusement la *situation ethnique* de ces régions contestées et prendre la statistique comme base.

Voici ce que M. Jean Cantacuzène écrit à ce sujet

dans son remarquable travail sur les Roumains d'Autriche-Hongrie (1) : « Les Roumains d'Autriche-Hongrie occupent les provinces désignées sous le nom de Transylvanie, Banat de Temesvar, Crishana, Maramuresh et Bucovine. Ce vaste territoire représente une superficie de 136.256 kilomètres carrés et se trouve très exactement délimité à l'ouest par le cours de la Tissa (Theiss). Sa population totale, qui, en chiffre rond, s'élève à sept millions d'habitants, est un mélange, en proportions très inégales, de nationalités diverses ; à côté *des Roumains, qui y constituent la majorité*, on y trouve des Magyars (Hongrois), des Széklers, des Allemands (Saxons et Souabes), des Serbes, des Slovaques et des Ruthènes ou Petits-Russiens. La Transylvanie, berceau de la nation roumaine et foyer de la résistance nationale, constitue le noyau de cet agrégat de Roumains ; c'est là qu'ils forment les agglomérations les plus compactes, c'est là également que leur proportion, relativement à l'ensemble des autres nationalités coexistantes, est la plus forte...

« ... Nous voyons, au cœur même du bloc transylvain, un îlot magyar qu'entourent et pénètrent des îlots plus petits de nationalité germanique (2),

1. Publié dans le numéro du 20 mars 1915 de *la Revue hebdomadaire*.

2. Ce sont les Saxons de Transylvanie au nombre de 230.000 âmes.

le tout noyé dans une masse fort étendue en tous sens de nationalité roumaine ; vers l'ouest ou vers le nord, nous voyons des groupements roumains s'espacer de nouveau ou s'infiltrer d'éléments étrangers. L'ensemble du territoire se trouve de la sorte cerné par une zone mixte dans laquelle, malgré la présence de nombreux éléments roumains, les éléments étrangers finissent par dominer : Serbes et Allemands vers l'extrémité occidentale du Banat, dans l'angle formé par le confluent de la Tissa et du Danube ; Magyars dans la zone de Crishana immédiatement contiguë à la Theiss (Tissa) ; Ruthènes dans les parties septentrionales du Maramuresh et de la Bucovine. »

I. — *La Transylvanie*

Les Roumains forment la *majorité absolue* en Transylvanie où, sur 81 arrondissements que comporte la province tout entière, on trouve, d'après la statistique de M. Jean R. Sirianu :

Dans 14 arrondissements 90-95 o/o de Roumains.

» 16	»	80-90 o/o	»
» 8	»	70 80 o/o	»
» 20	»	50-70 o/o	»
» 7	»	40-50 o/o	»
» 3	»	30-40 o/o	»
» 2	»	15-30 o/o	»
» 10	»	2-15 o/o	»
» 1	»	0	»

Les Roumains ont donc, d'après cette statistique qui a, à sa base, la statistique *officielle* hongroise, la *majorité absolue* dans 71 o/o des arrondissements. Ils forment la majorité absolue dans 9 comitats de la Transylvanie, ce que prouve ce tableau :

Dans le comitat de Fagarash	ils forment	90,2 o/o
» » Hunedoara	»	84,7 o/o
» » Alba-Inférieure	»	78,8 o/o
» » Turda-Ariesi	»	72,9 o/o
» » Solnoc-Dobâca	»	76,3 o/o
» » Cluj	»	68,6 o/o
» » Bistritza-Nasaud	»	69,2 o/o
» » Sibiu	»	66,0 o/o
» » Târnava-Mica	»	50,8 o/o

de la population totale. Ils forment d'ailleurs la majorité relative, vis-à-vis des Magyars et des Saxons, dans le comitat de Târnava-Mare, avec 42,7 o/o de la population globale, et dans le comitat de Brasov, avec 40 o/o. Des 15 comitats de la Transylvanie, les Roumains forment la majorité absolue dans 9 comitats et la majorité relative en 2 comitats, *ils dominent donc dans 11 des 15 comitats de la Transylvanie*. Il faut encore observer que les chiffres qu'on a examinés sont ceux de la statistique officielle hongroise qui cherche par tous les moyens à escamoter les majorités roumaines. En réalité, la proportion en faveur des Roumains est encore plus forte. Comme conclusion, il y a lieu d'affirmer que la Transylvanie

est bien un pays roumain non seulement au point de vue historique et juridique, mais aussi au point de vue *statistique*, car les données officielles hongroises elles-mêmes reconnaissent la prépondérance indiscutable de l'élément roumain en Transylvanie, qui forme la majorité absolue de la population totale de cette province avec 57,5 o/o contre 29,2 o/o de Hongrois. Le principe des nationalités ne sera donc nullement froissé si la future conférence de la paix européenne attribue la Transylvanie à la Roumanie. De tous les points de vue, la Transylvanie est un pays roumain et la conférence européenne, qui consacrera, au point de vue du droit international, l'occupation roumaine, fera un acte de justice.

II. — *La Crishana*

Les Roumains ont également la *majorité absolue* dans cette province, avec 52,4 o/o de la population contre 37,4 o/o de Hongrois. Le reste est formé par les Allemands (Souabes) et Slovaques. Dans cette province il y a (1) :

1. Les chiffres sont toujours ceux de la statistique : *Românii din Statul Ungar*, de Jean Russu Sirianu, d'après les données officielles hongroises.

Dans 4 arrondissements 90-95 o/o de Roumains

9	»	80-90 o/o	»
5	»	70-80 o/o	»
7	»	50-70 o/o	»
5	»	40-50 o/o	»
6	»	30-40 o/o	»
4	»	15-30 o/o	»

Sur les 40 arrondissements de cette province, les Roumains ont la majorité absolue dans 25 arrondissements, la majorité relative dans 5 et de fortes minorités dans 10 arrondissements. L'élément roumain est donc prédominant dans 30 des 40 arrondissements de la province. Les proportions sont les suivantes pour les comitats :

Comitat d'Arad 65 o/o de Roumains

»	Selagiu	60,6 o/o	»
»	Bihor	44,8 o/o	»
»	Satmar	34,6 o/o	»

Dans les autres comitats (Ceanad, Bichis) les Roumains forment des minorités assez considérables.

Pour cette province on pourrait formuler les revendications roumaines ainsi : *Donner à la Roumanie les comitats où les Roumains ont la majorité (Arad, Selagiu) et des comitats où ils ont des minorités imposantes (Bihor, Satmar, Ceanad, Bichis) donner, par une délimitation minutieuse, les arrondissements hongrois à la Hongrie.* Le principe des nationalités sera ainsi sauvegardé et il n'y aura pas

beaucoup de contestations de part ou d'autre. La délimitation n'est pas difficile à faire, les arrondissements roumains occupant toujours les parties orientales et les Magyars les marges occidentales des comitats dont il est question. En ce qui concerne la Crishana il n'y aura pas beaucoup de difficultés à écarter. La question se présente autrement compliquée pour le Banat de Temesvar ou Timishana, que les Serbes aussi paraissent vouloir revendiquer pour eux.

III. — *Le Banat de Temesvar*

Cette province, qui est revendiquée à la fois par les Serbes et par les Roumains, est habitée par quatre nationalités, dont aucune ne représente une majorité absolue : Roumains, Serbes, Hongrois et Allemands (Souabes). Les Roumains ont la majorité relative avec 38,9 o/o de la population globale, tandis que les Serbes ne forment que 17 o/o de cette population (1), le reste étant des Hongrois et des Allemands. Les Roumains sont incontestablement l'élément le plus nombreux, l'élément prédominant qui est répandu partout et au milieu duquel les autres nationalités forment des flots. Ils sont d'ailleurs la seule

1. Il y a 615.336 Roumains et seulement 285.329 Serbes, dans cette province.

population *autochtone*, tous les autres étant des immigrés. Voici d'ailleurs les chiffres officiels concernant cette province : le Banat est formé par trois grands comitats dans lesquels les Roumains habitent dans les proportions suivantes :

Comitat de Carash-Séverin	74,2 o/o
» Temesvar	41 o/o
» Torontal	3,2 o/o

de la population totale. Il résulte de ces chiffres que les Roumains ont la majorité absolue dans un comitat, la majorité relative dans l'autre et se trouvent en minorité dans le troisième, qui est le plus éloigné des territoires roumains. Ils ont la majorité absolue dans 19 arrondissements, la majorité relative dans 2, et forment des minorités dans 10 arrondissements. En comparaison avec les autres races qui habitent le Banat ils sont donc incomparablement les plus nombreux, ils forment l'élément principal de la population.

La Roumanie revendique le Banat de Temesvar tout entier pour elle. Outre l'argument statistique que nous venons d'examiner, elle a en sa faveur de puissants arguments historiques, politiques et stratégiques. Le principal argument historique c'est que les Roumains sont, dans le Banat de Temesvar, la population la plus ancienne, tous les autres peuples formant des colonisations relativement récentes. Les Serbes ne s'y trouvent que depuis le xviii^e siècle, les

Allemands (Souabes) ont été colonisés sous le règne de Marie-Thérèse, les Hongrois sont, pour la plupart, des fonctionnaires venus dans la province — qui a joui de privilèges importants sous l'époque turque et sous la domination autrichienne — avec le régime moderne hongrois. Aucune de ces nationalités n'a le droit ancien que possèdent les Roumains qui occupent le Banat de Temesvar *depuis la colonisation de Trajan*. Tibiscum (Temesvar) était, sous la domination roumaine, une des colonies les plus florissantes. Mais il y a surtout des arguments politiques et stratégiques en faveur des revendications roumaines. Le Banat occupe le triangle *stratégique* formé par les cours du Danube et de la Tissa (Theiss); si on laissait ce triangle dans la possession d'une puissance étrangère, elle aurait toujours l'énorme avantage d'avoir des forces sur la rive gauche du Danube, en plein territoire roumain, pouvant de là menacer directement la Transylvanie et même la Roumanie. Pour la sécurité de l'État roumain il faut que la rive gauche du Danube soit entièrement roumaine, même si on devait sacrifier les quelques îlots serbes, magyares et allemands qui se trouvent dans le Banat. Le principe des nationalités n'en est nullement froissé, car, on l'a vu, les Roumains sont encore ici en majorité.

IV. — *Le Maramuresh*

Cette province forme un seul grand comitat, au cours supérieur de la Tissa ; 96. 157 Roumains y habitent (statistique de 1910). Si on ajoute à ce chiffre les 10.529 Roumains qui habitent le petit comitat d'Ugocea, voisin, on obtient pour cette province le nombre de 106.686 Roumains. Ils ne forment que 24, 2 0/0 de la population totale du comitat, les autres étant des Ruthènes, des Juifs et des Magyars ; mais comme les Roumains sont massés dans *la patrie sud-est du comitat où ils ont la majorité absolue*, il est facile de faire ici, comme en Crishana, une délimitation juste, suivant le principe des nationalités, gardant les arrondissements roumains pour la Roumanie et laissant les autres aux Ruthènes. Ici encore il n'y a aucune difficulté. En tout cas la Roumanie doit revendiquer les parties roumaines de cette province car, outre ce motif politique et ethnique de ne pas sacrifier de nouveau des populations roumaines à une domination étrangère, il y a, ici encore, un *motif stratégique* extrêmement important. Le voici : au point de vue militaire, celui qui possède dans cette région septentrionale de la Hongrie le versant méridional des Carpathes (Beskides et Carpathes boisés) et le cours supérieur de la Tissa et des vallées qui s'ouvrent vers le sud, commande non seulement la

grande plaine hongroise, où il peut descendre par la vallée de la Tissa, mais aussi la Crishana, d'où il peut menacer directement la Transylvanie. Comme le Banat, le Maramuresh a donc, pour la future Roumanie possédant la Transylvanie, une importance stratégique de premier ordre. Sans ces deux provinces, la possession de la Transylvanie serait précaire et la sécurité de la Roumanie constamment menacée.

V. — *La Bukovine*

Aucune des revendications roumaines n'est peut-être aussi légitime que celle de la Bukovine, province ayant appartenu jusqu'en 1775 à la principauté moldave. La paix de Koutchouk-Kaïnardji (1774), imposée par l'empire russe à la Turquie, avait mis celle-ci dans un état d'infériorité. Le gouvernement de Marie-Thérèse avait profité de la malheureuse situation de la principauté moldave, qui se trouvait alors sous le néfaste régime des Phanariotes, et de l'embarras de la Turquie pour ajouter cette province roumaine à la mosaïque des États de Habsbourg. Historiquement la Bukovine est très chère aux Roumains. C'est ici que se trouve l'ancienne capitale de la Moldavie, Suceava et le monastère de Putna, avec le tombeau d'Étienne le Grand (mort

en 1504), un des plus grands princes roumains et illustre défenseur de la chrétienté. Pour assurer sa domination dans cette province, le gouvernement autrichien s'était, de tout temps, efforcé de dénationaliser l'élément roumain en appelant dans le pays un grand nombre de colons étrangers. Lors de l'annexion de la Bukovine il n'y avait dans cette province que des Roumains, aujourd'hui la moitié environ de la population est composée de Ruthènes, d'Allemands, de Hongrois, et surtout dans les villes et grands villages, de juifs. La partie méridionale de la province avoisinant la Roumanie a gardé pourtant son caractère nettement roumain. Les Ruthènes, les plus nombreux étrangers, occupent un territoire situé au nord-ouest de la province, qui coiffe d'un croissant à concavité méridionale l'ensemble du pays roumain. Czernowitz, capitale de la province, se trouve à la limite des deux zones.

Voici le nombre des Roumains de Bukovine d'après la *statistique officielle autrichienne*, qui a toujours cherché à diminuer le nombre des Roumains :

En 1880	190.005	de Roumains
» 1890	208.401	—
» 1900	229.018	—
» 1910	273.254	—

Comme le nombre des Roumains est en réalité beaucoup plus grand, on peut admettre facilement, pour l'année 1910, le chiffre de 300.000 et pour 1916, sans

aucune exagération celui de 320.000 Roumains. Ayant déjà appartenu à la Roumanie pendant une longue série de siècles, usurpée par l'Autriche en 1775 en vertu du droit du plus fort, la Bukovine doit, d'après tous les principes du droit international, revenir *entièrement* à la Roumanie. C'est une question de justice que de rendre aux Roumains la province qui fut le cœur de la principauté moldave et qui a versé tant de sang pour la cause chrétienne.

* * *

Récapitulons maintenant tous ces chiffres, qui représentent les forces numériques des Roumains d'Autriche-Hongrie, et formulons définitivement les revendications territoriales que la Roumanie pourrait légitimement présenter à la future conférence de la paix européenne.

D'après la statistique *officielle* hongroise il y avait, dans l'ensemble des provinces roumaines de la Hongrie (Transylvanie, Banat, Crishana et Maramuresh) :

En 1890	2.580.066 de Roumains	
— 1900	2.799.459	—
— 1910	2.932.214	—

On voit donc que, *même d'après les données officielles hongroises*, qui, comme les données autrichiennes, s'efforcent de diminuer le nombre des Roumains, ceux-ci doivent atteindre aujourd'hui (février 1916) le chiffre de 3 millions. En réalité,

comme c'est le cas pour la Bucovine, le nombre des Roumains de Transylvanie et des autres provinces roumaines soumises au régime hongrois est beaucoup plus élevé. Voici, en effet, pour les Roumains de Hongrie, les *chiffres corrigés* d'après la statistique religieuse, faite par les deux Églises roumaines de Hongrie en 1910 :

En Transylvanie	1.540.088	de Roumains
» Crishana	861.225	—
» Banat de Temesvar	615.336	—
» Maramuresh	106.686	—
Total	3.123.335	de Roumains

Ce chiffre est encore très modeste, car les statistiques religieuses ont toujours comme base la statistique officielle hongroise. On peut donc, sans exagérer, porter le nombre des Roumains de Hongrie, pour l'année 1910, au chiffre rond de 3.200.000 âmes. Au commencement de l'année 1916, on peut admettre facilement le chiffre de 3.300.000 individus pour la totalité de la population roumaine habitant la Hongrie. En ajoutant à ce nombre le chiffre de 320.000 Roumains, admis pour la Bukovine, on obtiendra en mars 1916, pour l'ensemble des populations roumaines d'Autriche-Hongrie, les proportions suivantes :

Roumains de Hongrie	3.300.000	âmes
— Bucovine	320.000	—
Total pour l'Autriche-Hongrie :	3.620.000	Roumains

Cette masse de 3.620.000 de Roumains constitue

l'élément incontestablement dominant dans les provinces roumaines déjà nommées : Transylvanie, Crishana, Banat, Maramuresh et Bucovine.

On peut donc, en vertu du *principe des nationalités*, des *droits historiques* qu'ont les Roumains sur ces provinces et en vertu de leur *supériorité numérique incontestable*, formuler les indications territoriales roumaines de la façon suivante :

La Roumanie revendique pour elle :

1^o Toute la Transylvanie ;

2^o Toute la Bukovine ;

3^o Tout le Banat de Temesvar ;

4^o Les comitats et arrondissements roumains de Crishana ;

5^o La moitié méridionale du Maramuresh, avec le cours supérieur de la Tissa.

Les revendications roumaines, telles qu'on vient de les formuler (1), n'ont rien que de parfaitement équitable et parfaitement mesuré. *Toute idée de conquête est exclue*, le principe des nationalités est partout sauvegardé.

Mais, pour arriver à formuler devant la diplomatie européenne ces revendications tant de fois séculaires, il faut d'abord que la Roumanie fasse le sacrifice de son sang. Elle devra intervenir avec toutes ses forces, pour fixer aux drapeaux de *la France* et de ses alliées, *la victoire*.

1. Nous laissons la question de Bessarabie *ouverte*, sans formuler cependant ici une revendication.

CONCLUSIONS

L'unité politique roumaine. La liberté des nations.

Le but de ce travail a été de soutenir juridiquement la légitimité des revendications roumaines sur la Transylvanie et de justifier ainsi l'idéal de l'unité politique roumaine.

Nous croyons avoir démontré quelle est l'origine du droit de souveraineté roumain sur la Transylvanie : l'occupation et la civilisation romaines. Nous avons ensuite étudié les diverses évolutions juridiques qu'a dû suivre cette province fécondée par le génie administrateur de Rome. On a vu la Transylvanie province romaine, faisant partie intégrante du vaste empire des Césars, on l'a vue ensuite indépendante, résistant, grâce au refuge naturel des Carpathes et aux qualités militaires héritées de Rome, aux invasions barbares. Mais la nation roumaine n'a pas été assez forte et assez bien organisée pour se soustraire à la double domination qui la menaçait au moyen âge et la Transylvanie tomba sous le joug hongrois, ensuite, sous celui de l'Autriche. Elle a fait plusieurs efforts pour reconquérir l'indépendance

perdue ; son histoire, on l'a vu, n'est qu'une longue suite de révolutions, de protestations et de souffrances, mais le poing de fer de l'ennemi triomphe toujours de ces révoltes de la conscience nationale. En 1867, après la conclusion du compromis dualiste austro-hongrois, la Transylvanie est définitivement sacrifiée à la politique de magyarisation. Son union politique complète avec la Hongrie lui enlève sa dernière espérance. Mais, comme Phœnix renaissant de ses cendres, cette espérance renaît aussitôt : à côté d'elle, sur l'autre versant de la chaîne des Carpathes, ses frères, qui avaient depuis longtemps fui l'oppression barbare, ont constitué un État moderne puissant, prêt à faire son devoir envers les frères restés encore en captivité. Il ne s'est agi, depuis lors, que de résister aux attaques sans cesse renouvelées de l'ennemi, qui sentait le péril que constituait pour lui une Roumanie libre, et d'attendre la grande heure de la délivrance, l'occasion de frapper le coup décisif.

L'occasion est là. Le moment historique attendu fidèlement pendant des siècles trop longs par la souffrance et l'humiliation, est arrivé. Les Roumains n'ont qu'à le saisir.

En prenant les armes pour courir à la délivrance de ses nationaux asservis, la Roumanie combattrait pour le triomphe d'un double idéal : 1^o celui de l'unité politique roumaine, but essentiel de l'État

roumain, et 2° celui de la liberté des nations, *l'idéal commun de toutes les nations civilisées* qui, aimant par-dessus tout la liberté, l'égalité et le règne souverain du droit, ne veulent pas courber la tête devant les aspirations tyranniques d'une race essentiellement égoïste qui tend à la domination universelle.

Les guerres de la grande Révolution et les Révolutions de juillet 1830 et février 1848 ont assuré aux peuples, après des flots de sang versé sur l'échafaud, les barricades et sur d'innombrables champs de bataille, où la France a fait triompher ses drapeaux, une acquisition chère et incontestable : la liberté civique, l'égalité des citoyens devant la loi. Patrimoine précieux qu'il faut défendre contre toute réaction de la force brutale. Le couronnement de la guerre actuelle consistera, outre la destruction d'un monstrueux rêve impérialiste, dans la reconnaissance définitive de l'égalité des Nations, sans égard à leurs forces numériques, et de la liberté et de l'indépendance des États, sans égard à leur étendue. La liberté et l'égalité des individus doivent être suivies par la *liberté et l'égalité des Nations*. C'est une conséquence logique et nécessaire des conquêtes juridiques de la Révolution, et ce sera d'ailleurs le plus magnifique résultat de cette guerre qui a fauché tant d'existences.

En se rangeant avec toutes ses forces aux côtés

des puissances qui veulent donner à l'Europe, avec une paix bien garantie et féconde, la souveraineté du droit et de la justice, la Roumanie fera son devoir sacré envers les frères opprimés qui l'appellent et combattront pour le même droit que la France. « *Quel droit ?* se demande M. F. Larnaude, l'éminent doyen de la Faculté de Droit de Paris. Il n'y en a pas deux. C'est le droit éternel, *le droit des petits comme celui des grands*, des petits peuples comme celui des grandes nations ; et aussi, ne l'oubliez pas, c'est le droit de la créature humaine, de cette créature que les théories abominables voudraient ramener à un servage qui serait encore pire que celui du moyen âge. Honneur à tous ceux qui tombent pour cette cause ! Envions-les, admirons-les ! (1) »

La parole est à ceux qui décident des actes de la Roumanie. *Videant consules*. Et maintenant puissent les destinées de la Roumanie s'accomplir, puisse-t-elle se montrer digne d'être la fille de Rome et la sœur de la France !

1. F. Larnaude, *Droit public général*. Cours de Doctorat 1915-1916.çon d'ouverture, 9 novembre 1915

ANNEXES

I. — *Le principe des nationalités*

Les revendications roumaines en Transylvanie ont un double fondement juridique : d'abord dans le droit historique qu'ont légué aux Roumains la colonisation et la civilisation romaines, ensuite dans le *droit des nationalités*. Il serait difficile de contester le premier de ces droits que les Roumains invoquent à l'appui de leur thèse : l'histoire parle trop clairement et la Transylvanie garde encore trop l'empreinte de la domination romaine pour que les Austro-Hongrois puissent contester la valeur de ce droit historique imprescriptible.

Il paraît que la question présente de véritables difficultés en ce qui concerne le second principe qui forme la base juridique des revendications nationales roumaines : le droit des nationalités. Les auteurs modernes allemands, à commencer par von Treitschke et Nietzsche, qui ont distillé leur venin goutte à goutte dans le sang du peuple germanique, et à finir par Wundt, Heckel, Lasson, Laband, Ed. Meyer et autres « *Vertreter der deutschen Wissenschaft* »

(représentants de la science allemande), qui ont mis leur parole et leur plume au service de l'impérialisme prussien, arrivent à la négation du principe des nationalités. Dans leur zèle à justifier le rêve de l'hégémonie universelle allemande, ces auteurs oublient ou plutôt semblent oublier que c'était le droit des nationalités que Fichte invoquait dans ses discours en faveur de l'unité allemande et que c'est grâce au même principe qu'un empire allemand existe aujourd'hui.

Qu'est-ce donc que le principe des nationalités ?

Bien qu'une définition exacte soit impossible, on pourrait dire que c'est le droit de chaque nationalité de se gouverner elle-même. C'est l'égalité et la liberté des êtres collectifs, des *personnes morales* qu'on appelle les nations. Le principe des nationalités est la conséquence absolument logique des grandes théories juridiques qu'a fait triompher la Révolution : la liberté et l'égalité individuelle et la *souveraineté nationale*. M. Hauriou dit : « l'État est à la fois un ensemble d'institutions et un organisme qui dispose d'un pouvoir d'action. Ce pouvoir d'action ou cette puissance d'État est la souveraineté et, quand elle réside d'une certaine façon dans la nation, elle est la *souveraineté nationale* (1). » Voilà un point gagné.

1. Maurice Hauriou, *la Souveraineté nationale*. Paris, 1912, p. 1. — Voir aussi Eugène Baie, *le Droit des nationalités*. Paris, 1915.

La Révolution a fait triompher politiquement ce principe de la souveraineté nationale à peu près dans tous les États, et il n'y a aucune difficulté à le reconnaître juridiquement. Mais alors, si on applique ce principe de la souveraineté du peuple à une nation, pourquoi ne l'appliquerait-on pas à *toutes* les nations. Le droit des nationalités n'est que l'extension logique du principe de la souveraineté nationale.

On nous fera certainement l'objection que *nation* et *nationalité* ne sont pas la même chose. Bluntschli affirme que « sans État, point de nationalité. » C'est une exagération et, par cette phrase, il entend dire assurément que la nationalité, pour vivre et se développer, doit posséder le droit de *s'organiser* en corps légal, en *personne morale* indépendante gouvernée selon ses propres lois, elle doit devenir une *nation*. Les deux notions de nationalité et de nation ne se couvrent pas. Les Polonais, les Tchèques, les Lithuaniens, les Slovaques, les Italiens de Trieste et les Roumains de Transylvanie sont, à *l'heure actuelle*, des nationalités sans être des nations. Au contraire, les Suisses forment une nation bien qu'ils appartiennent à plusieurs races et parlent trois langues très différentes. La nationalité est une notion purement ethnique, qui sert à désigner des collectivités qui parlent la même langue et présentent une affinité ou une identité de race, tandis que l'expression

nation est propre à une collectivité possédant une unité *politique*. Le principe des nationalités est le principe suivant lequel *toutes les nationalités ont le droit de devenir des nations*. Ce n'est pas, certes, un principe favorable à l'existence des États polyglottes comme, par exemple, l'Autriche-Hongrie, mais c'est un principe juste s'inspirant des idées de liberté et de *dignité* humaines. M. Émile Boutroux, qui, par ses articles et par ses conférences, défend magistralement le principe des nationalités écrit : « L'homme possède une valeur en tant qu'homme, indépendamment de sa force, de l'étendue de ses connaissances, de la quantité de ses biens, et de tous autres avantages, acquis ou naturels, qu'il peut avoir sur les autres hommes. En ce sens, tous les hommes sont *égaux*. Les droits que chaque homme possède ainsi, par cela seul qu'il est homme, sont, essentiellement, le droit à l'existence et le droit à la liberté, en tant que ces droits se concilient avec ceux qui, au même titre, appartiennent aux autres hommes. Or, une nation vraiment digne de ce nom est assimilable à une personne. Toute nation bien caractérisée possède donc le droit à l'existence et à la liberté, sous la réserve d'un droit semblable inhérent aux autres nations ; et, sous ce rapport, *toutes les nations sont égales* : ni la grandeur du territoire, ni la puissance, ni les conditions géographiques, politiques ou économiques n'établissent entre elles *aucune hiérar-*

chie. » (1) Et encore : « La nationalité tient à la vie de l'âme humaine, et est, elle-même, *une chose vivante.* »

On se demande cependant : quel est le *critérium* qui sert à établir si une telle collectivité d'hommes a ou non le droit de se considérer comme une nationalité ? Quelle est l'expresion et la manifestation d'une nationalité ? C'est la volonté qu'a une certaine collectivité d'hommes de vivre ensemble dans le pays où ils ont vu le jour et auquel ils sont attachés par les mêmes liens moraux et matériels, très puissants, par les mêmes souvenirs et où ils poursuivent les mêmes fins.

La nationalité est la base la plus *solide* et la plus naturelle de la formation des États. Une nationalité c'est, comme le dit M. N. Iorga, « une langue, une littérature, puis des traditions, une conscience instinctive d'unité, bref une *forme morale* de l'humanité (2). » Les nationalités sont donc des personnes morales possédant tous les attributs qui découlent de la personnalité. Elles doivent être *libres*, indépendantes, jouissant de tous les droits que renferme le principe de la liberté. « Dans les temps modernes

1. M. Emile Boutroux, *la Nation comme personne morale*, consultation dans le livre de M. Eugène Baïe, *le Droit des Nationalités*, Paris, 1915, p. 17 et 18.

2. Eugène Baïe, ouvr. cité, consultation de M. N. Iorga, *la Roumanie et le principe des nationalités*. Paris, 1915, p. 63.

— dit M. Mil. R. Vesnitch, l'éminent représentant de la Serbie en France — un des premiers principes du droit international réside précisément dans la liberté, dans le droit de disposer de son sort, qui est reconnu par le droit public intérieur aux citoyens des différents États, et qu'il est impossible de ne pas admettre au profit des grandes communautés historiques, au profit des nations .. *De même qu'un individu venant au monde jouit, par le fait de sa naissance, d'un certain nombre de droits pour pouvoir exister, se développer et se perfectionner, on doit reconnaître aux nationalités les mêmes droits, ce qui n'est réalisable que dans les États fondés sur le principe des nationalités* (1). » Il est impossible de formuler avec plus de vigueur et de clarté le droit des nationalités.

L'existence de l'Autriche-Hongrie, où les nationalités slaves et latines subissent le dur joug de la domination autrichienne et hongroise, est un défi flagrant au principe des nationalités. La monarchie dualiste repose sur le droit divin, d'origine barbare, reconnu à la famille de Habsbourg. Cette dynastie est, avec son armée et son administration fortifiées par une domination de plusieurs siècles, le seul lien entre des nationalités si différentes comme origine,

1. M. Mil. R. Vesnitch, *la Nation serbe*, dans le livre cité de M. Eugène Baie, p. 35.

caractère et aspirations, de la monarchie austro-hongroise. L'Autriche a reconnu cependant, à ses provinces, une certaine autonomie et s'est montrée pour ainsi dire libérale en accordant à ses peuples le suffrage universel. Mais il faut remarquer que ces concessions octroyées aux nationalités d'Autriche sont plutôt apparentes, qu'elles forment une façade destinée à dissimuler, aux yeux de l'étranger, la véritable situation. En pratique, le gouvernement autrichien favorise, dans toutes les provinces, l'élément autrichien (allemand) au détriment des Slaves, des Italiens et des Roumains. Les luttes nationales des Tchèques, des Italiens de Trieste et du Trentin, des Roumains, des Ruthènes, des Serbes, etc., en sont les preuves évidentes.

En Hongrie, on l'a vu, le principe des nationalités est totalement méconnu, les nationalités non-magyares étant sacrifiées aux ambitions d'hégémonie hongroises. C'est pourtant au nom du principe des nationalités que les Hongrois ont fait leur célèbre révolution de 1848-1849 contre la réaction autrichienne ; c'est en son nom que, en 1859, Kossuth, le dictateur déchu, sollicita l'intervention de Napoléon III contre l'Autriche.

Les Hongrois oublient que sans Magenta et Solferino, où le sang français a coulé pour l'idéal de l'unité italienne aussi bien que pour la liberté des peuples d'Autriche, il n'existerait point aujourd'hui

une Hongrie indépendante... Leur fortune inattendue, due plutôt aux circonstances de la politique extérieure qu'à leurs mérites, les a éblouis. Ils oppriment aujourd'hui les nationalités non-magyares, oubliant les jours où ils étaient eux-mêmes opprimés. En 1868, d'ailleurs, ils se souvenaient encore du principe des nationalités qui se trouve inséré solennellement dans l'article 44 de la « Loi des nationalités » de cette même année, et qui édicte l'égalité des nationalités de Hongrie devant la loi. Mais, on l'a vu, ces dispositions législatives sont restées lettre morte.

Il n'y a qu'un seul moyen de faire triompher le principe des nationalités en Autriche-Hongrie : c'est de donner satisfaction aux aspirations nationales des peuples qui composent cette mosaïque d'États. Les Tchèques veulent recouvrer leur ancienne indépendance qu'ils n'ont jamais cessé de revendiquer, les Italiens de Trieste, du Trentin, de l'Istrie, de la Dalmatie, de Fiume, aspirent à être réunis à leurs frères libres du royaume ; les Serbes de Bosnie, d'Herzégovine, de Batch-Bodrog (Hongrie méridionale) attendent leur délivrance des puissances alliées puisque leurs frères libres eux-mêmes ont été chassés du sol ancestral ; les Polonais de Galicie attendent le jour sacré de la résurrection de leur royaume historique ; les Roumains de Transylvanie, du Banat, de Crișhana, de Maramouresh et de Bukovine guettent l'arrivée des fantassins de Bucarest qui leur apporteront la charte de leur véri-

table liberté sur les pointes de 800.000 baïonnettes.

Le droit des nationalités, c'est le droit des races qui veulent conserver leur individualité et se gouverner elles-mêmes. L'empire allemand, création de la force seule dont il a fait sa seule idole, l'empire austro-hongrois, qui n'a vécu que de rapines, et leurs barbares complices les Turcs et les Bulgares, sont aujourd'hui seuls à affirmer que la force prime et crée le droit. Dans les États vraiment civilisés, on reconnaît le principe des nationalités. La France en a été non seulement l'héroïne, mais aussi la victime : l'unité allemande a été faite sur les débris de la suprématie française.

Le droit des nationalités est un droit éternel, imprescriptible. Une nationalité existe aussi longtemps qu'elle n'a pas *renoncé* à exister comme telle. Veut-on contester le droit des nationalités, son fondement ? Mais lisez l'histoire ! La Pologne, l'Irlande, la Transylvanie nous montrent que des siècles de servitude n'ont pas brisé l'énergie des races *qui ne veulent pas mourir*. Et, tant que ces nationalités conservent l'espérance et la *volonté* de vivre une vie libre et indépendante, elles peuvent toujours compter parmi les *nations* futures. Gambetta l'a dit : « l'avenir n'est interdit à personne. »

II. — *Le régime de la terreur en Autriche-Hongrie*

L'Autriche-Hongrie, qui, comme l'était la Turquie européenne, est vouée à un inévitable déclin, fait,

depuis le début de la guerre, peser sur ses populations un régime de terreur insupportable. Dans les pays de nationalité non-allemande et non-magyare les incarcérations et les condamnations sont à l'ordre du jour. L'autorité militaire qui règne en vertu de l'état de siège, réprime avec une extrême vigueur toute manifestation publique ou privée pouvant être interprétée comme hostile à l'État.

Voici, d'abord pour les pays de langue et d'âme italiennes, une statistique que publient les journaux autrichiens : à Trieste 200 condamnations à mort, à Fiume, 60, en Istrie 90, à Trente 330, en Dalmatie 118. Les populations slaves de la monarchie habsbourgeoise n'ont pas été traitées avec une moindre rigueur : En Moravie 245 condamnations à mort, en Bohême 720, en Bosnie-Herzégovine 800, en Galicie 480. En Bucovine il y a eu 330 condamnations à mort. On affirme que dans ces chiffres on compte plusieurs centaines de femmes. Il faut d'ailleurs remarquer que ces chiffres, de source autrichienne, sont plutôt réduits qu'exagérés. Ils donnent cependant le total de 3.353 condamnations à mort à la fin de l'année 1915, pour l'Autriche seulement, sans compter la Hongrie, où elles ont été très nombreuses. Il est impossible d'admettre que toutes ces personnes aient fait des services d'espionnage ou qu'elles aient tenu des propos offensants ou dangereux pour les empires germaniques. Ces exécutions

tions en masse semblent plutôt être un moyen *d'intimidation*, très usité d'ailleurs dans la monarchie des Habsbourg.

On ignore encore le chiffre approximatif des condamnations à mort en Transylvanie. L'opposition parlementaire et la presse roumaines ont cependant dénoncé au gouvernement Bratiano les persécutions extrêmement violentes auxquelles sont exposés les Roumains de Hongrie et surtout *l'élite intellectuelle*. M. Siméon Mândresco, professeur universitaire, dans un discours tenu au meeting du 21 novembre 1915. M. Léonte Moldovanu, député de Braïla, dans la séance du 11 décembre 1915 de la Chambre de Bucarest, MM. le prêtre Basile Lucaciu, président de la *Ligue culturelle*, ancien député, O. Goga, Taslauano, I. Mota, dans la presse, n'ont cessé de dénoncer les atrocités commises en Transylvanie par le régime de terreur hongrois. Plusieurs centaines de prêtres, instituteurs et avocats ont été pendus, fusillés ou incarcérés. Les prisons de Szegedin, Cluj, Vacz, Arad regorgent de condamnés roumains.

Le gouvernement austro-hongrois semble poursuivre l'extermination méthodique des races *slaves* et *latines* surtout, de l'empire. Les régiments italiens, roumains et slaves sont toujours envoyés au feu en première ligne, et on les emploie constamment pour les grands assauts, tandis que les unités autrichiennes,

allemandes ou hongroises sont constamment épargnées et forment les réserves stratégiques ou tactiques. M. Léonte Moldovanu, dans son discours du 11 décembre 1915 à la Chambre de Bucarest, a cité des faits pour dénoncer au gouvernement et au pays le système de dépopulation pratiqué par le gouvernement austro-hongrois. Voici un passage du discours de M. Moldovanu : « Les chefs de la politique austro-hongroise cherchent à faire disparaître la nationalité roumaine de Transylvanie. C'est ainsi que la 23^e brigade a toujours été envoyée au feu en première ligne. Elle a pris part à un nombre si grand d'assauts qu'on l'appelle, par dérision, « la brigade *Vorwärts* (en avant). » Elle était composée exclusivement de Roumains. Aujourd'hui elle n'existe plus : elle a été complètement anéantie dans les innombrables attaques dans lesquelles elle s'est d'ailleurs couverte d'une triste gloire. » L'exemple cité par le député de Braïla n'est pas un fait isolé. Le système est général. L'intervention de l'armée roumaine seule pourrait empêcher ces pratiques dont le véritable but est l'anéantissement de la race roumaine d'Autriche-Hongrie.

III. — *L'intervention roumaine*

Plusieurs considérations d'ordre politique et militaire expliquent la prolongation de la neutralité roumaine. Il convient cependant de remarquer que le

courant interventionniste dont MM. Take Jonesco et N. Filipesco sont les grands chefs, est de plus en plus fort. Cette intervention qui dépend d'une série de circonstances de nature stratégique qu'on ne peut pas discuter ici, se produira certainement en faveur des puissances alliées qui luttent pour un juste équilibre international et pour l'émancipation des nationalités asservies. Le gouvernement Bratiano lui-même, sur lequel pèsent en ce moment les plus lourdes responsabilités qui aient jamais incombé à un gouvernement roumain, adopte vis-à-vis des Alliés une attitude bienveillante et très significative. Les mesures militaires que le gouvernement de Bucarest prend en vue des éventualités futures, indiquent aussi une prochaine intervention contre les empires centraux.

Une série de faits semblent d'ailleurs confirmer cette manière de voir optimiste. Les discours prononcés à la Chambre et au Sénat à l'occasion de la discussion du message royal, indiquent clairement que l'élite du pays se rallie sans réserve à la thèse de l'intervention. M. Take Jonesco, dans son mémorable discours des 29 et 30 décembre, qui n'a pas manqué de faire une profonde impression sur la Chambre et sur l'opinion, campe face à face « l'armée de proie et l'armée du droit qui vont décider de l'avenir du genre humain ». Et il caractérise ainsi cette guerre : « Guerre unique qui n'est pas la chasse au kilomètre carré et où s'affrontent toutes les libertés

et toutes les servitudes. » Et plus loin : « Ce ne sont plus des armées, ce sont les nations qui combattent. Comment rester indifférent devant cette suprême bataille ? « Neutralité » signifie « lâcheté » et vainqueurs et vaincus se donneront plus tard la main pour châtier les lâches. Comment une nation honnête dans l'histoire comme la Roumanie pratiquerait-elle la politique du corbeau qui demande sa pâture au hasard du carnage ? » M. Jonsco définit ensuite le but de la guerre. Il est précis : *la liberté*, souverain bien des peuples. Personne n'ambitionne l'anéantissement de l'Allemagne. Mais elle doit cesser d'offrir au monde l'intolérable alliance de l'organisation économique ultra-moderne avec un système politique médiéval. Le devoir de la Roumanie est tout tracé. Il ne la sépare pas de ses intérêts. Que l'instinct national soit son guide. On l'a méconnu en 1883, lorsque l'alliance forcée avec l'Autriche, l'alliance de la peur, s'accomplit *secrètement* sans que nul n'osât demander l'assentiment de la nation. Celle-ci la répudie aujourd'hui. Le grand homme d'État Michel Cogălniceanu disait prophétiquement : « Vous avez beau la signer, cette alliance, vous ne pourrez faire honneur à votre signature. » Après avoir combattu les arguments des germanophiles qui s'inspirent de la crainte du panslavisme, l'orateur continue : « Notre ennemi a nom Magyar. Il faut choisir entre ces deux alternatives : ou le Hongrois au sommet

des Carpathes et c'est la servitude, ou le Roumain dans la citadelle transylvaine et c'est la liberté. »

Un autre orateur, dont nous avons déjà cité le discours, M. Léonte Moldovanu, disait à la Chambre, en dénonçant le régime de terreur de l'Autriche-Hongrie : « Quand les Romains de l'époque des Césars jetaient les martyrs chrétiens dans l'arène du cirque comme proie aux bêtes féroces, ils leur laissaient au moins leurs vieux prêtres dont les paroles pleines de foi étaient pour ces malheureux une consolation et une espérance. Les Roumains de Transylvanie meurent pour leurs tyrans sans aucune espérance. Les hommes sont exterminés dans les batailles, les vieillards, les femmes et les enfants doivent creuser des tranchées. » D'autres orateurs encore, notamment M. Toma Stélian, ancien ministre et chef des libéraux dissidents, dans la séance du Sénat du 21 décembre, adjurèrent le gouvernement Brătianu de ne pas laisser passer l'heure décisive. M. Stélian a fait un impressionnant tableau de la situation critique dans laquelle se trouve l'État roumain. En voici un passage : « En 1913 nous étions sous le charme de la campagne de Bulgarie, avec le prestige que nous avait valu l'élan de notre armée. Où en sommes-nous à présent ? La Serbie envahie ; la Bulgarie, renforcée d'Austro-Allemands et reprise d'orgueil, nous jette des regards d'envie. Nous sommes divisés en groupes adverses qui se suspec-

tent et se font la guerre. Le pays est transformé en une vaste foire aux consciences. Des milliers de Roumains meurent, il est vrai, avec la cocarde tricolore sur leur poitrine, mais pas pour la patrie roumaine... »

Ces manifestations de l'opposition parlementaire ont fait, il faut le reconnaître, une impression salutaire sur l'opinion découragée par une longue attente et un silence ambigu. Il faut dire d'ailleurs que le gouvernement de M. Jean I. C. Bratiano, de plus en plus convaincu que l'idéal politique roumain ne pourrait être réalisé que par l'entrée de la Roumanie dans la vaste Alliance des nations qui combattent pour la justice et la liberté, a beaucoup changé dans son attitude. Il n'a plus de concessions à faire aux empires centraux. Le pays s'est repris à espérer. La politique de M. Bratiano, hésitante en 1914, plus consciente et habile en 1915, est devenue une politique d'énergie et d'initiative en 1916. Il ne faut pas oublier les rudes difficultés qu'elle a rencontrées. Elle ne sera pas, il faut bien l'espérer, une politique d'abandon, bien qu'elle ait été une politique de prudence. Les exemples de l'Autriche-Hongrie, de la Turquie et de la Bulgarie, alliées de l'empire germanique, complètement asservies à la politique impérialiste allemande et ayant perdu leur liberté de mouvement, leur souveraineté même, sont trop frappants, trop impressionnants pour ne pas écarter définitivement la possibilité d'une alliance avec les empires germa-

niques. Une seule voie, héroïque celle-là, reste ouverte aux aspirations de liberté et d'unité roumaines : celle de la collaboration de l'armée roumaine avec les forces alliées pour délivrer la Transylvanie et la Bukovine et assurer le triomphe de la justice et du principe des nationalités.

La presse gouvernementale elle-même se décide à suivre ces inspirations. Voici l'émouvante façon dont s'exprime l'*Indépendance roumaine*, journal officiel du gouvernement : « Quand un des héros transylvains tombe au champ d'honneur, son regard tourné vers la Roumanie libre n'est pas un regard de haine ; pour elle son dernier geste n'est pas un geste de mépris. Il voit notre armée, notre force, qui, frémissante, attend... La Roumanie libre apparaît aux yeux du mourant comme un vivant espoir ! » Et, un peu plus loin, en saluant ceux qui héroïquement donnent leur vie à la patrie marâtre ne pouvant pas la donner à leur véritable patrie, la Roumanie : « Nous souffrons avec vous, mais patience encore et quand même. Il est impossible que d'aussi nobles sacrifices demeurent stériles. Le jour se lèvera où ils seront récompensés ! » C'est ainsi que cet organe autorisé vient de sortir du long silence que les circonstances lui avaient imposé. Quelle consolation et quel encouragement, si les Roumains de Transylvanie pouvaient lire ces lignes.

Malgré la propagande très active de ses agents,

malgré l'or qu'elle a prodigué partout pour corrompre les milieux dirigeants, les journalistes, les étudiants, l'Allemagne et sa vassale austro-hongroise doivent assister aujourd'hui à l'effondrement de leurs intrigues en Roumanie. Le gouvernement Bratiano, qui, par des actes qui relèvent la dignité nationale, est secondé par le pays tout entier, a fourni aux dirigeants de Berlin et Vienne la preuve qu'il veut garder son indépendance, sa liberté d'action. On sait que le gouvernement impérial allemand a protesté très énergiquement auprès du ministre de Roumanie à Berlin contre le contrat de vente tendant à la livraison d'une quantité considérable (30.000 wagons) de blé roumain à l'Angleterre. L'Allemagne voit évidemment, dans cette mesure du gouvernement roumain, une tentative pour vider un de ses greniers de ravitaillement. D'autre part, le gouvernement austro hongrois a adressé des représentations très vives au sujet de la candidature de deux Roumains de Transylvanie, sujets des Habsbourgs, M. M. Basile *Lucaciu* et le poète Octavien *Goga*, aux élections roumaines. On sait que ces démarches diplomatiques s'appuient de mesures militaires significatives, notamment de la concentration d'effectifs importants en Bulgarie, le long du Danube. Ces mesures d'intimidation n'ont pas empêché le gouvernement roumain de contracter un emprunt de 230 millions sur la place de Londres. Certains organes allemands,

notamment la *Deutsche Tageszeitung* du 26 janvier 1916, publient des articles d'une extrême violence contre la Roumanie qui refuse ainsi de se plier docilement aux ordres de Berlin et Vienne. M. Costi-nesco, ministre des Finances, qui est l'auteur du rapprochement économique entre la Roumanie et les puissances occidentales, est spécialement visé dans ces articles agressifs.

Peut-on encore douter de la volonté de la Roumanie de sauvegarder, l'épée à la main, son honneur et ses intérêts ? Elle connaît trop son grand devoir pour pouvoir le trahir. Elle connaît trop le danger auquel elle expose son avenir si elle reste la spectatrice inactive des événements qui fixent le sort des nations européennes et de la civilisation humaine pour une longue époque. Elle sait bien que cette occasion qui s'offre au roumanisme de réaliser son idéal politique millénaire ne se représentera jamais. Elle sait aussi qu'en se rangeant aux côtés de la France, qui a toujours combattu et versé son sang pour la justice et pour les nobles causes ; aux côtés de l'Italie, qui représente pour les lointains Latins d'Orient la mère-patrie, le pays des souvenirs immortels et des traditions sacrées, aux côtés de l'Angleterre, qui a toujours cherché à assurer l'équilibre européen et a combattu avec toutes ses forces tous les impérialismes ; aux côtés de la Russie qui, malgré sa maladresse de 1878, reste la puissance libératrice du joug turc ; aux côtés de la

Belgique, de la Serbie et du Monténégro, auxquels l'humanité entière doit une réparation, la nation roumaine ferait son devoir comme nation civilisée, défendant le bon droit, la justice et la liberté contre les usurpateurs qui ont fait de la force brutale leur seule idole. En refusant son concours à une telle œuvre, la Roumanie déserrerait un double devoir : elle laisserait périr ses frères qui attendent la délivrance d'un joug intolérable, elle consentirait au triomphe de la force barbare contre la civilisation moderne basée sur le droit, la justice et la liberté des nations.

Roumains, Roumains, laisserez-vous sonner l'heure de demain sans courir à l'appel de la Transylvanie mourante et de la glorieuse civilisation latine que défendent vos frères français et italiens ? Laissez-vous la République et ses Alliées achever seules l'œuvre de la grande revanche du droit contre la domination brutale et sans pitié du plus fort ? Votre patriotisme, qui vous pousse vers les cimes des Carpates, vos sentiments humains qui se révoltent à voir les petites nations écrasées par un colosse qui veut subjuguer le monde, ne vont-ils pas triompher bientôt ? Le monde civilisé attend l'heure roumaine. Elle viendra.

Paris, 15 février 1916.

Vu : le Doyen
LARNAUDE

Vu : le Président de la thèse
LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

I. Pour la partie historique (jusqu'à l'établissement du Dualisme austro-hongrois) :

- Acsàdy Ignacz.* — A magyar jobàgysàg története (Histoire du servage en Hongrie). Budapest, 1905.
- Baritiu (G.).* — Istoria Transilvaniei (Histoire de Transylvanie).
- Bach (M.).* — Die Wiener Revolution (la Révolution de Vienne), 1848-1849.
- Borovszky (G.).* — A dàkok (les Daces). Budapest, 1883.
- Bøhm (L.).* — Geschichte des Temeser Banats (Histoire du Banat de Temesvar). Leipsick, 1861.
- Nicetas Choniates.* — Annalium libri, IV, p. 68. Venise, 1729.
- Dio Cassius.* — Chronique, LXVII, 6. Édition de l'Académie roumaine, 1878.
- Cedrenus.* — Chroniques, 976.
- Duruy (Victor).* — Histoire romaine. Paris, 1863.
- Densusianu (N.).* — Revolutiunea lui Horia (la Révolution de Horia). Bucarest, 1884.
- Densusianu (Ovide).* — Histoire de la langue roumaine. Paris, 1903.
- Dosa Elek.* — Erdélyhoni jogtudomány (Recueil juridique de Transylvanie). Budapest, 1892.
- Eutrope.* — Chronique, VIII, 3.
- Engel.* — Geschichte des ungarischen Reiches (Histoire du royaume hongrois), vol. II.

- Fröhlich (Robert)*. — Magyarország aeskori földrajza (Géographie de la Hongrie ancienne), dans le « Akadémiai Értesítő ». Budapest, 1894.
- Flavius Vopiscus*. — Chronique, Passage célèbre, § 39.
- Fraknoi* — Magyarország és a Szentszék (la Hongrie et le Saint-Siège), vol. II.
- Hunfalvi (P.)*. — Az oláhok története (Histoire des Roumains). Budapest, 1894.
- Die Rumänen und ihre Ansprüche (les Roumains et leurs revendications). Vienne, 1883.
- Hérodote*. — Histoire, IV, 49. Édition de l'Académie roumaine. Bucarest, 1902.
- Hurmuzachi (E.)*. — Documente (Recueil de documents historiques). Bucarest, 1890.
- Iorga (N.)*. — Geschichte des rumänischen Volkes (Histoire de la nation roumaine), 2 vol. Gotha, 1905.
- Istoria Românilor din Ardeal și Ungaria (Histoire des Roumains de Transylvanie et Hongrie). Bucarest, 1915.
- Jakab Elek*. — Szabadságharcunk történetéhez (Mémoires). Budapest, 1880.
- Jancso Benedek*. — A román nemzetiségi törekvések története és jelenlegi állapota (Histoire et état actuel des aspirations nationales roumaines). Budapest, 1896.
- Jung (Dr Jules)*. — Römer und Romanen, Innsbruck, 1877.
- Jirecek (Const.)*. — Die Romanen in den Stædten Dalmatiens während des Mittelalters (les Latins dans les villes de Dalmatie, au moyen âge). Vienne, 1901.
- Irányi et Chassin*. — Histoire politique de la Révolution de Hongrie.
- Kossuth (Ludovic)*. — Die Katastrophe in Ungarn (la Catastrophe en Hongrie), 1849.
- Irataim az emigrációbol (mes Mémoires sur l'émigration). Budapest, 1896.
- Kovachich*. — Sylloge Decretorum (Recueil des décrets et

- lois hongrois), dans la Biblioth. de l'Acad. royale hongroise de Budapest.
- Lehoczky Tivadar.* — Történelmi tár (Recueil historique). Budapest, 1890.
- Lavisse (E.) et Rambaud (Alfr.).* — Histoire générale du IV^e siècle à nos jours. Paris, 1899.
- Mommsen (Th.).* — Römische Geschichte (Histoire romaine).
- Mania (B.).* — Dissertation istorico-critique. Temesvar, 1857.
- Major (Pierre).* — Istoria pentru începutul Românilor în Dacia (Histoire des origines des Roumains en Dacie), nouv. éd. Budapest, 1883.
- Milleker B.).* — Délmagyarország az őskorban (la Hongrie méridionale à l'époque ancienne). Budapest, 1893.
- Marcellinus Ammianus.* — Chronique, XXIV, 3. 9.
- Karl Marx.* — Révolution et contre-révolution en Allemagne, 1851. Traduction de Kautsky, 1896.
- Moldovan Vasile.* — Memorii din 1848-1849 (Mémoires). Brasov, 1895.
- Onciul.* — Românii în Dacia trajana. Bucarest, 1902.
- Pacatianu (Th.).* — Cartea de Aur (le Livre d'or, recueil historique). Sibiu, 1904.
- Popovici (Dr. Georges).* — Istoria Românilor Banateni (Histoire des Roumains du Banat de Temesvar). Lujoj, 1904.
- Popovici Aurel (C.).* — Die Vereinigten Staaten von Gross-Oesterreich (les États-Unis de la Grande-Autriche).
- Pic (L.).* — Ueber die Abstammung der Rumänen (l'Origine des Roumains). Leipsick, 1880.
- Der nationale Kampf gegen das ungarische Staatsrecht (la Lutte nationale contre le droit public hongrois). Leipsick, 1881-1886.
- Procopius.* — Le bello gothico, III, chap. 29, 35 et 38.
- Roesler (R.).* — Das vorrömische Dacien (la Dacie avant la

- domination romaine), dans les Annales de l'Acad. impériale de Vienne.
- Romænische Studien. Leipsick, 1871.
- Russu Sirianu (Jean)*. — Iobagia (le Servage). Arad, 1908.
- Seignobos (Ch.)*. — Histoire politique de l'Europe contemporaine, chap. XX, XXI, XXVI, et XXVII.
- Sincaï (Georges)*. — Cronica Românilor.
- Slavici (J)*. — Die Rumanen in Ungarn, Siebenbürgen und der Bukowina (les Roumains de Hongrie, Transylvanie et Bucovine). Teschen, 1881.
- Strabon*. — Chronique, VII. 3. 5.
- Szilagyi Ferencz*. — A Horia-vilag Erdelyben (l'Époque de Horia en Transylvanie). Pest, 1871.
- Schwicker (T.-H.)*. — Geschichte des Temeser Banats (Histoire du Banat de Temesvar). Pest, 1872.
- Schaser (Joh.-G.)*. — Denkwürdigkeiten aus dem Leben des Freiherrn Samuel von Bruckenthal (Mémoires). Collection du baron de Bruckenthal, Sibiu (Transylvanie).
- Théophraste*. — Compilateur du ix^e siècle (Chronique). Édition de Bonn.
- Thunmann*. — Untersuchungen über die Gesch. der östl. europ. Völker. Leipsick, 1774.
- Teleky (Comte Josef de)*. — A Hunyadiak kora Magyarországon (l'Époque des Huniade en Hongrie).
- Theil (Dr Rodolphe)*. — Michael Coprad von Heyendorf, Eine Selbst-biographie (Mémoires). Collection Bruckenthal.
- Tocilescu (Grégoire)*. — Dacia înainte de Români (la Dacie avant l'époque romaine). Bucarest, 1880.
- Tacite*. — Germania 46. Histoire, IV, 44.
- Wolf (A.)*. — Aus dem Hofleben Maria-Theresias (mémoires). Vienne, 1859.
- Xénopol (A.-D.)*. — Istoria Romanilor (Histoire des Roumains).

- Românil și Maghiarii (les Roumains et les Hongrois (Annales de l'Acad. roum.) Bucarest, 1900.
- Théorie de Rösler. Iassy, 1884.
- Une énigme historique (les Roumains au moyen âge). Paris, 1885.

II. — *Pour la partie moderne (depuis l'établissement du Dualisme austro-hongrois) et théorique*

Pour l'histoire moderne de la Transylvanie, on consulte avec fruit les collections des diverses publications périodiques roumaines, hongroises et autrichiennes qui se trouvent dans les principales bibliothèques de Bucarest, Budapest et Vienne. Une étude d'ensemble manque encore. Voici quelques-uns des ouvrages consultés :

Baie (Eugène). — Le Droit des Nationalités. Consultation de MM. Émile Boutroux, de Wiart, Luzzati, Vesnitch, Vandervelde, Zygmunt, Zaleski, N. Iorga, abbé Wetterlé, Andréadès, Peterson, Galsworthy, Norman Angell, Aulard, Fr. de Curel, de Gerlache, Lehr, Lyon-Caen, Ed. Clunet, Mérignhac et Hennebique. Paris, Félix-Alcan, 1915.

Déak (François). — Discours publiés par E. Konyi, en magyar. Budapest.

Déak et Beust. — Entrevue racontée par Csengery dans la *Ungarische Revue*, 1887.

Déak (François). — Ein Beitrag zum ungar. Staatsrecht (Une contribution au droit public hongrois). Budapest, 1865.

Konyi (E.) et Okolicsanyi. — Articles sur le comte Jules Andrassy, dans la *Deutsche Revue*, avril et mai 1890.

Cantacuzène (Dr Jean). — La Question nationale roumaine et les Roumains d'Austro-Hongrie, travail publié dans le numéro du 20 mars 1915 de la *Revue hebdomadaire*.

Macrodin (C.-D.). — La Roumanie contemporaine. Paris, 1915.

Hauriou (Maurice). — La Souveraineté nationale. Paris, recueil Sirey, 1912.

Russu Sirianu (Jean). — Romanii din Statul-Ungar (les Roumains de l'État hongrois), ouvr, statistique. Bucarest, 1904.

Collection des journaux *Tribuna* et *Românul* à l'Académie royale de Bucarest, diverses revues et journaux français et roumains, notamment *la Revue hebdomadaire* dirigée par *M.F. Laudet*, diverses publications et conférences du Comité de propagande franco-roumaine de la rue Garancière, les discours à la Chambre roumaine dans la question nationale, le livre de M. I. D. Protopesco (*Germania si razboiul european*, l'Allemagne et la guerre européenne), divers articles, conférences et discours de MM. Take Jonsco, N. Iorga, Stéphen Pichon, Jean Cruppi, Paul Adam, Gabriel Hano-taux, E. Denis, N. Filipesco, Siméon Mândresco, Ion Gorun (Al. I. Hodos), O. Goga, Jean Ursu, Marius Leblond, etc., sur la question de Transylvanie ou sur la guerre européenne.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	7

PREMIÈRE PARTIE

Depuis la conquête romaine jusqu'à l'usurpation hongroise

CHAPITRE PREMIER. — La conquête romaine.....	27
CHAPITRE II. — L'époque romaine. La Transylvanie province romaine.....	40
CHAPITRE III. — La continuité de l'élément roumain en Transylvanie. Les invasions. L'époque militaire. La Transylvanie indépendante	64

DEUXIÈME PARTIE

Depuis l'usurpation hongroise jusqu'au commencement de la domination autrichienne

CHAPITRE IV. — L'usurpation hongroise. Le servage..	87
CHAPITRE V. — Les premières révolutions : 1290, 1437, 1514. L'exode	104
M.-R. Sirianu	28

CHAPITRE VI. — L'invasion turque. La dynastie des Huniade. Son esprit démocratique, sa réaction contre l'oligarchie féodale.....	120
CHAPITRE VII. — La Transylvanie indépendante sous les princes hongrois. Pierre Raresch. Michel le Brave. L'unité roumaine.....	144

TROISIÈME PARTIE

Depuis le commencement de la domination autrichienne jusqu'à l'établissement du Dualisme austro-hongrois

CHAPITRE VIII. — Les persécutions politiques et religieuses contre les Roumains. Le « Diploma Leopoldinum » et ses conséquences. Caractère de la domination autrichienne. L'union avec l'Église catholique romaine.....	169
CHAPITRE IX. — La révolution de Horia (1784-1785)...	191
CHAPITRE X. — L'influence des idées françaises. Le réveil national. Le libéralisme hongrois et son œuvre en Transylvanie. La révolution roumaine de 1848-1849.....	227
CHAPITRE XI. — L'absolutisme autrichien et le prélude du Dualisme. Politique de l'évêque baron de Saguna. L'autonomie religieuse (1849-1866).....	259

QUATRIÈME PARTIE

Depuis l'établissement du Dualisme austro-hongrois jusqu'à la grande guerre européenne
(1867-1914)

CHAPITRE XII. — Le Dualisme austro-hongrois. L'hégé-	
--	--

PAYS ROUMAINS D'AUTRICHE-HONGRIE

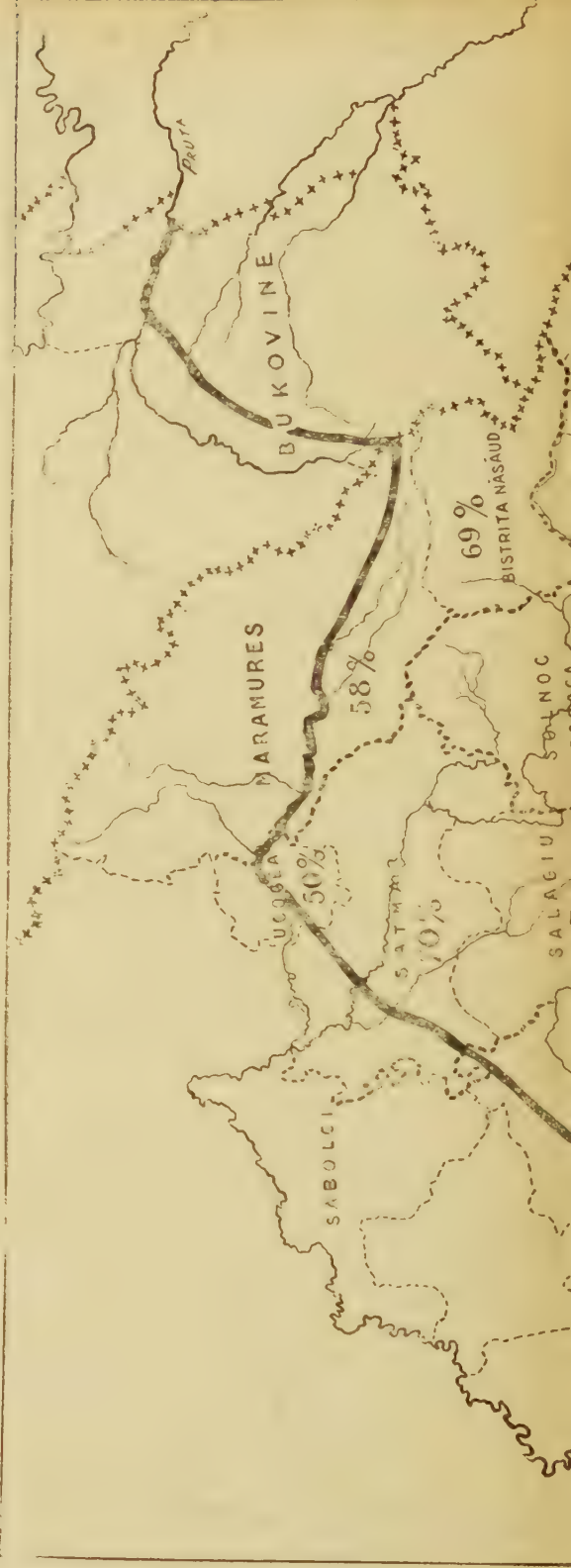
TRANSYLVANIE, BANAT DE TEMESVAR, CRISHANA ET BUKOVINE

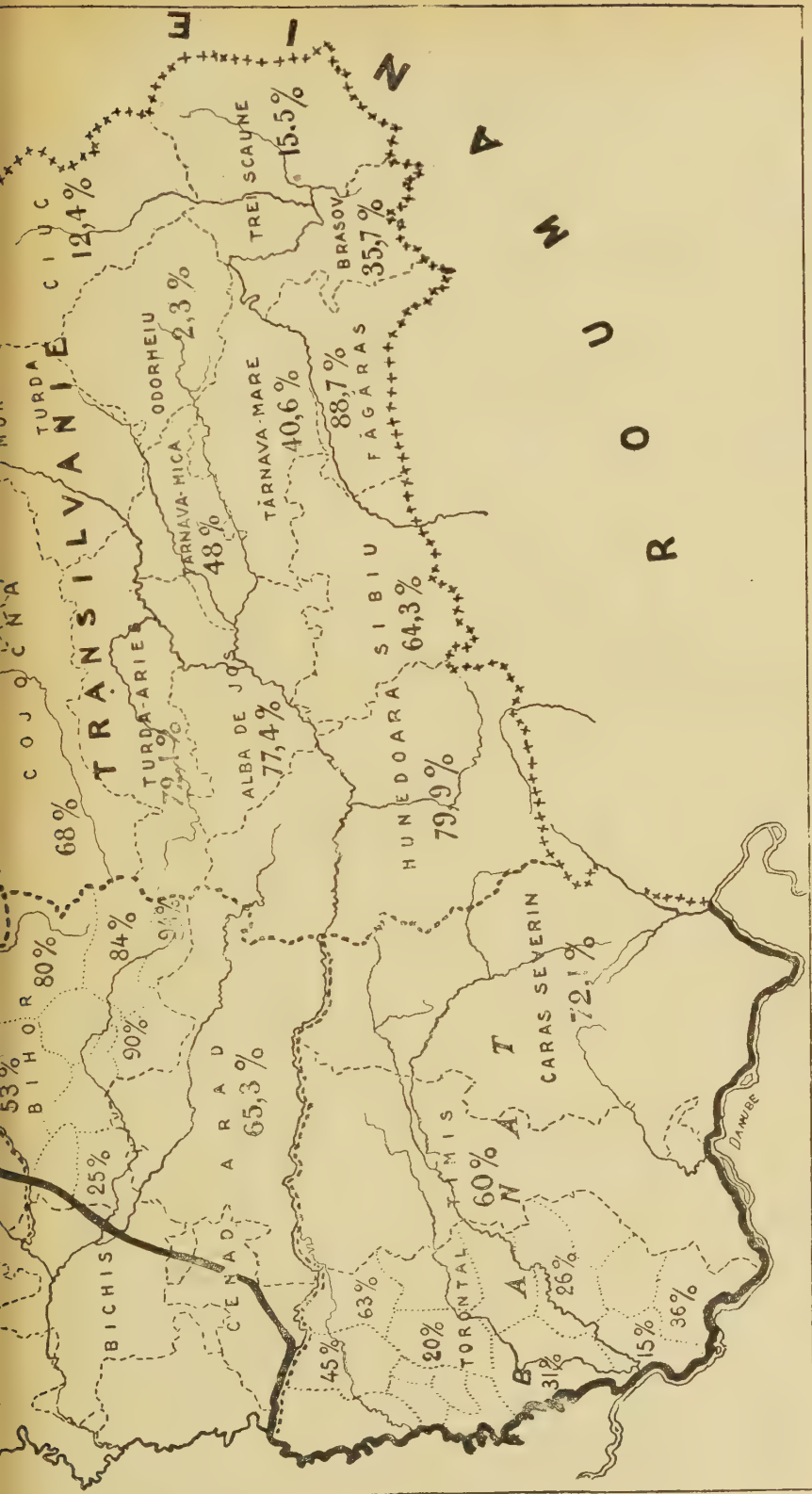
Carte dressée d'après les dernières statistiques officielles austro-hongroises

Supplément au travail

LA QUESTION DE TRANSYLVANIE ET L'UNITÉ POLITIQUE ROUMAINE

Par M. MIRCEA RUSSU SIRIANU





Communiqué par M. C. D. Macrodon.

La densité de la population roumaine est indiquée par des chiffres placés en dessous du nom de chaque district. — Les pays situés en dessous du trait noir sont habités en majorité par des Roumains, à l'exception des colonisations magyares et székleres des comitats d'Odorheiu, de Ciuc et de Trei-Scaune.

monie magyare dans la politique de la monarchie. Asservissement des nationalités non-magyares. La Transylvanie annexée à la Hongrie. La loi des Nationalités de 1868, son article 44. La politique de magyarisation.....	276
CHAPITRE XIII. — Lutttes nationales des Roumains de Transylvanie. L'époque de la « passivité ». Formation du parti national roumain et le programme de 1881. Consolidation du Dualisme: politique du comte Andrassy. Première période des persécutions hongroises : Coloman Tisza, Tréfort, le baron Bánffy Dezsœ. Le « Mémoire » (1892) et le grand mouvement national roumain de 1892-1896. Les condamnations. Nouvelle passivité.....	303
CHAPITRE XIV. — Nouvelle phase de la lutte nationale des Roumains de Transylvanie: l'activité de la presse et l'activité parlementaire. L'activité dans le comitat d'Arad: la <i>Tribuna</i> . Jean Russu Sirianu. L'assemblée nationale du 10 janvier 1905. Les élections de 1905 et 1906. L'activité parlementaire: Alexandre Văida-Voevod, Jules Maniu. La presse officielle du Comité National: la <i>Lupta</i> , le <i>Românul</i> . Nouvelles persécutions du gouvernement hongrois. La loi Apponyi (1907). Les élections de 1910 et la politique du comte Tisza. Succès de la Roumanie en 1913 et leur répercussion en Hongrie. Nouvelles persécutions. Loi sur l'évêché de Hajdu-Dorog (1912) et le procès monstre de Satmar (1914). La nouvelle loi électorale du comte Tisza (1914). Échec des négociations de paix roumano-magyares: la résolution du 17 février 1914 du Comité National roumain. Prélude de la guerre européenne. Projets de l'archiduc héritier François-Ferdinand. Son assassinat. Aurel-C. Popovici.....	331

CINQUIÈME PARTIE

La question de Transylvanie pendant la guerre européenne (1914-1916)

CHAPITRE XV. — La politique extérieure de la Roumanie et l'idéal de l'unité roumaine.....	359
CHAPITRE XVI. — Les Roumains de Transylvanie pendant la guerre. Leur état actuel. Les revendications de la Roumanie.....	385
CONCLUSIONS. — L'unité politique roumaine. La liberté des nations.....	407
ANNEXES.....	411
BIBLIOGRAPHIE.....	431
TABLE DES MATIÈRES.....	437

